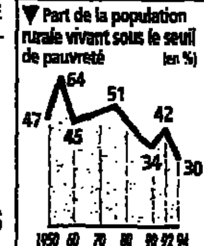
LE MONDE ÉCONOMIE

■ L'éveil de l'Inde au libéralisme
■ 8 pages d'annonces classées



Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 16294 – 7,50 F
MARDI 17 JUIN 1997
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ FORMULE 1

L'écurie Prost sans pilote vedette à deux semaines du Grand Prix de France

LE GRAND PRIX de formule 1 du Canada, disputé dimanche 15 juin à Montréal, a été marqué par un terrible accident dans le 52e tour. Olivier Panis, pilote d'une Prost-Mugen-Honda, a percuté un muret de protection à plus de 200 km/h avant de s'encastrer dans un tas de pneumatiques de protection. Opéré pendant trois heures, le pilote français souffre d'une double fracture à chaque jambe. La saison d'Olivier Panis, troisième au championnat du monde des conducteurs, est sans doute terminée après cet accident. Alain Prost, patron de l'écurie, devrait annoncer le nom de son remplaçant cette semaine, alors que le Grand Prix de France doit avoir lieu le 29 juin. Golf, cyclisme et basket sont également au menu de nos pages « Sports ».

Lire pages 23 et 24

La France pense avoir rallié ses partenaires à un compromis monétaire et social

Un sommet européen extraordinaire sur l'emploi aurait lieu en octobre à Luxembourg

AU PREMIER JOUR du Conseil européen d'Amsterdam, lundi 16 juin, les termes d'un compromis se dessinaient sur les résolutions devant accompagner le pacte de stabilité. Les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze devaient examiner une résolution complémentaire sur l'emploi, la croissance et la coordination des politiques économiques. Afin de concilier le point de vue des Français qui voulaient un texte sur l'emploi ayant le même statut que le pacte de stabilité, et celui des Allemands qui refusaient de toucher à ce pacte, les deux résolutions seront coiffées d'une introduction insistant sur l'équilibre entre les préoccupations monétaires et sociales. Un conseil européen extraordianire consacré à l'emploi pourrait avoir lieu en octobre à Luxembourg.

Le gouvernement Jospin souhaitait que la résolution sur l'emploi comporte un article prévoyant l'organisation systématique d'une consultation des salariés avant toute restructuration industrielle. Après l'échec du sommet franco-allemand de Poitiers, les discussions s'étaient poursuivies pendant tout le week-end, y compris au cours d'un dîner des ministres européens des finances, dimanche à Amsterdam. Les Allemands avaient répété leur opposition formelle à l'augmentation des dépenses communautaires et à toute mesure risquant de mettre en cause l'indépendance de la future banque centrale européenne.

La position française avait fait l'objet, samedi, d'une mise au point au cours d'une réunion de plus de deux heures à l'Elysée entre Jacques Chirac et Lionel Jospin, entouré des ministres chargés du dossier européen. La France se devait de « parler d'une seule voix » à Amsterdam où le président de la République était accompagné du premier ministre. Dans l'entourage de Lionel Jospin, on ne cachait pas une certaine irritation face aux déclarations de l'Elysée : la présidence de la République laissait entendre, en effet, que la parole de la France était engagée en faveur du pacte de stabilité et que les changements obtenus étaient dus essentiellement à l'action de Jacques Chirac.



Les partis de droite à la recherche des électeurs du Front national

LES DIRIGEANTS de la droite ont exprimé, au cours de diverses réunions et émissions de radio ou de télévision, samedi 14 et dimanche 15 mai, leur souci de ramener vers les partis républicains les électeurs attirés par le Front national. François Bayrou, président de Force démocrate et du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et Nicolas Sarkozy, qui brigue le poste de secrétaire général du RPR, se sont prononcés l'un et l'autre contre toute alliance avec l'extrême droite. Dans un « point de vue » adressé au *Monde*, Alain Peyrefitte, sénateur (RPR) de Seine-et-Marne, explicite son éditorial du 2 juin dans *Le Figaro* en précisant que la droite doit, selon lui, cesser de *« gommer ses propres valeurs »* et de *« s'évertuer à culpabiliser »* les électeurs du Front national.

Lire page 6 et le point de vue d'Alain Peyrefitte page 17

■ Une trop sage Biennale de Venise

La manifestation d'art contemporain a débuté dimanche 15 juin. Cette édition *souffre d'avoir manqué de crédits et de* temps de préparation. p. 27

Le Jockey Club de Hongkong parie sur l'avenir

HONGKONG
de notre envoyé spécial

Il fallait s'y attendre : la dernière réunion hippique de l'ère coloniale britannique en Extrême-Orient a été un succès sans précédent. Dimanche 15 juin, pas moins de 88 000 amateurs – 5 000 de plus que pour le précédent record – ont assuré, avec les parieurs de toute la ville, un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de dollars de Hongkong (2,1 milliards de francs) au Jockey Club, la société qui gère les courses autrefois *« royales »* et bientôt *« prolétariennes »*. L'an dernier, la recette recueillie pour la dernière réunion de la saison avait été inférieure à ce montant d'un petit milliard de dollars de Hongkong.

Au total, au cours de la saison qui s'achève, les courses ont ainsi rapporté au Jockey Cub la modeste recette de 92,8 milliards de dollars de Hongkong, soit un peu plus de 10 000 francs par habitant de l'ex-colonie britannique, dont il faut bien entendu soustraire les quelque 90 % redistribués aux gagnants. Un succès qui conforte le cliché selon lequel, à Hongkong, le PMU est *« la seule forme légale de jeu »*.

C'est évidemment compter sans la Bourse, qui est ici pour beaucoup une forme de jeu, et surtout sans le mah-jong, dont on entend les tuiles claquer sur le Formica à peu près partout dans le territoire, derrière les paravents des arrière-boutiques ou des salles privées de restaurants. Il faudrait être sourd et aveugle pour s'imaginer que le jeu est interdit à Hongkong autrement que sur le papier des baux immobiliers : sans ironie, ceux-ci exigent en effet du locataire qu'il s'engage à ne pratiquer aucune forme de pari dans les locaux qu'il occupera.

Les paris étant théoriquement interdits en Chine, Hongkong deviendra donc, le 1er juillet, le seul territoire chinois où ils seront permis. En réalité, de l'autre côté de la frontière, l'usage s'est déjà émancipé des règles et l'hypocrisie règne. Interdits en 1949, les paris individuels autour d'une table de cartes ou de mah-jong ne sont plus réellement réprimés. Surtout, on peut, dans le sud de la Chine, miser de l'argent sous une forme déguisée en participant à des tombolas autour de courses de chevaux singulièrement baptisées *« concours d'intelligence sur la performance hippique »*.

Légendaires au point de provoquer des embouteillages monstres sur le territoire, les courses de Hongkong survivront donc après le 1er juillet. Pékin l'a promis, au nom du sacro-saint principe « un pays, deux systèmes ». Le Jockey Club, qui reverse une partie substantielle de ses revenus colossaux à des œuvres sociales et caritatives, est assuré de beaux jours : ne sont-ce pas des fils de « mandarins rouges » qui en dominent déjà le fonctionnement ?

On peut même parier, tant qu'à faire, que la première réunion de l'ère post-coloniale offrira de nouveaux records d'assistance et de recette. Faute de quoi, Hongkong ne serait plus dans Hongkong.

Francis Deron

« Bac 97 » et réforme des DEUG

LES ÉPREUVES du baccalauréat 1997 ont débuté, lundi 16 juin, par la philosophie, dont nous publions les sujets des séries générales. Sur les 628 112 candidats, environ 250 000 s'inscriront en première année d'université. A la rentrée, devrait commencer à s'appliquer la réforme des études supérieures, longuement négociée par François Bayrou, et que le nouveau ministre de l'éducation, Claude Allègre, entend *« poursuivre dans la concertation »*. Mais la mise en œuvre des nouveaux DEUG se heurte à des obstacles, notamment du côté des enseignants et de certains présidents d'université.

Lire pages 10 et 33

■ Brazzaville a peur

L'annonce du retrait des soldats français fait craindre à la population de la *capitale congolaise une recrudescence* des combats. p. 4

■ Le président croate réélu

Franjo Tudjman restera le chef de l'Etat croate pour les cinq ans à venir. p. 3

■ Belfort défile contre DHL

6 000 personnes ont manifesté à Belfort, samedi 14 juin, contre le projet de création d'un aéroport de fret du transporteur DHL. p. 7

■ Le Sud-Ouest sans ministres

Aucun membre du gouvernement, sinon des élus « parachutés », n'est originaire d'Aquitaine, de Midi-Pyrénées *ou de Poitou-Charentes.* p. 13

■ Michel Field sur TF 1

L'animateur de Canal Plus sera sur TF 1 à la rentrée. Philippe Gildas le remplacera sur la chaîne cryptée. p. 30

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 617 - 7,50 F

Les choix économiques sous le sceau de l'urgence

IL FAUT RECONNAÎTRE ce mérite à Lionel Jospin de ne pas avoir cédé à la facilité durant la campagne électorale et de ne s'être livré à aucune surenchère. Prônant un changement de politique économique, afin de consolider la croissance, il a prévenu qu'il lui faudrait du temps pour honorer ses promesses. Mais, du temps, en a-t-il devant lui ?

C'est la principale caractéristique de cette nouvelle législature : alors que François Mitterrand, au début de son premier septennat, avait mis plus d'un an pour fixer le cap économique qu'il entendait suivre, et que Jacques Chirac avait pris plus de six mois, en 1995, pour faire de même, M. Jospin, lui, est prisonnier d'un calendrier – européen, mais pas seulement – qui lui interdit, si l'on peut dire, de jouer la montre. Sitôt arrivé à l'Hôtel Matignon, c'est déjà, pour lui, l'heure des choix. Qu'il s'agisse de la construction européenne, des finances publiques ou des dossiers intimement liés de l'emploi et des salaires, M. Jospin doit, sans délai, abattre toutes ses cartes.

Certes, dans le cas des finances publiques, M. Jospin a fixé quelques priorités. On sait ainsi que les socialistes financeront leurs mesures nouvelles par redéploiement de crédits, c'est-à-dire *« sans aggravation des déficits »*. On sait encore que, s'ils veulent respecter les critères de convergence du traité de Maastricht, et notamment celui qui fait obligation de ramener les déficits publics sous la barre des 3 % du produit intérieur brut (PIB) d'ici à la fin de 1997, ils ont demandé que le résultat ne soit apprécié qu'*« en tendance »*.

Plus généralement, M. Jospin avait précisé que, en cas de victoire, les socialistes appuieraient la création de la monnaie unique, mais à la condition *« que les relations entre les pays participant à l'euro soient fondées non sur un pacte d'austérité, mais sur un pacte de solidarité et de croissance »*. Initialement, il n'était donc pas question, pour la gauche, d'accepter le pacte de stabilité dessiné à Dublin. M. Jospin fait dépendre son agrément à la monnaie unique de la mise en œuvre, à l'échelon européen, d'une politique économique moins restrictive, permettant à la France d'interpréter de manière souple les critères de convergence.

Laurent Mauduit

Lire la suite page 18

Aerospatiale sous pression



YVES MICHOT

LES PARTENAIRES d'Aerospatiale s'impatientent. En plein Salon du Bourget, ils ont écrit à Yves Michot, son PDG, pour insister sur la nécessité de renforcer l'intégration industrielle en Europe. Le changement de gouvernement brouille l'avenir : la fusion avec Dassault aura-t-elle lieu ? Le futur ensemble sera-t-il privatisé ?

Lire pages 19 et 20

EUROPE Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays membres de l'Union européenne s'est ouvert, lundi 16 juin, à Amsterdam. ● EN DEUX JOURS, il doit trouver un accord sur la révision du traité de Maastricht et entériner le pacte de stabilité monétaire qui doit accompagner l'euro. Un compromis semblait s'être dégagé, dimanche soir, concernant les propositions françaises en matière d'emploi, de croissance et de coordination des politiques économiques des Quinze, comme pendant au pacte de stabilité monétaire et de croissance. ● UN CONSEIL européen extraordinaire, consacré justement à l'emploi, pourrait se tenir, en octobre, à Luxembourg. Plus de 35 000 personnes, venues de toute l'Europe, manifestaient, samedi dans les rues d'Amsterdam, contre *« le chômage, la précarité de l'emploi et l'exclusion »*. *(Lire aussi pages 14, 15, 16 et 32.)*

Vers un compromis sur les demandes françaises en faveur de l'emploi

L'optimisme était de mise, lundi 16 juin au sommet d'Amsterdam, à l'ouverture du Conseil européen. Une résolution portant sur le chapitre social et sur une meilleure coordination des politiques économiques des Quinze devrait être adoptée

AMSTERDAM
de notre envoyé spécial

Dimanche 15 juin dans la soirée, à l'issue du dîner réunissant les ministres des finances des Quinze, le Néerlandais Geritt Zalm, qui présidait les débats, s'est montré rassurant : « *Nous avons fait des progrès extrêmement satisfaisants. Nous serons en mesure de terminer demain et d'adopter alors à l'unanimité un texte à soumettre au Conseil européen.* » Déclaration brève, mais en principe suffisante, pour éviter que le marché, resté sur la mauvaise impression du rendez-vous franco-allemand manqué de Paris, ne s'affole.

Ce dîner a été l'occasion de faire le point, à Quinze, sur la série de contacts noués la semaine dernière sous les auspices de la Commission et de la présidence néerlandaise. Il avait été rendu nécessaire après que, lundi 9 juin, à Luxembourg, Dominique Strauss-Kahn, ministre français des finances, eut confirmé que la France ne pourrait donner son aval définitif au pacte de stabilité budgétaire, cher aux Allemands, que dans la mesure où les Quinze afficheraient leur volonté de consentir des efforts accrus en faveur de l'emploi. Ce souci n'avait pas été mal accueilli par une majorité de délégations, mais les partenaires de la France souhaitaient que le « *délai de réflexion* » réclamé par Paris puisse être terminé assez tôt pour que le pacte de stabilité soit entériné par les chefs d'Etat et de gouvernement, comme prévu, les 16 et 17 juin. Cette contrainte de temps a fait monter la pression. Les Français y contribuèrent en présentant des amendements au texte préparé par la présidence et par la Commission, qui déplurent fort aux Allemands. Pour ceux-ci, une double ligne rouge ne pouvait être franchie, que le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a définie ainsi dans un entretien avec la deuxième chaîne de télévision allemande :

– il est exclu que, sous prétexte de concertation économique, on remette en cause l'indépendance de la future banque centrale européenne ;

– les caisses étant vides, la « chasse au gaspi » étant ouverte pour ramener le déficit public au plus près des 3 %, il est impensable de charger le budget européen de dépenses nouvelles, par exemple pour financer des grands travaux d'infrastructures, comme le demandaient les Français.

RECOMMANDATIONS

Il fallait donc trouver une formulation que la France ne rejette pas comme trop anodine, sans pour autant enfreindre les interdits allemands. Apparemment, ce serait fait. La résolution sur le pacte de stabilité serait accompagnée d'une seconde résolution sur la croissance, l'emploi et la coordination des politiques économiques, dans les domaines qui n'étaient pas encore couverts par les textes ayant trait à l'Union monétaire. En partant de l'article 103 du traité, il s'agirait d'élargir à l'emploi, à la politique sociale ainsi qu'aux réformes structurelles qui y sont liées, les mécanismes d'information mutuelle et de surveillance. Le conseil « écofin » réfléchirait sur l'aménagement des régimes de retraite et de protection sociale, sur le temps de travail et, suite à cette réflexion collective, adresserait des « recommandations » à tel ou tel Etat-membre, étant entendu que, contrairement aux recommandations budgétaires, elles ne seraient pas contraignantes.

La résolution renverrait également au « titre » sur l'emploi, dont il est désormais acquis qu'il sera inclu dans le nouveau traité. Elle ferait référence à une utilisation plus large des crédits de la Banque européenne d'investissements (BEI) – des prêts à des conditions relativement favorables – au profit de l'emploi. Ce ne serait pas vraiment nouveau mais on expliquerait que la BEI devrait s'y intéresser encore plus...

Les deux résolutions (celle sur le pacte de stabilité et celle sur la croissance et l'emploi) seraient précédées d'un préambule soulignant la nécessaire cohérence à maintenir entre ces deux formes d'encadrement de l'action commune. La Commission et le Conseil « écofin » seraient chargés de réfléchir à la politique de change de la zone euro, ainsi qu'à sa représentation extérieure. Il s'agit de donner de la consistance à cette concertation renforcée entre les ministres des finances de la zone euro voulue par la France.

Philippe Lemaître

Mises en garde à gauche, approbation de M. Pasqua

LES RÉACTIONS politiques en France sont restées mesurées dans l'attente des résultats du conseil européen. A gauche, les Verts et le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, ont fait entendre leur différence, signifiant qu'ils souhaitaient de « *réels* » réaménagements des accords européens. A droite, l'ancien ministre RPR, Charles Pasqua, l'un des chefs de file des anti-maastrichiens, s'est singularisé par un soutien appuyé à Lionel Jospin.

Le premier secrétaire délégué du PS, François Hollande, a justifié samedi 14 juin, l'attitude du gouvernement par la nécessité de restaurer la confiance des peuples dans la construction européenne. « *Le risque, ce n'est pas la crise, c'est la rupture entre les Européens et l'Europe* », a-t-il dit. Selon lui, les négociations conduites par le nouveau gouvernement sont déjà un succès car elles ont « *permis de corriger le cours de la construction européenne* » dans un sens plus social. « *Rien n'est joué,* a estimé M. Hollande, *il y a des risques de blocage.* » Mais, a t-il affirmé, « *nous avons placé l'emploi au cœur des préoccupations communes* ». Pour lui, « *s'il n'y avait pas eu la victoire de la gauche, c'est le pacte de stabilité dans sa version initiale, celle arrêtée à Dublin par Jacques Chirac et Alain Juppé, qui serait aujourd'hui approuvée* ». Lors d'un meeting dimanche à Carmaux (Tarn), Robert Hue a déclaré que le sommet d'Amsterdam devait être l'occasion « *de renégocier profondément les choses* ». Il a estimé qu'il ne suffisait pas « *d'ajouter quelques phrases au traité* [de Maastricht] *pour en faire un traité radicalement différent* ». Affirmant que les Allemands voulaient renforcer « *l'Europe ultralibérale* », le secrétaire national du PCF a estimé que le pacte de stabilité était « *une machine à fabriquer davantage de chômeurs* ». « *Pour que la gauche réussisse, il faut tenir nos engagements qui sont ceux de la déclaration commune entre le Parti socialiste et le Parti communiste, impliquant une réorientation de la politique européenne* ». Réunis en conseil national interrégional (CNIR), samedi, les Verts ont, quant à eux, demandé « *le report de la conclusion des travaux portant tant sur le pacte de stabilité que sur la Conférence intergouvernementale* », lors du sommet d'Amsterdam. Dans leur motion, les Verts ont souhaité « *que les préoccupations, exprimées par les citoyens lors des dernières élections, soient intégrées de façon réelle* ».

A droite, Charles Pasqua, a salué la démarche du gouvernement. « *Je n'ai pas de sympathie irraisonnée pour Lionel Jospin mais il a obtenu des Allemands qu'ils rengainent un peu de leur intransigeance. On nous expliquait que c'était impossible. J'ai toujours pensé, moi, qu'il pouvait y avoir une autre solution* », a déclaré l'ancien ministre de l'intérieur au *Journal du Dimanche* du 15 juin. Invité du Grand Jury RTL-Le Monde, le président de Force démocrate, François Bayrou, a, lui, affirmé, dimanche, qu'un échec sur le pacte, à Amsterdam, serait « *très grave pour la France* ». Le nouveau président du groupe UDF à l'Assemblée a souligné qu'il fallait « *trouver un accord avec un volet social* », mais y parvenir « *par des impôts et la dette, c'est préparer des lendemains qui déchanteront* ». « *Je ne participerai pas à cette escroquerie* », a affirmé M. Bayrou.

Par ailleurs, le service de presse de l'Elysée a fait savoir, samedi 14 juin, qu'en période de cohabitation, une réunion du premier ministre, accompagné de ministres, autour du président de la République se tenait avant chaque conseil européen. Toutefois, entre 1993 et 1995, aucune entrevue réunissant Edouard Balladur, premier ministre de la deuxième cohabitation, et certains de ses ministres ne s'est déroulée à l'Elysée en présence de Mitterrand avant chaque conseil européen (*Le Monde* daté 15-16 juin). Les archives n'ont pas gardé de traces de telles réunions sous la première cohabitation.

Jacques Chirac, dans un restaurant d'Amsterdam

AMSTERDAM
de nos envoyés spéciaux

Jacques Chirac s'est accordé, dimanche 15 juin, quelques heures de détente avant l'ouverture du sommet, en dînant avec ses collaborateurs dans un restaurant sichuanais d'Amsterdam. De l'Europe, il a bien sûr été question, entre deux digressions sur la civilisation chinoise. Pendant ce temps, à Paris, Lionel Jospin était enfermé à l'hôtel Matignon pour peaufiner, à la fois, le compromis sur l'emploi qu'il entend soumettre à ses partenaires européens et, surtout, la déclaration de politique générale qu'il doit présenter, jeudi, devant le Parlement. Le chef du gouvernement était en liaison directe avec son ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, arrivé dès dimanche soir à Amsterdam pour dîner avec ses homologues et tenter de préparer un compromis.

Les deux dirigeants français se sont retrouvés, lundi matin peu avant 9 heures, à l'ouverture du sommet, au siège de la Banque centrale des Pays-Bas. A la table du Conseil, le chef de l'Etat et le premier ministre seront assis côte à côte. Après le sommet franco-allemand du 13 juin à Poitiers, qui n'avait pas permis de rapprocher les positions entre le chancelier Kohl et le gouvernement français, les deux responsables de l'exécutif se sont retrouvés, samedi, à l'Elysée, pour une réunion de travail qui a duré plus de deux heures, en compagnie de M. Strauss-Kahn, du ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, et de Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, ainsi que du secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, et du directeur de cabinet de M. Jospin, Olivier Schrameck.

Le chef de l'Etat a saisi cette occasion pour rappeler clairement l'objectif qui est le sien, à savoir réussir l'euro, selon le calendrier établi, au 1er janvier 1999. Il a également insisté sur le coût politique de cette volonté, en soulignant qu'elle impliquait, pour la France, un certain nombre de décisions difficiles à prendre, notamment en matière budgétaire.

Dans l'entourage de M. Jospin, on ne cachait pas, en fin de semaine, un peu d'irritation à l'égard de l'attitude de M. Chirac sur le dossier européen. On avait le sentiment que le chef de l'Etat voulait placer les dirigeants socialistes devant le fait accompli, qu'ils étaient liés par la parole de la France, donnée au sommet de Dublin de décembre 1996.

LA « CONTINUITÉ » SOULIGNÉE

La « continuité » de la politique européenne française a d'ailleurs été, à nouveau, longuement soulignée, dimanche soir, par le porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna, qui a affirmé que la France parlait « *d'une seule voix* ». Présentant le contenu du traité et notamment les points de désaccord qui subsistaient, elle a insisté sur le volet de l'emploi et de la politique sociale. L'Elysée n'entend manifestement pas laisser Matignon s'approprier ce sujet sensible. Comme elle l'a déjà fait à plusieurs reprises ces derniers jours, Mme Colonna a rappelé les initiatives du chef de l'Etat sur cette question. Elle a indiqué qu'entre les deux tours des élections législatives, M. Chirac avait personnellement écrit, le 29 mai, au premier ministre néerlandais, qui assure la présidence européenne, Wim Kok, pour attirer son attention sur les revendications des syndicats, exprimées la veille, lors de leur journée d'action européenne.

A l'ouverture du sommet, le chef de l'Etat ne paraissait pas pessimiste sur l'issue de la négociation, persuadé que Lionel Jospin a besoin de la réussite d'Amsterdam pour acquérir, auprès de ses partenaires, un brevet européen.

Henri de Bresson
et Pascale Robert-Diard

Un rassemblement bigarré « contre le chômage, la précarité et l'exclusion »

AMSTERDAM
de notre envoyée spéciale

Samedi 14 juin au petit matin, à Clichy, une dizaine d'autocars embarquaient les Français en partance

REPORTAGE

Pour l'Europe, « il faut aider à la création de mouvements sociaux européens »

pour Amsterdam où est organisée la manifestation européenne « *contre le chômage, la précarité et l'exclusion* ». Une demi-douzaine d'étudiants de Sciences-Po, syndiqués à SUD, se donnent bruyamment l'accolade. Un peu plus loin, Barbara, Isa et Mathieu bavardent à voix basse. Tous trois sont élèves au lycée professionnel d'Ivry-sur-Seine, en CAP de photographie – « *autant dire de futurs chômeurs !* », commente Barbara avec une moue acide. Geneviève, cinquante-quatre ans, ancienne employée de bureau, sans emploi « *depuis sept ans et demi* », fait des ménages pour survivre, « *une heure par-ci, deux heures par-là* ». En période faste, elle arrive à gagner – Allocation de solidarité spécifique (ASS) comprise –, « *jusqu'à 1 900 francs par mois* ». Les joues fardées de rose, pauvrement habillée, elle reste dans son coin, le regard dur. « *Historiquement, c'est important. C'est la première fois que les... Comment dit-on déjà ? Que les prolétaires de toute l'Europe se retrouvent ensemble* », finit-elle par laisser tomber. L'autocar s'ébranle vers 7 heures du matin, sous une pluie diluvienne.

« *Avec les syndicats traditionnels, le problème est simple : ils parlent tous de la lutte contre le chômage, mais aucun ne se bat pour aider les chômeurs !* », explique Robert Crémieux, assis à l'avant du car. Tout en rondeur, la barbe blanche et l'œil perçant, cet ancien journaliste de *L'Humanité* est l'un des six membres du comité d'organisation des « *marches européennes* » (une douzaine, au total), dont la manifestation d'Amsterdam constitue le point d'orgue. Robert Crémieux, lui-même sans travail, milite au sein du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), l'une des principales formations de sans-emplois avec Agir ensemble contre le chômage (AC) et l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et précaires (APEIS, proche des communistes).

PLUS DE 35 000 MANIFESTANTS

Créés au début des années 90, ces réseaux militants n'ont percé sur la scène publique qu'à l'automne 1995, à l'occasion du conflit social de novembre-décembre. « *Le mouvement nous a servi de tremplin* », reconnaît Robert Crémieux. Aucune des confédérations syndicales présentes dans le conflit de novembre – pas plus la CGT que la CFDT, « *et encore moins FO ou la CGC* » – n'ont voulu apporter leur soutien aux marcheurs d'Amsterdam.

Le nez contre la vitre, les passagers de l'autocar de Clichy regardent défiler les avenues bordées d'arbres et les premiers canaux. L'immense boulevard, qui descend de la gare jusqu'au Dam (la place du centre d'Amsterdam), est déjà noir de monde quand les banlieusards de Paris y arrivent vers 14 h 30, un peu intimidés. Debout sur les trottoirs, leurs vélos à la main, les habitants d'Amsterdam observent, débonnaires, l'étrange ballet humain qui tangue sous leurs



yeux. Visages tannés des miséreux, crêtes iroquoises des autonomes, sourire bonhomme des militants ; on crie, on danse, on baguenaude, toutes nationalités mêlées, dans un vacarme assourdissant.

« *Sans travail, sans logement, sans papiers, non, non, non !* », hurle un groupe de manifestants d'AC. « *Le libéralisme, on a donné. Imposons l'Europe des salariés !* », s'égosillent, juste à côté, des dissidents CFDT de la tendance « En lutte ». Noyé au milieu des calicots, le petit Parti des travailleurs socialistes néerlandais proclame tranquillement « *Euro,* *nee* ». Plus loin devant, sous une banderole du puissant European Network of Unemployed (ENU, qui fédère de nombreuses associations européennes de chômeurs), des beurettes se déhanchent avec énergie, au son des you-you et des tambours africains.

Sont-ils 35 000 à manifester, comme le suggèrent modestement les organisateurs ? Ou 50 000, comme l'affirmeront, avec une générosité inattendue, les services de police ? L'objectif des 30 000 est, en tout cas, largement dépassé.

« *On retrouve trois grands mondes côte-à-côte* », estime l'un des organisateurs, le syndicaliste français Christophe Aguiton. « *Il y a d'abord le monde des courants politiques « radicaux » : l'extrême gauche, les Verts, une frange de la social-démocratie* », explique-t-il. En gros, les courants rassemblés à Bruxelles, en mai 1997, pour soutenir l'« *Appel pour le plein emploi* », lancé par le travailliste britannique Ken Coates. « *Il y a ensuite le monde des chômeurs et des exclus, qui forment au moins la moitié du cortège* », poursuit Christophe Aguiton.

Pour les mobiliser, l'ENU (réseau auquel sont affiliés, en France, le Comité des sans-logis (CDSL), Droit au logement (DAL), Droit devant, l'APEIS, le MNCP, etc.) « *a joué un rôle essentiel* ». Autre « *monde* » présent dans les rues d'Amsterdam, celui du « *syndicalisme dissident* », représenté, côté français, par SUD ou CFDT-En lutte, ailleurs par la CGT espagnole, l'Alternativa syndicale italienne ou le Groupe des dix. Malgré leurs différences, ces trois pôles sont d'accord sur les revendications à mettre en avant (un revenu pour les démunis, la réduction du temps de travail, la création d'emplois, etc.), affirme Christophe Aguiton. « *Si on veut vraiment que l'Europe se construise,* plaide-t-il, *il faut aider à la création de mouvements sociaux européens, à l'émergence d'une opinion publique européenne. Même si c'est la partie du travail la plus difficile* »

Catherine Simon

L'armée italienne secouée par le scandale des exactions en Somalie

Deux généraux ont présenté leur démission

ROME
de notre correspondant

Le scandale des exactions de l'armée italienne en Somalie a déjà fait deux victimes (*Le Monde* du 14 juin) : les généraux Bruno Loi et Carmine Fiore, les deux officiers qui avaient tour à tour dirigé le contingent italien lors de l'opération « Restore Hope », ont immédiatement démissionné de leurs fonctions, samedi 14 juin. La veille, lors du conseil des ministres, il avait été décidé de constituer une commission d'enquête afin de faire toute la lumière sur les agissements des parachutistes italiens à la suite des révélations de l'hebdomadaire *Panorama* selon lesquelles ceux-ci se seraient livrés à la torture et à des sévices, notamment un viol.

Une première série de photos publiées le 6 juin montre un Somali, nu et inanimé sur le sol, auquel un militaire – depuis identifié – applique deux fils électriques reliés à une « gégène » afin de le faire parler ou, d'après les explications fournies par celui qui manie les électrodes, pour le tirer de son inconscience à l'aide de fils d'un téléphone de campagne au faible voltage. Ces photos et le témoignage d'un ancien « para » de l'unité « La Folgore », Michele Patruno, ont provoqué la stupeur au moment même où les forces italiennes – et « La Folgore » en particulier – sont engagées dans une opération d'assistance à la distribution d'aide humanitaire en Albanie. Pour les cercles militaires, ces révélations seraient le fruit d'une opération de déstabilisation des forces armées nationales. Les affirmations de ce parachutiste repenti sont également considérées comme suspectes parce que tardives, et parce qu'il a monnayé son témoignage – après l'avoir toutefois proposé en vain, à titre gratuit, en 1993, c'est-à-dire juste après la fin de l'intervention en Somalie.

Le scandale a cependant pris la dimension d'une affaire nationale lorsque *Panorama*, dans sa livraison du vendredi 13 juin, est revenu à la charge en publiant d'autres photos particulièrement choquantes d'une jeune Somalienne violée avec une fusée éclairante alors qu'elle est attachée à un véhicule militaire. Le magazine publie également les témoignages d'autres « paras » selon lesquels *« tout le monde pratiquait la torture »*.

« Nous n'étions plus nous-mêmes, raconte Stefano. *Nous étions passés d'un monde civilisé à un monde barbare. Il n'y avait plus de samedi, plus de dimanche. On ne mangeait plus, on ne dormait plus »*. Benedetto Bertini explique qu'à l'entraînement, les gradés disaient que *« nous ne devions pas traiter les Somaliens comme des être humains, que nous ne devions pas leur donner à boire et à manger. La consigne était :* "dans le doute, tirez", *même s'il s'agissait de femmes et d'enfants »*.

Les dessous de l'opération « Ibis », nom donné à l'intervention italienne, ont soulevé une très vive indignation. Comment cela a-t-il été possible ? Pourquoi les officiers ont-ils laissé faire ? Pourquoi aucune sanction n'a-t-elle été prise contre ceux qui jouaient les Rambos alors qu'ils étaient chargés de rétablir la paix ? Tout de suite, il a été exigé que les coupables soient identifiés et châtiés. Deux généraux ont donc d'ores et déjà quitté leurs fonctions. Carmine Fiore a dû abandonner son poste à l'état-major de la défense, et Bruno Loi a dit adieu à ses élèves de l'Académie militaire de Modane.

L'enquête gouvernementale a été confiée à Ettore Gallo, ancien président de la Cour constitutionnelle. Le gouvernement a choisi la transparence et la sévérité et a promis que personne ne serait épargné, quelles que soient ses fonctions, comme l'a déclaré au journal *La Stampa*, Romano Prodi. *« L'honneur du pays est en jeu »*, a souligné le président du conseil pour lequel il est exclu de remettre en cause la mission en Albanie qui est *« sacro-sainte »*. Il n'est pas question pour M. Prodi de *« faire le procès de l'armée »*, mais *« tout ce qui sera jugé nécessaire pour obtenir la vérité sera fait »*.

Michel Bôle-Richard

Les Forces armées canadiennes mises en cause

Les Forces armées canadiennes auraient tenté de camoufler le meurtre d'un jeune Somalien, en mars 1993, par des soldats canadiens déployés dans ce pays en mission de paix des Nations unies, rapporte samedi 14 juin le quotidien *Ottawa Citizen*, citant le rapport d'une commission chargée d'enquêter sur le comportement de soldats du régiment aéroporté canadien, unité qui depuis a été dissoute. La commission doit remettre son rapport au gouvernement canadien le 30 juin. Selon le journal, il conclut que des responsables, au quartier général des Forces armées canadiennes à Ottawa, ont participé à cette tentative de camouflage. La commission a enquêté sur le régiment aéroporté entre le moment de son déploiement en Somalie, en décembre 1992, et de la mort, dans la nuit du 4 au 5 mars 1993, d'un jeune Somalien, Ahmed Afrahow Aruush, tué alors qu'il tentait de s'infiltrer dans le camp canadien de Belet Huen (situé à 300 kilomètres au nord de Mogadiscio). – *(AFP.)*

Bill Clinton appelle les Etats-Unis à devenir « la première vraie démocratie multiraciale »

Le président américain lance un cri d'alarme contre le retour de la ségrégation

Dans un discours prononcé samedi 14 juin à San Diego, en Californie, le président Clinton s'est prononcé pour une relance de la politique de « discrimination positive » dans les universités qui permet aux minorités de surmonter les retards nés des handicaps sociaux et raciaux. Depuis quelques années, un courant d'opinion estime que la race ne peut faire l'objet d'une quelconque distinction, positive ou négative.

WASHINGTON
de notre correspondant

Suffit-il d'appeler à la réconciliation entre communautés pour que *la division raciale disparaisse ? Mais* ne rien dire, n'est-ce pas pérenniser le statu quo, le fait que les Etats-Unis demeurent, en dépit des progrès accomplis, ce que la commission Kerner, il y a trente ans, décrivait comme un pays fait de deux sociétés, l'une blanche, l'autre noire, *« séparées et inégales »* ? C'est à cette objection que semblait répondre Bill Clinton en prononçant, samedi 14 juin à San Diego, en Californie, un discours sur les divisions raciales. Dans cet Etat-phare de l'Amérique multiculturelle, le président américain a fait l'apologie de la diversité.

Avant même que M. Clinton ne développe ses idées sur le campus de l'Université de Californie, libéraux comme conservateurs ne lui avaient pas ménagé leurs critiques, l'accusant notamment de s'être contenté d'un rapport et d'une commission de travail, méthode qui a fait ses preuves lorsqu'il s'agit d'enterrer un dossier. Mais tout cela n'a pas empêché Bill Clinton de développer un thème qui lui est cher : *« Nous avons fait tomber les barrières* [de la division raciale] *dans nos lois. Maintenant, nous devons briser les barrières dans nos vies, nos mentalités, nos cœurs. »*

Cette croisade, le chef de la Maison Blanche a souvent dit qu'elle serait celle de son second mandat, « sa » priorité domestique, même si les sceptiques ont relevé que le retour à l'équilibre budgétaire, l'éducation, les valeurs familiales, ont été successivement désignés comme la grande cause à laquelle Bill Clinton entendait attacher son nom. Les mêmes ont relevé qu'en ces temps de relative paix raciale retrouver les accents de Martin Luther King ou de John Kennedy constitue une démarche politicienne commode pour un président qui n'a pas de grande idée à offrir à ses concitoyens et à qui l'austérité budgétaire interdit de lutter concrètement contre l'inégalité en offrant du travail aux minorités raciales, en réhabilitant les ghettos urbains, en développant la formation de ceux qui n'en ont pas. Quelle cohérence, enfin, entre l'ambition présidentielle et la réforme du *welfare* qui va frapper durement les Noirs, premiers bénéficiaires de l'Etat-providence ?

LA PROPOSITION 209

Cet état des lieux de la situation raciale, M. Clinton a choisi de le dresser à San Diego, ville où, à en croire les démographes, Hispaniques, Noirs et Asiatiques seront majoritaires dans moins de deux décennies. L'endroit était bien choisi : la Californie, après avoir été pionnière de la politique d'*« affirmative action »*, cette discrimination positive en faveur des minorités, fut la première à la remettre en question.

En lançant un cri d'alarme pour dénoncer le retour à une forme de ségrégation raciale, trente ans après la lutte historique pour la défense des droits civiques, c'est d'abord à cela que Bill Clinton faisait référence : adoptée l'année dernière, la proposition 209, interdit de prendre en compte le sexe ou la race s'agissant de l'entrée dans les universités ou des offres d'embauche dans le secteur public.

Du coup, le nombre d'étudiants des minorités raciales admis dans les universités californiennes a nettement regressé.

« Nous ne devons pas retourner à la ségrégation dans l'éducation supérieure », a souligné M. Clinton, en rappelant ses souvenirs de l'Arkansas, un Etat sudiste où, dans sa jeunesse, Noirs et Blancs ne se mêlaient ni dans les écoles, ni dans les piscines, ni dans les cinémas. Dans un demi-siècle, a insisté le président, il n'y aura plus de race majoritaire aux Etats-Unis (en réalité, selon les projections démographiques, les Blancs constitueront 53% de la population, contre 47% pour l'ensemble des minorités raciales). Dès lors, il faut préparer l'Amérique à devenir *« la première vraie démocratie multiraciale du monde »*.

Pourquoi maintenant ? L'Amérique est en paix, a expliqué le président, son économie est florissante, beaucoup de ses problèmes sociaux sont en voie de résorption, elle n'est pas l'otage d'un climat de tension raciale, comme à l'époque du procès d'O. J. Simpson, elle est calme et prête à un débat plus serein. Prête à quelles solutions ? Sur ce point, Bill Clinton est resté discret. La tâche de formuler des propositions reviendra à la commission chargée de promouvoir un *« dialogue national sur les questions relevant de la controverse raciale »*.

LES RÉPUBLICAINS MÉFIANTS

D'avance, les républicains sont méfiants. Le président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, s'est fait leur porte-parole en soulignant que son parti était prêt à apporter sa contribution à condition que ceux qui ne partageaient pas les vues des « libéraux » puissent se faire entendre, à commencer par *« les hommes et les femmes d'affaires noirs qui ont réussi grâce à leurs efforts propres »*. Il n'en faut pas plus pour revenir au cœur du problème : les conservateurs défendent l'idée qui sert de fondement à l'Amérique, selon laquelle tout Américain, à force de travail, peut s'en sortir. La couleur de la peau, insistent-ils, ne doit pas entrer en ligne de compte.

Les libéraux répondent que des générations d'ostracisme et d'inégalités raciales doivent être corrigées par un système de préférences. Le débat n'est pas nouveau. Pas plus que ne l'est la perception des divisions raciales dans la mentalité collective. Quiconque assiste aux sermons dominicaux prononcés dans les églises noires sait que le passé esclavagiste de l'Amérique demeure un indélébile stigmate. Ces derniers jours, plusieurs sondages ont aidé à appréhender la nouvelle réalité raciale de l'Amérique : 93% des Blancs accepteraient aujourd'hui un président Noir (ils étaient 35% en 1958), et 61% approuvent les mariages interraciaux (25% en 1972).

Des progrès ? Les économistes et les sociologues l'attestent : entre 1990 et 1995, le revenu familial moyen des Noirs est passé de 58% à 60,9% de celui des Blancs, ce qui n'empêche pas aujourd'hui 70% des Noirs de s'estimer toujours victimes de discriminations. Au-delà de ses aspects politiciens, l'initiative de Bill Clinton est donc la bienvenue, même si ses chances de succès doivent être relativisées : 58% des Blancs et 54% des Noirs sont persuadés que la question raciale restera un problème en Amérique.

Laurent Zecchini

La guérilla colombienne a libéré les soixante-dix militaires qu'elle détenait

BOGOTA
de notre correspondante

La libération des soixante-dix militaires retenus en otage par la guérilla colombienne depuis de longs mois a eu lieu, comme prévu, dimanche 15 juin, sur la place principale de Cartagena del Chaira, petit village situé dans le département du Caqueta, à 400 kilomètres au sud de Bogota. L'événement, salué en Colombie comme l'un des plus importants de ces dernières années, a donné lieu à une éclatante démonstration du pouvoir, politique et stratégique, dont dispose aujourd'hui la guérilla colombienne.

La cérémonie, retransmise en direct par la radio et suivie par des milliers de Colombiens, avait été minutieusement préparée par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) qui détenaient les soldats. Une fois n'est pas coutume, à 3 heures de l'après-midi, dimanche, l'hymne révolutionnaire du mouvement de guérilla a retenti après l'hymne national colombien. Les soixante-dix soldats capturés le 30 août 1996, lors de l'attaque de la base militaire Las Delicias, ont ensuite été remis aux délégués de la Croix-Rouge internationale (CICR) et à leurs familles en présence de plusieurs témoins internationaux, dont l'ancien président du Costa-Rica, Rodrigo Carazo, le président de la Commission de paix du Guatemala, Manuel Conde Orellana, l'ambassadeur de France à Bogota et Philippe Texier, magistrat à la Cour de cassation de Paris. Le village entier était surveillé par les membres du bloc sud des FARC, responsables de la capture des prisonniers, qui, depuis le 23 juin, date de la démilitarisation de la zone, sont sortis momentanément de la clandestinité.

Profitant de la tribune, Joachim Gomez – nom de guerre du commandant guérillero – a fait un long discours, expliquant pourquoi les amorces de négociation avec les gouvernements successifs avaient jusqu'alors échoué. Il a aussi justifié la lutte armée en Colombie, *« seul moyen d'expression possible »* face à l'injustice sociale et aux assassinats politiques.

UNE « PORTE VERS LA PAIX »

Joachim Gomez a ensuite lu un message de Manuel Marulanda Velez, chef suprême des FARC, qui affirme que, s'il existe *« une volonté réelle des trois pouvoirs, il serait possible de parler de paix »*. Entré en clandestinité il y a maintenant trente-trois ans, le chef des FARC a cependant posé ses conditions : la démilitarisation momentanée d'une partie du pays, la suppression des zones dites « d'ordre public » où l'armée est toute-puissante et le démantèlement des paramilitaires et des groupes d'autodéfense. Manuel Marulanda réitère aussi les exigences classiques en faveur de la justice sociale qui, selon lui, constitue la base de tout accord de paix. Dans une allocution télévisée, le président Samper a salué la libération des *« muchachos »* et assuré que, s'il avait accédé aux exigences de la guérilla, c'était avant tout par souci *« humanitaire »*. Le chef de l'Etat colombien, qu'une partie de la classe politique accuse de *« faiblesse »*, a également déclaré que cette libération montrait que *« les solutions pacifiques existaient »*, affirmant que son gouvernement était prêt à ouvrir *« une nouvelle porte vers la paix »*.

Toute possibilité de paix durable est néanmoins suspendue aux réactions de l'armée colombienne. L'attaque de la base militaire Las Delicias, au cours de laquelle 31 militaires avaient été tués en deux jours de combats, avait déjà constitué pour l'armée un grave revers. Circonstance aggravante, les soldats libérés ont affirmé que, s'ils avaient été faits prisonniers, ce n'était pas par lâcheté mais par manque de munitions.

Le commandant en chef de l'armée de terre, le général Manuel José Bonnet, s'est plaint ces derniers jours d'entendre et de lire dans les médias *« trop d'interviews de guérilleros »*. Il a affirmé dimanche que *« son devoir était de combattre la guérilla et que personne ne pouvait lui nier ce droit »*.

Anne Proenza

Franjo Tudjman a été réélu à la présidence de la Croatie

LE PRÉSIDENT Franjo Tudjman est assuré d'un nouveau mandat de cinq ans, les résultats partiels de l'élection présidentielle du dimanche 15 juin lui donnant une très confortable majorité de 59,09 % des suffrages exprimés. Il devance le candidat communiste réformé Zdravko Tomac, qui remporte 22,82 % des voix, et le libéral Vlado Gotovac, qui en obtient 18,09 %, selon des estimations portant sur plus de la moitié des suffrages. Le taux de participation a été de 56,2 %.

Maître incontesté du jeu politique malgré son âge, soixante-quinze ans, et la maladie – un ulcère dont il est officiellement rétabli, un cancer selon les milieux diplomatiques –, Franjo Tudjman traite volontiers avec mépris l'opposition, qu'il a un jour qualifiée de *« basse-cour »*. Ancien général de Tito, et expert en littérature marxiste reconverti dans un farouche nationalisme, il manque rarement une occasion de rappeler qu'il est le père de l'indépendance de la Croatie.

Elu pour la première fois président en 1990, il fait voter en juin 1991 par le Parlement l'indépendance de son pays. Réélu en 1992, avec 55,79 % des voix, M. Tudjman est régulièrement accusé depuis par ses principaux opposants d'avoir renforcé ses pouvoirs présidentiels et ses tendances autoritaires au détriment du jeu démocratique. Il aime rappeler, selon ses propres termes, qu'il a su *« prouver au monde entier que les forces serbes n'étaient pas invincibles »*, une allusion à la reconquête par l'armée croate en 1995 des territoires sécessionnistes de la Krajina.

A l'annonce des premiers résultats, le chef de l'Etat a immédiatement exprimé sa satisfaction : *« Ces résultats sont ceux que j'attendais ; il s'agit toujours de résultats préliminaires, mais les définitifs seront encore meilleurs »*, a-t-il déclaré au quartier général de campagne de sa Communauté démocratique croate (HDZ) à Zagreb. A propos de ses adversaires, le chef de l'Etat a ajouté : *« Ils ont obtenu le nombre de voix qu'ils méritaient avec les programmes qu'ils proposaient. Notre victoire signifie la continuité de la politique croate par laquelle nous avons établi l'ordre démocratique, sa stabilité, sa monnaie et l'une des inflations les plus basses au monde. »*

M. Tomac, de son côté, a estimé : *« Nous avons obtenu bien plus que ce à quoi nous nous attendions. Nous espérons remporter encore plus de voix à la prochaine élection. Je regrette que seulement 50 % de la population se soit rendue aux urnes. »* Quant à M. Gotovac, il a reconnu sa défaite : *« Il est évident que nous n'avons pas réussi à accomplir ce que nous souhaitions : créer le sentiment que ces élections ont un sens pour un grand nombre de Croates. Les sympathisants du HDZ et du SDS (Parti social-démocrate de M. Tomac) sont allés voter de manière disciplinée. »* – *(AFP.)*



L'opération « Pélican » s'achève dans Brazzaville en proie aux combats

La population de la capitale congolaise craint une recrudescence des affrontements entre partisans du président Lissouba et miliciens de M. Sassou Nguesso en cas de départ des troupes françaises. Une première réunion de négociation devait se tenir lundi à Libreville, au Gabon, sous l'égide d'Omar Bongo

Les combats ont repris, dimanche 15 juin, dans la capitale congolaise, à la veille *d'une première réunion de concertation* entre les protagonistes. Des représentants de M. Lissouba et de M. Sassou Nguesso doivent se retrouver à Libreville, au Gabon. Depuis le début des combats, il y a dix *jours, aucun cessez-le-feu n'a été respecté.* Les soldats français ont pour leur part achevé l'opération d'évacuation des étrangers de Brazzaville. L'opération « Pélican » a été officiellement close dimanche soir et *les troupes françaises devraient entamer* au plus tôt leur retrait du Congo. Sur place, des voix s'élèvent toutefois pour réclamer le maintien d'une force française d'interposition sur l'aéroport, enjeu principal des combats entre les factions adverses. A Kinshasa, dans la République démocratique du Congo (ex-Zaïre) voisine, le président Kabila n'a pas pris position dans le conflit qui embrase Brazzaville, mais critique la médiation du chef de l'Etat gabonais Omar Bongo, jugé trop proche de M. Sassou Nguesso.

BRAZZAVILLE
de notre envoyée spéciale

Dès l'aube, dimanche 15 juin, le sourd grondement des tirs de mortier retentit au-dessus des troupes françaises qui gardent la tour de contrôle et l'aéro-club de Brazzaville, où se réveillent en sursaut les derniers candidats à l'évacuation, pour cette ultime journée de l'opération « Pélican ». Les évacuations ont déjà permis à 5 666 étrangers, dont 1 523 Français, de quitter la capitale congolaise. Les troupes de l'opération « Pélican », après leur succès unanimement salué, doivent plier bagage. Le « démontage » va cependant s'étaler sur quelques jours, car le contrôle français sur l'aéroport est maintenu pendant ce délai, avec toute sa force de riposte.

En cette aube dominicale, les forces congolaises et les miliciens « zoulous » du président Pascal Lissouba relancent leur offensive sur les positions rebelles à proximité de l'aéroport. Puis les milices « Cobras » de l'ancien président Denis Sassou Nguesso prennent, à leur tour, l'initiative. Chacun sait que celui qui tiendra l'aéroport régentera la capitale. C'est dire l'enjeu qui anime l'impitoyable bras de fer. La guerre de l'aéroport n'en est qu'à ses prémices. La veille, les autorités se réjouissaient de la *« relative accalmie, du silence des armes »*. On entendait bien, ici ou là, quelques tirs de kalachnikovs, voire de mortier. Mais la rue reprenait ses droits, le marché s'animait, on se disait que *« ces quelques jusqu'au-boutistes énervés finiraient par se calmer »*. On voulait croire au temps revenu de la négociation.

Dans la splendide résidence de l'ambassadeur de France, se tenait la première réunion convoquée par le comité de médiation. Présidé par le député et maire de Brazzaville, Bernard Kolelas, ce comité avait invité des représentants de M. Lissouba et de M. Sassou Nguesso, les ambassadeurs de France et des Etats-Unis, le président du Sénat, celui du Conseil œcuménique, le Père Bernard, venu en soutane, et une femme déléguée par la société civile. Sur le perron fleuri, après quatre heures de discussions, on se félicita du *« climat constructif, de la volonté d'apaisement »*. Mais M. Kolelas, resté neutre dans le conflit, sut dire, réaliste, *« la panique des citoyens à l'annonce du départ des troupes françaises »*. Jusque-là, il s'est refusé à mobiliser ses milices « Ninjas » autrement que pour assurer la tranquillité dans son quartier de Bakongo, le long du fleuve, joyeusement animé.

M. Kolelas insiste. *« Pourquoi la France, dont nous sommes l'ami, nous abandonne-t-elle ? Je peux comprendre pourquoi elle refuse de s'engager dans le conflit congolais. Mais, si ses militaires quittent l'aéroport, la population risque la boucherie. J'ai transmis, par les bons soins de l'ambassadeur, une demande pour que ce départ annoncé soit différé. J'attends une réponse. »* Raymond Césaire, l'ambassadeur de France, présent sur le perron aux côtés du maire, ne peut *« en dire plus. Vous comprenez... »*.

Les deux chefs de guerre désirent-ils aussi le maintien d'une force d'interposition ? A l'aube, « Zoulous » et « Cobras » reprennent leur violent affrontement. Dans la capitale qui se réveille dans l'angoisse, on déplore déjà de 2 000 à 3 000 morts.

« NON-ASSISTANCE »

Dans le centre-ville, magasins et bureaux ont été pillés, les villas des étrangers enfuis ont été vidées. Le CICR vient d'apporter de Kinshasa 600 kilos de matériel chirurgical, que les militaires français achemineront sur l'hôpital dévasté. *« Ces dégâts ne sont rien à côté de ce qui nous attend si les militaires français nous lâchent »*, répète-t-on avec amertume. *« Si une force internationale ne s'interpose pas, ce sera de la non-assistance à personnes en danger »*, accuse-t-on avec l'énergie du désespoir.

Mohammed Sahnoun, envoyé spécial de l'ONU et de l'OUA pour la région des Grands Lacs, a fait samedi une courte visite à Brazzaville. Il a rencontré M. Lissouba et M. Sassou Nguesso. Puis il a annoncé que, lundi, à Libreville, au Gabon, allait se tenir une réunion de négociation, en présence de représentants des deux chefs de guerre. M. Sahnoun s'est dit *« confiant dans l'issue de la négociation »*. M. Lissouba a annoncé qu'il organiserait comme prévu l'élection présidentielle le 27 juillet. M. Sassou Nguesso a rappelé qu'il n'était pas l'agresseur, mais qu'il réagissait par *« légitime défense »*. Tous les deux prêchent *« la paix et la démocratie »*.

La rue, pour sa part, ne croit guère à ce rendez-vous de Libreville : *« Une négociation de plus, qui ne donnera rien. Sassou et Lissouba ne se rendent même pas à ce rendez-vous. Que voulez-vous qu'il en ressorte ? Depuis une semaine, ils ont annoncé plusieurs cessez-le-feu, sans en respecter aucun. »* M. Sahnoun confirmait lui-même le sentiment local. Souhaitant *« la présence sur l'aéroport pour quelque temps des troupes françaises »*, il demanda *« la suspension totale ou partielle »* de leur retrait.

Danielle Rouard

La France maintiendra son ambassade

La France *« n'envisage pas de fermer »* son ambassade à Brazzaville, a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères. Interrogé sur la situation de l'ambassade après le retrait des 1 250 soldats français de l'opération « Pélican », le porte-parole a assuré que *« les mesures nécessaires pour assurer la sécurité seront prises »*. La sécurité de la représentation diplomatique française devrait être assurée par des éléments distincts de ceux engagés dans l'opération d'évacuation des ressortissants étrangers du Congo. Le commandant de l'opération « Pélican », le général René Landrin, interrogé sur l'éventualité d'une mission sur la protection de l'ambassade et du consulat de France, a répondu : *« On ne m'a rien demandé. Ce n'est pas prévu. » – (AFP.)*

Kinshasa s'inquiète et regrette de ne pas être consulté

KINSHASA
de notre envoyée spéciale

A sept minutes de vol de Brazzaville en guerre, sur l'autre rive du fleuve, la capitale de la nouvelle République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) sort de la torpeur d'un week-end tranquille. Samedi pourtant, on nourrissait quelque inquiétude à l'égard des étudiants.

Deux jours auparavant, les Kinois avait enterré le « bien-aimé » général Mahele. Ce chef d'état-major des armées avait négocié l'entrée des troupes de l'Alliance dans la capitale avant d'être assassiné par des proches de Mobutu en fuite, à quelques heures de la prise du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila. Lors de cet enterrement, un soldat de l'Alliance avait tué un étudiant et en avait blessé un second. Les camarades de la victime étaient venus en masse déposer le corps à la morgue, après avoir interrompu la cérémonie à la cathédrale. Au centre-ville gisaient depuis des carcasses de voiture, témoignant de l'ire estudiantine. Ses représentants syndicaux se réunissaient, samedi matin 14 juin. Allait-on vers une nouvelle manifestation de colère contre le pouvoir de M. Kabila ? Il n'en fut rien. La capitale préféra se préoccuper de la situation, sur l'autre rive, chez les voisins de Brazzaville. Et tout particulièrement de cette médiation internationale qui s'annonce à Libreville.

Ici, on achète volontiers les journaux qui fleurissent, ou à défaut, on lit les articles affichés sur de grands panneaux. Dans son édition datée des 13-15 juin, *L'Avenir*, de tradition d'opposition jusqu'à l'arrivée de M. Kabila, titre en page Une : *« Crise du Congo-Brazza : Kabila incontournable »*. Ce dernier est en tournée dans l'Est du pays, où il tient, mardi 17 juin, son prochain conseil des ministres. *« Pour des raisons évidentes de voisinage des deux capitales, et compte tenu de la délicatesse du président Bongo, beau-père de Denis Sassou Nguesso, Kinshasa est mieux placé pour résoudre la question congolaise »*, précise *L'Avenir*.

Ainsi découvre-t-on *« le mécontentement diplomatique »* du président Kabila, face à la réunion de médiation qui devait se tenir sans lui, lundi 16 juin, à Libreville, capitale du Gabon, grâce aux bons offices du président Omar Bongo *(lire ci-dessus)*. Selon *L'Avenir*, *« par le rôle confus de la France dans la crise brazzavilloise, toute paix négociée à l'initiative de Paris par Bongo interposé, sans l'implication de Kinshasa, installera de part et d'autre du fleuve Congo la psychose des conflits et la méfiance »*.

Plus confuses semblent être les préférences gouvernementales à l'égard de l'un ou l'autre des deux camps qui s'affrontent à Brazzaville. Les nostalgiques de l'ancien régime, dont quelques commerçants français, qui souhaitent garder l'anonymat, voient *« derrière Sassou Nguesso la force de l'ancienne garde présidentielle, prête à se lancer dans la reconquête du pouvoir »*.

L'impression nous a été confirmée en substance par un conseiller proche du ministre des affaires étrangères. *« Lissouba a été élu démocratiquement. Sassou ne peut s'imposer par les armes. Il faut que les élections aient normalement lieu le 27 juillet. Derrière Sassou, œuvrent les revanchards de l'ancien régime »*. S'agit-il d'une réaction inspirée par la paranoïa qui règne dans les cercles du pouvoir à Kinshasa ? Nul n'oublie, dans le même temps, que le président Lissouba a soutenu jusqu'au dernier moment son collègue Mobutu. *« Mais il nous soutient ! »* rétorque sans hésitation ce conseiller.

« La médiation doit être africaine, et conduite par des hommes indépendants »

Dimanche soir, le ministre des affaires étrangères, le docteur Bizima Karaha, précisait au *Monde* qu'il *« suivait à la loupe et la guerre et la médiation »*. *« Nous avons beaucoup de choses à régler dans notre pays,* expliquait-il. *Néanmoins, cela ne signifie pas que nous ne prenons pas très au sérieux la situation. Quand Brazzaville s'enrhume, c'est Kinshasa qui tousse. Notre gouvernement ne veut pas spéculer sur qui a raison ou non : il refuse de s'ingérer dans les affaires des autres Etats. »* Cela n'exclut pas la détermination. *« Nous voulons que la guerre s'arrête, que les Congolais retrouvent la paix, et la région la stabilité, et qu'ainsi nous puissions penser au développement commun. »*

Quand à la médiation qui s'ouvre à Libreville, M. Karaha estime que *« plus un conflit s'internationalise, plus la solution est difficile. La médiation doit être africaine, et conduite par des hommes indépendants. »* Enfin, à propos de la présence des troupes françaises à Brazzaville, M. Karaha pense qu'elles *« ont fait un bon travail »*. *« Ce travail fini,* ajoute-t-il, *il est normal qu'elles rentrent. C'est une très bonne décision. Si elles devaient avoir une autre mission, alors celle-ci doit être clarifiée, connue, pour ne pas prêter à confusion et dissiper les spéculations. »*

D. R.

ille en proie aux combat...

Kinshasa s'inquiète et regrette de ne pas être consulté

صكذا من الاهل

Cinquante Palestiniens blessés en trois jours lors d'affrontements avec l'armée israélienne

« Notre patience est à bout », déclare Yasser Arafat

Pour la troisième journée consécutive, des affrontements ont opposé, dimanche 15 juin, l'armée israélienne à des manifestants palestiniens qui protestaient contre la politique de colonisation israélienne. Une cinquantaine de Palestiniens ont été blessés lors de ces affrontements dans la bande de Gaza et à Hébron, en Cisjordanie. Ce sont les premiers incidents d'importance depuis trois semaines.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Plus d'une cinquantaine de Palestiniens manifestant à Gaza et à Hébron contre la politique israélienne de colonisation des territoires occupés ont été blessés depuis vendredi 13 juin, dans des affrontements avec Tsahal, l'armée de l'Etat juif. Le calme relatif qui régnait depuis près de trois semaines avait été rompu la veille, après que les colons juifs de Morag, une petite implantation située dans le sud de la bande de Gaza, eurent décidé d'élargir quelque peu « leur » territoire, en érigeant une clôture autour de leurs plantations de fleurs.

Contrairement à une idée répandue, la bande de Gaza, où s'entassent près d'un million de Palestiniens sur moins de 300 kilomètres carrés, est toujours occupée, à hauteur de 40 % de son étroite superficie, par cinq mille *colons juifs et presque autant de* soldats chargés de leur protection. Aux Palestiniens venus protester contre l'extension de Morag, une colonie de vingt familles juives située à mi-chemin entre deux villes arabes autonomes et surpeuplées – Khan Younis et Rafiah –, l'armée a fait savoir que les terres en question étaient classées *« terres d'Etat »* par Israël. Les pierres ont volé, et la troupe a riposté par des tirs tendus de balles caoutchoutées et de grenades lacrymogènes.

Les affrontements ont redoublé d'intensité et provoqué le déploiement de plusieurs chars d'assaut israéliens vendredi, lorsque le ministre des infrastructures, Ariel Sharon, accompagné d'un député d'extrême droite, Benny Elon (du parti Moledet), est allé inaugurer, non loin de Morag, un mémorial de pierre, dédié à un soldat tué lors d'affrontements armés en septembre 1996, entre les forces israéliennes et la police palestinienne. Soixante Palestiniens et seize soldats israéliens ont péri dans ces affrontements. Pourquoi ériger un mémorial pour une seule victime en plein cœur de Gaza ? *« Pure provocation »*, répondent les Palestiniens.

Entre les annonces quasi quoti*diennes d'extension de colonies*, les confiscations de terres, les arrestations de « suspects » réputés islamistes, les bouclages à répétition imposés à la partie autonome de Gaza, l'interdiction faite à plusieurs centaines d'étudiants de ce territoire de rejoindre leurs universités de Cisjordanie, les Palestiniens semblent délibérément poussés à bout. Selon la presse israélienne, les services, civils et militaires, de la sécurité nationale sonnent l'alarme auprès du gouvernement de Benyamin Nétanyahou depuis trois mois : *« La cote de Yasser Arafat auprès de son peuple s'effondre. Si le processus de paix avec les Palestiniens ne reprend pas, il y aura une explosion »*, prédisent-ils. En vain.

« AGRESSIONS »

Le premier ministre refusant la moindre concession sur la question de Har Homa, cette nouvelle colonie juive dans la partie arabe annexée de Jérusalem, dont la mise en chantier a provoqué début mars l'arrêt des négociations, la dernière tentative égyptienne de sauver le processus de paix a pris fin la semaine dernière sans aucun résultat tangible. Les Palestiniens ont fait savoir qu'ils étaient prêts à discuter de l'idée, avancée par M. Nétanyahou, de négocier dès maintenant le statut définitif des territoires occupés, en échange d'un « gel » de la colonisation. *« Pas question d'arrêter ou de ralentir les travaux à Har Homa ou ailleurs dans les implantations »*, a répliqué le chef du gouvernement israélien, qui entend bien établir le maximum de « faits accomplis » sur le terrain avant de négocier quoi que ce soit.

Face à cette intransigeance tactique dont beaucoup, en Israël même, se demandent si elle n'a pas pour objectif principal de provoquer une explosion généralisée, qui permettrait au gouvernement nationaliste d'envoyer les chars et d'annuler une fois pour *toutes ces accords d'Oslo dont il a* hérité et qu'il déteste, Yasser Arafat donne l'impression de ne plus savoir quoi faire. *« Sa faiblesse l'empêche de prendre des décisions »*, commentait vendredi en conseil des ministres, selon le *Yediot Aharonot*, l'amiral Ami Ayalon, chef suprême du Shin Beth, le service de sécurité intérieure d'Israël.

« Si cela continue, affirme pour sa part le général Oren Shahor, qui vient de démissionner de ses fonctions à la tête de l'administration militaire des territoires occupés, à cause de divergences avec le premier ministre, *un vent de guerre va se lever. Je pense plus précisément à un soulèvement armé dans les territoires... »*

Vendredi, à Naplouse, le gouvernement autonome palestinien *réuni sous la présidence de Yasser* Arafat avait lancé un avertissement : *« La politique agressive de colonisation israélienne crée partout une situation explosive (...). Le leadership palestinien a fait montre, pour sauver le processus de paix, d'une patience et d'une flexibilité infinies face à la multiplication des agressions et des violations* (des accords) *perpétrées par Israël. La patience est à bout. »* Le lendemain, une femme colon de Cisjordanie échappait de peu à des tirs sur sa voiture, au nord-ouest de Jérusalem et, à hébron, de violents affrontements éclataient entre soldats et jeunes manifestants palestiniens. Ils furent *plus violents encore dimanche...*

Patrice Claude

Après le « Bibigate », le scandale de la mafia

Dimanche 15 juin, la Cour suprême d'Israël, saisie par plusieurs *parlementaires et associations civiques*, a *jugé* valide, par quatre voix contre une, la décision du procureur de l'Etat de ne pas inculper le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, son directeur de cabinet, Avigdor Lieberman, et le ministre de la justice, Tsahi Hanegbi, pour fraude et prévarication. Mais un autre scandale menace : le « mafiagate » impliquerait non seulement des partis de la majorité, mais aussi une bonne partie de la classe politique, dont MM. Lieberman, le ministre Nathan Sharansky et Ehoud Barak, nouveau chef du Parti travailliste. Ces personnes auraient reçu d'un nouvel immigrant russe richissime, Gregory Lerner, considéré dans son ancien pays comme un chef mafieux, d'importantes sommes d'argent pour financer leurs campagnes électorales. L'intéressé, qui cherchait à acheter de l'influence politique pour faire des affaires en Israël, est en prison depuis cinq semaines.

■ **Un militaire israélien**, blessé dimanche 15 juin au cours d'une attaque du Hezbollah pro-iranien contre la zone occupée par l'Etat juif au Liban sud, a succombé à ses blessures, ont indiqué les services de sécurité libanais. Trois autres militaires israéliens ont été blessés, dont un grièvement. C'est une charge commandée à distance qui a explosé au passage d'un véhicule blindé israélien, le touchant de plein fouet et blessant ses occupants. Une seconde charge a explosé deux heures plus tard, à l'arrivée d'une unité israélienne venue inspecter les lieux de l'attaque, mais elle n'aurait pas fait de victimes. – *(AFP.)*

Au Cambodge, la coalition au pouvoir se dispute les dépouilles de la guérilla khmère rouge

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Au pied de la chaîne des Dangrek, qui fait frontière avec la Thaïlande, dans un Nord cambodgien pratiquement inhabité, aux collines et aux plaines souvent couvertes d'une forêt plutôt clairsemée, se joue un bras de fer au sein du dernier carré de rebelles khmers rouges et des quelque deux mille combattants à leur botte. Un fait semble acquis : Son Sen, exécuteur des purges de 1975 à 1978, son épouse Yun Yat et plusieurs membres de leur famille ont *été assassinés au début de* la semaine dernière *(lire aussi page 12)*.

Le reste semble plus confus car les informations divergent selon *qu'elles proviennent de l'un ou* l'autre des deux camps qui se disputent le pouvoir à Phnom-Penh : le Funcinpec royaliste du prince Norodom Ranariddh et le Parti du peuple cambodgien (PPC) de Hun Sen. Le divorce entre les deux premiers ministres du Cambodge paraît consommé et leur gouvernement de coalition en est paralysé. Chacun tente, en outre, de rallier à sa cause ce qu'il peut rester de Khmers rouges « acceptables », qui ne seraient donc pas marqués au fer du génocide.

Voilà *quelques* semaines encore, à Anlong Veng, au pied des Dangrek, commandait Ta Mok, vieux Khmer rouge unijambiste dont la brutalité est telle qu'elle lui a valu le surnom de « boucher ». A ses côtés, ou sous sa protection, survivait, disait-on, le dernier cercle de Khmers rouges apparemment réfractaires à tout compromis avec Phnom Penh : Pol Pot, *qu'on a dit mort puis* mourant, Noun Chea, dont on ignore l'influence, Khieu Samphan, Son Sen, Mak Ben... A cette époque, Khieu Samphan, qui a toujours été la voix de Pol Pot, avait annoncé la « formation » d'un parti politique qui, selon l'émetteur clandestin des Khmers rouges, avait offert son appui aux adversaires du PPC et de Hun Sen, qualifiés, une fois de plus, de *« valets des Vietnamiens »*.

MODUS VIVENDI

Dans une société aux frontières politiques imprécises, tout a basculé début juin, à la suite de divers contacts entre les rebelles d'Anlong Veng et des émissaires de Phnom Penh. La veille de la fin de *ses émissions*, le 12 juin, Khieu Samphan a utilisé les ondes de la radio khmère rouge pour annoncer que Son Sen et son épouse *avaient été arrêtés pour « espionnage au service du Vietnam communiste et de Hun Sen »*, ce qui laissait entendre qu'il était entré en contact avec son frère cadet Ny Korn, ancien chef d'unité khmère rouge rallié au PPC en 1996. Le 14 juin, le général Nhiek Bun Chay, officier du Funcinpec chargé des négociations avec Anlong Veng, a montré à la presse des clichés du corps de Son Sen, *lequel aurait été assassiné dans la* nuit du 9 au 10 juin, avant, après ou au cours d'une réunion convoquée par Pol Pot.

L'une des thèses les plus plausibles, selon un observateur averti, serait que *« Son Sen serait alors sorti du bois »* en avançant l'exemple de Pailin et Phnom Malaï, autre zone khmère rouge de l'extrême ouest du Cambodge. L'an dernier, les Khmers rouges de ce secteur, sous le parrainage de Ieng Sary, ancien numéro trois du mouvement, ont négocié un mo*dus vivendi* avec Phnom Penh qui leur a permis de conserver leurs unités constituées et l'administration de l'endroit. Pourquoi, aurait *avancé Son Sen, ne pas suivre* l'exemple de Ieng Sary, qui a été amnistié (avec réticence) par Norodom Sihanouk, et faire ainsi *d'Anlong Veng une zone quasi* autonome, à l'abri des attaques des forces royales et libre de commercer ouvertement avec la Thaïlande voisine ?

Le débat, à l'origine d'une série de fractures, remonte à 1991, lorsque les Khmers rouges ont signé l'accord *international de paix de Paris. Dans* la foulée, la tendance la plus ferme l'a emporté : non à l'ouverture des zones khmères rouges aux bérets bleus de l'ONU, refus de participer au scrutin de mai 1993, non au compromis avec le gouvernement de coalition mis en place au lendemain de ces élections.

Ce débat a été aiguisé, fin 1993, lorsque la monarchie a été restaurée : depuis 1970, les Khmers rouges s'étant toujours battus en son nom, que fallait-il faire une fois Sihanouk remonté sur son trône ? Des milliers de combattants, souvent en unités constituées, ont cessé de se battre. Le succès de la semi-autonomie, au moins provisoire, obtenu par les *Khmers rouges de Pailin et Phnom* Malaï ne pouvait que faire réfléchir à Anlong Veng, ne serait-ce que parce qu'il laisse entrevoir que la re*conversion politique est jouable* quand les deux mouvements politico-militaires au pouvoir à Phnom Penh, le Funcinpec et le PPC, se regardent en chiens de faïence.

Pol Pot aurait donc dit non, une fois plus. On ignore, cependant, quel rôle a joué Ta Mok et où il se trouve. Pol Pot, toujours aussi mal en point, serait en fuite, accompagné de Khieu Samphan et Noun Chea, qui seraient ses prisonniers, ce qui mérite tout autant vérification que les informations selon lesquelles Ta Mok le traquerait. La rébellion armée khmère rouge s'évanouit ainsi dans le nord du Cambodge. Il reste à voir si l'option proposée par Ieng Sary – qui tient du cessez-le-feu sur place –, est viable à plus long terme puisqu'elle repose davantage sur les divisions de Phnom Penh que sur un rapport de forces plus intéressant.

Jean-Claude Pomonti

Le prince Ranariddh juge la fin de Pol Pot imminente

Pol Pot devrait être capturé *« mort ou vif »* dans les quarante-huit heures par les autorités cambodgiennes, a annoncé, lundi 16 juin, le « premier » premier ministre, Norodom Ranariddh. *« Les Khmers rouges,* a-t-il affirmé, *n'existent plus en tant que force militaire ou politique. »* Les autres dirigeants rebelles annonceront, mercredi 18 juin, leur ralliement au gouvernement de Phnom Penh, a ajouté le prince Ranariddh, qui a précisé que quelque 95 % des Khmers rouges du camp d'Anlong Veng avaient décidé de passer dans les rangs gouvernementaux. Selon le prince, ces Khmers rouges dissidents ont réussi à intercepter le convoi de dix véhicules qui emmenait Pol Pot et ses derniers fidèles vers la frontière thaïlandaise. Six des véhicules auraient été récupérés. Le prince Ranariddh a exprimé le souhait que Pol Pot, s'il devait être capturé vivant, soit traduit devant un tribunal international. – *(AFP, Reuter.)*

La future assemblée de Hongkong veut restreindre les libertés

HONGKONG. L'assemblée législative provisoire de Hongkong, nommée par la Chine, a adopté, samedi 14 juin, une série de textes restreignant les libertés publiques dans le territoire après sa rétrocession à la Chine, le 1er juillet. Tout projet de manifestation nécessitera désormais une autorisation de la police qui pourra prononcer son interdiction en cas d'atteinte à la *« sécurité nationale »*. Cette dernière clause vise à sauvegarder *« l'intégrité du territoire »* et *« l'indépendance de la République populaire de Chine »*. En matière d'organisations politiques et religieuses, les contrôles seront resserrés et sera déclaré hors-la-loi tout parti politique recevant des financements d'origine étrangère. Les partis démocrates sont particulièrement visés par cette nouvelle législation. A Londres, un porte-parole du Foreign Office a dénoncé ces projets *« à la fois injustifiés et inutiles »* qui *« ont déjà suscité l'inquiétude à Hongkong et sur la scène internationale »*. – *(AFP.)*

Avec moins de 50 % de votants, le référendum italien ne sera pas validé

ROME. Le référendum organisé, dimanche 15 juin, dans toute l'Italie (notamment sur l'objection de conscience) n'est pas parvenu à franchir la barre des 50 % de votants nécessaire pour être validé (*Le Monde daté 15-16 juin*). Selon les estimations, lundi matin 16 juin, à peine plus de 30 % des 49 millions d'électeurs inscrits se sont rendus aux urnes, soit le chiffre le plus bas depuis 1974, date à laquelle le divorce avait été adopté par 87,7 % des voix. Cet abstentionnisme pourrait signifier la mort de cette forme d'expression, due en partie à un phénomène de « fatigue » des urnes, mais aussi au fait que les questions n'apparaissaient pas comme fondamentales pour le fonctionnement des institutions. Cet échec est une défaite pour Marco Pannella, chef de file des réformateurs, qui s'en est pris au *« bâillon du régime »* accusé de n'avoir pas fait le nécessaire pour promouvoir cette consultation. – *(Corresp.)*

Ahmed Ouyahia est reconduit à la tête du gouvernement algérien

ALGER. Le président Liamine Zéroual a reconduit, samedi 14 juin, Ahmed Ouyahia à la tête du gouvernement. Ainsi la politique gouvernementale ne devrait pas connaître d'inflexion notable, notamment dans le domaine économique. M. Ouyahia, crédité d'un certain succès dans l'application d'un programme d'austérité soutenu par le FMI, est très impopulaire dans les couches les plus défavorisées et les classes moyennes, victimes des effets de ce plan. Le même jour, un commando islamiste a attaqué un petit village proche d'Alger, brûlant et égorgeant treize de ses habitants, selon le quotidien *Al Alem Assiyassi*. Enfin, dimanche 15 juin, la première assemblée pluraliste, dominée par les partis conservateurs et islamistes, s'est réunie pour sa séance inaugurale, dans une ambiance cordiale, marquée par un discours d'ouverture à tonalité très *« pacifiste »* de son doyen, Moustapha Benmohamed, soixante-douze ans, un vétéran de la lutte anticoloniale. – *(AFP.)*

Huit pays musulmans coopèrent contre le sous-développement

ISTANBUL. Huit pays musulmans ont officialisé, dimanche 15 juin à Istanbul, la création d'un mécanisme de coopération économique et commerciale, le « D-8 » (D pour *developing countries*, pays en développement), dans le but de réunir leurs potentiels pour vaincre leur sous-développement socio-économique. Les chefs d'Etat ou de gouvernement de ces pays – la Turquie, le Bangladesh, l'Egypte, l'Indonésie, l'Iran, la Malaisie, le Pakistan, ainsi que le Nigeria, représenté par un ministre – ont signé un communiqué conjoint, la « Déclaration d'Istanbul », qui précise les domaines de coopération entre ces pays, entre autres la *« lutte contre la pauvreté »*. – *(AFP.)*

■ **ARABIE SAOUDITE : le secrétaire américain à la défense,** William Cohen, a pressé les dirigeants saoudiens de fournir davantage d'informations au FBI, la sûreté fédérale américaine, pour l'aider dans son enquête sur l'attentat de Khobar, qui avait fait dix-neuf tués américains en juin 1996. Selon M. Cohen, le prince héritier d'Arabie saoudite, l'émir Abdallah, a promis *« une entière coopération »* de Ryad avec les enquêteurs américains. – *(AFP.)*

DROITE La succession d'Alain Juppé à la présidence du RPR donne lieu à un débat, dans le mouvement néogaulliste, sur l'avenir de ce parti et sur la place de Jacques Chirac dans le nouveau dispositif de la droite. Nicolas Sarkozy, candidat au poste de secrétaire général sous la présidence de Philippe Séguin, a mis en cause le comportement de l'« *entourage* » du président de la République. ● FRANÇOIS BAYROU estime, pour sa part, que la droite doit jouer pleinement son rôle d'opposition, mais il ne reconnaît pour autant aucun « chef » de cette opposition. Il a critiqué la position du gouvernement sur la régularisation de sans-papiers. ● AU FRONT NATIONAL, Jean-Marie Le Pen a rappelé qu'il lui revient de fixer la stratégie du parti et qu'il n'entend pas pas que celui-ci devienne la « *béquille* » de la droite. Pour lui, le Front national doit être le « *noyau* » de l'opposition.

Les dirigeants du RPR s'interrogent sur l'avenir de leur parti

Charles Pasqua n'exclut pas un changement de nom du mouvement néogaulliste, tandis que Nicolas Sarkozy dénonce les pressions de « l'entourage » du président de la République sur la composition de la future direction

LA QUESTION est simple. C'est celle que se pose toute opposition. L'ancien ministre de la justice, Jacques Toubon, l'a résumée en ces termes, samedi 14 juin, lors de l'assemblée générale des Clubs 89, qu'il préside : comment faire en sorte « *que la droite, qui est majoritaire dans le peuple, le redevienne dans les urnes* » ? Deux semaines après l'échec de la droite aux élections législatives, la réponse à y apporter est moins simple qu'il y paraît.

Alain Juppé, le premier, avait évoqué, le 11 juin, devant le conseil national du RPR, la nécessité pour le président de la République de « *compter, à terme, sur une force politique élargie qui regroupera autour de lui toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans sa vision* ». Au moment où Philippe Séguin s'apprête à reprendre la direction du RPR, M. Toubon est allé dans le même sens pour indiquer que là n'est pas l'essentiel. « *Nous enfermer chacun dans notre parti, ce n'est pas le bon chemin pour la reconquête de la majorité, et en particulier pour reconquérir les électeurs qui nous ont quittés* », a-t-il affirmé, en appelant les membres des Clubs 89 à « *construire l'opposition derrière le président de la République et non pas restaurer les partis de l'ancienne majorité* ».

« RÉNOVATION TOTALE »

Dans un entretien publié par le *Journal du dimanche* du 15 juin, Charles Pasqua a corrigé quelque peu la notion de « *grand parti de droite* » qu'il avait développée la veille dans *Le Figaro-Magazine* (*Le Monde* daté du 15-16 juin). « *Une refonte générale est une ambition légitime, mais irréaliste pour l'instant,* explique-t-il. *Si l'on décidait de fondre UDF et RPR, cela risquerait de réduire notre audience et ouvrirait un boulevard au Front national. Mieux vaut que chacun se recentre d'abord sur ses valeurs.* » Le sénateur des Hauts-de-Seine, allié à M. Séguin, milite pour « *une rénovation totale* » du mouvement néogaulliste, qu'il voudrait voir s'ouvrir à tous ceux qui avaient voté pour M. Chirac au second tour de l'élection présidentielle. L'ancien cofondateur du RPR, en 1976, envisage même, « *après réflexion* », que le mouvement néogaulliste puisse être rebaptisé. Après avoir lui-même mesuré, le 12 juin, lors d'une assemblée générale des militants RPR de son département, la profondeur du mécontentement de la base, M. Pasqua se prononce pour l'élection de tous les dirigeants du parti.

« *On ne repart pas pour créer des "écuries présidentielles" et, d'ailleurs, si Philippe Séguin avait la moindre tentation de diriger le RPR comme si c'était sa propre boutique, il ne le pourrait pas* », prévient aussi M. Pasqua dans *Le Journal du dimanche*. « *Il n'est pas inutile qu'il y ait au sein du RPR des personnalités éminentes qui puissent aspirer à la plus haute fonction de l'Etat* », a encore précisé l'ancien ministre de l'intérieur, samedi, sur Europe 1, avant d'ajouter que « *si Jacques Chirac décide de se représenter, alors, à ce moment-là, il faudra le soutenir* ».

Proche du chef de l'Etat, le député de Haute-Savoie Pierre Mazeaud, a refusé, dimanche, sur France 2, d'entrer dans ce débat. « *Nous sommes en 1997. Il y a encore cinq ans (...). J'attends quelques années avant de vous répondre* », a-t-il affirmé. L'ancien président de la commission des lois de l'Assemblée nationale s'est prononcé, en revanche, de la façon la plus nette contre toute idée d'alliance avec le parti de Jean-Marie Le Pen. « *J'ai dit un jour que je le haïssais. Ce qui est vrai et je le répète parce que je ne supporte pas les xénophobes et les racistes. Je n'ai aucun point d'accord avec le Front national et je ne veux pas discuter avec eux* », a-t-il déclaré. « *Cela étant, Dieu merci pour notre pays, les 15 % d'électeurs du Front national ne partagent pas tous les thèses xénophobes et racistes,* a ajouté M. Mazeaud. *Il nous appartient, à nous, comme à la gauche, de faire en sorte que, demain, ces 12 %, 13 % d'électeurs, qui ont suivi Le Pen par protestation, nous reviennent.* »



Nicolas Sarkozy refuse lui aussi l'idée d'alliances avec le Front national. « *Ce n'est pas parce qu'on fera des risettes à Le Pen ou à ses lieutenants que les gens vont à nouveau nous trouver crédibles* », a affirmé l'ancien porte-parole d'Edouard Balladur. « *La priorité, ce ne sont pas des considérations tactiques d'alliance, ce qui paraît totalement impossible, mais la refondation d'un projet politique* », a affirmé M. Sarkozy. Il juge que la formation d'un parti unique de l'opposition serait « *une erreur, tout de suite* ». « *Nous devons prendre un peu de temps pour conduire la rénovation de nos familles politiques* », a-t-il affirmé.

Aujourd'hui engagé en première ligne dans un accord passé avec M. Séguin pour participer à la prochaine direction du RPR, l'ancien ministre du budget considère que « *cet accord peut bien fonctionner, justement parce que nous sommes différents, complémentaires, à l'image de la diversité de nos électeurs* ». Jeudi, devant les militants des Hauts-de-Seine, il avait expliqué que la droite n'avait pas été battue à cause de ses idées, mais, au contraire, faute d'avoir su les assumer. « *Cela fait trop d'années que nous nous excusons d'être ce que nous sommes* », avait-il déclaré.

DANS LA LIGNE DE MIRE

M. Sarkozy sait aussi qu'il risque de se trouver dans la ligne de mire des assises du RPR, le 6 juillet. C'est la raison pour laquelle il a marqué quelque agacement, dimanche, au « Club de la presse d'Europe 1 » en mettant en cause « *les entourages* » qui entretiennent la division entre balladuriens et chiraquiens *(lire ci-contre)*. Candidat probable au poste de secrétaire général du RPR, M. Sarkozy a tout à redouter d'une modification statutaire qui aboutirait à faire élire le secrétaire général, alors que celui-ci est actuellement nommé par le président. Dans ce cas, en effet, nombreux seraient ceux qui seraient tentés de ne pas voter pour lui, dans l'espoir de faire éclater l'alliance balladuro-séguiniste.

Jean-Louis Saux

M. Sarkozy et le veto de l'Elysée

Nicolas Sarkozy a déclaré, dimanche 15 juin, au « Club de la presse d'Europe 1 », que le président de la République n'a pas à se mêler des affaires internes du RPR. « *Le président de la République, en charge de l'essentiel, n'a pas à se préoccuper du détail de l'organisation d'un mouvement politique, qui a été le sien pendant de longues années* », a affirmé le député des Hauts-de-Seine.

Après le second tour des élections législatives, la nomination de M. Sarkozy au poste de secrétaire général du RPR a été envisagée par Alain Juppé, avant un veto venant de l'Elysée (*Le Monde* du 5 juin). M. Sarkozy a préféré mettre cet épisode au compte de proches du chef de l'Etat : « *Qu'il y ait,* a-t-il dit, *dans les entourages des uns et des autres des gens qui me considèrent un peu comme le Japonais qui ne s'était pas aperçu que, depuis vingt-sept ans, la seconde guerre mondiale était terminée, c'est possible... Moi, je considère que la division a fait beaucoup de mal.* »

François Bayrou : pas de « chef » de la droite

COMMENT, pour la droite républicaine, ne pas tomber, à chaque élection, dans le piège tendu par le Front national ? A cette question, François Bayrou a tenté de répondre, samedi 14 juin, devant le conseil national de son parti et, dimanche, au « Grand Jury RTL-*Le Monde* ». Analysant le vote d'extrême droite, le président du Force Démocrate (UDF) a expliqué qu'un certain nombre de ceux qui avaient voté pour le Front national « *voulaient donner un avertissement (...), considéraient que les grands discours d'en haut (...) tendaient à nier la réalité de leur vie* ». « *Beaucoup ne partagent pas les dérives xénophobes et racistes* » des dirigeants du Front national, estime-t-il. « *Ceux-là ne sont pas mes ennemis. Ils méritent qu'on essaye de renouer les liens (...) avec eux* », a déclaré M. Bayrou, qui se sent « *par toutes ses fibres* » issu du « *peuple* » et se propose d'être l'« *avocat* » de ces électeurs perdus.

« STRUCTURE D'ENTENTE »

Interrogé sur la perspective d'un rapprochement entre partis de droite et d'extrême droite, telle que semble la dessiner le délégué général du Front national, Bruno Mégret, prônant « *une discipline nationale de respect mutuel* » (*Le Monde* du 11 juin), le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale répond : « *Je ne suis pas pour une alliance.* » Il fait valoir qu'il se trouvait sur la « *liste noire de M. Le Pen* » et que, « *ayant fait de la démocratie chrétienne l'engagement de sa vie* », il ne peut accepter l'idéologie raciste et xénophobe des dirigeants d'extrême droite. Cependant, « *si, demain, en son sein, il y a des gens qui combattent cette idéologie, qui la récusent, les choses n'auront pas le même visage* », dit-il.

A propos de la victoire de la nouvelle majorité, le dirigeant centriste estime qu'elle s'était produite sur « *un malentendu* », sur « *l'idée que la dépense publique pouvait suffire à résoudre les problèmes des Français* ». Il espère que ces élections « *auront été les dernières à promesses* », et s'inquiète des engagements électoraux des socialistes, ainsi que de l'issue du sommet d'Amsterdam *(lire page 2)*. M. Bayrou reconnaît, toutefois, que Lionel Jospin « *a réussi ses premiers jours* », même s'il qualifie de « *politique de faire-semblant* » la consigne donnée par le chef du gouvernement à ses ministres de se démettre de leurs postes de chefs d'exécutifs locaux.

Le président du groupe UDF n'entend pas pour autant pratiquer une opposition systématique : « *Tout ce qui me paraîtra bien, je le soutiendrai, au prix, même, du risque. Tout ce qui me paraîtra mauvais, je le combattrai.* » Ainsi, le député des Pyrénées-Atlantiques appuierait-il une réforme des institutions visant à aligner sur cinq ans tous les mandats, y compris celui du président de la République. Jugeant dangereux de conserver des règles institutionnelles qui « *entraînent des alternances brutales à chaque élection* », M. Bayrou défend l'idée de coupler les élections législatives et présidentielle car, ainsi, « *les choses seront claires, et nous ne serons pas en cohabitation, c'est-à-dire en conflit de légitimité* ».

Au chapitre des désapprobations, M. Bayrou met en bonne place l'éventuelle décision de ne pas privatiser France Télécom. Cette « *gravissime erreur* » empêcherait l'entreprise de nouer des alliances susceptibles de lui ouvrir l'« *immense marché* » des télécommunications. M. Bayrou est revenu sur sa volonté de rechercher « *un nouvel équilibre* » pour la droite, entre « *une expression de droite et une expression du centre* » organisées. Pour ce qui concerne Force démocrate, il a affirmé que sa « *mission* » est de « *montrer qu'il existe une voie de conciliation et une synthèse possible entre la nécessaire liberté économique et le sentiment de partage qui est celui d'une exigence sociale forte* ».

Le président de FD a refusé d'accorder aux différents responsables de la droite, notamment Jacques Chirac, le label de « *chef de l'opposition* ». Il faut mettre en place des « *structures d'entente, de travail en commun, de coordination dans la majorité. Nous y serons à égalité* », a recommandé le chef de file centriste. « *Organiser les choses en une structure unique et caporalisée, c'est se tromper* », a-t-il souligné.

Le président du groupe UDF entend, d'ici au 19 juin, se consacrer à la préparation du discours qu'il doit prononcer à la tribune de l'Assemblée nationale, en réponse à la déclaration de politique générale du premier ministre. L'autre principal contradicteur de M. Jospin sera M. Séguin. Ce genre d'épreuve n'est pas négligeable dans la course à la direction de l'opposition.

Fabien Roland-Lévy

Sans-papiers : désaccord avec Mme Veil

François Bayrou a critiqué, dimanche 15 juin, au « Grand Jury RTL-*Le Monde* », l'annonce par le gouvernement de la régularisation d'étrangers en situation irrégulière. « *Je trouve,* a-t-il dit, *que la décision annoncée à grands coups de trompes – avec d'ailleurs cacophonie dans le chœur des trompes – de régulariser plusieurs dizaines de milliers d'immigrés en situation illégale est une mauvaise décision.* »

Lundi, sur RMC, Simone Veil, présidente du Haut Conseil de l'intégration, s'est au contraire « *réjouie* » de la « *démarche* » du gouvernement, « *si elle est faite dans de bonnes conditions* ». « *Le système d'un médiateur est un bon système,* a dit l'ancien ministre. *C'est une bonne chose de pouvoir régulariser des gens qui, de toute façon, resteront en France.* » Mme Veil a ajouté qu'« *une fois que ces situations seront régularisées* » il incombera au ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, d'« *éviter que ne se recréent de telles situations difficiles* ».

Jean-Marie Le Pen précise que le Front national entend devenir le « noyau » de l'opposition

QUE LE FRONT NATIONAL chante à plusieurs voix ne dérange pas outre mesure Jean-Marie Le Pen, dont le « mouvement » est formé de multiples courants nationalistes n'ayant souvent rien d'autre en commun que le « *combat pour la survie de la nation* ». Il n'admet pas, en revanche, que l'on change soudainement de partition ou que l'on s'arroge le droit d'usurper sa place. « *Le Front national, c'est un orchestre. Il est composé de divers instruments, mais il n'y a qu'un chef d'orchestre. En cas de fausses notes, c'est à lui de rappeler à l'ordre* », a-t-il souligné lors d'une conférence de presse organisée après la réunion du conseil national de son parti, samedi 14 juin, à Paris. Ce rappel était devenu nécessaire après les fausses notes qui s'étaient multipliées dans l'orchestre lepéniste sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la droite (*Le Monde* du 11 juin et daté du 15-16 juin).

Délégué général du Front national, Bruno Mégret proposait en effet d'instaurer avec le RPR et l'UDF « *une discipline nationale de respect mutuel* », se traduisant par des désistement réciproques. Pendant ce temps, M. Le Pen déclarait que le Front national n'était « *pas du tout disposé à servir ni de harki, ni de béquille à une majorité défaillante, désorganisée et démoralisée* ». Il précisait même que c'est « *autour du Front national que doivent se faire les regroupements, pas à la tête, mais parmi les cadres, les militants, les électeurs et les électrices* ». Tapant sur son pupitre, M. Le Pen a donc redonné le « la » samedi. « *Pas question de négocier quoi que ce soit avec la droite ! Il faut laisser cette armée fusiller ses généraux.* » « *On ne s'allie pas à des forces qui sont en décomposition : on attend d'en ramasser des débris* », a-t-il martelé à l'adresse de M. Mégret, ses partisans, mais également d'autres responsables locaux qui pourraient être tentés après le trouble jeté lors des élections législatives dans les rangs de la droite, par une stratégie de rapprochement.

« *Ce qui se passera demain ne tiendra pas aux états-majors* », des partis politiques, soutient M. Le Pen, qui invite le Front national à se concentrer sur les prochaines élections, régionales, cantonales et sénatoriales. Il donne l'objectif du doublement du nombre d'élus aux régionales soit le passage de 235 à 470 conseillers régionaux et réclame de ses militants la plus grande vigilance afin d'être prêts en cas de présidentielle anticipée car la logique voudrait, selon lui, que le président de la République, après son « *échec* », donne sa démission. Une fois encore, il rejette les alliances telles que celle de la droite italienne avec l'ancien MSI mussolinien de Gianfranco Fini ou celle des Autrichiens avec le parti libéral du chef de l'extrême droite, Jorg Haider, souvent citées dans les rangs mégrétistes. Sa ligne à lui, Jean-Marie Le Pen, est et reste pour un temps encore le seul contre tous : les nationaux contre les mondialistes avec pour slogan « *ni droite, ni gauche : Français* », car « *droite et gauche, c'est la même politique* ».

« FROIDEUR TECHNOCRATIQUE »

M. Le Pen précise même que, pour lui, « *les élections législatives, c'est une péripétie* ». « *Nous avons un député. Nous en aurions eu vingt, cela ne changerait pas fondamentalement la situation,* dit-il. *Ce que nous espérons, ce sont des événements qui nous donnent raison de façon éclatante. Que ce mode de scrutin nous permette d'atteindre la majorité et de gouverner !* » Le chef de l'extrême droite n'exclut pas complètement « *des alliés éventuels* », mais souligne que ceux-ci, « *bien évidemment, devraient se rallier aux positions du Front national* ». C'est ce qu'il disait déjà lors de son unique meeting entre le premier et le deuxième tour des élections législatives, le 29 mai à Paris, en déclarant que le Front national n'a pas « *la prétention d'incarner toute l'opposition* », mais veut en être « *le noyau et le pilote* ».

Cette mise au point remplissait d'aise les opposants à la « ligne Mégret » : l'ancien député d'Eure-et-Loir, Marie-France Stirbois ; le directeur du Front national de la jeunesse, Samuel Maréchal, également adjoint au secrétaire général, Bruno Gollnisch ; mais aussi tous ceux qui, plus largement, critiquent la « *froideur technocratique* » des mégrétistes et voudraient voir d'autres « *sensibilités* » s'exprimer, comme les députés européens Jean-Claude Martinez et Bernard Antony. Ceux-ci ont obtenu de M. Le Pen que le parti organise un « *séminaire d'études* » sur trois jours, dans la deuxième moitié de juillet, afin de se pencher sur la stratégie des mois à venir et sur des points « *fondamentaux du programme* », comme « *l'immigration ou les choix économiques* ».

Il fallait bien libérer les aigreurs du congrès de Strasbourg, ironisait un proche de M. Mégret, en faisant référence à l'amertume de certains après le succès du délégué général. Face à des adversaires dispersés et sans porte-parole reconnu, les mégrétistes affichent, pour ce « séminaire », un optimisme résolu.

Christiane Chombeau

avenir de leur parti

Les nouveaux députés

6 000 personnes manifestent à Belfort contre un projet d'aéroport de fret

La décision ne sera prise qu'en 1998

BELFORT
de notre correspondant

Six mille personnes dans les rues, samedi 14 juin : Belfort n'avait pas connu une manifestation d'une telle ampleur depuis la dernière grande grève d'Alsthom, en novembre 1994. Il s'agissait de protester contre un projet qui, depuis près d'un an, alimente le débat *dans le Territoire de Belfort : la* transformation d'une ancienne base aérienne de l'OTAN de près de 300 hectares, dans le canton de Fontaine, en un aéroport de fret express. Un dossier qui n'en est qu'au stade des études, mais dont la révélation a suffi à déclencher la mobilisation des riverains et des élus locaux.

C'est en juin 1996 que les premières informations ont commencé à filtrer sur la candidature du Territoire pour l'implantation de la société de fret international DHL, qui cherchait – et cherche encore – à créer une plaque tournante dans le grand Est susceptible de créer plusieurs centaines d'emplois. Alertée, l'Agence de développement économique du Territoire monta en toute hâte un dossier en mettant en avant les atouts d'une piste longue de 2 800 mètres. Du côté de la population, effrayée par l'envergure du projet et la perspective d'avoir à supporter les vols de nuit, la réaction fut aussi immédiate par le biais d'associations de riverains et de collectif d'élus.

En dépit de l'annonce du choix de DHL pour Strasbourg – projet abandonné aujourd'hui –, les opposants étaient restés mobilisés. L'annonce, début 1997, de contacts avec l'Euro-Airport de Bâle-Mulhouse – trop à l'étroit – et la proposition de Christian Proust, *président (MDC) du conseil général du* Territoire de Belfort, d'organiser un référendum sur l'avenir du site allaient leur donner l'occasion de rebondir en multipliant les initiatives médiatiques. C'est dans cet esprit que l'organisation d'une manifestation-test fut décidée. Samedi, six *mille personnes, dont deux tiers* d'Alsaciens, ont répondu à cet appel en défilant aux cris de *« Non à l'aéro-Proust ! »* et de *« Nous voulons compter les moutons, pas les avions ! »*. Le cortège bigarré comptait des chars décorés, des chorales, une fanfare, des tracteurs, un véhicule sono diffusant le rugissement des réacteurs d'un avion.

« MOUVEMENT DÉMESURÉ »

*Président du Syndicat de l'Aéro*parc, qui regroupe 80 % des communes du département, M. Proust, initiateur du très controversé projet Gigastorage (aujourd'hui en liquidation et qui fait l'objet d'une information judiciaire), ne se montre pas très impressionné par un mouvement qu'il juge *« démesuré »* alors qu'aucun projet concret n'est arrêté. *« Nous travaillons sur des hypothèses de développement*, confie-t-il, *et, depuis le début, nous avons joué la carte de la transparence. »* Dès lors que DHL n'a plus été d'actualité, la réflexion s'est organisée autour de la meilleure valorisation possible d'un site bientôt raccordé à l'autoroute A 36 (Lyon-Mulhouse-Bâle).

Pour M. Proust, les études qui ont été commanditées auprès de plusieurs cabinets spécialisés tant sur les nuisances sonores et la protection acoustique que sur la faisabilité d'une zone industrielle classique s'inscriraient dans cette logique-là. *« Tant que nous n'avions pas les résultats, nous ne pouvions pas répondre aux critiques »*, argumente-t-il, mais, à partir du 23 juin, date à laquelle les rapports vont être communiqués aux élus, s'ouvrirait *« une nouvelle période de dialogue »*. Il indique que, après un choix d'orientation prévu pour octobre, la dernière *« phase de décision »* ne devrait intervenir qu'en avril 1998.

Bernard Payot

Les chantiers de la division

ACTION-RÉACTION : le mouvement enclenché depuis la victoire aux législatives anticipées de la gauche *« plurielle »* obéit à ce vieux principe de la dynamique.

ANALYSE

Plusieurs projets d'infrastructures ont été remis en cause depuis le 1er juin

Action : celle du gouvernement qui, conformément à ses engagements de campagne, annonce la remise en cause de grands équipements, « bêtes noires » des écologistes. Depuis la nomination de Lionel Jospin ont ainsi été annoncés ou confirmés : l'abandon du projet de canal Rhin-Rhône, la fermeture de Superphénix, le report de l'enquête publique sur un nouveau tronçon de l'A 51 Grenoble-Sisteron. Parmi les projets en suspens : l'extension de l'aéroport de Roissy ou le tracé du TGV-Est.

Action encore, celle de citoyens de plus en plus soucieux de leur cadre de vie, qui ont souvent été à l'origine des engagements électoraux en exprimant sur le terrain un refus déterminé : le projet d'installation de centrale nucléaire au Carnet (Loire-Atlantique) a suscité, pendant la campagne législative elle-même, d'importantes manifestations. Comme le projet Rhin-Rhône. Samedi 14 juin, Belfort a vu la réussite d'une manifestation contre l'arrivée du transporteur DHL, avec son cortège de nuisances, mais aussi d'emplois.

Réaction : celle des partisans de ces grands équipements. Au premier rang, bien sûr, les *« lobbies »* du nucléaire et du bâtiment et travaux publics (BTP), qui donnent de la voix depuis les élections, y compris en achetant des pages de publicité dans la presse, comme l'ont fait à partir de lundi les *« 6 000 entreprises de travaux publics »*. L'énormité des sommes en jeu explique que le patronat de ces diverses branches, qui, de coutume, dispose de relais plus discrets mais efficaces, ait choisi de *s'exprimer de façon spectaculaire.*

Cette réaction est aussi celle d'élus ou de simples citoyens. Pour eux, atome et autoroutes sont d'abord synonymes d'emplois : ainsi, le tout récent comité de soutien à Superphénix devait organiser sa première manifestation lundi. Ce comité réunit chefs d'entreprise et commerçants, mais aussi des employés de la centrale. De même, à Vingrau (Pyrénées-Orientales), où une partie des habitants mènent une guérilla obstinée contre une carrière de marbre, les salariés de la société en cause ont entrepris de faire entendre, à leur tour, leur voix.

Cette réaction est également celle de la droite, qui trouve là une occasion de rebondir après sa lourde défaite : Bernard Lehideux, premier vice-président (UDF-PR) de l'Ile-de-France, prophétise *« la suppression de milliers d'emplois du secteur du bâtiment et des travaux publics »* dans la région. Mais il serait trop simple de limiter le débat à une expression particulière du clivage droite-gauche. A mesure que tomberont les décisions, la majorité ne sera pas épargnée par les turbulences : Catherine Trautmann (PS), maire de Strasbourg et porte-parole du gouvernement, a exclu, samedi, toute remise en cause du projet de TGV-Est, alors que Dominique Voynet (Verts), ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, préférerait que le tracé soit revu.

Le premier septennat de François Mitterrand s'était ouvert par l'abandon de la centrale nucléaire de Plogoff et de l'extension du camp militaire du Larzac. Le débat, ensuite, s'était déplacé sur d'autres sujets. Il y a fort à parier qu'il en ira, cette fois, autrement.

Jean-Louis Andreani

Trente-cinq ans après leur départ d'Algérie les pieds-noirs se sont retrouvés à Marseille

Le délégué aux rapatriés annonce la création du « Mémorial d'outre-mer »

Afin *d'« accomplir le devoir de mémoire »*, une centaine d'organisations de rapatriés ont organisé, samedi 14 et dimanche 15 juin à Marseille, un rassemblement pour le trente-cinquième anniversaire de leur départ d'Algérie. Au fil des ans, ce type de manifestation, où le souvenir se mêle de nostalgie, attire de moins en moins de monde. Une page de l'histoire des rapatriés semble désormais tournée.

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Ils sont une trentaine de porte-drapeaux dans l'accoutrement étrange des anciens combattants : calots militaires et médailles en placard sur des costumes civils, uniformes incomplets, chaussures usées, et ils s'avancent en rangs par quatre dans la poussière et le soleil. Quand il s'approchent de la maigre assistance installée devant l'estrade, résonne *C'est nous les Africains*. La chanson fétiche des pieds-noirs est reprise à mi-voix par des gorges nouées. Les porte-drapeaux s'installent des deux côtés de la petite estrade pour l'hommage aux morts civils et militaires qui précède la prière de quatre religions, catholique, protestante, juive et musulmane, présentes en Algérie, avant la grand-messe. On voit quelques larmes couler sur des visages, mais aussi des sourires heureux.

Le Rassemblement des pieds-noirs – *« 35 ans déjà »* –, samedi 14 et dimanche 15 juin à Marseille, a baigné dans la nostalgie, mais n'a pas rempli les espérances des 300 associations organisatrices de l'événement ; elles annonçaient 100 000 participants et il n'en vint que quelques milliers durant les deux jours du week-end ; elles espéraient plus de 100 drapeaux pour la cérémonie du dimanche matin et l'on ne vit que ce petit peloton défiler. A Nice, pour le vingt-cinquième anniversaire des événements de 1962 qui virent la fin de la présence française en Algérie (*Le Monde* daté 15-16 juin), il y avait eu plus de 200 000 personnes, et à Vincennes, pour le trentième anniversaire, entre 20 000 et 30 000.

« L'HEURE DE L'HISTOIRE »

La manifestation de Marseille avait pour but *d'« accomplir le devoir de mémoire »*, de *« faire découvrir l'identité culturelle des pieds-noirs d'aujourd'hui »* et de *« fixer des objectifs »* sur les dossiers sensibles, comme *« la réhabilitation de leur combat »* ou la *« préservation des cimetières profanés en Algérie »*. Elle a surtout consisté en une exposition d'images jaunies sur différents stands d'amicales locales, d'associations d'anciens combattants ou à vocation plus savante, comme le Cercle algérianiste ou l'Association généalogique d'Afrique du Nord.

Les participants n'ont pas manqué au rite d'achat de l'anis gras ou de la *« longanisse, "comme là-bas" »*, et ils scrutaient avec une sorte de nostalgie scrupuleuse les plans des quartiers où ils avaient passé une jeunesse souvent bien lointaine. Ils ont quand même eu la satisfaction, le dimanche après-midi, d'entendre Guy Forzy, le délégué aux rapatriés nommé par Alain Juppé, annoncer la création du Mémorial d'outre-mer qui sera installé dans le fort Saint-Jean, à l'entrée du port de Marseille.

Dans cette ambiance un peu morose, et parmi les discussions très convenues, il faut faire une exception pour le débat qu'animaient deux enfants de harkis, Mohand Hamoumou et Mohamed Cara, auteurs de livres historiques et de réflexion sur cette histoire enfouie, qui a créé *« la nuit d'identité »* de cette communauté dont parlait le second. L'historien Jean-Jacques Jordi, auteur, entre autres, de *1962, l'arrivée de pieds-noirs* (Collection Autrement « Français d'ailleurs, peuples d'ici », Paris, février 1995), explique l'insuccès de ce rassemblement par le fait qu'une page de l'histoire des rapatriés semble désormais tournée et que les rassemblements de pures retrouvailles sont très bien organisés tout au long de l'année par les groupes d'origine locale. Pied-noir lui-même, et ayant bien sûr sacrifié au rite de l'achat de la « mouna », il estime que les enfants de pieds-noirs n'ont plus à mener un combat que leur pères ont déjà conduit, à la différence des enfants de harkis, qui luttent encore pour une reconnaissance toujours attendue. Comme il l'a dit au cours d'un débat, *« l'heure de l'histoire est venue »*. Mais celle-ci est *« la science des teintes grises »* qui ne se satisfait pas de la seule mémoire, aussi blessée soit-elle.

Michel Samson

مكرر من الاصل

Lionel Jospin souhaite que le PS continue à débattre « autour des vrais enjeux »

« La solidarité n'est pas l'unanimité », affirme le premier ministre

Le conseil national du PS, réuni samedi 14 juin à Paris, a adopté la composition de la nouvelle direction du parti, au sein de laquelle François Hollande exerce la fonction de premier secrétaire délégué. Lionel Jospin a invité les socialistes à faire en sorte que le PS demeure *« un parti de débat autour de vrais enjeux »*. Henri Emmanuelli a mis en garde, au sujet de Renault-Vilvorde, contre le fait de s'en remettre à l'avis d'un expert.

PREMIER SECRÉTAIRE du Parti socialiste jusqu'au 27 novembre – date fixée pour l'élection de son successeur au suffrage direct des militants –, Lionel Jospin a enjoint à ses amis, réunis en conseil national, samedi 14 juin, au Palais de la mutualité à Paris, de ne pas renouer avec les comportements qu'ils avaient eus lors de leurs précédents passages au pouvoir. *« Esprit de débat »*, *« discussion collégiale »*, *« capacité de rassemblement »* : tels doivent être, pour le premier ministre, cité par son responsable de la communication à Matignon, Manuel Valls, les principes sur lesquels le PS doit s'appuyer dans la période qui s'ouvre.

Selon M. Valls, M. Jospin attend de son parti qu'il soit *« une organisation qui débat »* et qu'il lui apporte *« une appréciation intelligente de la situation politique, des critiques constructives de l'action gouvernementale, une volonté d'expliquer et des propositions »*. Le premier ministre a invité la formation dominante de la nouvelle majorité à ne pas céder à des *« tentations hégémoniques »*, tout en faisant *« respecter la réalité politique qui existe à l'Assemblée et le vote des Français »*. *« La solidarité n'est pas l'unanimité. Le PS doit demeurer un parti de débat autour de vrais enjeux »*, a-t-il plaidé, en jugeant qu'*« une discussion constructive contribue à définir une politique toujours perfectible »*.

Entendant rester présent dans les débats internes du PS, en assistant le plus souvent possible aux réunions du bureau national le mardi, M. Jospin a prôné comme *« axe stratégique »* la reconquête des couches populaires et de la jeunesse entamées, selon lui, lors des élections législatives. La question des relations entre le PS et le gouvernement a été, de fait, au centre des débats du conseil national, que les amis de Laurent Fabius avaient préparés par une réunion dans les sous-sols de la rue de l'Université. Les rocardiens, en revanche, se sont retrouvés après la réunion du conseil national.

RENCONTRES

Si Jean-Luc Mélenchon, pour la Gauche socialiste, s'est abstenu de réitérer ses critiques sur l'attitude du gouvernement face au pacte de stabilité *(lire page 2)*, Henri Emmanuelli a fait entendre sa différence en indiquant qu'il ne se satisferait pas de la décision que le sort des salariés de Renault-Vilvorde *« soit scellé par l'avis d'un expert indépendant »*. L'ancien premier secrétaire souhaite, lui aussi, que les socialistes ne renouvellent pas les *« erreurs du passé »* : *« C'est parce que le débat s'est étiolé que les enjeux de pouvoir ont pris le pas sur les idées*, a-t-il dit. *C'est parce que le parti s'est autolimité dans son devoir d'écoute, d'appréciation, de suggestion que d'autres erreurs ont été commises sur d'autres plans, qui auraient pu être évitées. » « C'est pourquoi*, a affirmé M. Emmanuelli, *je formule l'espérance que cela ne se renouvelle pas. Et que le parti affirme avec force sa volonté de débattre en toutes circonstances. »*

Le calendrier de préparation du congrès, convoqué à Brest du 21 au 23 novembre, sera arrêté par le conseil national le 5 juillet. La phase de contributions sera ouverte début septembre et close par une réunion de synthèse du conseil national le 27 septembre (avec dépôt des différentes motions). Elu premier secrétaire délégué, dans un vote qui a ratifié en même temps, à la quasi-unanimité moins la Gauche socialiste, le nouveau secrétariat national, François Hollande devrait logiquement briguer, juste après le congrès, la succession de M. Jospin. Certains jospinistes laissent entendre que les jeux ne sont pas faits et que M. Jospin pourrait être tenté de reconduire la solution transitoire choisie après son entrée à Matignon...

M. Hollande a repris à son compte les vœux de M. Jospin en faveur d'*« un parti vivant, un parti de dialogue, un parti moderne »*. *« En 1995, il* [M. Jospin] *nous a redonné la fierté, là il nous a redonné une majorité »*, a déclaré le député de Corrèze. Le premier secrétaire délégué, qui a adopté un système tournant, pour la fonction de porte-parole, avec Jean-Christophe Cambadélis et Alain Claeys, les deux hommes-clefs de son équipe, a assigné une triple tâche au PS : *« appuyer résolument l'action engagée par le gouvernement »*, ce soutien n'étant possible *« que si nous sommes associés aux décisions qui sont prises »* ; *« accueillir de nouveaux adhérents et consolider cette vague d'adhésions »* ; *« dialoguer directement avec le pays »*. *« Nous sommes aussi les relais de nos concitoyens auprès du gouvernement pour traduire leurs aspirations »*, a assuré M. Hollande, favorable à une multiplication des rencontres avec les différents acteurs du mouvement social.

Michel Noblecourt

La nouvelle direction

Le nouveau secrétariat national du PS comprend vingt-six membres :

● **Sont reconduits** : Lionel Jospin (premier secrétaire) ; François Hollande (premier secrétaire délégué) ; Jean-Pierre Bel (élections) ; Alain Bergounioux (formation et communication) ; Frédérique Bredin (culture et médias) ; Jean-Christophe Cambadélis (relations extérieures et fédérations) ; Alain Claeys (coordination et trésorerie) ; Jean-Louis Cottigny (entreprises) ; Harlem Désir (relations avec le mouvement social) ; Laurence Dumont (droits de l'homme) ; Pierre Guidoni (relations internationales) ; Sylvie Guillaume (droits des femmes) ; Adeline Hazan (problèmes de société) ; Véronique Neiertz ; Bernard Roman (animation et innovation interne) ; Manuel Valls (information des militants).

● **Entrent au secrétariat** : Michel Delebarre (éducation) ; Georges Garot (agriculture) ; Jean Glavany (emploi) ; Henri Nallet (questions européennes) ; Vincent Peillon (études) ; Daniel Percheron (réformes institutionnelles) ; Jean-Claude Perez (services publics) ; Michèle Sabban (adjointe auprès de M. Cambadélis) ; Jean-Pierre Sueur (aménagement du territoire) ; Marisol Touraine (solidarité).

● **Cinq responsables nationaux** ont été désignés : Jean-Claude Fortier (éducation) ; Anne-Catherine Franck (communication) ; Géraud Guibert (relations économiques internationales) ; André Laignel (emploi et formation) ; Bruno Le Roux (sécurité).

François Hollande contre la privatisation de services publics

LORS DE LA CAMPAGNE électorale, François Hollande, alors porte-parole du Parti socialiste, s'était fait discrètement rappeler à l'ordre par Lionel Jospin après des déclarations à *La Tribune*, le 6 mai, sur les privatisations. Excluant toute renationalisation, confirmant un *« coup d'arrêt »* aux privatisations engagées par Alain Juppé, prônant le maintien d'un contrôle public dans l'industrie de la défense, M. Hollande avait déclaré : *« Pour les entreprises du secteur concurrentiel, qui ne concourent pas à une activité d'intérêt général, où la participation de l'Etat n'est plus nécessaire, c'est le pragmatisme qui doit nous guider. Il faut garder une certaine souplesse. Ce que l'on appelle une "respiration". »*

Au bureau national, le 7 mai, en l'absence de M. Hollande en campagne en Corrèze, le porte-parole avait été visé par la mise au point de M. Jospin appelant ses amis à la *« cohérence »* et écartant toute privatisation ou toute cession de participations de l'Etat dans des entreprises publiques. Dimanche 15 juin, sur France 2, au lendemain de son élection comme premier secrétaire délégué, M. Hollande a tenu des propos d'une parfaite orthodoxie : *« Est-ce que – et c'est la seule question qu'il faut se poser –, est-ce que la privatisation est un atout pour l'industrie aujourd'hui ? »*

Le député de Corrèze, qui préside aussi les clubs deloristes Témoin, a passé en revue quelques secteurs. La défense ? *« C'est une industrie qui appartient, pour l'essentiel, au domaine public et il est bon qu'il en soit ainsi. »* France Télécom ? Cette entreprise, a-t-il assuré, *« réussit la performance d'être aujourd'hui à la fois respectueuse des principes du service public, profitable et industriellement en pointe »*. *« Qu'est-ce que la privatisation apporterait dans un avenir proche ? »*, a conclu sur cette entreprise M. Hollande, sans évoquer directement la consultation du personnel que M. Jospin avait envisagée (*Le Monde* du 21 mai) et qui avait troublé certains syndicats de France Télécom.

Air France ? *« Est-ce qu'on peut garder Air France dans le système public aujourd'hui ? Si on le peut, pourquoi en changer ? »* Loin du pragmatisme dont il se réclamait un mois plus tôt, M. Hollande n'a pas jugé utile une ouverture partielle du capital de France Télécom qui doit rester *« un service public dans un environnement concurrentiel »*. *« Si on nous fait la démonstration que ce serait vraiment absolument indispensable, on verrait mais, aujourd'hui, la privatisation d'un service public est exclue dans les années qui viennent »*, a affirmé M. Hollande, sans qu'on puisse en conclure que le débat sur les privatisations ne reprendra pas, sous une forme ou une autre, chez les socialistes.

M. N.

Les Verts veulent continuer à faire preuve de « vigilance »

« SURVEILLANCE », *« autonomie »*, *« lucidité »*... Une fois n'est pas coutume, la centaine de délégués Verts venus à Paris, samedi 14 et dimanche 15 juin, pour débattre, au conseil national interrégional (CNIR), de la situation politique nouvelle, ont employé les mêmes mots. Largement renouvelé lors de l'assemblée fédérale de La Rochelle, début avril, rajeuni, le parlement des Verts a souhaité manifester sa *« critique bienveillante »*, moins de deux semaines après la nomination de leur porte-parole, Dominique Voynet, au ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement. *« Ce n'était pas un conseil national godillot »*, résumait dimanche soir l'un des jeunes participants du CNIR.

Dès le samedi, le nouveau secrétaire national, Jean-Luc Bennahmias, avait placé la barre haut : après la victoire de la nouvelle stratégie électorale avec le PS, comment aider les Verts à être à la hauteur de leurs nouvelles responsabilités : un ministre, six députés, une présidence de conseil régional (Marie-Christine Blandin est bien décidée à briguer une nouvelle fois ce poste en 1998) et un groupe Vert au conseil régional d'Ile-de-France, qui entend jouer son rôle face aux « affaires ». M. Bennahmias et Dominique Plancke, nouveau directeur administratif, se sont fixé l'objectif de dix mille adhérents (sept mille revendiqués, et sans doute quatre mille réels aujourd'hui).

La victoire est rassembleuse : opposition de gauche comprise, chacun, ce week-end, a jugé les débats de *« bonne teneur »*. La culture de gouvernement n'est pas encore arrivée jusqu'aux Verts : une motion *« humoristique »* d'autodissolution du CNIR a même été proposée, après avoir constaté qu'aucune des résolutions prises le 2 avril, au lendemain du second tour, n'avait été respectée (*Le Monde* daté 15-16 juin). De même, le CNIR a adressé un *« vœu »* à Dominique Voynet, afin qu'elle se mette en congé de son « porte-parolat » du parti et devienne, comme le député Yves Cochet, simple *« membre associé »* du collège exécutif. L'intéressée, qui n'assistait pas au conseil national, a fait savoir qu'elle est consciente des problèmes, mais demande le temps de la réflexion.

« ATELIERS CITOYENS »

Autre thème de débats : la constitution de l'équipe gouvernementale. Marie-Anne Isler-Béguin et Didier Anger, parmi d'autres, ont expliqué que le cabinet de Mme Voynet manque, selon eux, de *« représentants du monde associatif et de personnes ayant une bonne connaissance des dossiers »*. Les amis de Mme Blandin se sont montrés les plus critiques. Christian Brett, chargé de mission au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, a vivement expliqué : *« Qu'est-ce qu'on aurait dit si, en 1992, Marie avait décidé de travailler avec un directeur de cabinet socialiste, un chef de cabinet socialiste, un responsable des finances socialiste ? »*

Soucieux de *« vigilance »*, les Verts ont aussi adopté de nombreuses motions de contrôle de l'activité gouvernementale, souhaitant par exemple que leur soutien au gouvernement soit réexaminé tous les six mois. Les Verts feront savoir cette semaine aux responsables des formations de la coalition de gauche au pouvoir qu'ils souhaitaient que des rencontres mensuelles soient organisées. Enfin, les écologistes *« se rendent disponibles »* pour des *« ateliers citoyens »*, avec responsables syndicaux et associatifs et d'autres forces de gauche, certains n'excluant pas de les *« coorganiser »* avec le PCF, qui vient de lancer de son côté *« mille initiatives citoyennes »*.

Rendez-vous a été pris pour les journées d'été, qui se tiendront du 26 au 31 août, à Calais. Les Verts, qui savent qu'ils n'ont réuni que 3,59 % des voix aux élections législatives, y ouvriront le débat sur leur stratégie d'alliance pour les élections cantonales et régionales de 1998...

Ariane Chemin

La gauche remporte l'élection municipale partielle d'Annonay

I., 11 816 ; V., 7 476 ; A., 36,7 % ; E., 7 225.
Un. g. (Jean-Claude Tournayre, PS), 4 088 (56, 58 %).
Droite (Claude Faure, m. RPR), 3 137 (43,42 %).

[La liste de gauche, conduite par Jean-Claude Tournayre (PS), a largement remporté, dimanche 15 juin, le second tour de l'élection muncipale partielle d'Annonay (Ardèche) contre celle du maire sortant, Claude Faure (RPR), dont l'élection avait été annulée par le Conseil d'Etat (*Le Monde* du 10 juin). Au premier tour, M. Tournayre avait augmenté son score de juin 1995 d'environ huit points alors que M. Faure avait enregistré, lui, un recul de deux points et demi. Une liste UDF conduite par Dominique Chambon avait cédé encore plus de terrain (quatorze points) au profit de celle du Front national, absente à la consultation précédente. Au total, le RPR et l'UDF disposaient, en compagnie de l'extrême droite, d'une réserve de voix plus importante que la gauche pour le second tour. La division de la droite a joué en faveur de M. Faure. Auteur du recours qui avait entraîné l'annulation du scrutin, M. Chambon s'était désisté après le premier tour, sans donner de consigne de vote.

8 juin 1997 : I., 11 816 ; V., 7 130 ; A., 39, 66 % ; E., 6 995 ; Un. g. (Tournayre, PS), 3 063 (43,79 %) ; RPR (Faure), 2 136 (30,54 %) ; UDF (Chambon, FD), 1 173 (16,77 %) ; FN (Arnaud), 623 (8,91 %).

18 juin 1995 : I., 12 090 ; V., 8 147 ; A., 32,61 % ; E., 7 915. Liste Faure (RPR), 3 064 (38,7 %) ; liste Tournayre (union de la gauche, PS), 2 978 (37,6 %) ; liste Chambon (UDF), 1 973 (23,7 %).]

Election cantonale dans la Drôme

Canton de Grignan (premier tour)
I., 5 108 ; V., 3 370 ; A., 34,03 % ; E., 3 320
Jean-François Siaud, div. g., 873 (26,30 %) ; Marc Roustan, PS, 832 (25 %) ; Bruno Durieux, div.d., 786 (23,70 %) ; René Plan, *div*.d., 350 (10,50 %) ; Béatrice Vernet, FN, 307 (9,30 %) ; Georges Barry, PCF, 172 (5,20 %)... BALLOTTAGE

[*L'ancien ministre, Bruno Durieux (div.d.), maire du chef-lieu de canton, n'arrive qu'en* troisième position derrière Jean-François Siaud (div. g.), maire de Taulignan, et Marc Roustan (PS), maire de Colonzelle depuis vingt-six ans. Avec un potentiel de 56,50 %, la gauche est majoritaire dans ce canton où la droite s'est imposée aux dernières législatives. L'implantation locale des candidats a supplanté le traditionnel clivage gauche-droite. La gauche paraît en mesure de récupérer ce canton, tenu jusqu'à présent par Alain Blanc (UDF-rad.), récemment décédé.

22 mars 1992 : I., 4 846 ; V., 3 739 ; A., 22,84 % ; E., 3 533. Alain Blanc, UDF-rad., 1 343 (38,01 %) ; Marc Roustan, PS, 857 (24,25 %) ; Marius Vigne, FN, 364 (10,30 %) ; Georges Barry, PC, 303 (8,57 %) ; Jean-Pierre Morichaud, Verts, 295 (8,34 %) ; Claude Masson, CNI, 223 (6,31 %) ; André-Philippe Nathan, div. g., 148 (4,18 %).]

Allocations familiales : l'Etat à nouveau condamné

LE CONSEIL D'ÉTAT a infligé à l'Etat, vendredi 13 juin, une astreinte de 1 000 francs par jour, pour le contraindre à exécuter une décision qui le condamnait à une hausse supplémentaire des allocations familiales au titre de l'année 1993. Cette astreinte sera effective *« à compter de deux mois »* suivant la notification de cette décision *« au premier ministre et au ministre de l'emploi et de la solidarité »* du nouveau gouvernement. En outre, l'Etat est condamné à verser au plaignant, la Fédération des familles de France, 10 000 F au titre *« des frais exposés »*. Celle-ci dans sa requête avait expliqué qu'en 1993, les allocations n'avaient été revalorisées qu'une fois, en janvier (sous le gouvernement Bérégovoy), mais ne l'avaient pas été en juillet (sous le gouvernement Balladur) alors que *« la loi prévoit au moins deux revalorisations par an »*.

DÉPÊCHES

■ **PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE : Roger Romani, ancien ministre des relations avec le Parlement**, questeur du Conseil de Paris, qui fut sénateur RPR jusqu'à son entrée dans le gouvernement d'Edouard Balladur en avril 1993, a été nommé chargé de mission auprès du président de la République par un arrêté de Jacques Chirac publié au *Journal officiel* du dimanche 15 juin.

■ **CHANTIERS : la Fédération nationale des travaux publics (FNTP)** dénonce, dans un communiqué, les annonces faites par Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, d'abandons de nombreux projets d'équipement (Canal Rhin-Rhône, autoroutes, voies ferrées, etc). Elle alerte le gouvernement *« sur les ravages que pourraient provoquer les engagements pris, annoncés dans la hâte, sans concertation et sans proposition d'alternatives »* sur les 6 000 entreprises de travaux publics.

■ **AGRICULTEURS : le président de la FNSEA**, Luc Guyau, déclare, dans un entretien publié, samedi 14 juin, par *Ouest-France*, que *« la double fonction de M,me Voynet »*, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, est *« une arme redoutable »*. M. Guyau, qui *« ne juge pas avant les actes »*, ajoute que *« si M,me Voynet veut travailler avec nous de façon contructive, en n'oubliant pas que le lien aménagement-environnement est pour nous fondamental, on y est prêts »*. Le président de la FNSEA, qui devait rencontrer le ministre de l'agriculture, Louis Le Pensec, lundi 16 juin, met en garde le gouvernement contre une hausse des salaires, qui risque, selon lui, d'*« aggraver les distorsions de concurrence entre les producteurs de fruits et légumes français et les Espagnols »*.

■ **MÉDECINS : les trois quarts des médecins libéraux (74 %) affichent le prix des consultations** dans leur salle d'attente, conformément à un arrêté entré en vigueur en octobre 1996, selon la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). En outre, 72 % d'entre eux respectent l'affichage obligatoire du secteur d'exercice conventionnel (secteur conventionné et secteur à honoraires libres), selon des contrôles effectués auprès de 1 794 médecins depuis le 1er janvier 1997. Au total, l'affichage a été jugé conforme chez 1 111 médecins (62 %) et 683 avertissements ont été notifiés. *« Les contrôles se poursuivent »*, prévient la DGCCRF.

■ **ÉPARGNE-RETRAITE : Jean-Pierre Thomas, principal auteur de la loi sur les plans d'épargne-retraite**, estime, dans l'hebdomadaire *La lettre de l'assurance*, que, *« moyennant quelques modifications, il est possible d'obtenir un texte consensuel »* sur les fonds de pension. Le PS avait annoncé, durant la campagne électorale, qu'il abrogerait ce texte définitivement adopté par le Parlement. Le 20 février 1997. *« Je pense que le gouvernement fera preuve de sagesse sur ce texte »*, a déclaré l'ancien député UDF des Vosges, battu lors des élections législatives.

■ **SALAIRES : l'UNSA, qui regroupe des syndicats autonomes,** comme la Fédération de l'éducation nationale (FEN), réclame *« une revalorisation significative des revenus salariaux »*. Reçue vendredi par Jacques Rigaudiat, conseiller social de Lionel Jospin, l'UNSA souligne, dans un communiqué, que *« l'urgence sociale absolue est la création de véritables emplois »*. Elle estime aussi que *« le chantier de la réduction du temps de travail est fondamental »* et qu'*« un échec serait catastrophique »*.

■ **SALAIRES : le « Groupe des dix », qui comprend notamment les syndicats SUD**, indique, dans un communiqué, qu'il faut *« améliorer la rémunération du travail »*, notamment par une revalorisation du SMIC qui *« permettrait de rendre solvable des besoins essentiels de nombreuses familles »*. Il critique la position du CNPF, qui demande des baisses de charges sociales en contrepartie. Le *« Groupe des dix »* note que de telles exonérations vont *« réduire fortement les recettes de la Sécurité sociale et accroître son déficit »*.

La gauche remporte l'élection municipale partielle d'Annonay

Election cantonale dans la Drôme

Allocations

l'Etat à nouveau condamné

ÉDUCATION **Le baccalauréat 1997 a débuté lundi 16 juin, avec les épreuves de philosophie** *(lire page 33)*. **Environ 250 000 lauréats s'inscriront ensuite à l'université, où devrait commencer à s'appliquer la réforme longuement négociée par l'ancien ministre, François Bayrou. ● LA RÉORGANISATION DES DEUG semble néanmoins enlisée.** *Les enseignants,* **comme par exemple ceux de Limoges, sont réticents voire opposés à cette réforme, où les zones de flou demeurent nombreuses. Le nouveau** *ministre de l'éducation, Claude Allègre,* **a simplement fait part de son intention de** *« poursuivre dans la concertation »*. **● LE « BAC PRO », quant à lui, attire de plus en plus de** *candidats :* **près de 100 000 cette année. Créé en 1985, ce diplôme a permis à des élèves, parfois promis à l'échec scolaire, de poursuivre leurs études pour accéder en meilleure position au marché de l'emploi.**

Prévue pour la rentrée, la réforme de l'Université tombe en panne

Les épreuves du bac ont débuté, et près de 250 000 lauréats s'inscriront ensuite en faculté. Mais la mise en œuvre des nouveaux DEUG se heurte à de multiples obstacles : inquiétude des enseignants, mesures inachevées, difficultés financières, changement gouvernemental

AVEC LA PHILOSOPHIE, le marathon des épreuves du baccalauréat a débuté ce *lundi 16 juin* pour 628 112 candidats (*lire page 33*). Si les tendances précédentes se confirment, les trois quarts d'entre eux (476 169 en 1996) devraient obtenir l'examen qui leur ouvrira les portes de l'enseignement supérieur. Pour la plupart, le choix est déjà fait. Depuis le printemps, les candidats aux filières sélectives ont déposé leurs dossiers. Selon les premières indications, le regain d'intérêt en faveur de ces formations semble se confirmer. En 1995, avec les redoublants, ils étaient 115 390 nouveaux inscrits dans les sections de techniciens supérieurs (STS) des lycées, 44 684 dans les instituts universitaires de technologies (IUT) et 36 525 dans les classes préparatoires aux grandes écoles.

Pour les universités (250 947 inscriptions nouvelles en 1995), la diminution, pour la seconde année consécutive, du nombre de candidats des séries générales et technologiques (*Le Monde* du 10 juin) est une aubaine. A l'exception de certaines formations encore très recherchées, telles les sections d'activités physiques et sportives (Staps), la décrue dans les premiers cycles marque une rupture après la croissance fulgurante des effectifs.

La prochaine rentrée universitaire ouvre aussi une ère nouvelle. La mise en œuvre des premières dispositions de la réforme des études, lancée par François Bayrou, ancien ministre de l'éducation nationale, est autrement plus épineuse pour son successeur Claude Allègre. Ce dernier s'est, jusqu'à présent, abstenu de fournir des indications précises. *« C'est la réforme Jospin rebaptisée Bayrou qui a été mise en route. De toute manière, je ne veux pas de cassure. On va faire du bricolage, au sens noble du terme.* [...] *La réforme Bayrou, on va la poursuivre, mais la mettre en place dans la concertation »*, a-t-il seulement laissé entendre dans un récent entretien à *Paris-Match*.

> Aucune mesure n'a été arrêtée en faveur des professeurs qui acceptent de s'investir dans les tâches pédagogiques

La période Bayrou n'aura-t-elle donc été qu'une parenthèse dans l'histoire de l'université ? Cette réforme des études votée par le *Conseil national de l'enseignement* supérieur et de la recherche, le 9 avril, n'a pas remis en cause la rénovation des DEUG initiée en 1992 par Claude Allègre, alors conseiller de Lionel Jospin au ministère de l'éducation nationale. Comme s'il s'apprêtait à reprendre ce chantier en l'état, le nouveau responsable de la rue de Grenelle a confié à Francine Demichel le soin de poursuivre la réforme et la modernisation des universités. Ancienne présidente de Paris-VIII, Mme Demichel, alors directeur adjoint des enseignements supérieurs, a écrit la plupart des arrêtés de 1993. La continuité devrait donc prévaloir dans la gestion de ce dossier.

La réforme Bayrou demeure un chantier inachevé. La pression exercée par les syndicats d'étudiants, notammment l'UNEF-ID, n'a pas suffi à vaincre les réticences qui se multiplient dans les établissements. L'incertitude du calendrier politique n'a, de surcroît, guère favorisé l'accélération du processus chez des enseignants plutôt méfiants (*lire ci-dessous*). *« Les universités naviguent à vue. Elles attendent un signal fort »*, remarque Bernard Saint-Girons, membre du bureau de la conférence des présidents d'université. La plupart d'entre eux se contentent d'afficher des ambitions très limitées sur les quatre principales innovations : la semestrialisation, la création de nouvelles unités d'enseignement, la réorientation en cas d'échec, le contrôle des connaissances par compensation et capitalisation.



La situation est, il est vrai, de nature différente, selon les formations. En sciences, la nouvelle réforme marque, sur certains points, un recul sur les dispositions de la rénovation de 1992 en place depuis plusieurs années. La plupart des facultés de lettres viennent à peine d'achever une restructuration de leurs enseignements et imaginent mal un nouveau chamboulement dans des délais rapprochés. Les disciplines juridiques et économiques doivent, de leur côté, se plier à des exigences auxquelles elles s'étaient refusées jusqu'à présent.

Les enseignants ne manquent pas de raisons pour justifier leur méfiance. Aucune mesure n'a été arrêtée en faveur des personnels et notamment des professeurs qui acceptent de s'investir dans les tâches pédagogiques. La réforme de l'aide sociale, complément indispensable pour les étudiants, est en panne. Si la semestrialisation reste envisageable, les procédures de réorientation des étudiants en fin de premier semestre, comme la réorganisation des enseignements ne sont pas définies.

Quant au contrôle des connaissances, il suscite de profondes réticences, pas seulement en droit. Prévue dans les arrêtés, la rédaction de la charte des stages, comme celle des examens, a été renvoyée à plus tard, ainsi que l'élaboration d'une carte des passerelles entre les différentes filières. Le respect de l'anonymat des copies ainsi que le projet – bien timide – d'évaluation des enseignants provoquent ici et là des réactions de rejet à peine dissimulées.

Les universitaires attendent surtout du nouveau gouvernement des moyens significatifs. La nouvelle commission d'évaluation des besoins n'a pas eu le temps de se réunir avant les élections. Mais les syndicats ont déjà fait leurs comptes. Lors d'un colloque organisé, samedi 14 juin à la Sorbonne, par la FSU et le syndicat national des chercheurs et scientifiques (SNCS), les besoins financiers ont été chiffrés à plus de 40 milliards de francs sur cinq ans, avec la création, chaque année, de 5 000 emplois d'enseignants chercheurs et un nombre équivalent de postes administratifs.

Les débats ont toutefois révélé des interrogations d'une tout autre nature sur les contenus d'enseignement et les méthodes pédagogiques adaptées à la diversité des nouveaux bacheliers insuffisamment préparés à leur entrée dans l'enseignement supérieur. Ces questions n'ont été qu'effleurées par la réforme Bayrou. Il reviendra au nouveau gouvernement d'innover dans la lutte contre l'échec en premier cycle et la création d'une filière technologique, les deux véritables défis futurs de l'université.

Michel Delberghe

« On va mettre en place une usine à gaz, mais les gaziers ne sont pas là et le gaz n'est pas arrivé »

LIMOGES
de notre envoyé spécial

Cent quatorze pages. Le nouveau guide des modalités de contrôle des connaissances de la faculté des lettres de Limoges est aussi précis qu'un code de procédure pénale. Tout y est détaillé avec un souci de la perfection qui comble de fierté son doyen, Jean-Paul Lecertua, par ailleurs délégué du syndicat Sup-recherche (FEN) au Conseil national de l'enseignement supérieur. Contenu des enseignements, nature et temps de chaque épreuve, répartition des modules en majeures et mineures, équivalences, passerelles et dispenses... Il fallait cela pour expliquer aux 4 000 étudiants les changements introduits, depuis cette année, par la réforme des études... de 1992-1993.

> **REPORTAGE**
> A Limoges, les universitaires font part de leur méfiance, voire de leur rejet des nouveaux DEUG

A peine conçue, cette architecture est-elle déjà menacée par les nouveaux textes de la réforme Bayrou ? Personne, ici, n'ose l'envisager. Et pourtant. *« C'est la première fois qu'une réforme reçoit l'aval des syndicats d'étudiants. Si nous ne l'appliquons pas, nous risquons d'avoir les étudiants contre nous. Ou d'être confrontés à des recours devant le tribunal administratif. »* Philippe Caron, directeur du département de français, n'envisage pas de gaieté de cœur de céder aux menaces des représentants locaux du syndicat UNEF-ID.

Les critiques des enseignants de lettres ne se bornent pas à la seule exigence de devoir remettre en chantier un système, sans avoir eu le temps d'expérimenter le précédent. Ils se sont livrés à une lecture attentive des nouveaux arrêtés. *« Le DEUG devient de plus en plus généraliste. S'il faut assurer des enseignements de découverte et de méthodologie, ce sera forcément au détriment des matières fondamentales »*, constate Paul Rambaud, professeur de lettres classiques. La capitalisation des notes, comme les *« compensations d'épicier »* entre disciplines, sont dans le collimateur, notamment en langues étrangères appliquées.

L'orientation des étudiants en échec à la fin du premier semestre n'est guère mieux acceptée. *« En anglais, ce sont 20 % d'étudiants en difficulté qu'il faudrait réorienter »*, souligne Jean-Louis Grillou, professeur d'anglais.

Pour Paul d'Ollander, responsable du département d'histoire-géographie, *« cette réforme entérine l'échec du lycée, où l'on n'apprend plus à faire une dissertation »*, explique-t-il. *« Adoptée dans un consensus mou et trompeur, cette réforme, qui présente de réels aspects positifs, ne va pas forcément dans le sens de l'intérêt des étudiants*, résume Jean-Paul Lecertua. *Je crains fort que certaines dispositions ne remettent en cause la qualité des formations. »*

Jean-Pierre Borel, doyen de la faculté des sciences, par ailleurs président de la conférence des doyens de sciences, est plus sévère encore : *« La réorientation vendue comme remédiation à l'échec est une erreur. Tous les étudiants sont-ils programmés pour entrer dans l'enseignement supérieur ?*, s'interroge-t-il. *On sait au bout de six mois si un étudiant va rater ses examens. Ne vaudrait-il pas mieux leur proposer d'autres parcours ? »* Comme la plupart des facultés de sciences, celle de Limoges a adopté la rénovation de 1992-1993. A l'issue du premier semestre, des cours de remise à niveau sont proposés aux étudiants dont les notes sont inférieures à 8, selon une formule intermédiaire entre le lycée et l'université.

REFUS DE « CHANGER EN PERMANENCE »

« Il est bien difficile de dire si ce système améliore les chances de réussite », précise Jésus Esquerra, responsable des DEUG. Selon lui, *« le public a changé et le phénomène s'aggrave d'année en année. Les nouveaux étudiants n'ont pas appris à réfléchir »*. Avec le tutorat, les enseignements de soutien suivis par 150 étudiants sur les 350 intéressés nécessitent, souligne Jean-Pierre Borel, *« une énergie considérable pour une efficacité faible et un rapport qualité-prix guère meilleur »*. Lassitude ou exaspération ? Le doyen des sciences hésite encore : *« Nous ne regrettons pas d'être entrés dans la réforme. Mais nous refusons de changer en permanence. »* A Limoges, cette perspective est aggravée par les difficultés inhérentes à cette jeune université d'environ 15 000 étudiants, créée dans les années 70, qui, éclatée sur plusieurs sites, a privilégié les projets de recherche pour réaliser son unité. *« La réforme est un tout. Or, seul le volet pédagogique a été adopté »*, relève Bernard Vareille, son président. Malgré le plan d'urgence, il manque plusieurs dizaines de postes d'enseignants. La faculté des lettres, déjà surchargée, continue d'héberger le premier cycle de droit dans des conditions qui risquent de rendre difficile l'organisation de la semestrialisation.

« Aucune décision n'a été prise pour les enseignants qui s'investissent dans la pédagogie. Il faudra qu'on m'explique comment réorienter au bout de six mois les étudiants de l'antenne de droit à Brive, sans qu'ils soient pénalisés par la perte de leur bourse ou de leur logement en résidence loué à l'année », se demande Bernard Vareille. Dans son bureau de la faculté de droit, Pascal Texier, le doyen, veut profiter de la réforme pour engager une réflexion sur *« la possibilité d'accompagner les bacheliers dans leur désir d'études sans les éliminer au bout de six mois »*. Mais lui aussi s'interroge : *« J'ai le sentiment qu'on va mettre en place une usine à gaz, mais les gaziers ne sont pas là et le gaz n'est pas arrivé. »*

M. D.

Timides débuts des « stages diplômants »

Le pragmatisme l'a emporté sur les déclarations d'intention. Prévues dans la réforme des études, les unités d'expérience professionnelle (UEP), plus connues sous l'appellation *« stages diplômants »*, **se mettent en place timidement dans les universités. Réservée aux étudiants volontaires de deuxième et troisième cycles des formations générales, cette initiative se heurte à une série de difficultés que les établissements tentent de résoudre localement par des contacts informels avec les représentants du CNPF et des entreprises.**

Un certain nombre d'universités (Paris-XIII, Saint-Etienne, Dijon, Clermont-Ferrand...) ont manifesté leur intérêt pour une expérimentation, dès la rentrée, avec des effectifs réduits. De son côté, le CNPF a mis en place une structure pour répondre aux demandes. Mais le patronat ne paraît pas disposé à s'engager sur une charte nationale – prévue dans la réforme –, qui constitue, pour les syndicats d'étudiants et d'enseignants, réticents, une garantie sur le contenu et les conditions d'encadrement.

Les nouvelles chances offertes par le bac professionnel

POUR EUX, le jour J sera le 23 juin. Les 97 360 candidats au bac professionnel commencent leurs écrits dans une semaine. Ils n'ont pas passé l'épreuve de philosophie du lundi 16 juin, contrairement à leurs 530 000 camarades des baccalauréats généraux et technologiques *(lire page 33)*. A peine devenus bacheliers, ils seront déjà travailleurs : 85 % d'entre eux tenteront de trouver un emploi. Lycéens, ils ont fréquenté une entreprise, en moyenne pendant quatre mois, durant leur scolarité au lycée professionnel (LP). Tous ont derrière eux un diplôme professionnel, CAP ou BEP. A l'inverse des autres bacs, le nombre de candidats est en augmentation constante – aujourd'hui 15,5 % du total.

> **ANALYSE**
> Malgré ses ambiguïtés, cet examen créé en 1985 attire 100 000 candidats

Le succès du baccalauréat professionnel n'est pas dénué d'ambiguïtés. Plusieurs contradictions pèsent sur ce diplôme créé en 1985 par Jean-Pierre Chevènement. On passera sur l'indignation que suscita le mariage de l'adjectif professionnel avec le terme de baccalauréat. N'en déplaise aux partisans d'un système figé dans son éternité napoléonienne, le « bac pro » a réussi à rapprocher deux mondes aussi fermés l'un à l'autre que l'école et l'entreprise, à faire évoluer l'évaluation dans le système scolaire en y introduisant le contrôle en cours de formation, et à décloisonner les disciplines. Surtout, le bac professionnel est parvenu à redonner espoir à des jeunes envoyés naguère dans des filières en forme d'impasse. Il n'y a pas si longtemps, *« être orienté »* en BEP ou en CAP signifiait tout à la fois l'éviction des filières considérées comme nobles socialement (les filières générales) et l'impossibilité de poursuivre des études. Aujourd'hui, l'existence du « bac pro » offre une porte de sortie à ceux qui veulent acquérir une meilleure qualification. Et, pourquoi pas ?, continuer en BTS, comme le font 8 % d'entre eux. Il y a douze ans, les deux tiers des élèves de dernière année de CAP et de BEP quittaient le système scolaire. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 38 %.

Pour autant, le lycée professionnel reste un lieu de conflit important dans le système scolaire. Même s'il n'est plus *« un lieu de relégation »*, le LP accueille aujourd'hui des populations aux intérêts très divers, voire antagonistes, comme le fait observer Bernard Charlot, professeur à Paris-VIII. *« Il y a ceux qui veulent s'en sortir, pour qui le bac pro représente une chance, et les autres, ceux qui « délirent », sont absentéistes ou ne savent pas pourquoi ils sont là. »*

« UN SACRÉ BOULOT »

D'autres tensions naissent du déséquilibre entre les formations tertiaires et industrielles. 55 600 candidats se pressent pour passer neuf baccalauréats professionnels tertiaires (dont près de la moitié pour le seul bac bureautique), tandis que 41 700 candidats se partagent près d'une cinquantaine de spécialités industrielles. Certaines d'entres elles sont de véritables « niches », avec des débouchés quasi assurés. Ce qui est loin d'être le cas des spécialités tertiaires, où se concentrent les filles. Dans *L'Enseignement technologique et professionnel* (La Documentation française, 1997), Benoît Bouyx se demande même s'il fallait créer la spécialité bureautique, où la concurrence des BTS est sévère.

Georges Solaux, auteur d'une thèse sur le baccalauréat professionnel (université de Dijon), s'interroge quant à lui sur les enseignements généraux dispensés dans les formations de « bac pro ». Les objectifs de l'enseignement du français y tiennent en 1 500 mots, rappelle-t-il dans *Le Baccalauréat* (La Documentation française, 1995) ; l'épreuve de culture générale est censée, en quatre heures, évaluer le français et *« la connaissance du monde contemporain »* (histoire-géographie) du candidat... A ces déséquilibres s'ajoute le malaise d'un corps enseignant très hétérogène, qui mêle d'anciens professionnels devenus enseignants (souvent des hommes) pour les enseignements techniques, et de jeunes professeurs recrutés au niveau de la licence (souvent des femmes), chargés des enseignements généraux. Pourtant, c'est dans les lycées professionnels que Catherine Agulhon, auteur de *L'Enseignement professionnel, quel avenir pour les jeunes ?* (éditions de l'Atelier, 1994), a pu constater l'activité pédagogique la plus inventive. *« Dans ces lieux où sont souvent scolarisés des élèves dont personne ne voulait*, écrit-elle, *on donne le goût d'un métier et le plaisir d'apprendre. C'est un sacré boulot. »*

Béatrice Gurrey

Vaste opération policière antidrogue en France, en Belgique et aux Pays-Bas

Cinquante-trois « coffee-shops » ont été visités en Hollande

A la veille du sommet européen d'Amsterdam, la police néerlandaise a participé aux côtés des services répressifs français et belges à une vaste action baptisée « opération Saint-Martin », destinée à lutter contre le « tourisme de la drogue ». Deux cent soixante-dix-sept personnes en possession de drogues ont été interpellées et d'importantes quantités de produits stupéfiants ont été saisis.

PLUS DE 16 000 personnes et 8 700 véhicules ont été contrôlés, de samedi 14 juin après-midi à dimanche matin 15 juin, lors d'une opération conjointe des services répressifs de Belgique, de France et des Pays-Bas. Décidée en avril et réalisée à la veille du sommet d'Amsterdam, cette mobilisation de quelque 2 300 douaniers, gendarmes et policiers des trois pays s'est inscrite dans la lutte commune contre le « tourisme de la drogue ».

Sous le nom de code « *opération Saint-Martin* », elle fait suite à l'« *opération No way out* » qui avait été effectuée le 14 mars dans des conditions similaires. Elle s'est soldée par l'interpellation de 277 personnes en possession de drogues (31 aux Pays-Bas, 174 en Belgique et 72 en France), ainsi que par la saisie de 8,8 kilos de cannabis, 3,2 kilos d'héroïne et 150 pilules d'ecstasy.

Au-delà de son bilan chiffré, l'« *opération Saint-Martin* » indique que la coopération entre les trois pays concernés par le narcotourisme européen est entrée en vitesse de croisière. Une telle coopération avait été interrompue en 1995, alors que deux opérations du même type avaient été engagées en 1994. Le président Jacques Chirac avait entre-temps effectué, en septembre 1995, un voyage-éclair sur la frontière franco-belge au cours duquel il avait manifesté son mécontentement à l'égard de la politique néerlandaise en matière de drogues et de toxicomanies.

VÉHICULES SIGNALÉS

En fin de semaine dernière, les policiers néerlandais ont prouvé la bonne volonté de leurs autorités nationales en transmettant à leurs homologues belges et français les numéros d'immatriculation des voitures repérées aux abords des « *coffee-shops* » (les commerces où le cannabis est en vente libre) et des « *drugspanden* » (lieux de vente illégale, installés notamment dans des immeubles désaffectés).

Les coordonnées d'environ 300 véhicules suspects, immatriculés en France, ont ainsi été signalés aux équipes répressives situées sur les grands axes routiers et les routes secondaires reliant les trois pays. Dix-sept de ces véhicules ont pu être interceptés : des stupéfiants ont été découverts à bord de huit d'entre eux.

Au total, quelque 7 600 véhicules ont été contrôlés en France, sur une zone de 250 kilomètres de la frontière franco-belge, de la mer du Nord aux Ardennes. Les trains Amsterdam-Paris, l'aéroport de Lille-Lesquin et l'aérodrome de Valenciennes (Nord), ainsi que des discothèques belges ont également fait l'objet d'une surveillance renforcée. En France, les douaniers ont saisi 2,2 kilos d'héroïne dans un train assurant la liaison entre Tournai (Belgique) et Lille.

Pour la première fois, la coopération entre les trois pays s'est accompagnée, aux Pays-Bas, de la visite de 53 « *coffee-shops* », dans lesquels l'âge des consommateurs (les clients doivent être majeurs et ne peuvent détenir plus de cinq grammes de drogue douce) ainsi que la quantité de cannabis entreposée dans l'établissement ont été contrôlés. Plus 27 kilos de cannabis, stockés illégalement dans ces établissements, ont été saisis. De quoi rassurer le président Chirac qui devait être logé du 16 au 17 juin, pendant le sommet européen d'Amsterdam, dans un grand hôtel du centre-ville qui se trouve entouré de nombreux « *coffee-shops* ».

Erich Inciyan

Europol réclame davantage de moyens et de reconnaissance

LA HAYE
de notre correspondant

« *Nous sommes des policiers de bureau.* » Dans la bouche de Jürgen Storbeck, coordinateur d'Europol, le constat se teinte d'une pointe de regret. Regret qu'Europol ne soit pas – pas encore ? – ce « FBI à l'européenne » dont rêvent certains policiers ou hommes politiques, notamment outre-Rhin. Regret que la convention qui établit les statuts de l'Office européen de police, bien que datée de juillet 1995, ne soit à ce jour ratifiée que par la Grande-Bretagne. Regret enfin que l'unité drogues Europol demeure encore peu connue tant du grand public que des professionnels de la lutte contre la grande criminalité.

Europol n'est certes pas inexistant. « *En 1994, lors de la première année de notre existence, nous avons traité 450 affaires. Ce chiffre est monté à 1 400 en 1995 et 2 150 en 1996*, comptabilise le patron de l'organisme européen. *En outre, la qualité du travail a progressé. Nous faisons plus de soutien à l'analyse et de coordination des enquêtes.* »

Inaugurée en février 1994, la structure communautaire de coopération policière a eu, dans un premier temps, pour mission « *la prévention et la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants* ». En juillet 1995, la convention, qui fixe un cadre légal, élargit ses activités à « *la prévention et la lutte contre le trafic illicite de matières nucléaires et radioactives, les filières d'immigration clandestine; la traite des êtres humains et le trafic de voitures volées* ». Le texte prévoit, deux ans après son entrée en vigueur, d'y adjoindre la lutte contre le terrorisme.

Sur ce chapitre, il faudra faire preuve de patience : la convention n'a en effet été, à ce jour, ratifiée que par le Royaume-Uni, davantage dans un souci de geler la situation que de permettre l'accroissement des tâches de l'organisme. « *Les Britanniques ne veulent pas entendre parler d'un FBI à l'européenne. Ils veulent s'en tenir à l'échange d'informations* », glisse un collaborateur de l'unité drogues Europol.

QUATRE PROBLÈMES

« *La coopération en matière de police doit faire face à quatre types de problèmes,* analyse Jürgen Storbeck : *l'échange d'informations entre les polices est souvent trop lent ; les banques de données des services ne sont pas partagées ; différents services, dans différents pays, peuvent travailler sur la même affaire sans le savoir ; enfin, notre ennemi commun, la grande criminalité, a un budget supérieur à celui de n'importe quelle police nationale.* »

Selon le coordinateur, Europol offre des solutions à trois de ces difficultés. « *Prenez l'exemple de la police de Cologne à la recherche d'informations sur un suspect actif en Espagne, en France et en Angleterre. Avant, le processus prenait au moins des semaines, le temps de faire traduire, d'envoyer aux services concernés par l'intermédiaire d'Interpol, de recevoir les réponses, etc. Tout ceci avec des polices peu enclines à livrer des renseignements sensibles. Avec Europol, le dossier est traité d'ici, avec les officiers de liaison qui connaissent les filières d'accès aux informations. C'est très rapide.* »

« *C'est en tout cas plus rapide qu'Interpol* », sourit Philippe Bugeaud, le commissaire responsable des cinq officiers de liaison français au siège d'Europol (trois de la police judiciaire, un gendarme et un douanier). Europol peut être un formidable outil de coopération policière, soutient le policier allemand. « *Des collègues anglais surveillent trois suspects soupçonnés d'organiser des transports de stupéfiants, Ils les suivent à Dublin, Liverpool et Kork. Mais les types prennent un bateau pour la France. Avant, l'histoire se serait sans doute arrêtée à l'embarcadère du ferry*, explique le policier. *Dans le cas présent, les Anglais appellent Europol pour faire prolonger la filature sur le continent. Le bureau français fait immédiatement le nécessaire.* »

Les suspects sont attendus, la filature peut se poursuivre. Après avoir réceptionné un camion à la frontière espagnole, les suspects, dans cette affaire, sont remontés vers Calais. « *La douane a arrêté une dizaine d'individus et saisi deux tonnes de haschich* », conclut Jürgen Storbeck.

Alain Franco

Des experts défendent une nouvelle approche des relations entre l'environnement et la santé

LES AFFAIRES de la vache folle, de l'amiante et la mise en évidence des effets pathogènes de la pollution atmosphérique ont permis l'émergence d'une discipline scientifique à part entière : la santé environnementale. Prenant la défense d'« *une nouvelle approche de l'analyse du risque-santé* », les experts de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) affirment, dans leur rapport annuel, qui devait être rendu public lundi 16 juin, que « *l'exigence accrue de sécurité sanitaire des populations conduit à adopter comme principe d'action le principe de précaution* ».

Une loi du 2 février 1995 relative à la protection de l'environnement a posé quatre principes essentiels : précaution ; prévention à la source ; pollueur-payeur ; participation citoyenne. Elle définit le principe de précaution comme étant celui « *selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable* ».

En exergue du rapport, Georges Labroye, directeur général de l'Ineris, écrit que « *les réactions de la société aux événements récents – amiante, maladie de Creutzfeldt-Jakob, mais aussi la pollution urbaine et la pollution de l'eau par les nitrates – ont révélé la sensibilité aux impacts de l'activité économique sur la santé humaine* ». Citant Hippocrate et la priorité déontologique des médecins – d'abord ne pas nuire –, les experts en santé environnementale plaident pour « *un changement complet de perspective* ». Selon eux, « *il ne s'agit plus d'agir une fois les dommages sur la santé dûment constatés, mais au contraire de les évaluer a priori pour agir. Il reste à savoir comment on peut graduer une réponse qui soit proportionnée à un danger incertain* ».

« TOXICITÉ CHRONIQUE »

Lors du Sommet de la Terre, organisé à Rio de Janeiro en juin 1992, les scientifiques s'étaient divisés sur cette question. 264 chercheurs, dont 52 Prix Nobel, avaient signé « *l'appel de Heidelberg* », un texte sur l'écologie dans lequel ils dénonçaient « *l'émergence d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel* ». Une quarantaine de chercheurs français leur avaient répliqué, soulignant dans une pétition que la recherche scientifique « *sur des sujets aussi complexes que l'environnement* » devait « *éviter tout dogmatisme* ». Ils dénonçaient implicitement le « scientisme » de l'appel de Heidelberg (*Le Monde* du 17 juin 1992).

Trois dossiers en cours viennent aujourd'hui illustrer cette polémique : le désamiantage du campus de Jussieu (*Le Monde* daté 8-9 juin), les expositions des travailleurs du nucléaire aux rayonnements ionisants (*Le Monde* du 23 janvier) et l'étude épidémiologique sur les risques de leucémies à La Hague (*Le Monde* du 11 janvier). Toutes ces affaires ont en commun les incertitudes liées aux effets sur la santé du contact avec de faibles doses de produits toxiques. « *Avec l'amélioration globale de la qualité de l'environnement et l'efficacité des mesures de prévention contre la pollution dans les pays industrialisés, les problèmes de toxicité aiguë (due à des expositions à de fortes doses de contaminants) sont en voie d'être maîtrisés*, affirme à cet égard l'Ineris. *La question qui se pose aujourd'hui est celle de la toxicité chronique, provoquée par de faibles doses d'exposition répétée dans le temps.* »

La mise en évidence de cette toxicité au long cours est difficile. Elle se heurte à la composition souvent complexe des substances incriminées, au délai souvent très long d'apparition des maladies, et à la concomitance de plusieurs types d'expositions. « *L'affirmation d'une relation de cause à effet, dans ce contexte, prête donc à discussion, voire à spéculation* », admet l'Ineris.

Laurence Folléa

M. Charasse décline une nouvelle convocation du juge Vichnievsky

CONVOQUÉ, pour le jeudi 19 juin, par le juge d'instruction parisien Laurence Vichnievsky, le sénateur (PS) du Puy-de-Dôme Michel Charasse continue de refuser son témoignage au magistrat chargée de l'enquête sur les bureaux d'études liés au Gifco, proche du Parti communiste, et leurs liens avec la Compagnie générale des eaux (CGE). L'hebdomadaire *Le Point* indique, le 14 juin, que le juge, qui s'est déjà heurtée par deux fois au refus de l'ancien ministre du budget, lui a adressé une nouvelle convocation.

Dans une lettre datée du 9 juin, son défenseur, Me Gilles-Jean Portejoie, répond au juge que « [son] *argumentation* » n'ayant « *pas varié* », M. Charasse « *n'entendait pas déférer à* [ses] *convocations* ». Rappelant au juge que le bureau du Sénat a rejeté sa demande d'autorisation de « *comparution forcée* » (*Le Monde* du 25 avril), l'avocat lui demande de lui indiquer « *dans ces conditions, si la citation délivrée pour le 19 juin prochain ne l'a pas été par erreur* ». Me Portejoie a, par ailleurs, écrit à la présidente de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, Marie-Elisabeth Ponroy, afin de l'interroger « *sur la régularité et le bien-fondé de ce nouvel acte de procédure* ».

DÉPÊCHES

■ **MEURTRE : dix ans et douze ans de réclusion criminelle ont été infligés**, samedi 14 juin, aux deux jeunes gens qui avaient, en août 1994 à Ault (Somme), poussé du haut d'une falaise Abderahmane Rabah, un fils de harki de vingt-huit ans, à la suite d'une rixe. La cour d'assises de l'Aisne, dont les débats se sont tenus à huis clos, a retenu contre les deux meurtriers, dont l'un était mineur au moment des faits, l'accusation de « *coups mortels et violences volontaires* » mais rejeté « *l'intention de donner la mort* ».

■ **ASSISES : le faux « mage », Roger Regnault a été condamné,** samedi 14 juin, par la cour d'assises du Puy-de-Dôme à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une peine de sûreté de vingt-deux ans pour « *viols en état de récidive* » sur sept de ses clientes. Il a déjà effectué vingt-six ans de prison pour des faits similaires.

■ **PÉDOPHILIE : un instituteur de cinquante-trois ans a été retrouvé mort noyé, au lendemain de sa mise en examen** pour « *agression sexuelle sur mineur de moins de quinze ans par personne ayant autorité* ». L'enseignant, qui dirigeait une école primaire à Montargis (Loiret), avait été interpellé à la suite d'une plainte déposée pour des attouchements sur un élève (*Le Monde* daté 15-16 juillet). Il avait été laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

■ **PROFANATION : deux lycéens, âgés de dix-huit ans, ont été mis en examen et écroués,** samedi 14 juin, pour avoir saccagé sept tombes du cimetière de Thil (Meurthe-et-Moselle) et une trentaine d'autres dans la commune voisine de Lexy. Ils auraient reconnu les faits en affirmant appartenir à « *une mission satanique* ».

■ **SUICIDE : un Tunisien de vingt-deux ans, soupçonné de trafic d'héroïne, s'est donné la mort,** samedi 14 juin, à la maison d'arrêt de Bonne-Nouvelle, à Rouen (Seine-Maritime). Le jeune homme avait été interpellé au début de ce mois lors d'une opération de gendarmerie contre un réseau de trafiquants d'héroïne. Sa famille a indiqué qu'elle comptait informer l'ambassade de Tunisie en France.

■ **NICE : plus de quarante associations niçoises se sont déclarées prêtes à attaquer en justice l'arrêté antimendicité** pris par le maire de Nice, Jacques Peyrat (RPR), entré en vigueur dimanche 15 juin. Cet arrêté prévoit le ramassage, jusqu'au 15 septembre, des SDF par des policiers municipaux à destination d'un centre d'accueil construit à cet effet.

DISPARITIONS

Boulat Okoudjava

Le « Brassens soviétique »

POÈTE, chanteur-compositeur, romancier, Boulat Okoudjava, celui qu'on surnommait le « Brassens soviétique », est mort jeudi 12 *juin dans un hôpital de la région* parisienne, où il avait été transporté la semaine dernière, alors qu'il était en voyage en France. Il était âgé de soixante-treize ans.

Boulat Okoudjava s'était fait connaître à la fin des années 50, dès la déstalinisation, pour ses *poèmes non conformistes* qu'il accompagnait à la guitare et qui, sans être reconnus officiellement – son premier disque en URSS sortira en 1975 ! –, circulaient à travers le pays grâce à de multiples enregistrements sur bandes magnétiques, créant tout un réseau spontané de contestation des « *bardes* » *de la chanson russe.*

Comme l'oublié Alexandre Galitch (mort il y a vingt ans à Paris) ou l'inoubliable Vladimir Vissotski (mort en 1980), Boulat Okoudjava restera comme le véritable symbole du renouveau de la poésie soviétique de l'époque Khrouchtchev. L'un des plus prestigieux, *des plus estimés par l'intelligentsia*, véritable idole d'une jeunesse qui reconnaissait ses aspirations dans les paroles à peine masquées, mais jamais à double sens, de ses chansons interdites. Mélodies mélancoliques ou subversives qui ripostaient à l'embrigadement et à l'enfermement du régime. Sa mort, comme celle du Prix Nobel Iossif Brodski, marque la fin d'une *époque.*

Né à Moscou le 9 mai 1924 de parents géorgiens, Boulat Okoudjava s'était retrouvé seul à l'âge de treize ans, en 1937, lorsque son père avait été fusillé comme « ennemi du peuple », et sa mère envoyée *en camp* où *elle* restera dix-neuf ans. En 1942, encore lycéen, engagé volontaire dans l'infanterie, blessé au front, il apprend d'expérience l'horreur de la guerre. D'où un refus de la glorification obligatoire de l'héroïsme absolument inadmissible pour les censeurs.

AFFIRMER SA LIBERTÉ

Après ses études à Tbilissi, il sera professeur de russe en province, journaliste à Kalouga, rédacteur des Editions de la jeunesse de Moscou avant de se consacrer *uniquement à son métier* d'écrivain. En 1956, il entre au Parti communiste, après la réhabilitation de ses parents. Publié, mais rarement, il sera traduit pour la première fois en français (Julliard, 1967) pour un récit de guerre, *La Cuiller*, carnet de route d'un engagé naïf qui se raconte une guerre à *laquelle* il ne comprend rien et qui n'est qu'une *succession de moments* bêtement tragiques.

Devenu prosateur puisque les concerts lui sont interdits, membre de l'Union des écrivains, il va écrire de savoureux romans à trame historique – traduits chez Albin Michel – dont l'ironie sera sévèrement critiquée : *Pauvre Avrossimov au temps des décembristes* (1972), *L'Amour-toujours, ou Les Tribulations de Chipov* (1982), l'histoire d'un flic pitoyable chargé de surveiller Léon Tolstoï en 1862 ou encore la campagne de Russie revue par Okoudjava, *Un banquet pour Napoléon* (1985).

« Des lecteurs trop perspicaces ont cru découvrir que le livre aurait été écrit pour dénoncer allusivement les imperfections de la Russie d'aujourd'hui. (...) Je sais de longue date que chacun projette sur la littérature ses mauvais penchants », écrivait-il dans sa préface à l'édition française... Ses Mémoires, son dernier livre, lui avait valu le Booker Prize russe en 1995.

Il nous reste aussi ses disques, notamment le premier, enregistré à Paris en 1967, une merveille toujours disponible, qui avait été une révélation (repris en CD Harmonia Mundi-Chant du monde, LDX 274 743). *Un ensemble* soigneusement composé qui donnait un condensé de ses thèmes : la piétaille, les rues de Moscou, les déchirements de l'amour, l'horreur de la guerre, les petites joies et les grandes tristesses de la vie. On le verra à Paris, à la Sorbonne en 1978, puis chez Jean-Louis Barrault en 1981.

Ceux qui l'ont écouté, ceux qui apprenaient le russe en répétant les paroles de ses chansons, n'oublieront pas le visage de plus en plus émacié, éclairé par un sourire malicieux rayé par la moustache, cette façon de chanter à mi-voix, pour affirmer avec franchise, sans tonitruer, sans cliché, sans fanfare, sa liberté. Même lorsqu'il accueillera la perestroïka comme une fête inespérée, il restera lucide.

Nicole Zand

Amos Tutuola

Un chantre de l'invisible

AVEC la disparition de l'écrivain nigérian Amos Tutuola, mort le *8 juin à Ibadan à l'âge de* soixante-dix-sept ans, s'achève l'aventure littéraire étonnante qui marqua l'entrée de la littérature africaine anglophone sur la scène internationale.

En 1951, un jeune Yoruba pratiquement *sans éducation et sans* emploi réel (il avait été tour à tour boy, forgeron et planton dans un ministère) proposait à des missionnaires un texte que ceux-ci eurent l'heureuse idée de transmettre à l'éditeur londonien Faber and Faber. C'était *The Palm Wine Drinkard*, que Raymond Queneau allait, en 1953, traduire, chez Gallimard, sous le titre *L'Ivrogne dans la brousse*. Le texte souleva immédiatement l'enthousiasme de l'Occident (Dylan Thomas le qualifia de *« livre prodigieux »*), mais suscita de nombreuses réserves chez les Africains, qui lui reprochaient ses incorrections de langage et sa présentation, qu'ils estimaient défavorable, d'une Afrique cruelle et mystérieuse.

Ce livre va, jusqu'à la fin des années 80, être suivi par sept autres dont, notamment, *Ma Vie dans la brousse des fantômes* (Belfond, 1988). Tous ces textes ne font que reprendre, sous différentes variantes, le schéma du premier récit, où Tutuola avait d'emblée réussi à faire resurgir en anglais la richesse de la tradition orale vernaculaire. Construisant ses narrations à coups de péripéties fabuleuses et alignant son discours sur celui des contes traditionnels, l'écrivain lance, en une série d'odyssées à la fois très simples et très présomptueuses, ses personnages au cœur de ces brousses où *« jamais être humain, même supérieur, n'a pu pénétrer »*.

Constamment interpellés, agressés, torturés par des monstres qui semblent vouloir les punir de transgressions dont ils n'ont même pas conscience, les personnages-types de Tutuola – que ce soit un ivrogne, *une chasseresse* ou un pauvre – parviennent, par la ruse et la magie, à regagner le monde des humains. Mais la plupart d'entre eux n'ont qu'un souhait : repartir au pays où ils ont connu leurs peurs et en ont, à la dernière minute, triomphé. La nature énigmatique de leur démarche est renforcée par la *complexité du discours* faussement simple de Tutuola. Sous couvert de donner la parole à des êtres frustes mais roublards, l'auteur aligne, en fait, son écriture sur les inflexions de sa langue d'origine et s'adonne, par exemple, à des répétitions incessantes qui griffent son texte de la marque de l'excès. Mais, en *même temps, il s'autorise*, avec autant de jubilation, un recours constant à des références occidentales incongrues qui impriment au texte une tonalité étrange, celle du commerce avec le fantastique de tous les jours.

L'apparition récente de jeunes écrivains nigérians comme Ben Okri prouve que, dès son *vivant*, l'héritage fabuleux de Tutuola avait *été recueilli et* que la littérature de l'invisible continue de solliciter ceux qui, comme lui, sont hantés par la beauté et l'horreur de l'*« autre versant du monde »*.

Denise Coussy

Son Sen

L'homme des purges

SON SEN, ancien ministre de la défense cambodgien, a été exécuté, mardi 10 juin, lors d'un règlement de comptes entre Khmers rouges (*Le Monde* daté 15-16 juin).

Né en 1930 dans *le sud du Viet-nam*, Son Sen a poursuivi, dans les *années 50, des études à Paris*, où il fréquente le « cercle marxiste » alors animé par Saloth Star (le futur Pol Pot). Traqué par la police de Sihanouk, il s'enfuit de Phnom-Penh, où il enseignait, en 1963. Il aurait alors séjourné à Hanoï avant de rejoindre, dans le nord-est du Cambodge, le noyau des futurs Khmers rouges. *Après 1970, ses fonctions officielles* sont celles d'un militaire : chef d'état-major de l'armée de libération et, après la victoire et la prise de Phnom-Penh en avril 1975, vice-premier ministre et ministre de la défense.

Son Sen demeurera cependant dans l'histoire pour avoir supervisé, quand les Khmers rouges étaient au pouvoir, *les purges du régime*, notamment la gestion de Tuol Sleng, *une école* de Phnom-Penh transformée en chambres de torture et devenue, aujourd'hui, le Musée du génocide. Plus de dix mille prisonniers, pour l'essentiel des Khmers rouges, ne sont sortis de ce centre de torture que pour être exécutés.

De 1991 à 1993, il avait été, en compagnie de Khieu Samphan, l'un *des deux représentants des Khmers* rouges au sein du Conseil national suprême du Cambodge. Il aurait alors été mis sur la touche pour avoir préconisé, en 1992, la participation aux élections organisées l'année suivante par l'ONU.

J.-C. P.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Colas

salue à son tour son grand-père des *étoiles.*

Gérard GARROS.

Véronique GARROS,
François CASTAING,
13, avenue Ernest-Renan,
93100 Montreuil-sous-Bois.

Jean MERLIER

est né jeudi 12 janvier 1997.

Toute sa famille souhaite la bienvenue au « cousin » de Montréal et félicite ses heureux parents,

Marc et Marie-Pierre.

Anniversaires de naissance

– 17 juin 1972, Boulogne.
17 juin 1997, Valpuiseaux.

Séverine (Titou),
vingt-cinq ans.

Veinarde !
Pour toi, l'avenir est encore à l'étage *au-dessus.*

Bon anniversaire.

Poupou, Maman (la grosse),
et toute la famille.

Décès

– Mona Christine Menard,
son épouse,
Marguerite et Marie-Thérèse Menard,
ses sœurs,
Paul et Marie-Annick Menard,
son frère et sa belle-sœur,
Leurs enfants et leurs petits-enfants,
Eugénie Grandval,
sa belle-fille,
Gérard Grandval,
son beau-frère,
Christian et Anne Penassou,
son beau-fils et sa belle-fille,
font part du décès de

André MENARD,
architecte, aquarelliste, voyageur,
architecte DPLG,
lauréat de l'Institut,
lauréat du Grand Prix de Rome
d'architecture,
professeur d'architecture
à l'Ecole nationale supérieure
des beaux-arts de Paris,
Fellow
of the American Institute of Architects,
chevalier des Palmes académiques,
Member
of the National Maritime
Historical Society NY,
membre de la Société de géographie,
membre de l'Association
des amis du Musée de la marine,
membre du Yacht-Club de France,
membre de l'Académie d'architecture,
distinction Musée de la marine 1997,

survenu *le 10 juin 1997*, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Germain-des-Prés, le 13 juin, à 15 heures, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– *Philippe et Catherine Bréhier,*
Gaèle, Laure, Amélie,
Thierry Bréhier,
Stéphane, Emeric et Marine, Vincent,
François et Elisabeth Favier,
Agnès,
Les familles Pilliard, Bréhier,
Goussault et Lacourte,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean BRÉHIER,
née Jacqueline PILLIARD,

survenu le 14 juin 1997.

La cérémonie *religieuse* aura lieu le mercredi 18 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Jacques - Saint-Christophe de La Villette, place de Bitche, Paris-19e.
Ni fleurs ni couronnes.

141, avenue Jean-Jaurès,
75019 Paris.

– Mme Nina Chapireau Reinberg,
son épouse,
Mme Jean Lehmans,
sa sœur,
et ses enfants et petits-enfants,
Mme Pierre Chapireau,
sa belle-sœur,
et ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Alain Reinberg,
ses beau-frère, belle-sœur,
et leurs enfants, petits-enfants et arrière-*petits-enfants,*
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Alexandre CHAPIREAU,

survenu à Boulogne, le 9 juin 1997, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, au cimetière d'Auteuil.

8, rue Darcel,
92100 Boulogne-sur-Seine.

– L'*ambassade royale de Danemark* a la tristesse de faire part du décès, le 8 juin 1997, de

Benny KIMBERG,
ambassadeur auprès
des Nations unies à New York,
ancien ambassadeur à Paris
de 1991 à 1995.

L'inhumation a eu lieu à Skovshoved *(Danemark)*, le 13 *juin.*

– Jean-Louis et Anne-Marie Piednoir,
Françoise et Jean-Marie Lagrange,
ses enfants,
Marie-Hélène, Agnès, François,
Benoît,
Emmanuel, Stéphane, Jean-Baptiste,
ses petits-enfants,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme Elise PIEDNOIR,
née LARY,

survenu le 12 juin 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 18 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Martin-des-Champs, 36, rue Albert-Thomas, Paris-10e.

56, rue de Lancry,
75010 Paris.
5, rue Titien,
75013 Paris.

– Mme Pacifique Robineau,
son épouse,
M. et Mme Jean-Marie Coulon
et leurs enfants,
M. et Mme Pacifique Robineau
et leurs enfants,
M. et Mme Yves Robineau
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pacifique ROBINEAU,
conseiller honoraire
à la Cour de cassation,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre
national du Mérite,

survenu à Paris, le 9 juin 1997, à l'âge de *quatre-vingt-trois ans.*

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, en l'église de Combleux (Loiret).

Erratum

– Virginia et Barbara Prouvost,
ses filles,
Sasha,
son petit-fils,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme *Rolf* HANCKE,
née Anna Maria SOLARI,
dite Pia PAOLI,
écrivain et artiste peintre,

survenu le 2 *juin* 1997, à *Londres*, des suites d'une longue maladie.

Ed è subito sera
(Quasimodo)
(Et le soir tombe aussitôt).

(*Le Monde* du 12 juin.)

Messes anniversaires

– En la cathédrale chaldéenne de Bagdad, dimanche de Pentecôte 18 mai 1997, le regretté abbé **Thomas Margo** a chanté la messe en araméen pour le repos de l'âme de

Jules M.F. CHARBONNIER,
ingénieur des Mines et mécène
(18 mai 1877 - 6 septembre 1942).

213, avenue de Versailles,
75016 Paris.

Anniversaires de décès

– Il y a trois ans, le 17 juin 1994,

Gaëtan BLANDIN,
déporté, résistant,
officier de la Légion d'honneur,

nous quittait,

Ton absence nous déchire.

– Le 16 juin 1996,

Hervé KEROUAS

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

– Bordeaux, le 17 juin 1997.

Depuis *six* ans que tu nous a quittées, il *n'est pas de jour où nous n'ayons pensé à* toi et regretté ton absence.

Claude et Nathalie

pour

Max-Henry.

– Le 17 juin 1987,

Jacques RABATÉ,
professeur de première supérieure
au lycée Montaigne de Bordeaux,

nous quittait.

Sa famille invite ceux qui l'ont connu et aimé à s'associer en ce jour à un souvenir plus particulier.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL
DE PHILOSOPHIE

● **Séminaires**

Daniel Cohen-Levinas : **« De la** ***représentation musicale*** **».**
17 juin, 18 heures-20 heures, intervention de Philippe Manaury (compositeur), amphi B, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Richard Shusterman : **« L'art populaire : questions, théories, enjeux ».**
17 et 19 juin, 18 heures-20 heures, amphi A et B, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Jean-Marc Besse et Philippe Nys : **« Dispositifs spatiaux et théâtralisation de représentations : carte, jardin, paysage ».**
26 juin, 18 heures-20 heures, salle 2, EHESS, 105, boulevard Raspail, Paris.

Hélène Cixous : **« Poétique de la différence sexuelle : Essais de Zèles II - Zèles de Famille ».**
28 juin, 9 h 30-15 h 30, salle Jean-XXIII, USIC, 18, rue de Varenne, Paris.

Guy Samama : **« Formation du concept d'hypnose ».**
19 et 26 juin, 18 heures-20 heures, amphi rez-de-chaussée, bâtiment B, EHESS, 105, boulevard Raspail, Paris.

François Baudry, Monique David-Menard, René Guitart, René Lew et Didier Vaudene : **« *Psychanalyse et réforme de l'entendement II (Qu'un discours tienne...)* »**
24 juin, 21 heures-23 heures, salle RC3, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

L'accès à toutes les activités du Collège ***est libre et gratuit (dans la*** **limite des places disponibles).**

Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

Colloques

– Samedi 21 et dimanche 22 juin
Colloque « *Nouvelles perspectives pour* le MILLENIUM »
« Les traditions spirituelles, et les nouvelles vues de la Science »
– **1 Exposés et débats :** Olivier Costa de Beauregard, Pir Vilayat, Bernard Ginisty, Gérard Leroy, Myriam Jolinon, Roland et Sabrina Michaud, James Morris, Ghaleb Bencheikh, P. François Brune, Vénérable Dhammaratana. Récital de Samir Tahar (luth et chants arabo-andalous) et de Narendra Bataju (sitar).

pour info sur lieu et accès.
Tél. : *01-42-23-82-02*

Soutenances de thèse

– **Eric Delacour** a soutenu le 10 juin 1997, à l'université Paris-II-Panthéon-Assas, sa thèse de doctorat en droit :

« La notion de convention de ***délégation*** **de service public. Essai de définition d'une nouvelle catégorie de contrat administratif ».**

Le jury, sous la présidence de M. le professeur P. Delvolvé, directeur de thèse, et composé de M. M. Long, vice-président honoraire du Conseil d'Etat, et de MM. les professeurs Y. Gaudemet, F. Moderne et P. Terneyre, lui a décerné la mention « très honorable avec félicitations du jury ».

– **Jean-Christophe Paoli** a soutenu, le 28 mai 1997, à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, sa thèse de doctorat intitulée :

« Patrons et bergers sardes : origine et transformations d'un élevage ovin méditerranéen ».

Le jury, composé de :
M. Marcel Mazoyer, professeur INA-PG, directeur de thèse, président,
M. Gérard Grellet, professeur à l'université Paris-I,
M. Michel Rochefort, professeur à l'université Paris-I,
Mme Jeanne-Marie Viel, professeur INA-PG,
M. Salvatore Casu, directeur de l'Institut zootechnique de la Sardaigne,

lui a décerné le titre de docteur de l'Institut national agronomique Paris-Grignon, avec la mention Très Honorable.

– ***Lumières et ombres chez*** **J. Lorrain** doctorat de littérature française, thèse soutenue par **Th. d'Anthonay**, le 19 juin 1997, de 9 heures à 12 h 30, Paris-Sorbonne, amphithéâtre Guizot, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5e, sous la direction du professeur P. Brunel.

Jury : MM. les professeurs P. Darcos, P. Brunel, A. Guyaux, P. Jourde, R. Kopp.

POLITIQUE Pour la première fois, le Grand Sud-Ouest (Aquitaine, Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes), un quart du territoire français, ne possède pas de représentants au gouvernement. ● AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, *ces trois régions ont* pourtant largement voté à gauche mais Lionel Jospin et Ségolène Royal, bien qu'élus en Haute-Garonne et dans les Deux-Sèvres, sont toujours *considérés comme des « parachutés »*. ● TRADITIONNELLEMENT, les élus du Sud-Ouest comptaient sur les ministres originaires de la même région qu'eux pour faire aboutir des *dossiers locaux*. ● *C'EST A DROITE* qu'on regrette le plus cette entorse à la tradition, parfois plus proche du clientélisme que de la règle républicaine. ● LE MAIRE DE TOULOUSE, *Dominique Baudis, plaide, lui, pour* la qualité des dossiers plutôt que pour la représentation géographique.

Le grand Sud-Ouest, orphelin du nouveau gouvernement

Pour la première fois, un quart de la France n'est pas représenté dans l'équipe dirigeante, alors qu'il a voté largement à gauche. Traditionnellement, il a toujours compté sur ses ministres pour défendre ses intérêts régionaux. Mais là aussi les habitudes changent

BORDEAUX
de notre correspondant régional

De Toulouse à Bordeaux et de Bayonne à Poitiers, on a toujours considéré que les ministres devaient être à la fois ambassadeurs du pays et dispensateurs d'une manne qui tombe d'un arbre ne poussant qu'à Paris. Les exemples sont innombrables, mais Jacques Chaban-Delmas reste évidemment le champion toutes catégories. C'est que dans le Sud-Ouest – et cela doit bien remonter au temps du roi Henry – on n'attend pas seulement des cadets de Gascogne qu'ils trouvent de quoi mettre une aigrette à leur chapeau et refaire le toit de lauzes de leur manoir. Les retombées doivent être beaucoup plus fortes et la gloire de l'enfant du pays se mesure à cette aune. Une habitude que l'on a souvent assimilée politiquement au radicalisme, mais qui est sans doute beaucoup plus ancienne.

Le gouvernement précédent fut l'un des plus « Sud-Ouest » que la France ait jamais eu : un premier ministre landais et maire de Bordeaux (Alain Juppé), trois ministres pyrénéens (François Bayrou, Alain Lamassoure et Philippe Douste-Blazy), un Périgourdin (Jean-Jacques de Peretti, maire de Sarlat), le président du conseil régional de Poitou-Charentes (Jean-Pierre Raffarin) et un Aveyronnais (Jacques Godfrain, maire de Millau). Auparavant le gouvernement Balladur avait, lui-aussi, donné aux départements du Sud-Ouest le sentiment de peser dans la balance républicaine.

CRITIQUES SÉVÈRES

La mise en place du gouvernement de Lionel Jospin a surpris électeurs et militants. Pour la première fois, le grand Sud-Ouest, malgré un apport massif de voix, se retrouve sans un seul véritable représentant du terroir. Lionel Jospin n'est pas plus de Haute-Garonne qu'Alain Juppé n'est girondin. Il faut remonter jusqu'aux Deux-Sèvres pour trouver, avec Ségolène Royal, un ministre qui se rapproche du quart sud-ouest. Les reconquêtes aussi spectaculaires que celles de la Dordogne, de la Gironde ou du Lot-et-Garonne ne méritaient-elles pas un coup de chapeau ?

Les appareils ont réagi différemment. Silence gêné à gauche. Les plus courageux lâchent tout au plus *« je ne vais quand même pas me fâcher avec Jospin ! »*. Les autres admettent, sous le sceau du secret, qu'ils ont trouvé la pilule plutôt amère. Un seul d'entre eux, mais qui a toujours adoré la provocation, André Labarrère, député et maire de Pau, ancien ministre des relations avec le Parlement, s'exprime sans retenue : *« Chez nous, il y a eu un trop-plein de ministres depuis plusieurs années. C'est particulièrement vrai dans les Pyrénées-Atlantiques. Je crois que le Sud-Ouest a la plus forte densité de toute la France. Je ne vois pas ce que cela nous a apporté de bon, et c'est particulièrement vrai pour les Pyrénées-Atlantiques. Ministre après avoir été président du conseil régional, j'ai considéré que nous étions tous des ministres de la République, pas des représentants d'une région, et je n'ai jamais pensé autrement. »*

A droite, les critiques sont infiniment plus sévères mais reposent davantage sur des incertitudes liées aux dossiers en cours qu'aux questions d'amour propre. *« Tout s'est passé comme si Lionel Jospin avait centrifugé autour de lui*, constate Marc Censi, président (UDF-PR) de la région Midi-Pyrénées et maire de Rodez. *Je trouve que ce n'est valorisant ni pour notre pays ni pour nos élus. Les motivations, hasard ou volonté, je ne les connais pas. Je dis simplement que c'est choquant et que ce gouvernement ne va pas dans le sens de l'Histoire. »* S'il admet qu'un ministre n'a pas, en théorie, à personnifier des problèmes de territoire, M. Censi reconnaît avoir toujours recherché, dans le passé, l'appui des ministres de sa région, y compris celui de Lionel Jospin quand ce dernier était à l'éducation nationale : *« Finalement, maintenant, je ne sais plus qui aller voir. »* Faute d'un intermédiaire local, il a pris rendez-vous avec Dominique Voynet et Jean Claude Gayssot pour défendre la liaison routière Lyon-Toulouse. *« J'ai des inquiétudes pour ce chantier. Il est tellement vital pour nous ! »*

GRANDS DOSSIERS

Son homologue de Poitou-Charentes, Jean-Pierre Raffarin, nourrit aussi quelques inquiétudes : *« je ne veux pas me lancer dans la polémique, mais force est de constater que la Bretagne est très représentée, alors que le vide est total dans le Sud-Ouest. »* Il a donc écrit à Dominique Voynet pour lui demander de confirmer les engagements du gouvernement Juppé. Car, constate-t-il, *« les ministres alliés du PS, les Verts et les communistes, ont tous été placés dans leur domaine de compétence ou d'implantation »*. Il faut dire que la région Poitou-Charentes, pour prix de sa bonne volonté dans la concertation autour du TGV-Atlantique, s'attendait à des avances importantes de crédits sur des travaux routiers promises par Alain Juppé, pressé de voir le TGV arriver à Bordeaux.

Jacques Valade, président RPR de la région Aquitaine, trouve lui aussi cette sous-représentation régionale *« très pénalisante » : « Je ne dis pas que la répartition des compétences est mauvaise, mais le dosage géographique n'a pas été pris en considération. Peut-être n'y avait-il pas les correspondants nécessaires chez nous ? »* Il ne s'attend pas pour autant à un ralentissement des grands dossiers aquitains : *« Au contraire, j'espère une accélération. Nos projets sont prêts. »* Liaison Bordeaux-Pau, plate-forme intermodale d'Hourcade, ferroutage et TGV, Jacques Valade compte bien sur ses amis communistes, qui l'ont toujours soutenu au conseil régional, pour faire avancer les choses.

L'approche est en revanche plus *détendue du côté de la mairie de* Toulouse. Si Dominique Baudis a effectivement constaté *« ce vide malgré la présence de Lionel Jospin »* et *« une énarchie plus présente que jamais »*, il ne voit aucune raison de s'en inquiéter : *« Je n'ai jamais cru à l'intérêt de ces implantations géographiques. A Toulouse, nous avons bénéficié de nombreuses délocalisations. Par exemple Météo France et ses cinq cents emplois. Elle a été décidée entre 1986 et 1988, faite entre 1988 et 1993, alors que le gouvernement ne nous était pas particulièrement favorable. Air Inter, Air France, tout s'est joué à la même époque. On l'a emporté au mérite, parfois, par exemple, contre Georges Frêche, maire socialiste de Montpellier. Les personnels ont pesé sur leur direction, pour des raisons économiques, pratiques ou psychologiques, et cela a joué beaucoup plus que les arguments politiques. »*

Quant à Alain Juppé, il s'est pour l'instant refusé à tout commentaire au sujet de cette querelle de représentation. Mais son entourage n'est pas fâché par la conséquence de cette non-représentation : le poids du maire de Bordeaux en sera augmenté d'autant.

Pierre Cherruau

Le bonheur des goélands fait le malheur de Brest

BREST
de notre correspondant

La scène est désormais familière. Chaque année, depuis 1993, des silhouettes humaines harnachées comme des alpinistes se détachent, au printemps, sur les toits brestois. Leur *mission : repérer les couples* nicheurs de goélands argentés, monter à l'assaut des nids et y stériliser les œufs. C'est que l'oiseau de mer a trouvé son bonheur en ville. *« Les goélands y ont des conditions de vie idéales avec le manger, le toit et pas de prédateurs »*, observe Bernard Cadiou, biologiste en oiseaux marins à la Société d'études pour la protection de la nature en Bretagne (Sepnb), partenaire de l'opération d'éradication initiée par la ville de Brest.

C'est davantage le bruit causé par les goélands qui a nourri les plaintes des habitants que les déjections intempestives ou la propension des volatiles à éventrer les sacs poubelles. Le niveau sonore grimpe au cours des mois de juin et juillet quand les poussins crient, apprennent à voler, pendant que les parents assurent l'intendance. D'où l'idée d'intervenir dans les nids avant l'éclosion. Il aura fallu pour cela une dérogation spéciale du ministère de l'environnement, le goéland argenté étant une espèce protégée.

Du 12 mai à la fin de la semaine dernière, les salariés d'Acro-Bat', une société de Jugon-les-Lacs *(Côtes-d'Armor), sont donc* intervenus sur certains quartiers brestois. Aucun accident n'a été relevé, la réaction des parents s'étant limitée à des vols d'intimidation en piqué. Les « alpinistes » ont pulvérisé les œufs d'un mélange très efficace d'huile et de formol. « Etouffé », l'œuf ne peut plus se développer mais il conserve son aspect, ce qui évite une seconde ponte, le goéland *continuant de couver un leurre.* Pendant tout le mois qu'a duré l'opération, les spécialistes d'Acro-Bat' sont passés une seconde fois pour s'assurer que d'autres couples nicheurs n'avaient pas essaimé. 1 700 œufs environ avaient été ainsi stérilisés pendant la campagne 1996.

« On a abouti à une diminution notable des nuisances sonores », relève Bernard Cadiou, constatant le départ d'une centaine de couples sur les secteurs traités. L'opération aurait donc une vertu déstabilisatrice et encouragerait les goélands à déménager. Mais, parallèlement, une augmentation de l'arrivée de goélands est constatée sur les secteurs périphériques. Il est cependant impossible *d'évaluer l'ampleur du mouvement d'émi*gration des couples nicheurs, ce qui ne pourrait être fait qu'à partir de bagues de couleur. Bernard Cadiou regrette d'ailleurs que le ministère de l'environnement n'ait pas jusqu'ici mis en place un groupe de travail sur le goéland argenté qui, outre le chef-lieu du Finistère, fréquente assidûment une soixantaine de cités aujourd'hui.

A Brest, la colonie de couples nicheurs a atteint le millier. L'essai tenté pour enrayer le mouvement a fait des petits : une quinzaine de villes situées sur la façade Manche-Atlantique, du Havre aux Sables-d'Olonne, s'inspirent de l'opération brestoise. Une opération qui, l'an dernier, a coûté 250 000 francs.

Vincent Durupt

La pollution par l'ozone touche aussi les zones rurales

ENVIRONNEMENT. La pollution par l'ozone, un des principaux facteurs de dégradation de la qualité de l'air liés à la circulation automobile, ne touche pas seulement les zones urbaines et industrielles, mais se retrouve également en zone rurale.

Selon les dernières *Données de l'environnement* de l'Institut français de l'environnement (Ifen), publiées début juin, les zones périurbaines et rurales situées sous le vent des agglomérations peuvent être fortement touchées par la pollution à l'ozone et connaître des pics semblables à ceux enregistrés en ville. L'examen des concentrations mesurées dans l'ouest parisien les 9 et 10 avril confirme ce constat : c'est à *165 kilomètres de la capitale qu'ont été constatées* les concentrations maximales mesurées ces jours-là.

■ **STRASBOURG : le premier « véloparc-tram » de France** a été inauguré, dimanche 15 juin, à Strasbourg. Ce parc pour deux-roues, clos, couvert et gardé, est installé au terminus sud de la première ligne de tramway. Ses utilisateurs paieront un forfait tram plus gardiennage de vélo. La municipalité strasbourgeoise espère ainsi inciter davantage à l'emploi quotidien du vélo couplé à celui du tram. – *(Corresp.)*

HORIZONS

ENQUÊTE

Le souci des socialistes français de faire davantage pour l'emploi a été accueilli plutôt avec sympathie à Bruxelles par les milieux communautaires, mais le flou entretenu sur la politique économique et budgétaire du nouveau gouvernement suscite encore des interrogations, voire des craintes, avant le Conseil européen d'Amsterdam

L'examen européen de Lionel Jospin

ON croise les doigts. Le Conseil européen d'Amsterdam, les 16 et 17 juin, va réussir. Enfin, se terminer sans clash ! « *Jacques Santer a noté une approche très constructive et a été frappé par la volonté manifeste de conclure un accord sur le pacte de stabilité budgétaire à Amsterdam* », a commenté, jeudi 12 juin, Klaus van der Pas, le porte-parole du président de la Commission, à son retour de Paris.

Celui-ci, jouant le rôle d'honnête courtier qui lui va comme un gant, était allé proposer des idées de compromis à Jacques Chirac et à Lionel Jospin pour qu'ils soient en mesure d'avaliser formellement le pacte de stabilité budgétaire conclu, à Dublin, en décembre, à la demande pressante de l'Allemagne et dont l'objet est de strictement encadrer, après le 1er janvier 1999, la politique budgétaire des pays de la zone euro.

Quelques jours plus tôt, son gouvernement à peine formé, Lionel Jospin avait créé l'émoi en expliquant à ses pairs, les premiers ministres socialistes, réunis en Suède à Malmö à l'occasion du congrès du Parti des socialistes européens, qu'il maintiendrait les exigences formulées en matière de politique européenne pendant la campagne électorale et demanderait, en particulier, que soit rouvert le dossier du pacte de stabilité budgétaire qu'il avait si vivement dénoncé comme un frein absurde à la croissance et à l'emploi.

De quoi relancer en Allemagne la campagne des « intégristes » de l'euro, notamment les dirigeants bavarois, qui suspectent la France – *surtout celle de gauche* – d'être incapable de pratiquer une politique de stabilité et plaident pour le report de la monnaie unique. Une attitude où ils retrouvent d'autres eurosceptiques, tel Gerhard Schröder, candidat à la chancellerie au sein du SPD, qui, eux, redoutent que la marche forcée vers l'euro ne casse gravement l'activité.

Lundi 9 juin, à Luxembourg, Dominique Strauss-Kahn avait joué habilement les démineurs : la France, expliqua-t-il, désirait aboutir à l'Union monétaire à la date prévue du 1er janvier 1999, elle ne souhaitait pas renégocier les modalités du pacte de stabilité, mais demandait *un délai avant de lui donner son imprimatur.* Le temps de s'entendre sur le moyen de le compléter par des dispositions mettant l'accent sur l'emploi et la coordination des politiques économiques.

Pouvait-on y parvenir d'ici à Amsterdam ? C'est nécessaire, affirmait la majorité des pays partenaires. Même si on ne veut pas traîner, cela semble difficile, répliqua le plus aimablement du monde le ministre français de l'économie, des finances et de l'industrie ; c'est exclu, tranchait le lendemain à Paris Pierre Moscovici, le ministre des affaires européennes, qui, dans ce psychodrame, se voyait attribuer le rôle du méchant.

Les Néerlandais, qui président les travaux des Quinze jusqu'au 30 juin, se mirent en branle, ainsi que la Commission, pour faire comprendre à Paris comme à Bonn que les marchés finiraient probablement par mal interpréter une brouille franco-allemande prolongée et qu'un échec à Amsterdam pourrait, dans ce contexte, se révéler dangereux. Le message a été parfaitement reçu. Bonn, jusque-là hostile à l'idée d'inclure un chapitre sur l'emploi dans le traité d'Union européenne, renonça à son veto. Quant aux Français, ils constataient que leur « *réflexion* » pourrait être menée à son terme plus tôt que prévu. Grâce à la diligence de la Commission et de la présidence néerlandaise, il y a de nouveaux textes sur la table dont l'objet est d'apaiser les préoccupations des Français.

Ce long incident, même s'il est clos à Amsterdam, aura laissé des traces. « *A quoi joue-t-on au juste ?* », s'interroge Karel Van Miert, le commissaire chargé de la concurrence, ancien président du SP, le Parti socialiste flamand, qui participait au rassemblement de Malmö. Il ajoute que la « *sympathie* » avec laquelle a été accueillie dans les milieux communautaires l'arrivée du gouvernement Jospin, en particulier en raison de la volonté manifestée de faire davantage pour l'emploi, n'est pas exempte de « *doutes, d'interrogations, voire de craintes* ».

« On connaît les réflexions de Lionel Jospin sur la politique, sur l'évolution de la société ; mais il s'est relativement peu exprimé sur l'économie et la monnaie »

CHACUN comprend que la nouvelle équipe a besoin d'un minimum de temps pour se familiariser avec les affaires, notamment européennes, et prendre position. Tony Blair savait qu'il gagnerait les élections ; il a limité les promesses électorales et s'est attentivement préparé à gouverner. Rien de tel chez les socialistes français qui ont été les premiers surpris par leur victoire.

« *Il est fondamentalement européen. Mais il reste un petit doute : il a été dit tellement de choses pendant la campagne !* », note Erkki Liikanen, le commissaire finlandais, social-démocrate et ancien ministre des finances.

Il rappelle les paroles de Massimo D'Alema, le dirigeant du PDS italien : « *Quand la gauche gagne, il ne faut pas que l'Union économique et monétaire se trouve en danger.* » Karel Van Miert précise : « *Il y a eu un peu de flottement ; on ne distingue pas très bien les changements qu'il veut ; compte tenu de la gravité du sujet, il faudrait être très clair.* » Visiblement, le discours de Jospin à Malmö l'a déçu ; il y a trouvé la même approche intergouvernementale que dans l'intervention de Tony Blair. « *Il n'y avait pas un engagement dans la tradition de Delors, une référence à la nécessité de construire une Europe capable de répondre au défi de la mondialisation.* »

Dans le même esprit, Erkki Liikanen, présent lui aussi à Malmö, relève le « *langage politique assez traditionnel de Lionel Jospin dans le contexte européen, plus traditionnel que la moyenne* ». Un euphémisme pour faire comprendre que le nouveau premier ministre français n'a peut-être pas intégré, comme d'autres chefs de gouvernement (Kok, Prodi, Aznar...), les conséquences de la mondialisation, et l'idée, sérieusement ancrée ici, qu'il n'existe pas de vraie alternative à la politique suivie, autrement dit à la libéralisation de l'économie et à l'intégration monétaire. « *On ne sait pas au juste ce qu'il pense de l'UEM ; on connaît les réflexions de Lionel Jospin sur la politique, sur l'évolution de la société ; mais il s'est relativement peu exprimé sur l'économie et la monnaie.* »

« *On sous-estime à Bruxelles l'écart culturel qui existe entre les Français et les autres Européens. Incontestablement, il y a un problème Lionel Jospin* », résume Yves-Thibaut de Silguy, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, qui, lui, il est vrai, appartient politiquement à l'autre bord.

Il ajoute immédiatement que « *les entourages sont de grande qualité et que cela compte* ». C'est là un point unanimement relevé. Karel Van Miert regrette l'absence de Jacques Delors dont la présence, dit-il, « *aurait été ressentie comme une caution* ». Mais il note que Dominique Strauss-Kahn est rassurant, de même qu'il applaudit aux nominations d'Elisabeth Guigou, « *quelqu'un de très respecté, qui a beaucoup de crédit* », de Martine Aubry, de Catherine Trautmann, « *des femmes de qualité* ». « *La composition du gouvernement, en laissant les éléphants du PS de côté, a été ressentie comme positive, comme un acte d'autorité où Jospin a marqué de son empreinte son équipe* », conclut-il.

La France est parfois perçue comme une société archaïque dans les pays du Nord. Erkki Liikanen souligne l'importance, pour modifier cette image, de la désignation de femmes à des portefeuilles de premier plan.

Les garanties que sont supposés offrir ces maastrichtiens bon teint sont-elles suffisantes pour écarter toute mauvaise surprise ? Il y aurait comme un mystère Jospin. « *Qui détermine la politique ?* », demande Karel Van Miert. On constate que Pierre Moscovici, hier parlementaire européen rarement présent à Strasbourg, fait volontiers des déclarations un peu raides. Que pense Claude Allègre, très proche de Jospin ? Liikanen fait valoir en souriant que, « *pour des étrangers ne connaissant pas bien la France, la désignation de Jean-Pierre Chevènement, un antimaastrichtien pur jus, a de quoi étonner* ». La présence de communistes au gouvernement ne semble troubler personne. « *Ils n'auront pas d'influence majeure* », estime Yves-Thibaut de Silguy.

LES doutes portent davantage encore sur la politique économique. A Malmö, le premier ministre a rappelé ses priorités : la création de centaines de milliers d'emplois, la hausse du salaire minimum, la réduction du temps de travail. Il sera difficile de concilier les promesses ainsi faites et les contraintes budgétaires. « *Comment le gouvernement va-t-il s'en sortir ? Ne va-t-il pas échouer ? Est-il capable de mener sa politique ?* », demandent les uns et les autres qui ne cachent pas leur perplexité quant au sérieux à attendre de la politique économique et budgétaire du nouveau gouvernement. Il y a assurément sur ce terrain de l'inquiétude chez les pays partenaires. Tempérée par le fait que les dérapages budgétaires seraient vite repérés et que le gouvernement, surveillé de près sur ce terrain par Jacques Chirac, évitera probablement un infléchissement trop radical. « *La construction européenne, qui repose sur une relation franco-allemande étroite, est dans l'intérêt de la France. C'est là une des composantes permanentes de l'action gouvernementale, quelle que soit sa couleur politique* », estime Yves-Thibaut de Silguy.

Bruxelles, qui, sous la houlette de Karel Van Miert, fait la chasse aux aides d'Etat, entend, au nom du marché unique et de la croissance, accélérer la libéralisation – des télécommunications, de l'électricité, du gaz, des transports... – et est, sans le proclamer trop ouvertement, est favorable aux privatisations. Certaines (par exemple celle d'Air France) ont été posées plus ou moins officiellement comme condition au feu vert donné à de coûteuses opérations de recapitalisation. Il y a là, ressenti comme un risque, un possible renversement de tendance sous l'influence des syndicats. La crainte de voir la France retomber dans une politique d'intervention étatique *tous azimuts que la majorité des* sociaux-démocrates européens considèrent comme dépassée. Cependant, les mêmes qui s'inquiètent se réjouissent de voir les socialistes français se battre pour obtenir que l'Union s'occupe un peu plus sérieusement de l'emploi. Jacques Delors, avec son *Livre blanc* (1993), avait plaidé dans ce sens, puis Jacques Santer avec son « Pacte de *confiance pour l'emploi* » soumis aux Quinze début 1996. Les gouvernements avaient réagi de manière distraite, si bien que rien de très sérieux n'avait été entrepris, malgré quelques efforts des présidences italienne (premier semestre 1996), puis néerlandaise (le semestre en cours).

La menace de ne pas adopter le pacte de stabilité a été prise au sérieux. Qu'il s'agisse du chapitre sur l'emploi à insérer dans le traité, de la politique sociale, de la coordination des politiques économiques, le gouvernement socialiste a certainement contribué à accélérer un débat qui, auparavant, se traînait.

Des hommes comme Jacques Santer s'en réjouissent, qui trouvent là un appui déterminant pour un combat qu'ils menaient jusque-là sans succès. « *Ce fut une démarche novatrice. La France va jouer ainsi un rôle important à Amsterdam et j'espère qu'une réponse adéquate sera donnée à sa mise en demeure. Il faut bâtir, sur la stabilité, une perspective de croissance dont nous avons besoin* », approuve Emilio Gabaglio, le secrétaire général de la CES (Confédération européenne des syndicats). Zygmunt Tyszkiewicz, son adversaire-complice, secrétaire général de l'Unice (Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe) n'est pas loin d'être d'accord. Il aspire à ce que le pacte de stabilité budgétaire soit signé, car, dit-il, « *la pénalité d'un échec de la monnaie unique serait tellement grave qu'on ne peut même pas l'envisager* », mais il croit nécessaire, lui aussi, « *de l'accompagner par des politiques d'emploi plus performantes qu'aujourd'hui* ».

« *On ne renoncera pas à l'euro, on ne le repoussera pas ; si on le faisait, ce serait un aveu de faiblesse et on ouvrirait une brèche terriblement dangereuse pour la construction européenne. Tant d'efforts anéantis, pour quoi ? Si nous manifestons une forte volonté politique, les marchés nous feront confiance. Ce sont les plus faibles qui flanchent* », faisait valoir voilà dix jours Edith Cresson, commissaire en charge de la recherche et de la formation. La démarche de Bruxelles est volontariste. Avec l'espoir que Paris suivra.

« *Jospin vient d'arriver et, de ce fait, n'est pas toujours limpide. Mais personne ne craint qu'il ait des arrière-pensées. Il donne une impression d'homme sérieux, franc, direct ; pour ces raisons, il est crédible.* » Tel est le préjugé favorable que donne, en conclusion, Erkki Liikanen.

Philippe Lemaître

Dessin : Serguei

Amsterdam : deux rendez-vous pour l'Europe

Le calendrier

▶ **16 et 17 juin**
Conférence intergouvernementale à Amsterdam

▶ **8 et 9 juillet**
Sommet sur l'élargissement de l'OTAN à Madrid

▶ **Fin 1997**
Date limite pour respecter les critères fiscaux de Maastricht

▶ **Janvier 1998**
Négociation sur l'élargissement

▶ **Avril/mai**
Annonce des pays qualifiés pour l'euro à partir des résultats économiques de 1997

▶ **Juin**
Création de la Banque centrale européenne

▶ **1er janvier 1999**
Lancement de L'UEM (Union économique et monétaire)
Le conseil fixe de façon irrévocable les taux de conversion des monnaies entre elles

▶ **1er juillet**
Retrait progressif des monnaies nationales
L'euro devient la seule monnaie en circulation

Deux sujets déterminants sont à l'ordre du jour du sommet des Quinze : la révision du traité de Maastricht et le mécanisme de discipline budgétaire qui doit accompagner l'euro. Si un accord était attendu sur le premier, un vif débat a surgi sur le second avec l'arrivée au gouvernement des socialistes en France début juin

1. La révision du traité de Maastricht

● Pourquoi revoir le traité ?
Le traité de Maastricht, entré en vigueur au 1er janvier 1993, prévoit *l'ouverture d'une négociation en* vue de sa propre révision (titre VII, article N).

Cette négociation entre les pays membres (au *nombre de quinze* depuis l'adhésion de la Suède, de la Finlande et de l'Autriche en 1994) s'est ouverte, en mars 1996, sous le nom de Conférence intergouvernementale (CIG). L'objectif est de la conclure les 16 et 17 juin 1997, lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union à Amsterdam.

A l'origine, la révision a été prévue pour doter l'Union d'une véritable dimension politique, point faible du traité de Maastricht, qui va en revanche très loin en ce qui concerne la marche vers l'union monétaire.

Par ailleurs, cette révision devait permettre de préparer l'Union à intégrer de nouveaux membres : *les candidatures se* sont multipliées depuis l'effondrement des régimes communistes et la perspective des élar*gissements de ces prochaines* années (l'UE pourrait compter à terme au moins 25 membres) suppose un aménagement des institutions, sous peine de blocage.

● Les thèmes de la négociation.
Les discussions sur les adaptations à apporter au traité de Maastricht ont porté sur trois grands thèmes :

– *la modernisation des institu*tions dans la perspective de l'élargissement à de nouveaux pays, notamment la limitation du *nombre de membres de la* Commission, l'extension des domaines où les décisions sont prises à la majorité qualifiée (et non à l'*unanimité, qui est* paralysante), une nouvelle pondération des voix dans les votes du Conseil, selon la taille des pays ;

– le renforcement de la politique étrangère et de sécurité commune pour doter l'Europe d'une identité et d'une influence extérieures fortes ;

– le rapprochement de l'Union de ses citoyens, c'est-à-dire l'amélioration du traité dans les domaines social, de la *justice* et des affaires intérieures et dans le contrôle démocratique de son fonctionnement ;

– *non consensuelle* à l'*origine*, l'idée d'introduire dans le traité un nouveau chapitre sur l'emploi s'est finalement imposée.

Sur la base des discussions qui ont été menées, les responsables néerlandais, qui assumaient ces six derniers mois la présidence de l'Union, ont rédigé des projets de modification du traité.

● La réforme des institutions.
La Commission : alors que la France souhaitait une forte réduction du nombre des commissaires, les petits pays redoutaient de n'être plus présents dans l'organe bruxellois. Le mois dernier, le chancelier Kohl a proposé un *compromis qui consiste à limiter* aux effectifs actuels, soit vingt, le nombre des commissaires.

Le système de décision : les do*maines communautaires où les* décisions seront prises à la majorité qualifiée seront étendus. La liste de ces domaines doit être approuvée à Amsterdam.

La définition de la majorité qualifiée : les petits pays devraient accepter à Amsterdam un léger rééquilibrage au profit des grands qui, dans le système actuel, disposent d'un nombre de voix disproportionné par rapport à l'importance de leur population.

● Les coopérations renforcées.
C'est une idée franco-allemande qui a aussi pour but de faire échapper la construction européenne *à la recherche systéma*tique du consensus. Il s'agit de définir des domaines dans lesquels les pays qui souhaitent aller de *l'avant ne pourraient en être em*pêchés par ceux qui ne veulent pas suivre.

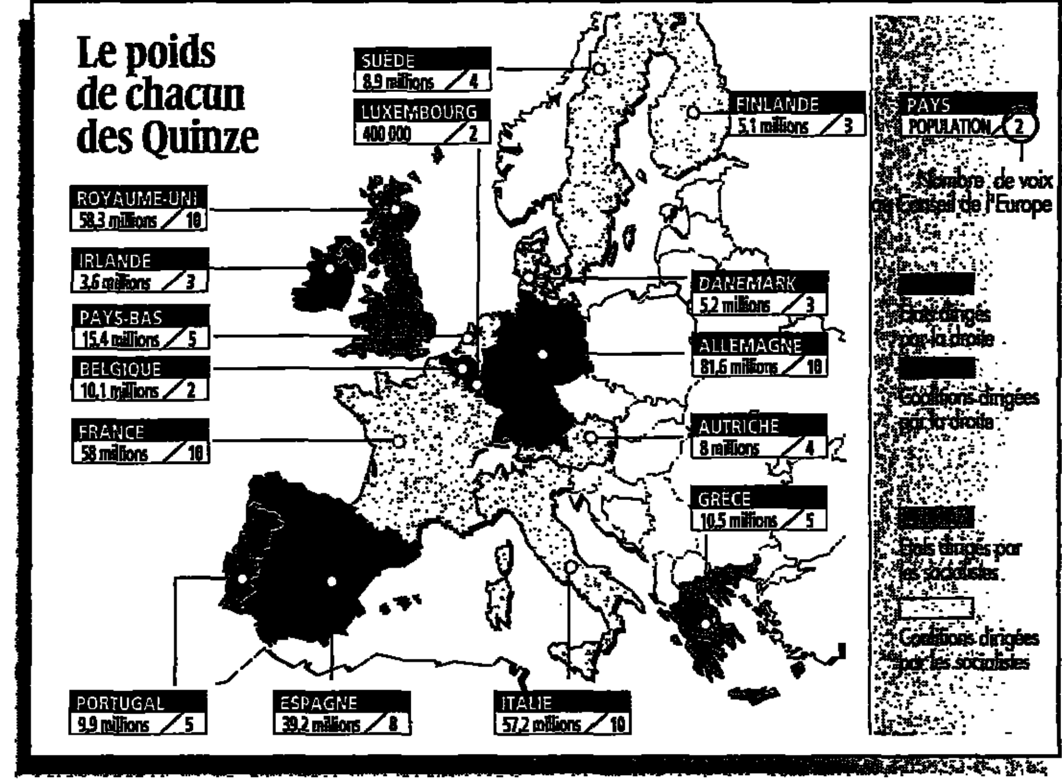
Plusieurs pays, notamment la *Grande-Bretagne, ne sont pas* convaincus ; un compromis devait encore être trouvé à Amsterdam.

● La politique étrangère commune.
Une cellule commune d'analyse des affaires internationales devrait être créée et un poste de haut-représentant de la politique extérieure devrait être créé. Les mécanismes de décision en matière de politique étrangère commune devraient être légèrement améliorés, mais sans véritable bouleversement.

L'idée d'intégrer l'Union de l'Europe occidentale (UEO) à l'Union européenne, autrement *dit de doter l'Europe d'une véri*table compétence en matière de défense, est en panne. L'Europe de la défense ne naîtra pas à Amsterdam.

● Affaires intérieures.
Les Quinze veulent développer la coopération dans le domaine des affaires intérieures et de justice.

Il *s'agit d'élargir le vote à la ma*jorité qualifiée dans ces domaines et d'intégrer le protocole de Schengen dans le traité.



Un nouveau chapitre sur l'emploi

Plusieurs pays membres ont réclamé, au cours de la Conférence intergouvernementale sur la révision du traité de Maastricht, que soient introduits dans le texte un chapitre sur l'emploi et un sur la politique sociale. *Le projet qui a été rédigé par la présidence néer*landaise et sur lequel devaient statuer les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Amsterdam comporte ces deux chapitres nouveaux. A propos de l'emploi, il préconise *« une stratégie coordonnée »* des Etats membres, la promotion de l'emploi étant qualifiée de *« question d'intérêt commun »*. Il stipule que les Etats membres *« tiennent compte dans leur politique de l'emploi »* des lignes directrices élaborées chaque année par le Conseil et prévoit que des *« recommandations »* pourront être adressées aux Etats. Il écarte en revanche toute harmonisation des législations nationales en la matière. Les souverainetés nationales sont aussi ménagées dans les quelques articles consacrés à la politique sociale.

2. Le pacte de stabilité budgétaire et de croissance

Ayant fait l'objet d'un accord à Dublin, lors du dernier Conseil européen en décembre 1996, le « pacte de stabilité budgétaire et de croissance », qui restait à préciser, a été prévu pour accompagner la mise en place de la monnaie unique à partir du 1er janvier 1999.

Ce pacte devait être entériné à Amsterdam, mais le nouveau gouvernement français a souhaité qu'il soit accompagné d'un volet sur l'emploi.

Ces revendications nouvelles ont fait l'objet d'intenses négociations dans les jours précédant le sommet d'Amsterdam.

Le pacte de stabilité lui-même doit faire l'objet de trois textes :

● Budget.
Le premier document doit établir le cadre politique de l'accord. Il invite toutes les parties à appliquer rigoureusement les dispositions du traité de Maastricht et du pacte de stabilité, et demande au conseil des ministres de décider systématiquement les sanctions prévues par le pacte en cas de déficit budgétaire excessif dans un pays membre.

Les pays participant à l'euro doivent soumettre des *« programmes de stabilité »* avec, comme objectif à moyen terme, un solde budgétaire *« proche de l'équilibre ou excédentaire »*. Les premiers programmes doivent être déposés devant le Conseil et la Commission avant le 1er janvier 1999, puis devront être actualisés chaque année.

Les pays ne participant pas à la première vague de l'euro devront pour leur part présenter chaque année, selon la même procédure, des *« programmes de convergence »* économique pour parvenir à l'objectif de 3 % fixé par le traité de Maastricht.

● Surveillance.
Le second texte est destiné à renforcer les procédures de surveillance et la coordination des politiques économiques, sur la base de l'article 103 du traité. Il prévoit notamment que *« les Etats membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun et les coordonnent au sein du conseil* [des ministres]. (...) *Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission, élabore un projet pour les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres et de la Communauté et en fait un rapport au Conseil européen* [des chefs d'Etat et de gouvernement]. (...) *Lorsqu'il est constaté que les politiques d'un Etat membre ne sont pas conformes aux grandes orientations ou qu'elles risquent de compromettre l'Union économique et monétaire, le Conseil* (...) *peut adresser les recommandations nécessaires à l'Etat concerné* (...).

Si un pays dépasse la barre fatidique des 3 %, il est considéré en état de *« déficit excessif »* et devra prendre des *« mesures suivies d'effets »* pour rectifier cet écart.

● Sanctions.
Le troisième volet doit fixer un règlement concernant la mise en œuvre des procédures contre les déficits excessifs.

Ces dernières avaient fait l'objet à Dublin d'un affrontement entre les ministères des finances allemand et français à propos du déclenchement des sanctions – en dehors de situations exceptionnelles évidentes – si le déficit budgétaire d'un pays dépasse la limite de 3 % du produit intérieur brut.

En cas de défaillance, les Allemands souhaitaient le déclenchement automatique des procédures, les Français préférant que celles-ci soient soumises dans tous les cas à une décision politique, c'est-à-dire ordonnées par le Conseil.

Le compromis trouvé à Luxembourg définit plusieurs cas de figure : si un pays affronte une récession grave, avec une baisse brutale du produit intérieur brut de plus de 2 %, il est en situation exceptionnelle. Il ne peut alors y avoir de sanctions, même si des mesures d'urgence doivent être prises pour redresser la situation.

Dans le cas d'une chute du produit intérieur brut comprise entre 0,75 % et 2 %, le pays concerné peut plaider sa cause devant le Conseil, qui appréciera.

Au-dessous de ce seuil de 0,75 %, on considère *« en règle générale »* qu'il n'y a pas récession, mais gestion laxiste, et le compromis prévoit que le Conseil décide alors de sanctions systématiques.

Les sanctions financières prévues consistent en un dépôt sans intérêt d'un montant équivalent à 0,2 % du produit intérieur brut, ajouté à un dixième de la valeur du dépassement, avec un plafonnement prévu à 0,5 % du produit intérieur brut.

Ces sommes bloquées sont converties en amende au bout de deux ans, au profit des pays respectant le pacte.

Les cinq critères de Maastricht

Pour passer à la dernière phase de l'Union économique et monétaire, les Etats membres doivent respecter cinq critères dit *« de convergence »* précisés dans des protocoles annexés au traité de Maastricht :

– Le déficit public ne doit pas dépasser 3 % du produit intérieur brut.

– La dette publique brute ne doit pas excéder 60 % du produit intérieur brut.

– L'inflation ne doit pas dépasser de plus de 1,5 % la moyenne de celle des trois Etats membres ayant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

– Les taux d'intérêts à long terme ne doivent pas dépasser de plus de 2 % celui des trois Etats membres ayant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

– Les monnaies doivent respecter pendant au moins deux ans les marges normales de fluctuation prévues par le système monétaire européen (SME) sans dévaluation.

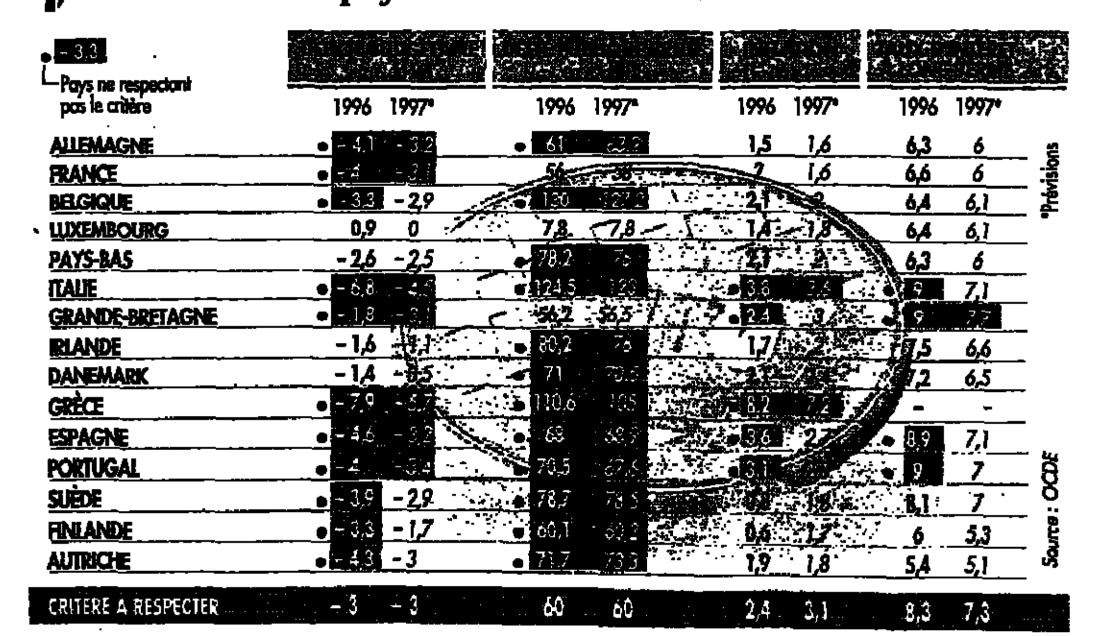
Orienter la construction européenne vers la lutte contre le chômage

Le premier, Jacques Delors, alors président de la Commission de Bruxelles, avait insisté, dès le début des années 90, sur la nécessité d'orienter la construction européenne dans un sens plus favorable à l'emploi ou, à tout le moins, dans une direction qui ne soit pas unilatéralement budgétaro-monétariste. Tel était le sens de son Livre blanc sur *« la croissance, la compétitivité et l'emploi en Europe »*, qui suggérait, notamment, de lancer une série de grands travaux d'infrastructures financés par un grand emprunt.

Même souci chez son successeur, Jacques Santer, qui lance à son tour, en 1996, un *« pacte de confiance pour l'emploi »*, là encore dans le but d'aller à la rencontre des préoccupations de l'opinion.

C'est dans le même esprit aussi que le président Jacques Chirac bataille, en décembre de la même année, pour que le pacte de stabilité (budgétaire) réclamé par les Allemands comprenne la mention *« et de croissance »*.

La situation des pays membres et les critères de l'euro



● -3,3 : Pays ne respectant pas le critère

	[illegible] 1996	[illegible] 1997*	[illegible] 1996	[illegible] 1997*	[illegible] 1996	[illegible] 1997*	[illegible] 1996	[illegible] 1997*
ALLEMAGNE	● -4,1	-3,2	● 61	63,2	1,5	1,6	6,3	6
FRANCE	● -4	-3,1	56	58	2	1,6	6,6	6
BELGIQUE	● -3,3	-2,9	● 130	127,2	2,1	2	6,4	6,1
LUXEMBOURG	0,9	0	7,8	7,8	1,4	1,8	6,4	6,1
PAYS-BAS	-2,6	-2,5	● 78,2	75	2,1	2	6,3	6
ITALIE	● -6,8	-4,5	● 124,5	120	● 3,6	2,5	● 9	7,1
GRANDE-BRETAGNE	● -1,8	-3,1	56,2	56,5	● 2,4	3	● 9	7,7
IRLANDE	-1,6	-1,1	● 80,2	75	1,7	2	7,5	6,6
DANEMARK	-1,4	-0,5	● 71	70,5	2,1	[illegible]	7,2	6,5
GRÈCE	● -7,9	-5,7	● 110,6	105	● 8,2	7,2	-	-
ESPAGNE	● -4,6	-3,2	● 68	69,9	● 3,6	2,7	● 8,9	7,1
PORTUGAL	● -4	-3,4	● 70,5	67,5	● 3,1	[illegible]	● 9	7
SUÈDE	● -3,9	-2,9	● 78,7	78,5	[illegible]	1,8	8,1	7
FINLANDE	● -3,3	-1,7	● 60,1	59,2	0,6	1,7	6	5,3
AUTRICHE	● -4,3	-3	● 71,7	73,3	1,9	1,8	5,4	5,1
CRITÈRE À RESPECTER	-3	-3	60	60	2,4	3,1	8,3	7,3

*Prévisions

Source : OCDE

Jacques Delors, président de la Commission européenne de 1985 à 1995

« Nous devons adapter notre modèle social sans le renier »

Selon l'ancien ministre de l'économie, les gouvernements doivent expliquer et consulter davantage pour faire accepter les réformes

ANCIEN président de la Commission européenne de 1985 à 1995, ancien ministre de l'économie et des finances, Jacques Delors était l'invité, dimanche 15 juin, sur France-Culture, du « Rendez-vous des politiques », émission mensuelle réalisée en collaboration avec *Le Monde*. Il était interrogé, sur le thème « De la France et des réformes », par quatre universitaires : Alain Finkielkraut, Blandine Kriegel, Danièle Sallenave et Alain-Gérard Slama. Nous publions des extraits de cet entretien.

DESSIN : IVAN SIGG

« *Le Monde.* – Lorsque vous avez annoncé, en décembre 1994, que vous ne seriez pas candidat à la présidence de la République, vous avez invoqué notamment *« l'absence de majorité »* pour soutenir une politique de réformes. Une telle majorité existe-t-elle aujourd'hui pour Lionel Jospin ?

– Je m'interroge encore. Je suis certain de mon diagnostic en 1994.

***Le Monde.* – Vous pensiez à une absence de majorité dans le pays ou parmi les forces politiques ?**

– Parmi les forces politiques. Pour ce qui concerne le pays, en expliquant, expliquant, expliquant, et en écoutant, écoutant, écoutant, on peut arriver à réformer.

Danièle Sallenave. – Quelle est votre analyse du résultat des élections législatives, cette « divine surprise » pour la gauche ?

– Il y a deux explications possibles. La première est que les Français se rappellent les promesses de M. Chirac et qu'ils l'ont sanctionné. La seconde est qu'ils seraient réticents à entrer pleinement dans le XXIe siècle et à affronter la grande mutation. Je ne peux pas encore trancher entre ces deux explications.

***Le Monde.* – Comment définiriez-vous cette « grande mutation » ?**

– Elle est à la fois économique et politique. La mondialisation, l'accélération du progrès technique, la mise en question de nos modèles sociaux, à nous Européens, représentent une très grande mutation. Nous sommes entrés dans un nouveau contexte économique, et la France a du mal à l'admettre culturellement, sociologiquement. Nous sommes condamnés à avoir une économie ouverte, à maîtriser les interdépendances, mais nous y allons en geignant et en étant poussés.

Alain Finkielkraut. – A chaque élection, l'opposition impute l'échec, l'impuissance ou la crise à la mauvaise volonté de l'équipe au pouvoir. Ce qui fait que celle-ci est remplacée. Y a-t-il aujourd'hui les moyens d'en sortir ?

– La France en est capable, mais elle ne pourra pas le faire, soit en écoutant les corporatismes, soit en les violant. Il faut donc trouver un moyen de jouer des organisations intermédiaires et de l'opinion publique, comme je l'ai fait, de 1969 à 1972, pour amener les syndicats et le patronat à accepter une politique contractuelle. Si on ne le fait pas, on aboutit aux impasses de la réforme de la Sécurité sociale lancée à l'automne 1995. Les explications n'avaient pas été données, les consultations n'avaient pas été suffisantes, la barque était trop chargée.

A. F. – Etait-ce une bonne réforme ?

– En elle-même, c'était une bonne réforme. Mais il fallait que tout le monde soit convaincu qu'il s'agissait d'une maîtrise médicale, et non pas seulement financière, des dépenses de santé. Il fallait en particulier convaincre les personnels de santé que c'était dans l'intérêt de tous. Cela n'a pas été fait. C'est pourquoi la réforme n'a pas été complètement réussie. Ce n'est pas une raison pour l'abandonner. Il faut en corriger les défauts.

Blandine Kriegel. – Une clarification n'est-elle pas nécessaire sur le choix du modèle politique européen ?

– Mon choix, c'est celui d'une fédération d'Etats-nations. Une fédération, parce que l'approche fédérale est la seule qui permette aux institutions d'être transparentes, relativement simples et efficaces. Des Etats-nations, parce que je crois à la survivance des nations, d'autant plus que, dans le monde de la globalisation, qui déstabilise, il faut nourrir le sentiment d'appartenance à une collectivité. Tous les présidents de la République française que j'ai connus sont pour une Europe forte, mais avec des institutions faibles, parce qu'ils n'arrivent pas à concilier l'efficacité et la transparence au niveau européen avec le maintien de la nation française et de son identité.

***Le Monde.* – Est-ce que vous ne jouez pas sur les mots ? Ou il y a fédération, ou il y nations...**

– Pas du tout. Si les Etats-nations décident d'exercer en commun la souveraineté dans des domaines précis, ils la localisent dans une structure fédérale. Le reste se passe au niveau national. Je n'ai jamais proposé que soient placés au niveau européen l'éducation, la culture, la Sécurité sociale, et même la santé. Ces domaines-là sont pour moi de compétence strictement nationale. Au niveau européen, il faut distinguer les domaines dans lesquels les marges de manœuvre à l'échelon national ne sont plus suffisantes – les domaines économique et monétaire – et ceux dans lesquels l'intérêt commun est d'agir ensemble. Je n'aurais jamais employé la formule *« politique extérieure et de sécurité commune »*, qui est dans le traité. J'aurais dit : chaque fois que les pays membres ont un intérêt commun en politique étrangère, ils décident d'une action commune. C'est tout à fait différent, et cela aurait évité bien des illusions.

Alain-Gérard Slama. – On développe beaucoup le thème de l'Europe sociale. Cette notion ne fait-elle pas plus peur qu'autre chose ?

– Je suis très agacé quand on dit qu'il n'y pas d'Europe sociale. D'abord, il y en a une, mais là où nous pouvons agir. Il y a même des négociations sociales au niveau européen, trois conventions collectives existent, auxquelles j'ai consacré dix ans d'efforts discrets. Ceux qui ont versé des larmes de crocodile sur Vilvorde, où sont-ils aujourd'hui ? Ceux qui ont crié à l'époque étaient, pour beaucoup, incompétents et, pour certains, hypocrites.

D. S. – La confusion sur la conception de l'Europe n'est-elle pas de nature à nourrir la montée de l'extrême droite ?

– Ce que les Français n'acceptent pas, et moi non plus, c'est le transfert clandestin d'éléments de souveraineté. Ce que je déplore aussi, c'est qu'à chaque fois qu'il y a une réforme impopulaire à faire, on dise que c'est à cause de Bruxelles. Notre démographie étant ce qu'elle est, dans vingt ans nous aurons moins d'actifs et beaucoup plus d'inactifs. Des gens de mon âge peuvent-ils prendre la responsabilité de continuer à accumuler des déficits publics pour faire peser demain sur ceux qui ont aujourd'hui entre deux et quinze ans une charge insupportable ? Mais on préfère dire que c'est à cause de Bruxelles ou des critères de Maastricht, qui ont une valeur comptable et pas plus. Ce qui m'a amené à aller travailler à la Commission européenne, c'est la hantise du déclin de nos pays, même si cela fait sourire certains. Pour moi, le principal combat, c'est de ne pas transmettre à mes enfants et à mes petits-enfants un continent à la dérive, un continent marginalisé. Quand j'explique aux Suédois, par exemple, que je veux une Europe à la fois puissante et généreuse, ils écarquillent les yeux. Une Europe puissante, c'est une conception qui leur apparaît proprement française, certains diraient napoléonienne. Mais nous n'avons aucune raison de céder sur notre vision.

***Le Monde.* – Ne suffit-elle pas qu'elle soit généreuse ?**

– Non, il n'y a pas de générosité sans puissance.

A. F. – Nous avons le sentiment d'être entraînés dans une sorte de déclin, mais rien ne nous indique que c'est l'Europe qui nous permettra d'y échapper.

– L'Europe apportera une valeur ajoutée à nos propres efforts nationaux, elle ne nous les épargnera pas. Actuellement ne se font entendre que ceux qui, au nom des principes, mettent des gens dans la rue pour ne rien changer. Et il y a ceux qui veulent tout chambouler, au nom de l'économie de marché. Cette tendance n'est pas très répandue en France, même si elle a ses lobbies, mais en Allemagne, c'est un vrai débat : faut-il abandonner le modèle rhénan au profit du modèle anglo-saxon ? Le chancelier Kohl a dit : non, nous devons adapter notre modèle. Nous devons, nous aussi, adapter notre modèle sans le renier, sans oublier d'où nous venons.

A. F. – Que pensez-vous du bilan politique et social d'Alain Juppé ? On a vu le rôle d'interlocutrice joué par Nicole Notat. Quand on voit que Marc Blondel veut aujourd'hui se poser en interlocuteur, est-ce vraiment un progrès social ?

– La faiblesse de la représentation syndicale en France explique beaucoup de choses, notamment le jeu bien connu de la Ve République, selon lequel un des dirigeants syndicaux essaie de devenir le chouchou, celui qui connaît les secrets du pouvoir. Le pouvoir est toujours tenté de jouer d'un interlocuteur contre un autre. Je partage à 100 % l'approche de Nicole Notat, mais je constate que le pouvoir précédent a voulu jouer de Nicole Notat, comme certains, à d'autres moments, ont pu jouer de la CGT ou de FO. C'est un jeu destructif pour la France.

A.-G. S. – *La France doit-elle* être gouvernée au centre ou par le centre ?

– Le centre, en tant que tel, est-il une conception politique ? Non. Mais il pourrait y avoir, grâce à un rééquilibrage entre l'exécutif et le législatif et une réhabilitation de la loi, des clivages différents selon les problèmes. Cela n'aurait rien de choquant. Cela se passe ainsi dans d'autres démocraties. Est-ce dans notre univers mental ? Ce n'est pas dans celui de la classe politique, mais c'est dans celui des citoyens.

A. F. – Une des raisons pour lesquelles vous n'avez pas été candidat à l'Elysée, c'est la crainte que ce clivage droite-gauche ne vous permette pas de faire passer les réformes qui vous paraissaient nécessaires. Le temps est-il venu d'une redistribution des cartes ?

– Il faudrait pour cela réintroduire un brin de proportionnelle. Je suis contre le Front national, mais je préférerais qu'ils aient vingt ou trente députés. Ils en ont au Parlement européen : à les entendre, cela suffit déjà à décourager les gens de voter pour eux. Un peu de proportionnelle, à l'exemple du scrutin municipal ou du système allemand, permettrait de sortir de cette dichotomie entre la droite et la gauche, qui aura peut-être un jour à nouveau un sens, mais qui, aujourd'hui, telle qu'elle est présentée, n'en a pas. Dans le fond, je me demande si on n'est pas en train d'inoculer aux Français un poison maudit qui serait d'espérer de tout changer pour ne rien changer. »

Propos recueillis par Thomas Ferenczi

Un intellectuel en politique

JACQUES DELORS n'est pas un homme politique comme les autres. Il se considère plutôt, non sans raison, comme un intellectuel désireux de faire entrer quelques-unes de ses idées dans la réalité. C'est ainsi qu'il a justifié jadis son passage, de 1969 à 1972, au cabinet d'un premier ministre gaulliste, Jacques Chaban-Delmas, porteur d'un projet de « nouvelle société ».


JACQUES DELORS

C'est en partie ainsi qu'il analyse son long mandat de président de la Commission européenne, de 1985 à 1995. Il vient de refuser d'entrer dans le gouvernement de Lionel Jospin au poste de ministre de la justice, ne s'estimant pas assez compétent. Car, pour lui, l'action politique ne s'improvise pas. Elle suppose un travail assidu de formation, d'information, de réflexion.

Sa spécialité à lui, ce sont les affaires sociales, l'économie, l'Europe. Sur ce terrain, qu'il laboure inlassablement depuis plusieurs décennies, il demeure fidèle à sa fibre de jeunesse, quelque part entre la démocratie chrétienne et la social-démocratie. Le clivage droite-gauche continue de le mettre mal à l'aise. Aussi la cohabitation ne lui déplaît-elle pas, puisqu'elle rend obligatoire le dialogue entre les deux camps. Il ne faudrait pas le pousser beaucoup pour lui faire avouer que sa préférence irait à une « grande coalition » réunissant gauche modérée et droite raisonnable. C'est parce que ces conditions politiques n'étaient pas remplies qu'il a refusé de se présenter en 1995 à la présidence de la République, alors qu'il avait de bonnes chances d'être élu.

Agé de bientôt soixante-douze ans (il est né le 20 juillet 1925), le voici devenu le « sage » de la politique française, disposé à offrir ses avis à ceux qui le lui demanderaient. Ce qui manque à la vie politique en France, dit-il, c'est le sens et l'habitude de la délibération. La « planification à la française », à laquelle il fut associé dans les années 60, fut, rappelle-t-il, l'instrument de ce nécessaire dialogue entre les intellectuels de toutes disciplines, les groupes socioprofessionnels et les fonctionnaires de l'Etat. Selon lui, un tel carrefour de discussion serait aujourd'hui utile pour assurer la pédagogie des réformes.

T. F.

Giorgio Giacomelli, directeur du programme de l'ONU pour le contrôle des drogues

« L'économie de la drogue se mondialise »

« Comment évolue le phénomène de la drogue sur la planète ?

– L'économie de la drogue se mondialise. Je vous en donnerai un exemple. Nous savons que les cartels de la drogue de Colombie étaient en contact avec des marchands d'armes pour acquérir un sous-marin russe afin d'amener leur cocaïne aux Etats-Unis. Voilà une idée de la nouvelle dimension du trafic.

– Quels sont les effets des nouvelles technologies ?

– D'abord, celles-ci permettent de produire toujours plus de drogue, des drogues toujours plus puissantes, toujours meilleur marché. Le défi du XXIe siècle, ce sont les drogues artificielles. L'économie est toujours plus ouverte, les frontières de plus en plus perméables. Le marché financier s'est globalisé. Avec un transfert informatique, vous pouvez envoyer instantanément tout l'argent que vous voulez dans les quatre coins du monde. La révolution des communications, la mondialisation favorisent non seulement le trafic mais aussi le phénomène de la drogue. Les idées, les modes voyagent sur les lignes téléphoniques, les ondes, grâce aux avions qui transportent partout des millions de personnes. Les phénomènes, dont celui de la drogue, font très rapidement tache d'huile. Et l'environnement devient très favorable à la drogue.

» Dans les grandes villes, les structures sociales, bonnes ou mauvaises, mais qui exerçaient un contrôle, disparaissent. Le rôle de la famille ou de la religion s'amoindrit, les idéologies disparaissent. Tout cela a fait exploser le phénomène de la drogue, le transformant en une pandémie sans précédent.

– Quels sont, à vos yeux, les principaux dangers aujourd'hui ?

– Une ambiguïté s'installe dans l'économie mondiale : la division entre activité criminelle et activité légale devient de plus en plus floue. Le blanchiment de l'argent, son réinvestissement, passe par une série d'étapes. On va du noir au blanc en passant par toute une nuance de gris. Peut-être de grandes multinationales, sans le savoir ou fermant un œil dans l'une ou l'autre de leurs incarnations, finissent-elles par être mêlées à cette nouvelle réalité économique. L'autre grand danger, c'est bien sûr la dégénérescence sociale. Les animaux humains n'ont plus le temps de s'adapter, ils se réfugient dans une réalité virtuelle, comme la drogue.

– Quelles sont les réponses possibles ?

– Il faudrait pouvoir donner, à ces problèmes, une réponse elle-même globalisée. Les gouvernements doivent lutter ensemble ou bien ils laisseront les mains libres aux organisations criminelles qui, elles, ne connaissent pas de frontières et n'ont aucun mal à coopérer entre elles. Les pays membres de l'ONU l'ont finalement compris. Mais nous sortons tout juste des querelles assez stériles entre Est et Ouest, Nord et Sud, entre pays producteurs et pays consommateurs. On s'est rendu compte que la drogue est produite partout, consommée partout. Tout récemment, la lecture du phénomène drogue est devenue la même pour tous. Le défi est perçu dans sa globalité comme une menace pour la sécurité des individus mais aussi des Etats, car l'économie légale est infiltrée par l'argent blanchi qui reste contrôlé par des mains sales. Il apparaît aussi comme une menace à la sécurité politique car la corruption pénètre les gouvernements, les Parlements, les justices.

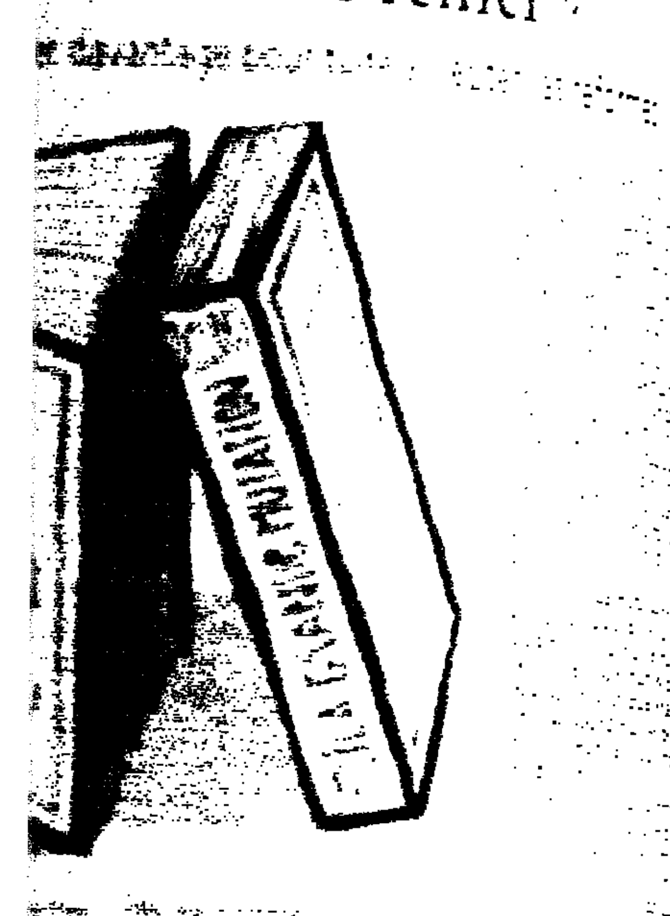
– A quel degré ?

– Le marché de la drogue est évalué à 500 milliards de dollars par an. C'est l'équivalent de la production totale annuelle, le PIB, d'un pays comme la France. Le marché de la drogue est le second marché mondial après celui des armes. Les criminels ont plus de moyens que nous. Le budget du programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues est de 75 millions de dollars par an [environ 430 millions de francs], principalement des contributions volontaires. Mais les criminels ont aussi des moyens bien supérieurs à l'ensemble des sommes consacrées à la lutte contre la drogue par tous les pays du monde. Ces sommes immenses, dont les criminels disposent librement, ne servent pas seulement à avoir une voiture de plus, une maîtresse de plus. Elles deviennent de véritables instruments de pouvoir dans l'économie et la politique.

– Quel est le rôle du programme de l'ONU ?

– Nous devons servir de catalyseur à la coopération internationale. Malgré quelques progrès, les Etats restent très jaloux de tout ce qui touche aux questions de sécurité. La coopération entre polices reste timide, la coopération judiciaire est très lente. Il faut mettre les informations en commun, organiser des opérations internationales d'infiltration des multinationales de la drogue. Nous attirons aussi l'attention des organisations financières internationales, la Banque mondiale, le FMI, la BERD, pour qu'elles prennent en compte le phénomène drogue dans leurs programmes d'assistance. »

Propos recueillis par Jean-Baptiste Naudet



L'avalanche

par Alain Peyrefitte

Le Monde du 3 juin assure que je préconiserais *« l'union pure et simple entre la droite et l'extrême droite, sur le modèle de celle que François Mitterrand avait nouée avec les communistes il y a vingt-cinq ans »*. Et celui du 4 juin que, *« traumatisé »* par *« les soixante-seize triangulaires du second tour »*, je prônerais une *« alliance entre la droite et l'extrême droite »*. Bonne occasion pour une mise au point qui voudrait apporter un peu de clarté dans un débat quelque peu confus.

Jamais je n'ai formulé de pareilles recommandations. Mon éditorial du *Figaro* du 2 juin a émis cette simple suggestion : *« Pour que la consultation prochaine ne voie pas se répéter le stupide scénario d'hier, il importe de réduire la fracture politique de la droite. »*

Qu'est-ce à dire ? Rien d'autre que ce que je martèle en vain depuis 1983. Nullement de passer un accord d'état-major avec M. Le Pen. Mais, tout bonnement, de cesser d'excommunier les électeurs du Front national. Cette démarche de simple respect à l'égard de quatre millions de nos concitoyens suffirait sans aucun doute pour qu'une bonne partie des électeurs du FN, après avoir manifesté leur mécontentement au premier tour, se rallient au second tour à la *« droite modérée »*, comme ils l'ont fait en 1988, en 1993 (un peu moins), en 1995 (moins encore).

Si j'ai évoqué *« l'union de la gauche »*, c'est pour indiquer que *« le PS aurait bonne mine à condamner cette démarche »*, lui qui est allé beaucoup plus loin *« en se félicitant hautement que François Mitterrand rapatrie le PC, quand celui-ci pesait plus lourd que le PS et quand Georges Marchais était un parfait stalinien »*. On le savait pourtant déjà : l'appareil du PC était subventionné par l'URSS ; certains de ses dirigeants, et non des moindres, étaient étroitement inféodés à Moscou, comme le prouvent aujourd'hui les archives de la Stasi et du Kremlin.

Mais je n'ai proposé aucunement d'imiter François Mitterrand pour aller jusqu'au bout de sa démarche. Je demande simplement assez de réflexion, d'imagination, de courage intellectuel, pour qu'on ne se laisse pas intimider par des idées toutes faites et un terrorisme injustifié. Depuis quatorze ans, je pose opiniâtrement cette question. Je n'ai donc pas attendu d'être *« traumatisé »* par le dernier revers.

Pourquoi, d'ailleurs, être *« traumatisé »* ? Nous en avons vu bien d'autres depuis 1958 (sans remonter plus haut). La gauche reste largement minoritaire en France. Elle le fut même pour la présidentielle de 1981. Elle n'a jamais conquis le pouvoir (1981, 1988, 1997) que par défaut, grâce à la division de ses adversaires. Le *« champ de ruines »* des *« droites »*, après le 1er juin 1997, n'est pas comparable avec celui de la gauche en 1993. Ne parlons d'ailleurs pas de *« séisme »*, phénomène imprévisible et sur lequel on n'a pas de prise ; mais plutôt d'*« avalanche »*, phénomène prévisible, et que l'on peut déclencher soi-même par imprudence. Cette dissolution a provoqué un accident malheureux. Ce n'est pas un cataclysme irréversible. L'écart entre la gauche et la *« droite parlementaire »* est de soixante-trois députés. Il eût donc suffi que celle-ci comptât trente-deux députés de plus, pour que le résultat fût inversé. Additionnez le déficit de voix des trente-deux battus de *« droite »* les moins mal placés. Vous trouvez un total de 13 190 voix. Arrondissez à 15 000 pour faire bonne mesure. Il eût suffi de 15 000 voix sur 25 382 069 votes exprimés, soit 0,06 % des suffrages, pour que la *« déroute »* devînt *« victoire à l'arraché »*... Faut-il se laisser impressionner par le verbiage tendancieux : *« La France a viré à gauche »*, *« Déroute de la droite »* etc. ? Qui peut douter qu'en évitant d'humilier les électeurs de MM. de Villiers et Le Pen on aurait permis à beaucoup plus de 15 000 voix de se reporter au second tour sur les candidats de la *« droite modérée »* ?

C'est du reste ce qu'a très bien compris M. Jospin. Au soir du premier tour, à Cintegabelle, le premier secrétaire du PS, tout en condamnant M. Le Pen, s'est adressé avec humanité aux électeurs de celui-ci, en les assurant qu'il comprenait leurs souffrances. Beaucoup de citoyens, en revanche, ont été surpris de constater qu'entre les deux tours, le président de la République n'envoyait pas le moindre signal à cet électorat. Encore plus surpris de lire que le premier ministre, dans la même semaine, aurait dit publiquement à un élu socialiste : *« Nous avons un ennemi commun, le FN »* ; et même, aurait précisé qu'*« à la place de son adversaire socialiste, il aurait honte de recevoir l'appui des électeurs de M. Le Pen »*. Comment espérer obtenir un soutien dont on proclame d'avance qu'il serait infamant pour celui qui l'accueillerait ?

Ce que je souhaite, c'est que la *« droite »* parlementaire n'insulte plus ces électeurs du FN. Qu'elle cesse de s'évertuer à les culpabiliser, ce qui provoque inévitablement un effet-boomerang. Et surtout, qu'elle cesse de gommer ses propres valeurs.

On veut oublier qu'en avril 1981, *M. Le Pen n'avait même pas pu obtenir* les cinq cents signatures de maires ; ces candidats ont obtenu 0,18 % des voix aux législatives de juin. Non seulement pendant les deux tours de la présidentielle, mais pendant les législatives qui ont suivi, ainsi qu'en témoigne le recueil des professions de foi, dit « Le Barodet », l'immigration et l'insécurité ont été absentes des débats où s'est formé le choix des Français.

En octobre 1983, lors de l'élection partielle de Dreux, M. Le Pen et le FN avaient fait leur apparition, après deux ans et demi d'exercice du pouvoir par la gauche, essentiellement à cause de son laxisme en matière d'immigration et de sécurité et de la faiblesse avec laquelle cette politique était combattue par la *« droite »* parlementaire... Celle-ci adopta même l'attitude suicidaire qui consistait à attaquer le Front national plutôt que la gauche. C'était tomber à pieds joints dans le piège adroitement tendu par François Mitterrand : celui de la dramatique division des droites, ciment du rassemblement de la gauche et garantie d'avenir pour elle, qui pourrait longtemps rester au pouvoir, tout en demeurant minoritaire dans le pays.

Pendant ces quatorze ans, hors tout *« traumatisme »*, et non sans marquer combien me paraissaient inacceptables certaines formules provocatrices de M. Le Pen à coloration raciste, xénophobe et antisémite, je n'ai cessé de mettre en garde la *« droite »* parlementaire contre un discours qui la coupait des électeurs du FN et les enfermait dans un ghetto ; à plus forte raison, contre la tentation de former avec la gauche un *« front »* dit *« républicain »*.

> Ce que je souhaite, c'est que la « droite » parlementaire n'insulte plus ces électeurs du FN. Qu'elle cesse de s'évertuer à les culpabiliser, ce qui provoque inévitablement un effet-boomerang. Et, surtout, qu'elle cesse de gommer ses propres valeurs

Par ce comportement, elle se laissait dérober ses propres valeurs, qu'elle finissait par ne plus oser proclamer, puisque le FN les revendiquait :

– le patriotisme ;

– la priorité accordée à l'intérêt supérieur du pays ;

– la sauvegarde de l'identité nationale ;

– la poursuite de la construction de l'Europe, mais dans le respect de la personnalité des Etats qui la composent, et sans remettre en cause le compromis de Luxembourg, c'est-à-dire le droit de veto pour une question considérée comme vitale par un Etat membre – réaffirmation qui fut nécessaire pour rallier au traité de Maastricht la Grande-Bretagne, le Danemark et, en France, le RPR (le gouvernement Bérégovoy s'engagea solennellement, à la veille de la ratification, à faire respecter ce compromis) ;

– l'entretien de l'esprit de défense et d'une armée garante de la sécurité ;

– une politique étrangère indépendante ;

– la fermeté dans la protection des victimes de l'insécurité et dans la lutte contre la criminalité, la délinquance et le terrorisme (ce que la gauche a dénoncé comme *« délire sécuritaire »*, puisqu'il n'y a pas d'insécurité, mais seulement un *« sentiment d'insécurité »*, de l'ordre du fantasme) ;

– la maîtrise de l'immigration – ce qu'on a taxé de *« racisme »* et de *« xénophobie »* ;

– la protection de la famille et l'encouragement à la natalité française (*« ordre moral »*, *« pétainisme attardé »*) ;

– la sensibilité aux principales attentes du peuple (qu'on stigmatise sous le nom de *« populisme »*).

En cessant de défendre ces valeurs fondamentales, et en laissant à l'extrême droite tout loisir pour s'en emparer, non seulement la *« droite »* parlementaire rejetait une partie importante de son électorat, mais, ce qui est plus grave, elle sapait l'intérêt supérieur du pays.

Pour parodier un mot qui n'était pas passé inaperçu, *« la gauche est au pouvoir pour trente ans, si elle ne fait pas de bêtises »*. Sauf si la droite cesse d'en faire, c'est-à-dire de se diviser ; par exemple, de traiter en ennemis ceux qui suivent des meneurs assez habiles pour phagocyter ses valeurs traditionnelles, tout en se livrant à de détestables dérives verbales. Pourrait-on espérer que des responsables de droite, assez insoupçonnables pour ne pas paraître poursuivre des ambitions politiciennes et assez indépendants intellectuellement pour échapper à la pression du *« politiquement correct »*, accoutument les yeux de leurs amis à voir, sans faux-fuyants ni mauvaises excuses, des réalités que le *« peuple de droite »*, lui, ressent instinctivement ?

Mais il ne peut s'agir que d'une lente prise de conscience. Tant que M. Le Pen reste à la tête du FN, aucune *« alliance »* de la *« droite »* parlementaire avec ce parti ne paraît acceptable ni par elle ni par lui. M. Le Pen, pour sa part, ne doit pas souhaiter assumer les responsabilités gouvernementales : sinon, il ne tiendrait pas si souvent des propos à l'allure irresponsable. Son jeu, son verbe, recherchent visiblement la satire bouffonne, le bruit polémique, la jubilation de brouiller les cartes. Ses écarts délibérés de langage ne sont en définitive que des dérobades. Elles ne feront pas éternellement illusion. Un jour arrivera où ses électeurs, que son incontestable talent de tribun a su rassembler, demanderont autre chose qu'un jeu de massacres, aussi hilarant soit-il. Il faut préparer ce jour.

Il n'y a pas d'espoir pour la *« droite »* modérée dans une négociation d'appareils. En l'état actuel des esprits, portés à l'incandescence, pareille tentative courrait d'ailleurs beaucoup plus de risques de faire éclater la *« droite »* parlementaire, qu'elle n'aurait de chances de rallier l'électorat que le FN a capté.

C'est donc une autre voie que la *« droite »* parlementaire et singulièrement le RPR doivent suivre. Recouvrer leurs valeurs, qu'ils donnent souvent l'impression d'avoir oubliées. Renoncer à rendre enragés deux Français sur dix en les entourant d'un cordon sanitaire. Ainsi se prépareront dans les mentalités les rassemblements futurs, sur des principes conformes à l'intérêt supérieur de la nation. Là est l'essentiel. Le retour des électeurs perdus sera donné de surcroît.

Alain Peyrefitte *est sénateur (RPR) de Seine-et-Marne, membre de l'Académie des sciences morales et politiques.*

Pour le développement durable des entreprises

par Francis Mer

En ce mois de juin 1997, plusieurs conférences internationales sur le thème du développement durable marquent le cinquième anniversaire de la création de ce concept au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992. Ce concept de développement durable a paru suffisamment stratégique pour conduire quatorze grandes entreprises françaises, depuis rejointes par une trentaine d'autres, à créer la même année l'Association française des entreprises pour l'environnement (EPE).

Pour se développer sans menacer leur environnement, les entreprises doivent en effet concilier leurs objectifs économiques et sociaux avec le respect de son intégrité sur le moyen et le long terme. Nous pensons aussi qu'une des conditions pour que ce développement soit « soutenu » est l'adhésion responsable et raisonnée de leurs partenaires que sont leurs personnels, leurs clients et les citoyens de leur région, de leur nation ou du monde. Cinq ans après, nous sommes convaincus que cet objectif du développement durable implique le respect de certaines conditions qui remettent en cause notre cadre traditionnel de réflexion et d'action.

L'environnement doit faire partie des priorités à traiter par les instances politiques au même titre que les questions économiques et sociales. Il doit donc faire l'objet d'un débat démocratique, c'est-à-dire transparent et responsable, entre les parties intéressées pour préparer les décisions des instances politiques et optimiser les relations administration-industrie. L'enjeu est important pour les industriels car ils ont besoin de connaître ces priorités dans leur choix d'investissement, de recherche et de production. Ils demandent, à juste titre, que ces priorités soient stables afin de pouvoir inscrire leurs efforts dans la durée nécessaire à leur rentabilisation. Durée également nécessaire pour que les effets de leurs décisions sur l'environnement, les ressources naturelles, la qualité de la vie et les modes de consommation aient leur plein impact.

Pour établir ce débat et pour fixer ces priorités environnementales, il faut inventer une démarche nouvelle. Cette démarche, EPE l'a mise au point, l'a testée et la propose : elle permet, en structurant le débat, le respect des opinions individuelles tout en dégageant une position d'équilibre du groupe concerné acceptable par tous ses membres. La première condition pour un développement durable est l'utilisation de cette démarche d'examen des priorités environnementales, avec les adaptations éventuellement nécessaires aux différents sujets et communautés visées.

L'industrie française a fait ces dernières années des progrès considérables dans la gestion de ses problèmes d'environnement (plan environnement d'entreprises, étude d'impact, étude de déchets, diagnostic de pollution des sols, analyse de cycle de vie, label environnemental, système de management environnemental, certification d'auditeur environnemental...). Ils laissent bien augurer du caractère durable des importants résultats obtenus dans la réduction des pollutions émises (sol, air, eau, déchets...). L'industrie française est ainsi passée d'une attitude réactive aux contraintes imposées par la réglementation, à une attitude proactive qui revendique la gestion coresponsable du problème de l'environnement. Elle concerne en effet toutes les fonctions de l'entreprise et s'intègre progressivement dans toutes les réflexions et actions des acteurs de l'entreprise. C'est aussi la garantie que ces actions sont durables et qu'elles ne correspondent pas seulement au traitement d'un problème particulier ou à l'application d'une nouvelle réglementation.

Pour leur part, les sociétés membres d'EPE se sont attachées à faire profiter, à l'aide de recueils d'exemples, guides méthodologiques et conférences de sensibilisation, tout le tissu industriel de leur expérience acquise dans ce domaine du management environnemental. Elles vont maintenant utiliser la relation client-fournisseur pour diffuser ces bonnes pratiques managériales. Une telle gestion proactive de la protection de l'environnement crédibilise, aux yeux du public, l'attitude responsable de l'industrie, sa détermination à continuer ses progrès et à gérer ces problèmes avec efficacité et dans la transparence. Elle permet aussi l'établissement de relations confiantes entre l'administration et l'industrie qui devraient conduire à un allègement des contrôles.

> L'environnement doit faire partie des priorités à traiter par les instances politiques

La protection de l'environnement suppose des changements dans la gestion des entreprises mais elle est aussi un moteur essentiel de l'innovation technologique. Réduire la consommation des moteurs d'automobile, alléger les véhicules, mettre au point des pesticides moins agressifs pour l'environnement utilisés en quantité beaucoup plus faibles et biodégradables, changer de procédé de synthèse d'un intermédaire chimique pour réduire les déchets de fabrication, mieux utiliser les engrais, alléger les boîtes boissons, valoriser les scories et les cendres de hauts-fourneaux, recycler les matériels en fin de vie, etc. autant de nouveaux procédés, de nouveaux produits mis sur le marché pour mieux protéger l'environnement, mieux économiser les ressources naturelles tout en n'oubliant pas leur nécessaire compétitivité. Ainsi, replacer les objectifs environnementaux dans une démarche d'innovation, permet de réaliser l'intégration écologie-économie dans une démarche de développement durable au plein sens du terme.

D'autres conditions doivent bien sûr être remplies pour favoriser le développement durable : que ce soit dans le domaine de la formation générale, de la sensibilisation de chacun à son rôle de citoyen respectueux de l'environnement ou dans ceux de la communication et de la recherche scientifique : là où les entreprises sont parties prenantes, EPE développe des programmes d'actions et des outils. L'obtention d'un développement « durable » nous paraît en effet si important qu'il justifie une mobilisation de tous les créateurs concernés et notamment celle de toutes les entreprises pour qui il doit faire partie intégrante de leurs objectifs.

Francis Mer *est président d'Entreprises pour l'environnement.*

Touche pas à mon président !

par Frédéric Thiriez

Le *« politiquement correct »* a conduit à jeter un voile pudique sur la question d'un éventuel départ du président de la République après la dissolution manquée de l'Assemblée nationale. L'opposition, devenue majorité, s'est bien gardée de l'évoquer, soucieuse qu'elle était de ne pas effrayer les électeurs par la perspective d'une vacance de l'Elysée, sans compter le risque réel de ne pas emporter une éventuelle élection présidentielle.

Il est vrai que nos concitoyens, qui préfèrent ne pas avoir deux œufs dans le même panier, ont pris goût à la cohabitation. Et, après tout, un exécutif divisé est un exécutif qui rassure... Pourtant, à y regarder de plus près, c'est plutôt le maintien de l'actuel chef de l'Etat qui s'apparente à une incongruité institutionnelle. Il n'est pas de pouvoir sans responsabilité. Et cette responsabilité s'exerce devant celui qui vous a donné le pouvoir. S'agissant du président de la République, élu directement par le peuple, sa responsabilité politique ne peut être mise en jeu que devant le suffrage universel. Par quel procédé ?

Par l'élection présidentielle, bien sûr, lorsque le président sortant s'y présente, à l'échéance normale ou après une démission. Par le référendum ensuite, lorsque le président décide, de par ses pouvoirs propres, d'y recourir afin de poser la question de confiance au pays. S'il est désapprouvé, il doit partir, comme le fit le général de Gaulle en 1969.

Mais par la dissolution aussi, autre pouvoir propre du président, autre manière de poser la question de confiance au peuple. Lorsque le président provoque *une dissolution anticipée*, au motif qu'il a besoin d'une majorité renouvelée pour conduire sa politique, et que le peuple lui refuse son vote, peut-il décemment rester ?

Imagine-t-on un instant que le père de notre Constitution serait resté à l'Elysée si la dissolution de 1968 lui avait amené une majorité hostile ?

François Goguel, dans son illustre cours sur les institutions politiques françaises (IEP, 1967-1968), l'avait bien vu : *« Le schéma du régime tel qu'il faut le concevoir pour qu'il soit équilibré et démocratique, c'est qu'après une dissolution malheureuse pour la politique que veut faire faire par son gouvernement le président de la République, celui-ci doit s'en aller »*.

Ne pas démissionner, en effet, c'est revendiquer l'irresponsabilité politique du président. Et, dans la mesure où pouvoir et responsabilité vont de pair, c'est affaiblir gravement la fonction présidentielle.

Frédéric Thiriez *est avocat.*

AU COURRIER DU « MONDE »

Folie des grandeurs

Heureusement, il y a des poètes qui louent si bien notre planète. Car horripilants sont la douzaine de chercheurs de l'université de Maryland, ainsi que M. Robert Constanza de l'Institut pour l'économie de l'environnement (*Le Monde* du 17 mai). Une folie des grandeurs inutile ou une folie dramatique de ces grosses têtes égocentriques ? Les voilà à chiffrer une valeur pour l'océan, une pour la forêt tropicale, une moindre pour les céréales. Estimation qui pourrait faire rire les Martiens. Jusqu'où peut aller l'utopie de certains hommes ! Pourrions-nous vivre sans oxygène, sans eau, et surtout, sans soleil ?

Ce qui est primordial échappe aux grands calculs de la matière grise pensante universitaire, qui finira bien par calculer la valeur des châteaux de sable, mais attention, ce sont des châteaux bien éphémères.

Jean-Paul Wagner, Strasbourg

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Nuages sur Hongkong

LES nuages diplomatiques s'amoncellent *autour de la rétrocession* de Hongkong à la Chine, le 30 juin. Les cérémonies étaient promises au faste et à la pompe. Flanqué d'éminents chefs de file de la communauté internationale, le numéro un chinois Jiang Zemin devait célébrer la fierté recouvrée de la *nation chinoise jadis « humiliée »*. Le scénario était fin prêt.

Or voilà qu'il essuie ses premiers « couacs » avec une vilaine querelle. Le secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright menace les cérémonies d'un boycottage partiel si les Chinois persistent à se livrer à un détournement du protocole : profiter de l'événement pour orchestrer une séance d'investiture de l'assemblée locale pro-Pékin, illégale aux yeux des démocrates car dépourvue de toute légitimité démocratique. *Tony Blair, lui aussi, cherche* à éviter de cautionner un tel dévoiement des célébrations. On ne peut qu'approuver ce refus d'accorder l'onction à une pseudo-assemblée qui se comporte déjà piteusement comme une *chambre d'enregistrement* des projets liberticides du régime chinois.

Déplorable, cette affaire a, au moins, le mérite de réveiller un débat difficile, âpre, parfois outrancier, mais salutaire dès lors qu'il s'agit de clarifier le statut international de la Chine.

***L'enjeu est double*: moral et diplomatique. La morale, c'est évidemment le sort que va connaître la fragile démocratie parlementaire de Hongkong. Le succès de la récente manifestation en souvenir de la tragédie *de Tiananmen vient de montrer* que la flamme scintille toujours avec le même éclat. *Les cyniques* qui glosent sur une prétendue insensibilité des Hongkongais à l'exigence de citoyenneté en ont été pour leurs frais.**

L'enjeu diplomatique, c'est *l'instabilité récurrente* des relations sino-américaines. Hongkong *risque fort d'ajouter* à un passif déjà lourd. La volonté de décrispation au sein de l'administration Clinton est pourtant incontestable, comme vient de l'illustrer le vibrant plaidoyer de Mme Albright en faveur du renouvellement *de la clause* de la nation la plus favorisée. Mais la politique chinoise des Etats-Unis est en train de changer de cadre. Elle n'est plus du seul ressort de la Maison Blanche, voire du Congrès. Débordant les *cénacles de Washington, un vi*rulent courant anti-chinois – alliant droite religieuse et gauche syndicale – commence à enfiévrer certaines franges de l'opinion.

Faut-il s'en alarmer ? Non, si *l'objectif est de maintenir* intacte la vigilance sur les droits de l'homme. Oui, si le résultat est de démoniser Pékin, nouveau fantasme propre à assouvir le « besoin d'ennemi » d'une certaine Amérique manichéenne. Plutôt que de se cabrer dans la paranoïa nationa*liste, à Hongkong et ailleurs*, Pékin aurait tout intérêt à leur apporter une réponse simple : le respect du code de civilité internationale.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iena Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'œuvre « pernicieuse » de Charlie Chaplin

M. RANKIN, député du Mississippi, vient de demander à la Chambre l'expulsion de Charlie Chaplin, dont *« la vie*, dit-il, *porte atteinte à la structure sociale américaine »*. Pas moins !

Certes M. Rankin est en son genre un cas unique. Raciste notoire, il présida longtemps la commission des activités dites « non américaines ». A ce titre, il fit preuve d'une indulgence complice à l'égard des terroristes du Ku Klux Klan et autres assommeurs professionnels de Noirs. *Sa sévérité s'exerça* à sens unique contre les communistes, et surtout contre bon nombre de libéraux qualifiés de *« rouges »* pour la circonstance.

On peut penser ce que l'on veut de Charlie Chaplin et de sa vie privée. Citoyen britannique, il refuse, dit-on, de devenir citoyen américain. On lui reproche aussi la tendance de ses films. M. Rankin considère ces productions comme *« dégradantes »* et *« pernicieuses pour la jeunesse américaine »*.

C'est son droit le plus absolu. *Mais de là à demander* l'expulsion d'un artiste qui, à l'étranger en tout cas, honore le cinéma américain, il y a une marge, que M. Rankin franchit allègrement et sans crainte du ridicule.

Mais l'incident prête-t-il seulement à rire ? L'expérience a montré où aboutissait cet ostracisme intellectuel. On commence par condamner l'œuvre comme *« dégradante »* et *« pernicieuse »*, puis on finit par faire taire l'auteur. Technique totalitaire qui a fait ses preuves à Berlin et à Moscou.

Henri Pierre
(17 juin 1947.)

L'impasse au bout des législatives en Algérie

MÊME SI les élections législatives algériennes ont été entachées de fraudes et d'irrégularités, elles donnent de la société une image instructive. *On y distingue, derrière les chiffres*, un pays rongé par le scepticisme, méfiant vis-à-vis du pouvoir et, en fin de compte, toujours attaché aux valeurs de l'islam telles que le Front islamique du salut (FIS) sut les incarner il y a quelques années.

Selon les résultats officiels publiés, le 9 juin, par le Conseil constitutionnel, quelque 2,5 millions d'électeurs ont choisi la liste d'un des deux grands partis islamistes représentés au scrutin, soit plus *d'un votant sur quatre. En décembre* 1991, *au pre*mier tour des précédentes législatives, les islamistes – *c'est-à-dire essentiellement le FIS* – avaient obtenu 3,8 millions de suffrages. Entre-temps, le corps électoral s'est accru de plus de 3 millions de personnes.

Les dirigeants algériens auraient donc gagné leur pari et *« éradiqué »* le courant islamique. C'est oublier que celui-ci reste le deuxième cou*rant politique algérien, toutes tendances confon*dues. Nombre d'Algériens sont même convaincus que les islamistes *« modérés »* de Mahfoud Nahnah, dirigeant du Mouvement de la société pour la paix (MSP), affilié à l'organisation des Frères *musulmans, l'ont emporté* à l'échelle du pays et que le régime, par ses manipulations, leur a volé la victoire.

Le fait est que les réunions publiques de Mahfoud Nahnah ont fait recette dans le pays tout entier. Sous des dehors patelins, l'homme a su capter les classes moyennes arabophones, celles qui s'estiment lésées par l'emprise des francophones sur les leviers politiques et économiques du pays. *Son parti, s'il a été contraint* de changer de nom pour se mettre en conformité avec la nouvelle loi électorale, est le plus ancien mouvement islamiste algérien. Le mieux structuré aussi. Il contrôle les plus puissantes des associations algériennes.

Effrayé par le succès populaire de Mahfoud Nahnah, le pouvoir a choisi de contre-attaquer et de lancer contre lui de virulentes attaques personnelles au cours des dernières semaines de la *campagne électorale. Membres du gouvernement* (démissionnaire) d'Ahmed Ouyahia, les islamistes *« modérés »* du MSP *ne feront vraisemblablement* pas partie de la prochaine équipe. Le régime peut se dispenser de leur soutien. Paradoxalement, les islamistes du MSP sont redoutés alors même qu'à la différence du FIS ils n'ont jamais souhaité *prendre le pouvoir*. Ce qu'ils cherchent, c'est l'orienter, l'infléchir en faisant la part belle à l'islam.

Les résultats du scrutin posent une autre question. Comment expliquer la percée du mouvement Ennahda (MN) l'autre parti islamiste, qui avec trente-quatre sièges arrive en quatrième position ? Jusqu'ici implanté dans l'est de l'Algérie, le parti que dirige cheikh Djaballah, quarante ans, un *ancien prédicateur* des mosquées de l'Est, a élargi son assise géographique, raflant, par exemple, deux sièges à *Alger. Sur le fond, rien* d'essentiel ne sépare le MSP, de Mahfoud Nahnah, du mouvement Ennahda. Ni l'un ni l'autre, par exemple, ne veut entendre parler d'une modification quelconque du code de la famille, pourtant très rétrograde. En revanche, les deux dirigeants ont des personnalités différentes. Autant *Mahfoud Nahnah, « le cheikh en complet-veston »*, déploie tous ses talents d'ancien acteur de théâtre pour incarner un islam ouvert sur *l'Occident*, autant l'ultra-conservateur Djaballah, fidèle à la gandoura et à sa *araguia* (la calotte blanche), s'affiche comme un adversaire irréductible du *taghrib* (l'occidentalisation).

LA RÉSISTANCE PASSIVE

Interdit depuis 1992, le FIS, par la voix de ses représentants à l'étranger, avait recommandé à ses sympathisants de s'abstenir ou de voter pour les partis favorables à la paix (le FFS, d'Hocine Aït Ahmed, ou le Parti des travailleurs, de Louisa Hanoune). Officiellement, 35 % des électeurs ne se sont pas rendus aux urnes le 5 juin. Aux présidentielles de novembre *1995, ils n'avaient été que* 25 % à s'abstenir.

Si les abstentionnistes ont été aussi nombreux aux législatives (d'aucuns parlent d'un taux de participation qui n'aurait pas dépassé 50 %), c'est qu'une partie des sympathisants du FIS ont répondu à l'appel de leurs dirigeants. A Bab El *Oued, quartier populaire de la capitale, des jeunes* attablés à la terrasse d'un café symbolisaient bien ce refus ostentatoire d'aller voter. *« Le FIS ne mourra jamais »*, lançait l'un d'eux, comme par défi.

Au-delà, le taux élevé des abstentionnistes révèle une profonde désaffection des Algériens pour *le politique. Ne pas voter, c'était, d'une certaine* façon, opposer une résistance passive à un pouvoir honni. La publication des résultats du scrutin, la certitude aux yeux d'une majorité d'Algériens qu'ils ont été falsifiés ne peuvent qu'accroître ce rejet du politique. Face à un constat aussi désespérant, comment s'étonner que la violence apparaisse à *certains comme l'unique* recours, la seule issue possible ?

Le pouvoir algérien a la possibilité de briser ce cercle et de ramener la paix. Il lui suffirait de négocier un partage du pouvoir. En humiliant le FFS, d'Hocine Aït Ahmed, et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), de son rival Saïd Sadi, crédités d'un nombre de voix en deçà de leurs espérances, les dirigeants algériens ont clairement montré aux Occidentaux qu'il fallait s'en tenir à un affrontement entre le pouvoir et les islamistes et qu'entre les deux rien n'existe. L'impasse reste totale.

Jean-Pierre Tuquoi

Les gens
par Kerleroux



Les choix économiques sous le sceau de l'urgence

Suite de la première page

Or, dans l'intervalle, les termes du débat se sont modifiés. D'abord, l'audit des finances publiques que *le gouvernement va bientôt lancer* devrait confirmer, comme le suggérait récemment une note de la direction du budget (*Le Monde* du 18 avril), que la France n'est pas près, même *« en tendance »*, de respecter les fameux critères de convergence. Cette note estimait que les déficits publics pourraient *encore* avoisiner 3,7 % en 1997, après 4,2 % en 1996. Pour 1998, la *donne n'est guère plus rassurante*, puisque le gouvernement ne peut plus compter sur la « soulte » de 37,5 milliards de francs versée en 1997 à l'État par France Télécom. Autrement dit, sans recette nouvelle, les déficits risquent d'être majorés mécaniquement de 0,45 point de PIB.

En outre, maintenant qu'il est aux affaires, M. Jospin a pu mesurer la difficulté de la négociation européenne. *Une chose est, dans* l'opposition, d'indiquer une solution *idéale* ; autre chose est, une fois au pouvoir, de parvenir à dégager un consensus européen. Par la *force des événements*, le nouveau premier ministre a donc dû mettre de l'eau dans son vin et accepter le pacte de stabilité, dans l'espoir que celui-ci soit enrichi de mesures complémentaires, visant à assurer une meilleure coordination des politiques économiques en faveur de la croissance et de l'emploi.

Quels que soient les résultats du sommet d'Amsterdam, cette évolution de la position des socialistes français porte témoignagne des difficultés qui les attendent. Car, lors *de son discours de politique géné*rale, jeudi 19 juin, M. Jospin devra, en tout état de cause, fixer un cap budgétaire. Dans la logique initiale de refus du pacte de stabilité, indiquera-t-il que son ambition est seulement de maintenir les déficits publics à leurs niveaux actuels, que l'audit révélera ? Ou bien, dans la nouvelle logique d'acceptation du pacte, annoncera-t-il qu'il a l'inten*tion de les réduire, même si ce n'est* pas dans les proportions prévues par le traité ?

La question est évidemment décisive, car si les déficits publics français finissent par atteindre 3,2 % ou 3,3 % du PIB en fin d'année, cette légère entorse aux critères de Maastricht serait sans conséquence. Ni les autorités allemandes – qui peinent, elles aussi, à tenir parole – ni même les marchés financiers, toujours à l'affût, n'en prendraient ombrage.

GLISSEMENT SÉMANTIQUE

Qu'adviendrait-il, en revanche, si les déficits publics devaient rester durablement au-delà de la barre de 3,5 % ? Les socialistes français sont indéniablement pris dans un carcan. Même si les autorités allemandes finissent par faire un geste de conciliation, elles n'en seraient, sans doute, que plus exigeantes pour obtenir le respect des critères de Maastricht. Dans tous les cas de figure, M. Jospin a donc des choix *douloureux* à faire dans les prochains jours, pour arrêter les priorités du collectif budgétaire qui doit être discuté dès juillet au Parlement, comme pour fixer la philo*sophie du projet de loi de finances* pour 1998, qui doit être bouclé dans le courant de cet été.

L'autre casse-tête a trait aux salaires et à l'emploi. Certes, on connaît, là encore, les priorités du gouvernement. Les socialistes ont *fréquemment répété* que leur objectif principal était d'interrompre la déformation du partage de la valeur ajoutée qui s'est produite depuis le début des années 80, à l'avantage des profits et au détriment des salaires. En un peu plus de quinze ans, la part des salaires dans la valeur ajoutée est ainsi tombée de près de 70 % à un peu moins de 60 % et la part des profits *a progressé dans* les mêmes proportions.

Il y a, toutefois, de multiples manières de procéder à ce rééquilibrage. Il est ainsi possible de prôner une politique salariale plus expansive. L'Etat peut peser en ce sens grâce aux deux leviers que sont le SMIC et les rémunérations du secteur public. Une autre solution est de prôner une politique de rigueur salariale, pour donner la priorité aux créations d'emplois.

Les socialistes ne méconnaissent pas ce dilemme et savent que toute augmentation des salaires, si elle *est mal calibrée, peut alourdir* le coût du travail non qualifié et donc pousser le chômage encore plus à la hausse. On en trouve, d'ailleurs, une trace dans leurs documents récents. En décembre, la plate-forme du PS préconisait la tenue d'une *« conférence sur les salaires »*. Puis, dans un glissement sémantique peu remarqué mais évidemment révélateur, M. Jospin a annoncé, avant même le début de la campagne, qu'il s'agirait, en fait, d'*« une conférence sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail »*. Derrière cette modification d'intitulé qui ne doit évidemment rien au hasard, on devine donc une question non réglée : pour reprendre le jargon des experts, quel sera le partage emploi-salaire que les socialistes voudront effectuer ?

La difficulté, pour le gouvernement, est d'autant plus grande que le pays n'a pas forcément compris la nuance que recouvre ce changement de dénomination. Recommandant une politique plus favorable au pouvoir d'achat des ménages, les socialistes ont forcément suscité des espoirs avec lesquels ils vont devoir composer. Alors quel arbitrage M. Jospin rendra-t-il le *1er juillet pour le SMIC ?* Dans tous les cas de figure, il sera symbolique.

C'est donc la principale difficulté à laquelle les socialistes sont confrontés. Pris de court par la dissolution, ils n'ont pas eu le temps de peaufiner toutes leurs propositions économiques. Et maintenant qu'ils sont aux commandes, le temps leur sera encore plus compté. Avec les dossiers de l'Europe, des finances publiques ou encore des salaires, qui tous arrivent sur la table du premier ministre, voici venu le moment de l'urgence...

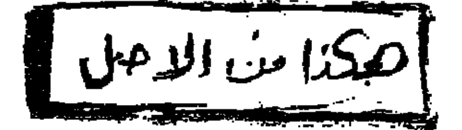
Laurent Mauduit

RECTIFICATIF

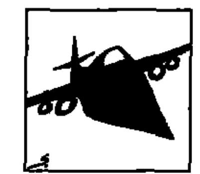
PAUVRETÉ

Dans l'article consacré au rapport annuel sur le développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (*Le Monde* du 13 juin), il fallait lire que la pauvreté a davantage reculé au cours des cinquante dernières années (et non des cinq, comme indiqué par erreur), que pendant les cinq siècles précédents.

les législatives en Algérie



AÉRONAUTIQUE Dans une lettre adressée à Yves Michot, PDG d'Aérospatiale, mais envoyée en copie aux ministres français, Dick Evans, le PDG de British Aerospace (BAe), a fait part de ses inquiétudes sur le rythme de la restructuration européenne. Manfred Bischoff, le président de Daimler-Benz Aerospace, a envoyé une lettre similaire à Yves Michot. ● LA RESTRUCTURATION d'Airbus est le premier motif de leur impatience. Ils estiment que le schéma adopté le 27 mai n'est qu'un premier pas. ● L'INTÉGRATION doit aller plus loin, à leurs yeux, entre les groupes européens, civils et militaires. ● LE STATUT PUBLIC d'Aerospatiale préoccupe aussi ses partenaires.



Les partenaires européens d'Airbus s'impatientent des indécisions françaises

Les PDG de British Aerospace et de DASA ont écrit au PDG d'Aerospatiale pour insister sur la nécessité d'une forte intégration de l'industrie en Europe. Le changement de gouvernement brouille à nouveau les perspectives d'avenir de ce groupe public

DANS UNE LETTRE adressée à Yves Michot, PDG d'Aerospatiale, mais *envoyée en copie*, pour la première fois dans les annales de l'aéronautique, aux ministres de tutelle de son partenaire français, Dick Evans, le PDG de British Aerospace (BAe) a fait part de ses inquiétudes sur le rythme de la restructuration européenne. Manfred Bischoff, le président de Daimler-Benz Aerospace, a envoyé une lettre similaire à Yves Michot mais s'est contenté d'en adresser une copie aux ministres allemands.

L'attitude du groupe français au sein du consortium Airbus est au cœur des récriminations européennes. Ses partenaires du groupement d'intérêt économique (GIE) ont relativisé, dans leur courrier, l'accord conclu avec Aerospatiale le 27 mai dernier, sur le nouveau schéma d'intégration d'Airbus (*Le Monde* des 8 et 9 juin). Cet accord exclut le transfert d'actifs (usines et bureaux d'études) à la future société Airbus, selon les vœux français. Britanniques et Allemands ont certes accepté. Mais rien de définitif n'a été signé. Et BAe et DASA n'ont pas apprécié qu'Aerospatiale présente ce schéma comme définitivement acquis.

« Airbus doit avoir le contrôle de toutes les étapes du processus de production des avions, de la phase de développement au service après-vente, en passant par la fabrication », a expliqué Manfred Bischoff au Salon du Bourget, dimanche 15 juin. *« La question de la propriété juridique des actifs est secondaire puisque ce schéma ne constitue qu'une étape vers un schéma d'intégration plus global à la fois d'Airbus et de l'ensemble de l'industrie aéronautique »*, a-t-il ajouté.

Les avions civils font l'essentiel du marché

AVIONS COMMERCIAUX 67%
11% AVIONS DE COMBAT/ENTRAINEMENT
7% AVIONS RÉGIONAUX
5% TRANSPORT MILITAIRE ET MISSION SPÉCIALE
5% HÉLICOPTÈRES
4% AVIONS D'AFFAIRES
1% MISSILES
* hors marchés captifs (militaire américain, CEI, Chine) et hors maintenance

Selon les prévisions d'Aerospatiale le total du marché aéronautique sur 20 ans serait de 1 100 milliards de dollars, soit 55 milliards de dollars par an en moyenne.

De son côté, Jean Pierson, l'administrateur-gérant d'Airbus, fait preuve de prudence à l'égard de ses actionnaires. Refusant les divergences d'appréciation de ses partenaires, il s'en tient à la lettre d'intention du 13 janvier qui prévoit la création d'une société unique avant la fin 1999 pour répondre au défi américain imposé par la fusion entre Boeing et McDonnell Douglas. *« Nous continuons le processus prévu qui mobilise plusieurs groupes de travail chargés de déterminer la valeur des actifs et les aspects légaux, sociaux et d'organisation d'une future société intégrée »*, explique-t-il.

John Weston, directeur général de British Aerospace, a précisé la position britannique, de plus en plus proche de la position allemande. *« La consolidation européenne doit vaincre les frontières nationales. Nous devons réunir rapidement Dassault, British Aerospace, DASA et Aerospatiale dans un schéma où aucun actionnaire national ne pourra dominer les autres »*, a-t-il expliqué. Ironisant sur la situation française où *« le résultat des élections a privé les joueurs de ballon, notamment dans la coupe Thomson »*, il ajoute : *« Les Français devraient plutôt penser à la coupe d'Europe et à la coupe du Monde »*.

En privé, certains partenaires d'Aerospatiale sont encore plus critiques. Accusés de *« bloquer le processus d'intégration européenne et de jouer le statu quo »*, ses dirigeants sont jugés *« incapables de se projeter dans l'avenir car tétanisés à l'idée qu'Aerospatiale perde ses actifs un par un au profit de structures européennes »*. Certes, certains trouvent encore des excuses à Aerospatiale. *« C'est beaucoup plus difficile pour eux que pour nous de partager un savoir-faire et des actifs dont ils revendiquent légitimement la principale paternité, notamment pour Airbus »*, expliquent-ils. *« Et l'incertitude qui plane sur la fusion avec Dassault ne facilite pas les orientations stratégiques de son management »*, admettent-ils encore. *« Les sociétés publiques sont traditionnellement beaucoup plus attachés à la propriété physique des actifs industriels »*, reconnait Chris Geoghegan, directeur général de la division Airbus de BAe.

PAS COMPATIBLE

Les avertissements allemands et britanniques sont pourtant pris au sérieux. DASA a choisi, en mai dernier, le groupe Lagardère et non Aerospatiale pour s'allier dans les satellites et les missiles. *« Nous avons essayé d'établir une telle alliance avec Aerospatiale pendant deux ans et demi sans succès »*, justifie M. Bischoff. Qu'en sera-t-il demain pour Airbus ? Chris Geoghegan, directeur général des activités Airbus au sein de BAe, déclare au *Monde* : *« Nous préfererions que tous les partenaires aillent au même rythme, mais si cela n'est pas possible, nous ne pourrons pas ramener le rythme d'intégration à celui du partenaire le plus lent »*. *« Je ne dirai pas qu'Aerospatiale a un rythme lent, mais qu'elle ne va pas à la vitesse à laquelle j'aimerais la voir aller »*, répond en écho Manfred Bischoff. *« Si la décision ne relevait que de nous, il est évident que BAe et DASA fusionneraient immédiatement »*, ajoute-t-il.

Certains dirigeants d'Aerospatiale estiment qu'un mariage entre les Allemands et les Britanniques n'est pas juridiquement compatible avec les règles de fonctionnement du GIE. D'autres se contentent d'affirmer que *« cela ne leur donnera pas pour autant plus de pouvoir au sein d'Airbus »*. *« Ce qui sauve Aerospatiale, c'est l'Eurofighter* (l'avion de combat concurrent du Rafale). *Tant que le gouvernement allemand n'aura pas donné son feu vert pour la poursuite de ce programme, il n'y aucune chance que les deux Européens s'allient »*.

Au-delà des hésitations françaises, c'est le statut public d'Aerospatiale qui préoccupe ses partenaires. M. Weston estime que *« seules les sociétés privées pourront participer aux restructurations européennes »*. M. Bischoff explique qu'une société privatisée Aerospatiale a sa préférence mais que, dans le cas contraire, *« il est hors de question que l'Etat français, en tant qu'actionnaire, puisse s'opposer, par exemple, à des décisions de gestion des effectifs pour des considérations politiques »*. Autrement dit, les usines de Chester, Hambourg, Saint-Nazaire ou Toulouse ne doivent pas devenir des Vilvorde.

Christophe Jakubyszyn

Boeing « l'européen »

Accusé de chercher à établir un monopole aéronautique en imposant la fusion Boeing-McDonnell Douglas, le constructeur aéronautique américain Boeing a choisi de se vêtir des couleurs européennes au Salon du Bourget. *« Au cours des cinq dernières années, le Boeing 737, motorisé exclusivement par General Electric et la Snecma, a généré 2,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour le motoriste français. D'ici à l'an 2000, la nouvelle génération de 737 lui rapportera 7 milliards de dollars »*, a affirmé Ron Woodward, président de la branche d'aéronautique commerciale du constructeur de Seattle, dimanche 15 juin. *« De la même manière, le britannique Rolls Royce, qui motorise plusieurs de nos avions, a réalisé 72 % de son chiffre d'affaires grâce à Boeing au cours des cinq dernières années »*, a-t-il ajouté.

L'avion de transport militaire toujours en quête de financement

QUAND L'AVION de transport futur (ATF), un cargo militaire conçu en Europe, verra-t-il le jour ? Ou bien ce programme est-il condamné avant que d'être né ? Les états-majors et les industriels de huit pays (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Portugal, Royaume-Uni et Turquie) en parlaient bien avant le Salon de 1995 où, déjà, on s'attendait à une décision positive qui n'est jamais venue. A moins que la France ne prenne une initiative qui pourrait consister à financer une phase de prédéveloppement à hauteur de 150 millions de francs grâce aux économies obtenues sur d'autres programmes d'armement, l'ATF semble, en 1997, aussi mal parti que précédemment et, avec lui, les Européens.

Toutes les armées de l'air, qui mettent l'accent sur la création de forces dites de projection, sont en quête d'un avion de transport pour larguer ou poser, sur des pistes sommairement équipées, des parachutistes et des charges lourdes, par exemple des blindés ou des hélicoptères. L'ATF serait un quadriturbopropulseur capable d'acheminer 25 tonnes sur une distance de 3 700 kilomètres ou 17 tonnes à 5 500 kilomètres.

Huit pays européens ont ce besoin en commun. Sauf à accepter d'acheter des avions (comme le C-17 ou le Hercules C-130J) aux Etats-Unis ou à en louer à la Russie et à l'Ukraine en cas de nécessité, ils ont imaginé le projet d'un ATF européen au service d'une force de projection conjointe. Pour limiter leurs dépenses, les gouvernements ont, sur la proposition de la France et après bien des tergiversations, émis l'hypothèse d'une approche commerciale, à savoir un financement privé – par des emprunts bancaires – sous le contrôle d'une filiale, baptisée Airbus Military Company (AMC), du consortium européen. A charge pour les Etats de s'engager sur des commandes fermes groupées et à verser des acomptes comme n'importe quelle compagnie aérienne. A charge, aussi, pour les constructeurs de garantir des prix forfaitaires. Mais, au fil du temps, les ambiguïtés propres à l'Europe sont apparues au point de paralyser la décision et d'en provoquer le report. Les clients potentiels ont avancé divers arguments, comme la difficulté d'harmoniser leurs calendriers, les caractéristiques de l'avion et jusqu'au coût prévisible de l'opération.

> En France, le besoin a été évalué à une cinquantaine d'appareils

Le Royaume-Uni a donné le ton. Sans attendre, les Britanniques ont en effet commandé 25 C-130J et pris une option sur 30 autres. L'Italie a ouvert des discussions pour l'achat éventuel de 18 Hercules. L'Allemagne se fait tirer l'oreille : ses contraintes budgétaires, qui menacent aussi l'Eurofighter, la conduisent à revoir ses priorités. Un renoncement de l'un ou de l'autre de ces trois pays, ou *a fortiori des trois en même temps*, inciterait les autres partenaires à se retirer du projet.

En France, où l'armée de l'air a commencé d'évoquer la question dès 1984, le besoin a été évalué à une cinquantaine d'avions pour remplacer les Transall à partir de 2004. Ce qui représente, si le développement du programme intervenait à la mi-1999, un investissement global de l'ordre de 27 milliards de francs (hors inflation) pour une durée de vingt ans. Avant d'arrêter une décision, il a été demandé un rapport à Pierre Lelong, ancien ministre et président de la deuxième chambre de la Cour des comptes, pour juger si le financement de l'ATF s'insère, ou non, dès une prochaine loi de programmation militaire, sans attendre 2005.

Jacques Isnard

L'allemand DASA est trop petit pour vivre seul

COLOGNE
correspondance

Pour la filiale aéronautique et spatiale de Daimler-Benz, DASA, le Salon du Bourget tombe à point nommé. Les relations privilégiées avec les partenaires français semblent, en effet, aborder un tournant délicat. L'accord signé début mai avec Matra et ses alliés britanniques en matière de missiles et d'espace a provoqué la colère du partenaire traditionnel, Aerospatiale, avec qui DASA se vante de réaliser, directement ou indirectement, 60 % de ses affaires.

Par ailleurs, la récente victoire des socialistes français a placé le groupe munichois dans l'expectative, car elle jette une incertitude sur un dossier jugé déterminant, celui de la privatisation de Thomson-CSF. « Une affaire franco-française », répète-t-on à ce sujet chez DASA, mais suivie avec une grande attention à Munich car elle risque de conditionner l'avenir de l'industrie militaire européenne. DASA, *qui vient de postuler au rachat de* l'électronique de défense de Siemens, attendra l'issue de la privatisation de Thomson-CSF pour décider de ses futures alliances dans ce domaine.

Autre sujet sensible, les négociations sur les futurs statuts d'Airbus demeurent délicates. DASA a dû répondre *aux déclarations* d'Yves Michot, le président d'Aerospatiale, laissant entendre que les partenaires acceptaient de limiter la portée de la transformation des statuts Airbus en société anonyme. En Allemagne, on craint désormais que les négociations sur le sujet ne durent plus longtemps que prévu, *au-delà de la date butoir initiale* (1999). *« L'alchimie entre les partenaires est un peu retombée ; les nouvelles structures seront en place plus tard que souhaité »*, estime un analyste d'une grande banque de Francfort.

Car l'avenir de DASA dépend en premier lieu des projets européens. Créé en 1989 pour asseoir le pôle aéronautique, spatial et militaire allemand, le groupe est un fervent partisan de l'*« européanisation »* de ces industries. Un processus dans lequel il entend jouer un rôle central. Les concentrations en cours aux Etats-Unis ne rendent que plus pressants les rapprochements européens, estime-t-on à Bonn et à Munich. Depuis quelques années, DASA, dont beaucoup d'activités n'ont de toute façon pas la taille suffisante pour se maintenir seules, a donc multiplié les partenariats avec ses homologues continentaux et notamment français.

La collaboration avec Aerospatiale reste la plus spectaculaire. DASA est un des piliers du consortium Airbus. Outre la fabrication des fuselages, les chaînes de montage allemandes sont chargées d'assembler les A 319 et A 321. Pour les Allemands, Airbus doit, en plus de l'aviation civile, servir de base à une *intégration militaire. Toujours au* côté d'Aerospatiale, DASA est associé depuis 1992 (à hauteur de 30 %) dans la fabrication d'hélicoptères Eurocopter.

ACTIVITÉ MILITAIRE

Le groupe allemand participe à quantité d'autres projets, comme les *hélicoptères de combat Tigre*, avec les Français, ou l'avion de chasse Eurofighter, avec les Britanniques, les Italiens et les Espagnols. L'avenir de l'activité militaire de DASA est encore suspendue à la décision du gouvernement allemand sur le financement du développement de l'Eurofighter, probablement cet été.

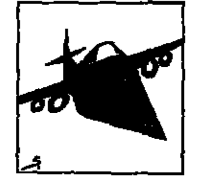
Enfin, c'est pour consolider sa position dans un domaine où il est à la peine que DASA s'est entendu avec les groupes Lagardère, GEC et British Aerospace sur la mise en commun de ses activités dans les satellites et les missiles. Il s'agissait pour les Munichois d'anticiper la privatisation attendue de Thomson-CSF, en soutenant indirectement la candidature de Lagardère.

Daimler-Benz a abandonné ses autres diversifications en se concentrant sur les activités de transport, fleuron de Mercedes. La stratégie n'est certainement pas de développer DASA, le symbole des diversifications tous azimuts de la décennie 80, au rythme du début. Le chiffre d'affaires devrait se stabiliser autour de 14 milliards de deutschemarks prévus cette année. Il ne dispose pas d'une grande marge de manœuvre pour se développer, selon les observateurs. Les dirigeants de DASA s'en tiennent aux récentes déclarations de Jürgen Schrempp, le président du directoire de Daimler et ancien dirigeant de DASA, selon lesquelles le portefolio du groupe ne devrait plus être sensiblement modifié. De toute façon, on estime chez DASA que la société *« devra toujours exister pour servir d'interlocuteur vis-à-vis des pouvoirs publics et pour mettre en place des ponts technologiques entre les différentes activités »*.

Les nouvelles structures mises en place en avril au sein de la maison mère ont modifié le fonctionnement de DASA. Détail révélateur, son siège va perdre un tiers de ses salariés, *affectés à la maison mère* ou dans les différents divisions. Même si elle a conservé son existence, contrairement à Mercedes, la filiale prend de plus en plus les allures une simple holding regroupant les différentes participations européennes. *« On a surtout conservé la société pour des raisons juridiques et fiscales »*, dit Klaus-Jürgen Melzner, de la Deutsche Bank Research.

Pour l'instant, la firme poursuit son redressement. Elle prévoit d'engranger des bénéfices opérationnels cette année, mais elle revient de loin. En 1995, elle avait subi des pertes dépassant les 20 milliards de francs. A l'époque, la firme a souffert de la baisse du dollar et des *mauvaises commandes d'Airbus* : les restructurations ont été intensifiées afin de supprimer près de 5 000 emplois d'ici à fin 1997 (42 500 salariés à la fin de l'année). Ce programme porte ses fruits alors que DASA profite à nouveau de la bonne santé d'Airbus. L'abandon du constructeur hollandais Fokker *et la cession partielle de Dornier* ont permis de se débarrasser de quelques boulets. Après avoir incarné les ambitions technologiques de la maison mère, DASA doit désormais se plier aux règles internes de rentabilité, en cédant ou en partageant quelques activités.

Philippe Ricard



SALON DU BOURGET

Selon Jacques Chirac, la France doit conserver une capacité à construire des avions de combat

Le chef de l'Etat prend la défense du programme Rafale

Lors de l'inauguration du 42e Salon de l'Aéronautique et de l'espace du Bourget, samedi 14 juin, le président de la République, Jacques Chirac, a souligné son attachement à la restructuration des industries de défense et d'aéronautique en France avec la fusion d'Aerospatiale et Dassault et la privatisation de Thomson CSF, deux projets lancés depuis plus d'un an et qui n'ont toujours pas abouti.

LE PRÉSIDENT de la République, Jacques Chirac, a inauguré, samedi 14 juin, le 42e Salon de l'Aéronautique et de l'espace du Bourget, accompagné du ministre de la défense, le socialiste Alain Richard, et du ministre communiste des transports, Jean-Claude Gayssot.

Après avoir annoncé, en février 1996, une vaste restructuration des industries de défense et d'aéronautique en France, comportant la fusion d'Aerospatiale avec Dassault et la privatisation de Thomson CSF, M. Chirac a rappelé l'importance qu'il accorde à ces dossiers, toujours pas conclus. *« Il est essentiel de rapprocher les compétences civiles et militaires dans le domaine aéronautique »*, afin que les industries françaises *« soient plus compétitives sur le plan mondial »*, a-t-il souligné lors de son passage au stand d'Aerospatiale. Concernant l'avenir du Rafale, construit par Dassault, le président a estimé que la France *« est une grande puissance qui doit conserver la capacité de produire des avions de combat »*.

Evoquant Thomson CSF, Jacques Chirac a rappelé que cette firme *« doit jouer un rôle central dans la restructuration européenne des industries de défense »*. Pour lui, *« Thomson CSF a vocation à constituer le grand pôle électronique dont la France a besoin »*. La privatisation de ce groupe, qui a avorté une première fois à l'automne 1996, est suspendue aux décisions du premier ministre, Lionel Jospin.

M. Chirac a également jugé qu'un effort considérable a été *« engagé depuis deux ans pour moderniser l'outil de défense, réduire les coûts et promouvoir l'exportation. Cet effort doit être poursuivi »*. Chez Eurocopter, la société franco-allemande (Aerospatiale-DASA) qui produit des hélicoptères civils et militaires, il a déclaré que cette entreprise, *« avec ses grands programmes fédérateurs »*, comme l'hélicoptère de combat Tigre ou de transport militaire NH 90, est un *« précurseur de l'Europe de la défense »*, dont *« l'exemple doit nous inspirer »*.

M. Chirac a encouragé les petites et moyennes entreprises du secteur aéronautique et spatial et salué les succès commerciaux d'Airbus industrie, en Chine notamment. *« Il appartient aux industriels de travailler ensemble à l'amélioration de la compétitivité des produits Airbus et d'ouvrir de nouvelles perspectives à l'industrie aéronautique européenne. »* Le président a également assisté à des présentations en vol, écourtées en raison des conditions météorologiques.

COMMENTAIRE

UN « CASUS BELLI » DE LA COHABITATION ?

En déclarant que la France devait rester présente et active dans la course à l'aviation de combat, *Jacques Chirac a-t-il* voulu marquer son territoire de chef des armées à un moment où *un gouvernement de gauche* souhaite lancer un audit sur la situation du Rafale de Dassault ? *Rien, en effet, n'obligeait* le chef de l'Etat à rappeler que le Rafale figure parmi les projets majeurs *d'armement de la programmation* militaire entre 1997 et 2002. Sauf si, d'aventure, il avait des *raisons de croire* que les socialistes ont d'autres initiatives en tête que le maintien du Rafale.

Des avenants, signés par Charles Millon juste avant de quitter le ministère de la défense, garantissent – selon la formule de contrat dit à terminaison, c'est-à-dire de contrats prévoyant des dédits importants à verser par l'Etat en cas de renonciation unilatérale – à Dassault la production de treize Rafale de série livrables à partir de 1999-2000. Sur ce point, le constructeur peut se dire rassuré. La crainte présidentielle naît plutôt de la suite, à savoir la commande prévue par la programmation militaire adoptée par le Parlement en 1996 et conduisant à notifier un contrat pluriannuel (sur six ans) de quarante-huit autres exemplaires.

*C'est le gouvernement socia*liste de Laurent Fabius – Charles Hernu au ministère de la dé*fense – qui a lancé le pro*gramme Rafale. Deux autres, celui de Michel Rocard (qui n'en *était pas un chaud partisan*, au départ), puis celui de Pierre Bérégovoy, l'ont confirmé. Le 11 juillet prochain, on s'attend que l'Allemagne se décide enfin à cofinancer, avec le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne, le projet concurrent en Europe, l'avion de combat Eurofighter exposé au Bourget.

Dans ces conditions, la France, qui a déjà engagé de l'ordre de 35 à 40 milliards de francs dans l'opération, peut-elle choisir de tout arrêter et en rester au Mirage 2000 pour armer sa flotte de combat ? C'est bien la question, aujourd'hui. Apparemment, M. Chirac, en s'exprimant publiquement sur la nécessité d'avoir, de son point de vue, une *aviation de combat à la hauteur* des partenaires de la France, vient de laisser entendre qu'un *abandon éventuel du Rafale* peut devenir un *casus belli* de la cohabitation avec le gouvernement Jospin.

Jacques Isnard

Un défaut de fabrication entraîne le changement d'un moteur d'Ariane 5

Un sous-traitant modifie les spécifications

LE MOTEUR CRYOGÉNIQUE (à hydrogène et oxygène liquides) va devoir être remplacé sur l'étage principal du deuxième modèle de vol d'Ariane 5, attendu ces jours-ci à Kourou. Les responsables du programme n'ont pas précisé si ce changement, qui devrait être effectué d'ici au 1er juillet, entraînera ou non un retard supplémentaire du tir, programmé pour mi-septembre.

Cette décision a été prise après la découverte d'un défaut de fabrication lors d'essais au banc sur un moteur similaire, destiné au modèle de vol no 4, a expliqué Roger Vignelles, PDG de la Société européenne de propulsion (SEP), fabricant des moteurs d'Ariane, samedi 14 juin, au Salon du Bourget. Le moteur du vol 2 avait passé sans problème ces essais au sol, mais il fait partie de la même série de fabrication et pourrait donc présenter le même défaut. Il sera remplacé par un autre – issu d'une série différente – qui était destiné au vol no 3.

Ce genre de mesures est courant dans le domaine spatial, où la mise en œuvre de techniques extrêmement sophistiquées exige des techniciens un *maximum de précau*tions. De tels changements ne sont pas rares lors de la préparation d'Ariane 4, le lanceur vedette d'Arianespace, et interviennent aussi sur les fusées ou la navette américaines. Cette fois, l'incident a néanmoins entraîné *« une rafale de lettres de mise en garde »* à destination des différentes sociétés concernées, souligne un haut responsable de la coordination du programme. En effet, le défaut, constaté sur le revêtement d'une pièce de la turbopompe à oxygène du moteur, a pour origine un changement du processus de fabrication qu'un des sous-traitants de la SEP aurait décidé unilatéralement, sans en référer à ses commanditaires. Une preuve supplémentaire de la nécessité, pour les reponsables du programme Ariane 5, de resserrer encore les contrôles à tous les niveaux de la fabrication et de la préparation du lanceur.

Jean-Paul Dufour

DÉPÊCHES

■ **BOEING-AIRBUS : Airbus a estimé,** dimanche 15 juin, que les *contrats d'exclusivité signés par Boeing avec trois grandes compa*gnies aériennes américaines (Delta, American et Continental) sont en fait des contrats *« d'éternité »* qui sont *« illégaux »* en Europe.

■ **DASSAULT : Serge Dassault, PDG du groupe aéronautique français,** a annoncé, samedi 14 juin, lors de l'ouverture du Salon du Bourget, que le chiffre d'affaires de Dassault aviation serait *« sensiblement supérieur »* à 13 milliards de francs pour 1997.

■ **AIRBUS : le consortium aéronautique européen a annoncé,** dimanche 15 juin, le lancement commercial de deux versions dérivées de son A 340, les A 340-500 et A 340-600. Airbus a choisi le constructeur de moteurs d'avions britannique Rolls Royce pour équiper ces nouvelles versions. Airbus va également lancer un avion d'affaires, basé sur son actuel biréacteur A 319, qui sera mis en service à partir du printemps 1999.

■ **SUPER-JUMBO A 3XX : la Russie pourrait** *« prendre part à l'élaboration du super-jumbo d'Airbus »*, a affirmé le ministre de l'économie russe, Iakov Ourinson, samedi 14 juin. Airbus discute *« avec la Russie comme avec beaucoup d'autres pays »*, a précisé un porte-parole du consortium européen. D'après certaines rumeurs circulant au Salon du Bourget, la Russie pourrait participer à la construction des ailes et du train d'atterrissage du futur très gros porteur, A 3XX (550 passagers).

■ **BOEING : Boeing Business Jet, société commune entre Boeing et General Electric,** a décroché cette semaine deux contrats fermes pour son futur avion d'affaires dérivé de son 737-700, portant ses commandes totales à 20 appareils. Le responsable du programme, M. Boeskov, a indiqué que l'avion, qui doit être lancé fin 1998, coûte environ 30,5 millions de dollars (176 millions de francs).

■ **EUROFIGHTER : John Weston, qui dirige la branche défense de British Aerospace,** s'est déclaré, samedi 14 juin, *« encouragé »* par l'attitude du chancelier allemand, Helmut Kohl, sur le financement par l'Allemagne de sa part de l'avion de combat européen Eurofighter. *« Les contrats d'industrialisation seront en place d'ici à la fin de cette année pour les 620 appareils prévus actuellement »*, a ajouté M. Weston.

■ **HELICOPTÈRES : le marché mondial** des hélicoptères pour les dix prochaines années devrait représenter près de 52 milliards de dollars (300 milliards de francs). Les trois américains Bell, Boeing et Sikorsky et l'européen Eurocopter s'en partageront l'essentiel, selon l'analyste américain Teal Group.

Le missile franco-italien Aster vise le monopole des Patriot américains

LE 22 MAI, les gouvernements français et italien ont donné leur accord pour l'industrialisation et la production initiale du système Aster de missiles surface-air. Quatre jours après, la société Europaams était créée, qui réunit la France, l'Italie et le Royaume-Uni, ce dernier pays s'étant joint aux deux premiers pour adapter l'Aster à un programme commun, baptisé « Horizon », de frégates antiaériennes de 6 000 tonnes.

A l'origine, l'Aster est un système naval de défense aérienne (soit deux types de missiles, l'Aster 15 de 30 kilomètres de portée et l'Aster 30 de 80 kilomètres) conçu par Aerospatiale et Thomson-CSF, en France, et par Alenia, en Italie. Il *s'agit d'un missile révolutionnaire, en ce sens* qu'il est lancé verticalement, qu'il est équipé d'un radar multifonctions à balayage électro*nique et d'un autodirecteur électromagnétique* actif, et qu'il combine deux modes de pilotage (un pilotage aérodynamique classique par gouvernes et un pilotage d'interception en force). Ce qui devrait donner à l'Aster des réactions ultrarapides face à des manœuvres d'un missile assaillant, y compris au ras des flots, pour le détruire en vol.

Ce missile surface-air existe en trois versions de base, selon qu'il constitue le dispositif d'autoprotection d'un navire, qu'il assure la défense d'une zone terrestre ou qu'il peut servir de système antimissile contre des engins dits de théâtre des opérations. Ce qui signifie qu'il peut arrêter des avions, des hélicoptères ou des missiles de croisière.

Dans ces trois missions, l'Aster est, pour l'instant, sans concurrent véritable puisque les missiles de défense aérienne connus, tel le Patriot américain, ont été mis au point dans les années 60 et ont, depuis, été modernisés pour inclure après coup une fonction antimissile à courte et moyenne portée.

UN MARCHÉ DE 50 MILLIARDS

Il a été prévu que le système Aster armera le porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle*, qui doit entrer en service avant la fin 1999 dans la *marine nationale. D'autre part, il deviendra* l'armement principal d'un programme de frégates antiaériennes, qui déplacent 6 000 tonnes et que la Grande-Bretagne (à raison de douze bâtiments), l'Italie (pour six) et la France (en principe, pour quatre) ont décidé de construire ensemble. Il s'agit du programme « Horizon », que les trois pays viennent de lancer après bien des divergences de conception, notamment sur le type de radar – il y aura un radar britannique et un radar franco-italien – destiné à la mise en œuvre opérationnelle des missiles Aster à bord des frégates. Le 20 mai, l'Arabie saoudite a choisi l'Aster 15 pour équiper trois frégates de 3 550 tonnes, dérivées du modèle de frégate française *La Fayette* et assemblées par la direction des constructions navales de Lorient. Dotées de deux lanceurs verticaux à huit missiles chacun, ces frégates doivent entrer en service en Arabie saoudite entre 2001 et 2004.

Après une première phase de recherche et de développement, dont le coût – à partager à égalité entre la France et l'Italie – est estimé à quelque 10 milliards de francs entre 1990 et 2000, l'évaluation de la phase dite d'industrialisation et de production initiale, qui vient d'être notifiée par les Etats français et italien, a été ramenée de 8 à 5 milliards de francs entre 1997 et 2003, suite à un engagement des constructeurs, dans les deux pays, de réduire leurs prix. Selon Aerospatiale, le programme Aster vise un marché qui est aujourd'hui sous monopole américain et qui peut être *grosso modo* estimé à quelque 50 milliards de francs (systèmes, munitions et environnement compris) pour la défense des navires et la protection d'un corps de bataille ou de points sensibles terrestres.

Jacques Isnard

Un défaut de fabrication entraine le changement d'un moteur d'Ariane 5

Les « démutualisations » pourraient rapporter 300 milliards de francs aux ménages britanniques

Les mutuelles de la banque et de l'assurance quittent l'économie sociale pour être introduites en Bourse

Le secteur de l'économie sociale du Royaume-Uni cède aux charmes du libéralisme. Les mutuelles du secteur bancaire ou de l'assurance sont de plus en plus nombreuses à changer de statut et à entrer en Bourse. Leurs sociétaires s'en félicitent. Car ils reçoivent des actions gratuites et peuvent les céder dès que la société est cotée, disposant ainsi d'une somme d'argent non négligeable jusqu'alors immobilisée.

LE LIBÉRALISME réserve parfois d'agréables surprises. Les Britanniques appellent cela des *windfalls*, des *dons du ciel*. Ils ont commencé à en recevoir de très substantiels à mesure que leurs mutuelles se sont ralliées aux *« lois du marché »*. Chaque fois qu'une société mutuelle du secteur bancaire ou de l'assurance renonce à l'économie sociale pour rejoindre le monde libéral et entrer en Bourse, ses sociétaires reçoivent des actions gratuites. Dès que la société est cotée, ils peuvent les céder sur le marché et disposer d'une somme d'argent jusqu'alors immobilisée. Comme si les mutuelles françaises, Macif, MAIF ou Matmut, répartissaient leur capital entre leurs sociétaires, ou encore si le Crédit agricole, le Crédit mutuel ou les Caisses d'épargne transformaient leurs réserves massives en actions...

Outre-Manche, ce mouvement prend une dimension impressionnante. Plus de vingt millions de Britanniques – près d'un adulte sur trois – vont en bénéficier cette année. Cinq établissements – une mutuelle d'assurance, Norwich Union, et quatre *building societies*, mutuelles spécialisées dans les prêts hypothécaires et les produits d'épargne (Halifax, Woolwich, Alliance and Leicester et Northern Rock) – doivent se *« démutualiser »* en s'introduisant en Bourse cette année. Plusieurs autres se banaliseront en fusionnant avec des banques classiques.

Selon Eddie George, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, le produit des démutualisations des *building societies* pourrait rapporter aux ménages britanniques entre 30 et 35 milliards de livres, soit au bas mot 285 à 330 milliards de francs ! C'est l'équivalent, temporaire, d'une baisse de l'impôt sur le revenu supérieure à 10 %, selon les économistes de Salomon Brothers. *« Les montants en jeu représentent plusieurs points du revenu disponible des ménages, qui se retrouvent tout à coup à la tête d'un patrimoine devenu liquide »*, explique Philippe d'Arvisenet, responsable des études économiques à la BNP. Une bonne fortune qui dope la consommation. *« Ce n'est sans doute pas neutre dans la décision de la Banque d'Angleterre de relever ces taux la semaine dernière »*, relève l'économiste. Déjà les boutiques et les tour- opérateurs se frottent les mains... Chez Thomas Cook, les ventes de voyages pour les congés d'été sont en progression de 28 % !

CONTRAINTES RÉGLEMENTAIRES

La Bourse aussi salue le mouvement. Le nombre de petits actionnaires n'a jamais été aussi élevé et les démutualisations draînent vers la City une clientèle que même les privatisations les plus réussies n'avaient jamais réussi à amener. Trois *building societies*, Abbey National, Alliance and Leicester et Halifax, « démutualisées » respectivement dès 1989, en avril et début juin 1997, font désormais partie de l'indice FTSE des 100 premières valeurs de la Bourse de Londres.

Les particuliers britanniques en redemandent, et toutes les *building societies* sont soumises à la pression de leurs sociétaires qui réclament avec de plus en plus de véhémence leur part du gâteau. Ils envient les 2,4 *millions de clients d'Alliance and* Leicester qui ont reçu en avril 1 333 livres sous forme d'actions gratuites. En juin, les 8,5 millions de clients d'Halifax ont bénéficié de l'équivalent de 1 300 livres sous forme de titres et les 2,9 millions de sociétaires de l'assureur Norwich Union ont reçu 130 livres, en moyenne. En juillet, viendra le tour des 2,6 millions de sociétaires de Woolwich, qui recevront une somme, variable selon le montant de leur épargne, comprise entre 8 500 à 38 000 francs. Une manne qui n'empêche pas certains de prédire des lendemains qui déchantent. Une fois banalisée et lancée dans la course à la croissance et au profit, les *building societies* ne risquent-elles pas de prendre trop de risques ? Les analystes financiers vont suivre ces évolutions attentivement. Les nouveaux actionnaires devront le faire aussi. Quant aux associations de consommateurs, elles constatent déjà que les *building societies* démutualisées affichent des tarifs plus élevés que leurs homologues restées dans le secteur de l'économie sociale. *« Elles ont désormais des actionnaires à rémunérer, et pas seulement des clients à qui rendre des comptes »*, ironise un mutualiste français.

« Les building societies *qui jouent sur les tarifs pour défendre leur statut tirent leurs dernières cartouches*, estime plutôt un banquier d'affaires, *car cela pèse sur leurs résultats et sur leur capacité à investir. »* Le bénéfice de Nationwide, l'une des *building societies* les plus attachées à l'économie sociale, a ainsi plongé de 33 % avant impôt pour l'exercice 1997, que la société boucle en avril. Or, souligne John Berry, responsable des activités européennes d'Abbey National : *« Il faut de plus en plus investir pour faire face à la vague de restructuration de l'industrie financière et à la concurrence des nouveaux entrants. »*

Abbey National ne regrette pas le choix fait en 1989 de devenir une banque de dépôts pour échapper aux diverses contraintes réglementaires qui brident les *building societies*. Elle se classe aujourd'hui au cinquième rang des banques britanniques et multiplie les opérations de croissance externe. C'est la dernière en date, le rachat d'une autre *building society*, National and Provincial, qui a d'ailleurs poussé Alliance and Leicester à se démutualiser. Cette dernière n'a pas pu, compte tenu de son statut, lever les capitaux nécessaires pour offrir plus qu'Abbey National aux sociétaires de National and Provincial.

En France, les mutuelles, dans la banque comme dans l'assurance, semblent moins gênées par les contraintes réglementaires et financières que leurs consœurs britanniques. Mais, si elles ne se sentent pas concernées par ce mouvement de « démutualisation », c'est surtout parce que leurs dirigeants sont loin d'être convaincus que l'on peut faire totalement confiance au marché. Ils ne souhaitent pas en plus quitter l'abri d'un statut qui leur permet à la fois d'être proches de leurs clients et protégés de l'appétit éventuel de leurs concurrents.

Sophie Fay

Norwich Union fait son entrée en Bourse

La mutuelle d'assurances Norwich Union, deuxième assureur-dommages et troisième assureur-vie au Royaume-Uni, a fait son entrée en Bourse, lundi 16 juin. Elle devient ainsi le troisième assureur par sa capitalisation boursière, derrière Prudential et Royal Sun Alliance. Ses 2,9 millions de sociétaires se sont vu attribuer 450 actions gratuites en moyenne, au prix de 290 pence (2,80 francs). Les actions Norwich Union s'échangeaient lundi à l'ouverture de la Bourse au prix de 357,5 pence. Les 345 000 sociétaires français de Norwich Union, qui avaient le choix entre recevoir des titres ou leur équivalent en liquide, ont pour l'essentiel choisi la seconde option et recevront en moyenne 1 240 francs. Norwich Union a aussi procédé à une augmentation de capital de 1,75 milliard de livres, massivement souscrite.

Armstrong lance une OPA sur la filiale canadienne de Sommer Allibert

Le groupe français rejette l'opération

UNE SEMAINE après avoir annoncé son intention de prendre le contrôle de Domco, la filiale canadienne de Sommer Allibert, le groupe américain Armstrong numéro un mondial du revêtement de sol, devait déposer, lundi 16 juin, une offre publique d'achat (OPA) à la bourse de Toronto. Une offre conditionnée à l'obtention des deux tiers du capital de Domco, dont Sommer Allibert détient 69 %.

« Nous sommes fermement résolus à réaliser cette acquisition », affirme au *Monde*, George Lorch, le PDG d'Armstrong, tout en soulignant qu'il *« reste ouvert à des discussions et négociations »*. M. Lorch maintient les plaintes déposées en justice contre Sommer Allibert pour violation d'accords de confidentialité et d'exclusivité à l'occasion de négociations menées entre les deux groupes. Armstrong espère ainsi amener son rival français, qui a rejeté son projet d'OPA la semaine dernière, à reconsidérer sa position.

BRAS-DE-FER

A l'origine de ce bras-de-fer : l'alliance annoncée le 28 mai entre Sommer Allibert et l'allemand Tarkett, qui va donner naissance à Tarkett Sommer. Ce futur groupe européen de 8,9 milliards de francs, contrôlé par le groupe français, menacerait directement la suprématie d'Arsmtrong. D'autant que Sommer apporte dans la corbeille du mariage sa filiale canadienne (à 69 %) Domco, très bien placée sur le marché nord-américain. Le 9 juin, George Lorch contre-attaque sur deux fronts, boursier et judiciaire. Il a, dévoile-t-il, négocié de façon très poussée avec Sommer Allibert, après avoir reçu de sa part, affirme-t-il, *« une invitation exclusive »*, pour lui racheter son activité de revêtement de sol. Une opération dans la perspective de laquelle l'Américain affirme avoir ouvert largement ses livres à son concurrent français.

« A aucun moment on ne nous dit qu'il y avait une alternative à notre offre, ce qui nous aurait permis de l'améliorer, y compris dans le sens d'une alliance sans cession. C'est bien la preuve que M. Assa savait d'avance qu'il ne retiendrait pas notre proposition », affirme un proche du dossier, côté Arsmtrong. M. Lorch accuse le groupe français de s'être servi des informations confidentielles qu'Armstrong lui a confié pour négocier avec les Allemands.

Interrogé par *Le Monde*, Marc Assa se défend d'un tel machiavélisme. *« Armstrong insistait depuis quelques mois pour nous faire une offre d'acquisition. Nous savons tous que nous allons inéluctablement vers des regroupements dans ce secteur. Armstrong est puissant financièrement et il n'est un secret pour personne qu'il cherche des acquisitions. Devant l'insistance de George Lorch, je l'ai laissé faire sa proposition, me mettant de la sorte en position de pouvoir présenter à mon conseil de surveillance deux offres, tout en indiquant ma préférence pour l'opération avec Tarkett »*. Quant à l'accord de confidentialité mutuel, *« je constate que c'est M. Lorch, et pas nous, qui l'a violé en dévoilant l'existence de nos négociations dans la presse »*, réplique M. Assa. Enfin, le PDG de Sommer Allibert répond à son attaquant américain qu'il na pas l'intention d'apporter ses titres à l'OPA : *« notre alliance avec Tarkett est un accord global, qui ne prend son plein sens qu'avec Domco »*, affirme-t-il.

M. Lorch se pose en défenseur des actionnaires minoritaires à la fois de Domco et de Sommer Allibert, dont il affirme que les droits et les intérêts seraient bafoués par la conclusion de l'alliance avec Tarkett, qui va provoquer notamment un fort accroissement de l'endettement de Sommer Allibert.

En toile de fond de cette querelle se dessine ainsi le débat récurrent sur la mondialisation. D'un côté, un groupe américain, numéro un mondial, qui place en priorité les intérêts des actionnaires. De l'autre, deux européens qui choisissent la voie, probablement plus périlleuse, d'une alliance « géostratégique » pour faire pièce au concurrent américain.

Pascal Galinier

Eurotunnel fait l'objet d'une nouvelle instruction judiciaire

LES PETITS PORTEURS d'Eurotunnel ont obtenu de la justice que l'entreprise fasse l'objet d'une instruction pour publication de faux bilans, abus de biens sociaux et information mensongère. L'Adacte, l'une des associations d'actionnaires d'Eurotunnel, a porté plainte contre X... pour ces motifs il y a environ deux mois. Selon le quotidien *Les Echos* du 16 juin, cette plainte est désormais entre les mains du juge d'instruction Mme Dominique de Talancé, *déjà en charge de l'affaire du délit* d'initiés sur Eurotunnel.

Les deux instructions en cours trouvent leur origine dans le même événement : l'augmentation de capital du 26 mai 1994 de la société. Celle-ci a été annoncée au prix de 22,50 francs par titre. Son principe avait été décidé dans la nuit du 2 au 3 janvier 1994 : la dizaine d'établissements qui menaient les négociations avec Eurotunnel au nom du syndicat bancaire avaient établi un plan de financement de 14 milliards de francs, à raison de 7 milliards *d'augmentation de capital en* Bourse et de 7 milliards de prêts. Entre ces deux dates, le cours de Bourse d'Eurotunnel s'est effondré, de plus de 50 francs à moins de 30 francs. Les établissements qui avaient pris des positions de vente sur le titre ont gagné des sommes considérables.

REPRISE DU TRAFIC POIDS LOURDS

La Commission des opérations de Bourse (COB) a ouvert, le lendemain de l'annonce du prix, une enquête sur un éventuel délit d'initiés, qu'elle abandonnera huit mois plus tard, tout en transmettant le dossier au parquet. *« L'Adacte a déposé une plainte pour information mensongère, notamment. Le prospectus d'émission annonçait que l'exploitation commencerait avant l'été 1994. Quinze jours après l'opération boursière, on apprenait que celle-ci ne débuterait qu'après l'été »*, explique Georges Berlioz. *« Par ailleurs, la situation financière de l'entreprise ne lui permettait pas de présenter des bilans établis sur une hypothèse de continuité d'exploitation. »*

D'autre part, dimanche 15 juin, le trafic poids lourds a repris dans le tunnel sous la Manche pour la première fois depuis l'incendie du 18 novembre 1996, qui avait ravagé une partie du tunnel.

Virginie Malingre

Les cadres d'Opel critiquent sévèrement leur direction

LA FILIALE allemande de General Motors, Opel, serait dans une *« situation désastreuse »*, affirme l'hebdomadaire *Der Spiegel* paru lundi 16 juin. L'hebdomadaire allemand s'appuie sur un rapport, réalisé à la demande de General Motors par l'institut britannique International Survey Research, dans lequel s'expriment 322 cadres supérieurs de l'entreprise : 75 % d'entre eux estiment que le groupe n'est pas correctement dirigé et 70 % que la direction n'accorde pas assez d'importance à la qualité. En 1996, en *Europe, le groupe a payé 700 millions de dollars en cautions et réclamations.*

Une proportion de 64 % des cadres estime que la direction n'attache pas assez d'importance au développement de nouveaux produits tandis que 71 % des sondés considèrent qu'elle mène une politique commerciale trop agressive. Les critiques visent surtout la politique d'expansion à l'international du groupe, alors que les investissements manquent pour les développement de nouveaux modèles et pour la modernisation des sites européens.

DÉPÊCHES

■ ***SAINT-GOBAIN : le groupe français a lancé***, *vendredi 13 juin*, une offre publique d'achat de 820 millions de francs sur le britannique Unicorn, spécialisé dans les abrasifs.

■ **IRI : Michele Tedeschi a cédé, lundi 16 juin, à Gian Maria Gros-Pietro**, un professeur d'économie industrielle, la présidence de la holding publique italienne que le gouvernement veut fermer d'ici à trois ans, après vente de ses différents actifs.

■ **GTM-Entrepose : le groupe français a annoncé**, lundi 16 juin, un accord pour la vente de Dumez Copisa (travaux routiers, ouvrages hydrauliques, bâtiment) à l'espagnol Once Empresarial.

■ **BAYER : le groupe chimique allemand** a annoncé, lundi 16 juin, la création avec GE Plastics (General Electric) d'une société de production de vitres automobiles en polycarbonate qui sera basée à Detroit (Michigan).

■ **SHISEIDO : le groupe japonais de produits de beauté** a annoncé, lundi 16 juin, l'ouverture en janvier 1999 d'une usine à Ormes (Loiret), dans laquelle il investira 175 millions de francs.

■ ***BMW : le fabricant allemand fournira*** *à partir de 1999 des moteurs* à l'écurie de Formule-1 Williams, selon le journal dominical *Welt am Sonntag*.

■ **APPLE : le groupe informatique américain** affichera des pertes plus fortes que prévu sur le trimestre clos fin juin, suite à des problèmes d'approvisionnement, *selon le San Francisco Chronicle du 14 juin*.

■ **VEBA : le groupe allemand** a annoncé lundi 16 juin qu'il a fait *« une offre »* à Thyssen pour le rachat de ses 30,125 % dans l'opérateur de téléphone mobile, E-Plus.

■ **CENTURY : la compagnie américaine de téléphone** a annoncé, vendredi 13 juin, l'acquisition pour 12,9 milliards de francs de Pacific Telecom.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 16 JUIN
Liquidation : 23 juin
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS
+0,20 %
CAC 40 : 2814,17

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	% variation 31/12 (1)
B.N.P. (T.P)	991	995	+ 0,40	+ 3,86
Cr.Lyonnais(T.P.)	912	890	– 2,41	+ 9,20
Renault (T.P.)	1640	1613	– 1,64	+ 0,81
Rhone Poulenc(T.P)	2180	2180	—	+ 15,33
Saint Gobain(T.P.)	1323	1310	– 0,98	+ 3,39
Thomson S.A (T.P)	975	980	+ 0,51	– 4,39
Accor	887	899	+ 1,35	+ 36,83
AGF-Ass.Gen.France	181,40	181	– 0,22	+ 8,06
Air Liquide	960	958	– 0,20	+ 18,27
Alcatel Alsthom	665	667	+ 0,30	+ 60,02
Axa	368,30	368	– 0,08	+ 11,51
Axime	630	635	+ 0,79	+ 5,83
Bail Investis.	775	782	+ 0,90	+ 5,57
Bancaire (Cie)	710	713	+ 0,42	+ 16,12
Bazar Hot. Ville	578	560	– 3,11	+ 26,15
Bertrand Faure	300	298,60	– 0,46	+ 47,78
BIC	945	952	+ 0,74	+ 22,36
BIS	490,10	490,10	—	– 8,04
B.N.P.	238,90	238,50	– 0,16	+ 18,77
Bollore Techno.	723	715	– 1,10	+ 25,43
Bongrain	2190	2200	+ 0,45	+ 9,61
Bouygues	523	525	+ 0,38	– 2,41
Bouygues Offs.	138	136	– 1,44	+ 2,25
Canal +	1030	1043	+ 1,26	– 8,98
Cap Gemini	333	338,90	+ 1,77	+ 35,07
Carbone Lorraine	1310	1309	– 0,07	+ 33,29
Carrefour	4285	4235	– 1,16	+ 25,44
Casino Guichard	283,10	279	– 1,44	+ 15,48
Casino Guich.ADP	236,20	234,10	– 0,88	+ 23,21
Castorama Dub.(Li)	815	820	+ 0,61	– 8,17
C.C.F.	244	245	+ 0,40	+ 2,88
Cegid (Ly)	639	638	– 0,15	+ 7,40
Cerus Europ.Reun.	30,50	30,30	– 0,65	– 5,95
Cetelem	677	674	– 0,44	+ 12,33
CGIP	1654	1658	+ 0,24	+ 15,86
Chargeurs	330	327,60	– 0,72	+ 27,47
Christian Dalloz	2090	2120	+ 1,43	+ 14,59
Christian Dior	950	944	– 0,63	+ 12,78
Ciments Fr.Priv.B	206,90	206	– 0,43	+ 26,53
Cipe France Ly #	750	773	+ 3,06	+ 25,88
Clarins	761	774	+ 1,70	+ 1,70
Club Mediterranee	435	430,50	– 1,03	+ 27,82
Coflexip	342	340	– 0,58	+ 23,63
Colas	800	804	+ 0,50	+ 7,20
Comptoir Entrep.	10,45	10,50	+ 0,47	+ 9,37
Comptoirs Mod.	2791	2800	+ 0,32	…
CPR	430,60	434,90	+ 0,99	+ 5,89
Cred.Fon.France	65,20	64,15	– 1,61	+ 4,96
Credit Lyonnais CI	241	240	– 0,41	+ 30,45
Credit National	316	314	– 0,63	+ 5,08
CS Signaux(CSEE)	232,70	230,10	– 1,11	– 2,04
Damart	4550	4555	+ 0,10	+ 9,25
Danone	986	983	– 0,30	+ 35,96
Dassault-Aviation	1069	1070	+ 0,09	– 8,54
Dassault Electro	510	512	+ 0,39	+ 15,85
Dassault Systemes	387	386	– 0,25	+ 65,30
De Dietrich	269	256	– 4,83	+ 30,94
Degremont	425	428	+ 0,70	[illegible]
Deveaux(Ly)#	779	770	– 1,15	+ 8,04
Dev.R.N-P.Cal Li #	47,95	47,75	– 0,41	+ 5,72
Dexia France	575	578	+ 0,52	+ 27,87
DMC (Dollfus Mi)	115	115	—	– 8,58
Dynaction	143	142,50	– 0,34	+ 14,70
Eaux (Gle des)	756	751	– 0,66	+ 17,50
Eiffage	302	304,30	+ 0,89	+ 48,93
Elf Aquitaine	651	654	+ 0,46	+ 38,47
Eramet	282,30	282,60	+ 0,10	+ 3,89
Eridania Beghin	881	893	+ 1,36	+ 6,94
Essilor Intl	1545	1565	+ 1,29	– 8,69
Essilor Intl.ADP	1440	1445	+ 0,34	+ 11,45
Esso	540	538	– 0,37	– 1,12
Eurafrance	2395	2395	—	+ 4,20
Euro Disney	9,15	9,15	—	– 11,36
Europe 1	1132	1136	+ 0,35	+ 3,22
Eurotunnel	6,45	6,70	+ 3,87	+ 2,78
Filipacchi Medias	1280	—	—	+ 14,52
Fimalac SA	510	505	– 0,98	+ 4,77
Finextel	110	108,20	– 1,63	+ 34,58
Fives-Lille	429,30	415	– 3,33	+ 15,90
Fromageries Bel	4305	4300	– 0,11	+ 8,04
Galeries Lafayette	2400	2290	– 4,58	+ 34,05
GAN	116,10	120	+ 3,35	+ 14,28
Gascogne (B)	478,30	478,30	—	+ 4,66
Gaumont #	440	440	—	+ 2,72
Gaz et Eaux	2542	2544	+ 0,07	+ 28,91
Geophysique	545	540	– 0,91	[illegible]
G.F.C.	532	530	– 0,37	+ 18,88
Groupe Andre S.A.	515	510	– 0,97	+ 27,21
Gr.Zannier (Ly) #	150,90	154,80	+ 2,58	+ 32,06
GTM-Entrepose	296,30	300	+ 1,58	+ 25,41
Guilbert	909	903	– 0,66	+ 11,83
Guyenne Gascogne	1900	1906	+ 0,31	[illegible]
Havas	421,80	422,70	+ 0,21	+ 16,12
Havas Advertising	650	649	– 0,15	+ 12,80
Imetal	798	802	+ 0,50	+ 4,69
Immeubl.France	366	365	– 0,27	+ 19,08
Infogrames Enter.	799	785	+ 0,79	+ 27,58
Ingenico	145	143	– 1,37	+ 64,36
Interbail	220	222	+ 0,90	+ 2,05
Intertechnique	1215	1271	+ 4,60	+ 64
Jean Lefebvre	311,50	312	+ 0,16	+ 15,36
Klepierre	823	823	—	+ 18,58
Labinal	1275	1280	+ 0,39	+ 29,16
Lafarge	390,90	389,40	– 0,38	+ 25,98
Lagardere	172,60	172,60	—	+ 21,20
Lapeyre	369	368	– 0,27	+ 28,68
Lebon	218,40	216,80	– 0,82	+ 28,69
Legrand	1080	1072	– 0,74	+ 21,20
Legrand ADP	731	718	– 1,77	+ 25,08
Legris indust.	280	282	+ 0,71	+ 28,46
Locindus	850	851	+ 0,11	+ 11,89
L'Oreal	2325	2367	+ 1,80	+ 21,13
LVMH Moet Hen.	1548	1547	– 0,06	+ 6,76
Lyonnaise Eaux	571	573	+ 0,35	+ 18,65
Marine Wendel	604	605	+ 0,16	+ 27,30
Metaleurop	77,50	77	– 0,64	+ 82,68
Metrologie Inter.	16	15,95	– 0,31	+ 1,26
Michelin ■	334,70	337,40	+ 0,80	+ 28,45
Moulinex #	140	141	+ 0,71	+ 24,35
Nord-Est	127,80	126,20	– 1,25	– 2,24
Nordon (Ny)	400	400	—	+ 4,99
NRJ #	847	830	– 2	+ 26,13
OLIPAR	76	78,10	+ 2,76	– 5,56
Paribas	390,90	392,80	+ 0,48	+ 13,94
Pathe	1384	1377	– 0,50	+ 18,16
Pechiney	214	213,20	– 0,37	– 1,93
Pernod-Ricard	312,10	308	– 1,31	+ 7,31
Peugeot	603	600	– 0,49	+ 2,73
Pinault-Print.Red.	2845	2835	– 0,35	+ 37,75
Plastic-Omn.(Ly) ■	481,50	487	+ 1,74	+ 15,95
Primagaz	551	560	+ 1,63	– 3,58
Promodes	2175	2173	– 0,09	+ 40,32
Publicis #	585	590	+ 0,85	+ 38,53
Remy Cointreau	145,90	141,90	– 2,74	– 3,46
Renault	147,90	149	– 0,60	+ 33,83
Rexel	1710	1714	+ 0,23	+ 8,82
Rhone Poulenc A	204	205,50	+ 0,73	+ 16,16
Rochette (La)	24,50	24,20	– 1,22	– 6,36
Rue Imperiale(Ly)	5600	6000	+ 7,14	+ 12,64
Sade (Ny)	199	198,50	– 0,25	+ 5,69
Sagem SA	2852	2860	+ 0,28	– 3,62
Saint-Gobain	850	854	+ 0,47	+ 36,34
Saint-Louis	1332	1314	– 1,35	+ 1,96
Salomon (Ly)	455	458	+ 0,65	+ 7,92
Salvepar (Ny)	414	427	+ 3,14	+ 6,64
Sanofi	553	559	+ 1,08	+ 8,35
Sat	1550	1525	– 1,61	– 1,29
Saupiquet (Ns)	670	670	—	– 6,21
Schneider SA	321	321,50	+ 0,15	+ 24,81
SCOR	236	237	+ 0,42	+ 28,68
S.E.B.	1041	1053	+ 1,15	+ 3,53
Sefimeg CA	391,40	391	– 0,10	+ 3,28
SEITA	194	190,50	– 1,80	[illegible]
Selectibanque	66,50	66	– 0,75	– 9,58
SFIM	850	840	– 1,17	[illegible]
SGE	120	122,30	+ 1,91	+ 5,75
Sidel	435	435	—	+ 21,44
Silic CA	874	875	+ 0,11	+ 17,26
Simco	480	478	– 0,41	+ 5,57
S.I.T.A.	1138	1131	– 0,61	+ 2,83
Skis Rossignol	127	127	—	– 11,62
Societe Generale	640	640	—	+ 14,08
Sodexho Alliance	2897	2894	– 0,10	[illegible]
Sommer-Allibert	204,90	207	+ 1,02	[illegible]
Sophia	221	222,90	+ 0,85	[illegible]
Spir Communication	460	455	– 1,08	[illegible]
Strafor Facom	400	400	—	[illegible]
Suez	296,40	296,60	+ 0,06	[illegible]
Synthelabo	708	710	+ 0,28	[illegible]
Technip	614	616	+ 0,32	[illegible]
Thomson-CSF	157,90	156,60	– 0,82	[illegible]
Total	566	572	+ 1,06	[illegible]
UFB Locabail	518	528	+ 1,93	[illegible]
UIF	422	422	—	[illegible]
UIS	205	202,70	– 1,12	[illegible]
Unibail	553	549	– 0,72	[illegible]
Union Assur.Fdal ■	638	645	+ 1,09	[illegible]
Usinor Sacilor	99,10	98,70	– 0,40	[illegible]
Valeo	371	373,80	+ 0,75	[illegible]
Vallourec	369	362,50	– 1,76	[illegible]
Via Banque	165,10	168	+ 1,75	[illegible]
Worms & Cie	335	330	– 1,49	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1521	1525	+ 0,26	[illegible]
Elf Gabon	1715	1718	+ 0,17	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + –	% variation 31/12 (1)
ABN Amro Hol.#	112,50	113,10	+ 0,53	[illegible]
Adecco S.A.	2189	2188	– 0,04	[illegible]
Adidas AG #	675	682	+ 1,03	[illegible]
American Express	434,70	448,90	+ 3,03	[illegible]
Anglo American #	355,10	359	+ 1,09	[illegible]
Amgold #	380	398	+ 4,73	[illegible]
Arjo Wiggins App.	17,50	17,80	+ 1,71	[illegible]
A.T.T. #	219	220,80	+ 0,82	[illegible]
Banco Santander #	180	180,80	+ 0,44	[illegible]
Barrick Gold # ■	145,10	145	– 0,06	[illegible]
B.A.S.F. #	220,20	222	+ 0,81	[illegible]
Bayer #	228,90	230	+ 0,48	[illegible]
Cordiant PLC	11,40	11,45	+ 0,43	[illegible]
Crown Cork ord.#	328	329	+ 0,30	[illegible]
Crown Cork PF CV#	308	301,20	– 2,20	[illegible]
Daimler Benz #	464,80	466,70	+ 0,40	[illegible]
De Beers #	215	213,60	– 0,65	[illegible]
Deutsche Bank #	335,80	338,40	+ 0,77	[illegible]
Dresdner Bank #	211,30	210,50	– 0,37	[illegible]
Driefontein #	45,15	45	– 0,33	[illegible]
Du Pont Nemours #	709	691	– 2,53	[illegible]
Eastman Kodak #	471	471,80	+ 0,16	[illegible]
East Rand #	2,01	2	– 0,49	[illegible]
Echo Bay Mines #	35,75	35,40	– 0,97	[illegible]
Electrolux #	409,50	433,20	+ 5,78	[illegible]
Ericsson #	227	226	– 0,44	[illegible]
Ford Motor #	225,50	225,70	+ 0,08	[illegible]
Freegold #	36,60	36,50	– 0,27	[illegible]
Gencor Limited #	26,60	25,50	– 4,13	[illegible]
General Elect. #	386	389,60	+ 0,93	[illegible]
General Motors #	332	336,10	+ 1,23	[illegible]
Gle Belgique #	569	568	– 0,17	[illegible]
Grd Metropolitan	53,05	54	+ 1,79	[illegible]
Guinness Plc #	54,25	55	+ 1,38	[illegible]
Hanson PLC reg.	31	30,55	– 1,45	[illegible]
Harmony Gold #	36,45	35,60	– 2,33	[illegible]
Hitachi #	64,50	66,20	+ 2,63	[illegible]
Hoechst #	233	238	+ 2,14	– 2,37
I.B.M #	516	522	+ 1,16	+ 30,58
I.C.I #	80,35	81,50	+ 1,43	+ 27,34
Ito Yokado #	342,50	351,10	+ 2,51	[illegible]
Matsushita #	113,20	115,80	+ 2,29	[illegible]
Mc Donald's #	292,30	294,90	+ 0,88	[illegible]
Merck and Co #	576	579	+ 0,52	[illegible]
Mitsubishi Corp.#	70	71,95	+ 2,78	[illegible]
Mobil Corporat.#	823	828	+ 0,60	[illegible]
Morgan J.P. #	643	642	– 0,15	[illegible]
Nestle SA Nom. #	7360	7360	—	[illegible]
Nipp. MeatPacker #	77,80	78,50	+ 0,89	[illegible]
Nokia A	408	408,80	+ 0,19	[illegible]
Norsk Hydro #	310,10	309,50	– 0,19	[illegible]
Petrofina #	2090	2101	+ 0,52	[illegible]
Philip Morris #	271,10	272	+ 0,33	[illegible]
Philips N.V #	350	357	+ 2	[illegible]
Placer Dome Inc #	111	110,20	– 0,72	[illegible]
Procter Gamble #	850	842	– 0,94	[illegible]
Quilmes	337	330	– 2,07	[illegible]
Randfontein #	15,85	15,75	– 0,63	[illegible]
Rhone Poul.Rorer #	473,70	474,10	+ 0,08	[illegible]
Rio Tinto PLC #	105	105	—	[illegible]
Royal Dutch #	1200	1209	+ 0,75	[illegible]
Sega Enterprises	201	210	+ 4,47	[illegible]
Saint-Helena #	29,15	[illegible]	—	[illegible]
Schlumberger #	695	698	+ 0,43	[illegible]
SGS Thomson Micro.	446	448	+ 0,44	[illegible]
Shell Transport #	118,80	119,40	+ 0,50	[illegible]
Siemens #	339	338,30	– 0,20	[illegible]
Sony Corp. #	508	512	+ 0,78	[illegible]
Sumitomo Bank #	93,80	93,40	– 0,42	[illegible]
T.D.K #	431,40	429,90	– 0,34	[illegible]
Telefonica #	175	174	– 0,57	[illegible]
Toshiba #	38,50	39,40	+ 2,33	[illegible]
Unilever #	1185	1208	+ 1,94	[illegible]
United Technol. #	499	506	+ 1,40	[illegible]
Vaal Reefs #	343,40	339	– 1,28	[illegible]
Volkswagen A.G #	4050	4048	– 0,04	[illegible]
Volvo (act.B) #	156,70	156	– 0,44	[illegible]
Western Deep #	156	153,30	– 1,73	[illegible]
Yamanouchi #	153	155,60	+ 1,69	[illegible]
Zambia Copper	12,90	11,80	– 8,52	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 16 JUIN

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	119	5,597
CEPME 8,5% 88-97CA	100,18	8,224
CEPME 9% 89-99 CA#	110,55	7,496
CEPME 9% 92-06 TSR	122,50	8,901
CFD 9,7% 90-03 CB	123,57	3,361
CFD 8,6% 92-05 CB	120,10	3,839
CFF 10% 88-98 CA#	107,66	6,575
CFF 9% 88-97 CA#	101,39	6,386
CFF 10,25%90-01CB#	119	2,696
CLF 8,9% 88-00 CA#	113,04	8,536
CLF 9%88-93/98 CA#	103,24	3,403 o
CNA 9% 4/92-07	123,70	7,134
CRH 8,6% 92/94-03	117,98	8,365
CRH 8,5% 10/87-88#	107,75	2,468
EDF 8,6% 88-89 CA#	111,42	2,922
EDF 8,6% 92-04 #	119,20	7,673 o
Emp.Etat 6%93-97 #	100,23	5,556
Finansder 9%91-06#	124,06	5,055
Financ.8,6%92-02#	115,86	3,369
Floral9,75% 90-99#	111,50	8,815
OAT 8,5% 87-97CA#	100,07	8,360
OAT 88-98 TME CA#	—	3,979
OAT 9/85-98 TRA	101,20	4,068
OAT 9,50%88-98 CA#	105,96	9,344
OAT TMB 87/99 CA#	99,89	2,308
OAT 8,125% 89-99 #	108,19	0,557
OAT 8,50%90/00 CA#	111,77	1,983
OAT 85/00 TRA CA#	106,05	4,999
OAT 10%5/85-00 CA#	116,29	0,630
OAT 89-01 TME CA#	104,50	3,429
OAT 8,5% 87-02 CA#	117,87	4,397
OAT 8,50% 89-19 #	127,10	5,589
OAT 8,50%92-23 CA#	—	7,281
SNCF 8,8% 87-94CA	107,39	3,303
Lyon.Eaux 6,5%90CV	941	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	77	76
Baccarat (Ny) ●	530	530
Bains C.Monaco	606	601
Bque Transatlant.	171	165
B.N.P.Intercont.	670	673
Bidermann Ind. ●	110	110
B T P (la cie) ●	7,60	7,60
Centenaire Blanzy	461,10	[illegible]
Champex (Ny) ●	25	[illegible]
CIC Un.Euro.CIP	325	[illegible]
C.I.T.R.A.M. (B) ●	2211	2211
Concorde-Ass Risq	1271	[illegible]
Continental Ass.Ly.	601	610
Darblay ●	430	[illegible]
Didot Bottin	806	[illegible]
Eaux Bassin Vichy ●	3950	3950
Ecia	950	[illegible]
Ent.Mag. Paris ●	1420	[illegible]
Fichet Bauche ●	76	[illegible]
Fidei	37,50	[illegible]
Finalens ●	340	[illegible]
F.I.P.P. ●	272	[illegible]
Fonciere (Cie)	581	[illegible]
Fonc. Lyonnaise #	725	[illegible]
Foncina # ●	485,20	485,20
Francarep	291	[illegible]
France I.A.R.D. ●	1006	1006
France S.A.	1181	[illegible]
From. Paul-Renard ●	2050	2050
Gevelot ●	1218	[illegible]
G.T.I (Transport)	220	[illegible]
Immobail	150,10	150,10
Immobanque ●	655	655
Locamion (Ly) ●	504	504
Lucia	54	54
Monoprix	267	[illegible]
Metal Deploye	405	[illegible]
Mors	8,20	8,20
Navigation (Nle) ●	95	95
Optorg	359,70	[illegible]
Paluel-Marmont ●	330	[illegible]
Exa.Clairefont(Ny)	840	[illegible]
Parfinance	248	[illegible]
Paris Orleans	280	[illegible]
Promodes (CI)	1660	[illegible]
PSB Industries Ly	394,90	[illegible]
Rougier #	320	[illegible]
Saga	85,50	[illegible]
S.I.P.H. ●	185,10	[illegible]
Sofragi ●	4662	[illegible]
Taittinger	2900	[illegible]
Tour Eiffel	300	300
Vicat	528	[illegible]
Caves Roquefort	1950	[illegible]
Elyo	320	320
Finaxa	313	[illegible]
Gaillard (M) ●	1600	[illegible]
Givaudan-Lavirotte ●	1651	[illegible]
Grd Bazar Lyon(Ly) ●	160	[illegible]
Gd Moul.Strasbourg ●	1457	[illegible]
Hotel Lutetia	280	[illegible]
Hotels Deauville	580	[illegible]
Immeubl.Lyon(Ly)#	550	[illegible]

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 16 JUIN

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) # ●	41	41
Adecco Trav.Tem.Ly.	460	460
AFE #	527	521
Aigle #	245,50	243
Albert S.A (Ns)	130	124
Altran Techno. #	1959	1959
Arkopharma#	328	329
Montaignes P.Gest.	2700	2750
Assystem #	319,80	315
Bque Picardie (Li) ●	800	800
Bque Tarneaud(B)#	331,10	337
Bque Vernes	100	100
Beneteau #	800	800
B I M P.	77	69,15
Boiron (Ly) #	687	690
Boisset (Ly)# ●	490	490
But S.A.	336	329
Cardif SA	685	689
C.E.E #	164	164
CFPI # ●	405	405
Change Bourse (M) ■	256	247,20
CNIM CA#	223	226
Codetour	381	375,50
Comp.Euro.Tele-CET	485	475
Conflandey S.A.	280	280
C.A.Haute Normand.	316,30	315,30
C.A. Paris IDF	769	794
C.A.Ille & Vilaine	330	330
C.A.Morbihan (Ns)	316,90	316,80
C.A.du Nord (Li)	510	510
C.A. Oise CCI	301,20	301,50
Devanlay	568	560
Devernois (Ly)	680	685
Ducros Serv.Rapide	89	90,95
Europ.Extinc.(Ly)#	439	436
Expand s.a	590	585
Factorem	662	663
Faiveley #	251	255
Finacor	72,50	73
Fininfo	690	700
Fructivie	580	600
Gautier France #	256	256
Gel 2000	49	49
GFI Industries #	857	858
Girodet (Ly) # ●	29,85	29,85
GLM S.A.	283	280
Grandoptic.Photo #	861	875
Gpe Guillin # Ly	210	209
Kindy #	146	146
Guerbet	227	225
Hermes Internat.1#	568	564
Hurel Dubois	590	590
ICBT Groupe #	230	230
I.C.C.	136	132,20
ICOM Informatique	415	405
Idianova	72,80	72,80
Int. Computer #	88	87,10
IPBM	62,50	62,10
Jacques Bogart #	195	190
M6-Metropole TV	571	560
Manitou #	751	760
Manutan	438	436
Marie Brizard #	935	919
Maxi-Livres/Profr.	47,90	42,30
Mecelec (Ly)	70	68,90
MGI Coutier	290	290
Monneret Jouet Ly#	132	135
Naf-Naf #	65,40	64,10
NSC Schlum. Ny.	759	759
Onet #	970	1000
Paul Predault #	177	177
P.C.W. ●	19	19
Petit Boy # ●	96,30	[illegible]
Phyto-Lierac #	411,10	424
Pochet	747	720
Poujoulat Ets (Ns) ●	240	248
Radiall #	660	651
Robertet #	1235	1222
Rouleau-Guichard	326	311
Securidev #	119	116,20
Smoby (Ly)#	624	614
Sofco (Ly)	28	28,95
Softbus ●	368	368
Sogepag #	190	198
Sogeparc (Fin)	820	820
Sopra	569	553
Steph.Kelian # ●	121	109,30
Sylea	527	520
Teisseire-France	180,90	185
TF1-1	545	539
Thermador Hold(Ly)	268	268
Trouvay Cauvin #	114	110
Unilog	730	740
Union Fin.France	659	655
Viel et Cie #	134,50	138
Vilmorin et Cie #	492	495
Virbac	577	570

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 16 JUIN

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	46	46
Belvedere	841	842
BVRP	225	225
Coil	215	215
Electronique D2	805	800
FDM Pharma n.	221,50	225,30
Genset ●	350,10	358,10
Guyanor action B ●	19,20	19,20
High Co. ●	145	146
Infonie	114	113
Joliez-Regol ●	77,90	77,90
Mille Amis	106,40	106,40
Naturex	97	97
Olitec	1300	1300
Picogiga ●	279,50	279,50
Proxidis	28	28
R21 Santé	305,10	305,10
Stelax	4,35	4,22

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 16 JUIN

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin Cl. ●	735	[illegible]
Crédit Gén.Ind. ●	8,25	[illegible]
Générale Occidentale ●	195	[illegible]
Mumm ●	1100	[illegible]
Sté lecteurs du Monde ●	141,30	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 13 juin

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa)	140,47	133,78
Agipi Actions (Axa)	115,40	109,90
BANQUES POPULAIRES		
Valorg ◇	2426,78	2390,92
BNP — 3615 BNP		
Antigone Trésorerie	882678	882678
Natio Court Terme	14175	14175
Natio Court Terme2	384951	384951
Natio Epargne	2214,29	2192,37
Natio Ep. Capital C/D	16999,24	16830,93
Natio Ep. Croissance	3158,05	3096,13
Natio Ep. Obligations	223,45	219,07
Natio Epargne Retraite	165,31	162,07
Natio Epargne Trésor	11236,04	11213,61
Natio Epargne Valeur	138,59	135,87
Natio Immobilier	1389,56	1362,31
Natio Inter	2147,81	2105,70
Natio Opportunités	192,10	188,33
Natio Perspectives	1570,41	1539,62
Natio Placements C/D	78599,50	78599,50
Natio Revenus	1115,18	1104,14
Natio Sécurité	11427,65	11427,65
Natio Valeurs	1356,39	1329,79
BRED BANQUE POPULAIRE		
Moneden	92215,01	92215,01
Oblig. tres caté.	264,88	260,97
CDC-GESTION — GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS		
Livret Bourse Inv. D ◆	802,30	778,99
Nord Sud Dévelop. C ◆	2526,30	2521,26
Nord Sud Dévelop. D ◆	2395,72	2390,94
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC		
Patrimoine Retraite C ◇	311,56	305,45
Patrimoine Retraite D ◇	302,13	296,21
Sicav Associations C ◆	2419,56	2419,56
CDC TRÉSOR		
Fonsicav C ◇	19617,62	19617,62
Mutual. dépôts Sicav C ◇	19280,27	19261,01
CAISSE D'EPARGNE		
Écur. Act. Futur D PEA ◇	273,52	268,16
Écur. Capitalisation C ◇	247,99	247,99
Écur. Expansion C ◇	82620,53	82620,53
Écur. Géovaleurs C ◇	3551,28	3481,65
Écur. Investis. D PEA ◇	220,35	216,03
Écur. Monépremière ◇	11307,22	11307,22
Écur. Monétaire C ◇	13019,84	13019,84
Écur. Monétaire D ◇	12399,74	12399,74
Écur. Trésorerie C ◇	319,86	319,86
Écur. Trésorerie D ◇	307,44	307,44
Écur. Trimestriel D ◇	2008,15	2008,15
Éparcourt-Sicav D ◇	191,94	191,94
Géoptim C ◇	12601,50	12415,27
Géoptim D ◇	12263,73	12082,49
Horizon C ◇	2230,46	2186,73
Prévoyance Écur. D ◇	102,51	102,51
Sensipremière C ◇	13056,69	13024,13
Fonds communs de placements		
Écur. Capipremière C ◇	11914,25	11914,25
Écur. Sécuripremière C ◇	11940,43	11928,50
CRÉDIT AGRICOLE — CNCA		
Amplia ◇	119493,84	119493,84
Atout Amérique	181,68	177,25
Atout Asie	117,73	114,86
Atout Futur C	790,01	770,24
Atout Futur D	743,70	725,56
Coexis	1953,37	1920,72
Dieze	2117,54	2082,14
Elicash ◇	948299,70	948299,70
Epargne-Unie	209,15	204,05
Eurodyn	2593,94	2550,67
Indicia ◆	1695,71	1694,05
Moné.JC ◇	11937,82	11937,82
Moné.JD ◇	11558,32	11558,32
Oblifutur C	543,65	534,56
Oblifutur D	520,94	512,23
Oraction	1842,92	1797,97
Revenu-Vert	1217,19	1196,84
Sévéa ◆	117,92	115,04
Synthésis	17915,43	17598,65
Uni Association ◇	120,63	120,63
Uni Foncier	1380,62	1346,95
Uni France	847,25	826,59
Uni Garantie C	1862,63	1851,16
Uni Garantie D	1439,92	1415,85
Uni Régions	1766,20	1723,12
Univar C ◇	309,29	309,29
Univar D ◇	303,41	303,41
Univers Actions	246,62	240,60
Univers-Obligations	244,94	240,85
CIC BANQUES		
Francic	722,36	701,32
Francic Pierre	137,41	133,41
Francic Régions	1917,56	1880,22
CIC PARIS		
Associc ◇	1120,98	1120,98
Cicamonde	1594,90	1548,45
Convertic	401,55	389,62
Ecocic	1691,10	1641,34
Mensuelcic	10188,74	10087,86
Oblicic Mondial	3864,89	3807,73
Oblicic Régions	1213,95	1204,91
Rentacic	166,74	164,28
CRÉDIT LYONNAIS		
Euro Solidarité	1378,51	2364,86
Lion 20000 C	17145,04	17145,04
Lion 20000 D	16446,68	16446,68
Lion Association C	11038,88	11038,88
Lion Association D	11038,88	11038,88
Lion Court Terme C	26370,43	26370,43
Lion Court Terme D	23911,04	23911,04
Lion Plus C	1555,76	1525,25
Lion Plus D	1484,05	1454,95
Lion Trésor	2418,06	2394,12
Oblilion	2102,41	2087,59
Sicav 5000	740,23	725,72
Slivafrance	1238,68	1214,39
Slivam	582,83	571,40
Slivarente	253,07	248,11
Slivinter	789,33	773,85
Trilion	3272,26	3209,89
CRÉDIT MUTUEL FINANCE		
Avenir Alizes	2343,48	2297,53
CM Option Equilibre	260,84	257,96
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.	157,25	153,06
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	917,95	917,95
Créd.Mut.Ep.Ind. C	139,87	136,13
Créd.Mut.Ep.J	22918,07	22918,07
Créd.Mut.Ep.Monde	1686,50	1641,36
Créd.Mut.Ep.Oblig.	1868,81	1832,17
Créd.Mut.Ep.Quatre	1117,32	1095,41
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	876,90	859,14
Saint-Honoré Capital	19744,98	19548,38
St-Honoré March. Emer.	905,51	880,52
St-Honoré Pacifique	811,25	776,32
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux ◇	1830,96	1830,96
Stratégie Actions	1160,56	1119,92
Stratégie Rendement	1957,92	1896,29
LA POSTE		
Amplitude Amérique ◇	113,41	110,64
Amplitude Europe C ◇	156,02	152,21
Amplitude Monde C ◇	1058,14	1032,33
Amplitude Monde D ◇	1009,48	984,86
Amplitude Pacifique ◇	115,95	113,12
Elanciel D PEA ◆	175,91	171,62
Émergence Poste D PEA ◇	143,02	139,53
Géobilys C ◇	651,05	641,43
Géobilys D ◇	621,38	612,20
Kaleis Dynamisme ◇	1074,94	1053,86
Kaleis Équilibre ◇	1050,43	1029,83
Kaleis Sérénité ◇	1027,05	1006,91
Latitude C ◇	148,33	148,33
Latitude D ◇	135,13	[illegible]
Oblitys D ◇	616,40	[illegible]
Plénitude D PEA ◇	202,71	[illegible]
Poste Gestion C ◇	14839,37	[illegible]
Revenus Trimestr. D ◇	5266,28	[illegible]
Solstice D ◇	2374,89	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
Actimonétaire C	37948,19	[illegible]
Actimonétaire D	30900,26	[illegible]
Cadence 1 D	1080,41	[illegible]
Cadence 2 D	1071,42	[illegible]
Cadence 3 D	1057,99	[illegible]
Capimonétaire C	409,85	[illegible]
Capimonétaire D	369,80	[illegible]
Sogeoblig C/D	9211,58	[illegible]
Interoblig C	7402,07	[illegible]
Intersélection France D	720,12	[illegible]
S.G. France opport. C	1983,59	[illegible]
S.G. France opport. D	1893,59	[illegible]
Sogenfrance C	1803,37	[illegible]
Sogenfrance D	1648,37	[illegible]
Sogépargne D	312,66	[illegible]
Soginter C	2490,21	[illegible]
Fonds communs de placements		
Favor D ◆	1503,49	[illegible]
Sogeliance D ◆	1673,04	[illegible]
Sogenfrance Tempo D ◆	193,16	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

FORMULE 1 **Olivier Panis, victime d'un grave accident, dimanche 15 juin, lors du GP du Canada, souffre d'une double fracture à chaque jambe qui devrait le tenir écarté des circuits jusqu'à la fin de la saison. Il a été opéré à l'hôpital Sacré-Cœur de Montréal. ● LE PILOTE FRANÇAIS était septième de la course lorsqu'il a perdu le contrôle de sa monoplace pour venir percuter un muret de protection à plus de 200 km/h avant de s'encastrer dans des pneumatiques. ● ALAIN PROST devrait annoncer le nom du pilote remplaçant cette semaine, quelques jours avant le Grand Prix de France du 29 juin. ● LA COURSE, écourtée d'une quinzaine de tours, a été gagnée par Michael Schumacher (Ferrari), devant Jean Alesi (Benetton-Renault) et Giancarlo Fisichella (Jordan-Peugeot).**

Olivier Panis a été sérieusement blessé au Grand Prix du Canada

Victime d'une double fracture aux deux jambes, le pilote numéro un de l'écurie Prost-Mugen-Honda de formule 1 ne pourra pas terminer la saison. Il devra être remplacé d'ici deux semaines pour l'épreuve française, sur le circuit de Magny-Cours

L'ÉTAT DE SANTÉ d'Olivier Panis ne suscite plus d'inquiétude. Le pilote français, victime d'une violente sortie de route au Grand Prix du Canada, dimanche 15 juin, souffre de deux fractures au tibia et au péroné à chaque jambe, mais ses jours ne sont pas en danger.

Il avait été tout d'abord examiné dans le poste d'urgence installé sur le circuit de l'île Notre-Dame. Il avait ensuite été transporté par hélicoptère vers l'hôpital Sacré-Cœur de Montréal, un établissement spécialisé dans les cas majeurs de traumatologie.

Olivier Panis a subi, dans la soirée de dimanche, une intervention chirurgicale afin de réduire ses fractures. Il pourrait être transporté dès mercredi 18 juin en France. Mais les durées prévisibles de sa convalescence et de sa rééducation sont telles qu'il ne pourra sans doute pas recourir avant la saison prochaine.

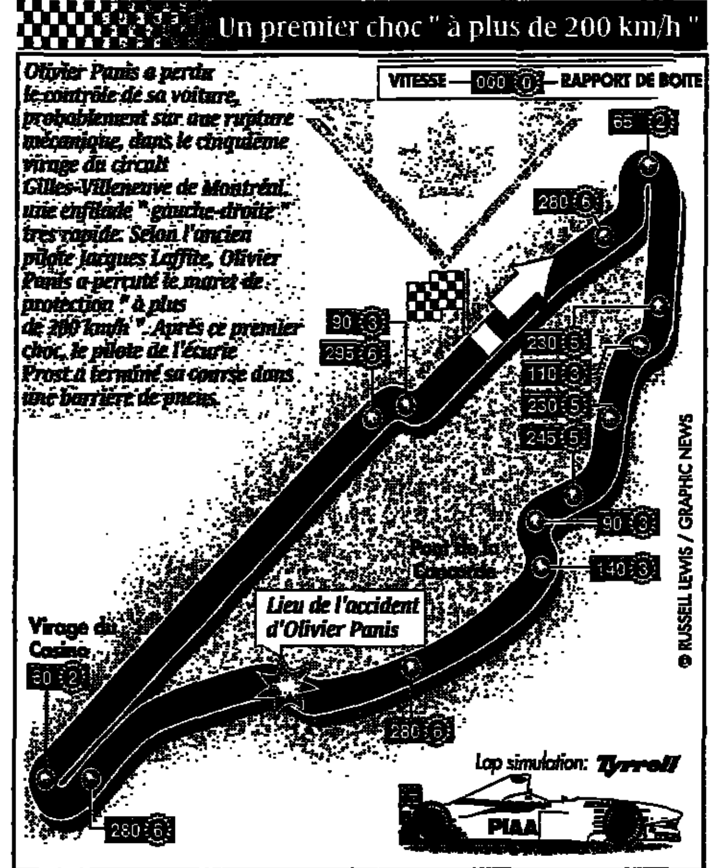
L'accident aurait pu tourner au drame. Sans doute victime de la rupture d'une pièce mécanique, la Prost-Mugen-Honda a semblé incontrôlable alors que la monoplace arrivait à plus de 200 km/h dans une série de virages rapides, au 52e tour. Olivier Panis ne pouvait empêcher sa voiture de percuter un mur de béton, à droite de la piste. Rebondissant violemment, l'automobile allait s'encastrer dans les protections constituées de piles de pneus, disposées le long du mur opposé.

« Ce tas de pneumatiques n'avait aucune raison d'être là, a accusé l'ancien pilote français Jacques Laffitte, qui commentait la course pour la chaine de télévision TF 1. *L'avant de la voiture d'Olivier s'est encastrée dedans et elle a été littéralement bloquée ».*

Dans la violence du choc, la partie avant de la monoplace était entièrement détruite. Malgré la résistance de la cellule de sécurité destinée à protéger les jambes des pilotes, Olivier Panis était sévèrement touché, mais restait conscient derrière son volant.

PREMIERS SOINS SUR LA PISTE

Après quelques instants de tergiversations, les commissaires de piste l'extrayaient du cockpit, hélas sans beaucoup de précautions. Il recevait les premiers soins au bord de la piste, à côté de l'épave de son auto. La voiture de sécurité intervenait alors pour ralentir les concurrents. Il fallait encore deux tours à la direction de course pour arrêter l'épreuve et permettre ainsi l'évacuation du blessé.



Après avoir pu parler avec son pilote numéro un à l'hôpital de Montréal, Alain Prost a privilégié l'hypothèse d'un problème technique. *« Il s'agit vraisemblablement de la rupture d'une pièce mécanique,* a estimé le quadruple champion du monde. *Dans le cas d'une faute de pilotage, il y a toujours quelque chose à tenter. Là, non... ».*

Ce n'est pas la première fois que de graves accidents surviennent sur le circuit de l'île Notre-Dame. En 1980, le coureur français Jean-Pierre Jabouille avait déjà été gravement blessé aux jambes à la suite d'un accident, qui l'avait obligé à se retirer de la compétition. L'Italien Ricardo Paletti avait trouvé la mort sur ce circuit en 1982, dans une collision sur la ligne de départ.

Probablement absent des circuits pour le reste de la saison, et certainement pourle Grand Prix de France qui doit se courir le 29 juin à Magny-Cours, Olivier Panis devra être remplacé au sein de l'écurie Prost Grand Prix. *« C'est un gros coup dur pour l'écurie mais surtout pour Olivier,* a commenté Alain Prost. *Ce n'est pas le moment de parler de son remplaçant, mais il est vrai que la vie continue pour l'équipe et qu'il va nous falloir choisir un autre pilote ».* Les deux jeunes Français Emmanuel Collard et Jean-Christophe Boullion pourraient être appelés à lui succéder momentanément.

Sur le podium, la victoire de Michael Schumacher (Ferrari) a été célébrée avec sobriété. *« Nous avons été sous le choc en voyant la voiture de Panis en miettes »,* a déclaré Jean Alesi, deuxième à Montréal sur sa Benetton-Renault.

« En tant que président de l'association des pilotes, j'attends de savoir exactement ce qui s'est passé pour faire des commentaires sur cet accident, indiquait pour sa part le leader du championnat du monde Michael Schumacher. *On aura peut-être des remarques à faire sur les problèmes de sécurité sur ce circuit ».*

C. de C. et E. C.
(avec Pascale Guéricolas à Montréal)

Un pilote en pleine ascension

● **Troisième du championnat** du monde des pilotes avant le Grand Prix du Canada, avec 15 points en 6 courses, Olivier Panis ne pourra sans doute pas améliorer cette année son meilleur résultat obtenu en 1996 avec 16 points sur sa Ligier. Deuxième à Barcelone, dans la précédente course, troisième au Brésil, sa quatrième saison de formule 1 était celle de la métamorphose.

● **A trente ans,** celui qui reste, selon Alain Prost, *« la pièce maîtresse »* de l'écurie, avait surpris par sa détermination et par sa rapidité lors des essais : il s'était qualifié sur la deuxième ligne aux Grands Prix d'Argentine et de Saint-Marin. *« Je suis plus rapide parce je me sens beaucoup plus en confiance avec cette voiture »,* confiait-il.

● **En 1995,** Olivier Panis avait remporté sa première victoire en formule 1, au Grand Prix de Monaco. En 1993, il avait été champion de France de formule Renault et champion intercontinental de formule 3000.

24 Heures du Mans : victoire inattendue de la Joest

Le trio Alboreto-Johansson-Kristensen a remporté, dimanche 15 juin, la 65e édition des 24 Heures du Mans à bord du prototype Joest, devant deux McLaren-BMW. L'épreuve a été marquée par les déboires des voitures d'usine Nissan et Porsche. Le constructeur allemand, associé à Joest lors de sa victoire en 1996, avait décidé, cette année, de privilégier ses voitures grand tourisme. En tête de la course depuis la deuxième heure, la Porsche n̊ 25 a abandonné dimanche matin après une sortie de piste. La Porsche n̊ 26, qui menait avec un tour d'avance sur la Joest, a connu un sort similaire vers 14 heures lorsque son moteur s'enflamma. Michele Alboreto et Stefan Johansson, anciens coéquipiers en formule 1 chez Ferrari, et le Danois Tom Kristensen s'imposent donc pour la première fois. Il s'agit du quatrième succès de l'écurie Joest, tous obtenus avec le numéro 7.

Michael Schumacher (Ferrari) gagne une course tronquée

COMME Olivier Panis en a fait la terrible expérience, le circuit de Montréal est l'un des plus dangereux de la saison. Le Grand Prix du Canada, dimanche 15 juin, en a été une nouvelle illustration. Avant son interruption au 54ème des 69 tours prévus, la course n'avait pas manqué de rebondissements, pour la plupart liés aux difficultés d'adhérence sur cette piste tracée dans un parc d'attractions de la métropole québecoise.

Parti d'une position de pointe arrachée à la toute dernière minute de la séance de qualification, samedi 14, Michael Schumacher a remporté sa deuxième victoire de la saison sur une ultime traîtrise du revêtement. Longtemps en tête de la course, l'Allemand avait du céder la première place à David Coulthard. L'Ecossais semblait parti pour un succès, tirant ainsi profit d'une audacieuse stratégie d'un seul arrêt aux stands.

Mais la McLaren-Mercedes qui avait pu parcourir quarante tours avec les mêmes gommes, ne pouvait pas en boucler plus d'une poignée avec son nouveau train de pneus. Moteur calé, l'arrêt au stand de David Coulthard se prolongeait. La Ferrari, elle aussi en délicatesse avec les roues fournies par Goodyear, s'emparait alors alors de la tête de la course jusqu'à l'interruption provoquée par l'accident d'Olivier Panis. Michael Schumacher reprend ainsi la tête du championnat du monde des pilotes à Jacques Villeneuve, qui risque de douter longtemps à la suite de sa bévue de Montréal. Devant son public, le pilote québecois a en effet commis une erreur de pilotage dès le deuxième tour de la course.

« La piste est très poussiéreuse, et j'ai mal jugé la situation, a immédiatement reconnu celui qui était jusqu'alors en tête du championnat du monde. *J'ai mal apprécié le virage et je suis rentré dedans un peu trop rapidement. »*

LE SANS-FAUTE D'ALESI

Le Canadien n'a pas été le seul à se laisser surprendre par l'état du revêtement. Dès le départ, comme c'est malheureusement son habitude, l'Irlandais Eddie Irvine s'est jeté sans retenue dans le peloton. Pour l'éviter, Olivier Panis a percuté la McLaren-Mercedes de Mika Hakkinen. La Prost-Mugen-Honda, qui a dû s'arrêter pour changer de capot avant, a sans doute été fragilisée dans l'incident.

L'état de la piste, à la fois poussiéreuse sur certaines portions et très abrasives, est également à l'origine des sorties de route de la Minardi d'Ukyo Katayama, et de la Jordan-Peugeot de Ralf Schumacher.

En revanche, Jean Alesi, auteur d'un magnifique départ, a parfaitement maîtrisé les pièges d'un circuit où il avait remporté la seule victoire de sa carrière en 1995. Le Français a obtenu une excellente seconde place. Mais comme les autres pilotes de ce Grand Prix perturbé, ses seule pensées allaient à Olivier Panis.

Avec la victoire du Sud-Africain Ernie Els à l'US Open, le golf s'offre un nouveau coup de jeune

ATLANTA
correspondance

Le lieu choisi semblait destiné aux plus anciens. Ou, au moins, à un joueur d'un âge assez mûr pour avoir appris le respect de l'histoire. Le *Congressional,* un parcours creusé dans les faubourgs de Washington. Dix-huit trous dessinés d'un trait fin et souvent fréquentés, par tradition autant que par commodité, par les locataires successifs de la Maison Blanche. Pas vraiment le genre d'endroit, donc, où l'US Open s'attendait à prendre un nouveau coup de jeune.

Mais dimanche 15 juin, l'homme dont le public a respectueusement salué la victoire, sur le *green* du 18e et dernier trou, porte encore sur le visage un rien d'adolescence. Ernie Els, un Sud-Africain de Johannesburg, avoue seulement vingt-sept ans. Une fraîcheur dont il n'a jamais ressenti les effets les plus pervers, au dernier jour du tournoi, lorsque la victoire semblait ne pas vouloir choisir entre lui et ses trois derniers rivaux, l'Ecossais Colin Montgomerie et les deux Américains, Tom Lehmann et Jeff Maggert.

Deux mois après le triomphe de Tiger Woods au Masters d'Augusta, Ernie Els a poursuivi l'œuvre de rajeunissement du golf professionnel. Il l'a fait sans trembler, tranquillement, en écartant un à un ses trois compagnons de route. Pour boucler dans un sourire à peine visible l'un des tournois les plus indécis que l'US Open ait connu en près d'un siècle d'existence.

QUATRE AU FINAL

A l'heure du déjeuner, dimanche, quatre hommes se partageaient encore la première place. Colin Montgomerie, un Ecossais rondouillard, souvent montré du doigt comme une injustice de l'histoire pour n'avoir jamais su, malgré un talent jugé immense, s'offrir le moindre titre du Grand Chelem . Tom Lehmann, le dernier vainqueur du British Open, deux fois battu d'un rien dans cette même compétition. Jeff Maggert, le moins reconnaissable du groupe, un timide gaillard dont l'unique victoire sur le circuit, en 1993, n'a jamais alourdi le sac de golf.

Ernie Els, enfin, le seul de la bande capable de s'exprimer sur l'US Open à la première personne. Il l'a remporté en 1994. Un succès dont il saura se souvenir tout au long de la journée.

Aux deux tiers du parcours, les quatre hommes avancent toujours du même pas. Une égalité parfaite que le public observe religieusement comme si se construisait sous ses yeux un vrai moment d'histoire. Mais Jeff Maggert cède le premier, au 14e trou. Normal, pense-t-on. Deux trous plus loin, Tom Lehmann rend les armes à son tour. Surprenant. Au 17e Colin Montgomerie baisse lui aussi les bras. Dommage.

Au 18e et dernier trou, Ernie Els est seul au monde. Il boucle son tournoi sans plus d'émotion que s'il en finissait d'un simple parcours de mise en jambes. Une habitude de l'adversité dont il explique calmement l'origine : *« En golf, j'ai toujours été le jeunot. A quatorze ans, je jouais fréquemment avec des gars de quarante ans ou plus. Ils attendaient tous mon faux-pas, mais j'ai toujours aimé les décevoir. »*

SANS PROFESSEUR

A la différence de Tiger Woods, Ernie Els n'est pas né golfeur. A six ans, il s'échappe de l'école pour jouer au rugby et épuise ses week-ends sur le court de tennis que son père a fait construire à l'arrière de leur maison. Le golf, il ne le découvre vraiment que le jour de son huitième anniversaire, lorsqu'un ami de la famille lui fait le cadeau d'un manuel technique écrit de la main de Jack Nicklaus. Sa lecture l'amuse et l'intrigue.

Puis le gamin se laisse gagner par la passion du jeu. Il dévore chaque ligne de l'ouvrage, s'abrutit de retransmissions télévisées et se sert d'une table de billard comme d'un *green* monté sur pieds pour s'initier à l'art du *putt.*

« J'ai d'abord appris la théorie, explique-t-il aujourd'hui. *Et puis je l'ai mis tout seul en pratique. Mais je n'ai jamais pris la moindre leçon. A ma connaissance, je suis le seul dans ce cas parmi tous les joueurs du circuit. »* Sa victoire aux championnats du monde juniors, à l'âge de quatorze ans, va accélérer sa singulière formation. A son retour à Johannesburg, son père a rasé le court de tennis familial pour poser à sa place un *green* en grandeur nature. *« Il avait même creusé un bunker,* raconte Ernie Els, *avec du vrai sable ramené de la plage. »*

Dimanche soir, ce jeune homme au rire timide a quitté le *Congressional* en portant sous un bras le trophée de l'US Open. Son deuxième, à vingt-sept ans . Le genre de privilège que le golf n'avait accordé qu'à Jack Nicklaus. Et qu'il pensait sûrement ne plus offrir désormais qu'au jeune Tiger Woods.

Alain Mercier

L'envolée de Tiger Woods freinée par le tourbillon médiatique

ATLANTA
correspondance

L'Amérique raffole de Tiger Woods. Elle ne jure plus que par lui et attend de chacun de ses coups un nouvel éclair de génie. Mais cette passion collective semble peser parfois d'un poids écrasant sur les épaules encore étroites du nouveau prodige des *greens.*

Attendu comme le Messie dès le premier trou de l'US Open, au petit matin du jeudi 12 juin, il a traversé le tournoi en se perdant souvent en route.

Sa première journée a été un désastre, la deuxième une brève éclaircie (un score de 67, trois coups en dessous du par) et les deux dernières simplement correctes. Au final, une dix-neuvième place commentée dans l'assistance par une longue moue de dépit.

Le jeune homme a déçu et ne s'est pas cherché d'excuses. Il en avait sûrement le droit, pourtant, tellement la tâche lui avait été rendue difficile.

LE PREMIER GRAND CHELEM ?

A la veille du tournoi, le tourbillon médiatique qui annonce chacun de ses pas depuis sa victoire au Masters, en avril, avait atteint la force d'une tornade (*Le Monde* du 15 avril).

Le magazine américain *Sports Illustrated* assurait, enquête à l'appui, que Tiger Woods avait l'étoffe pour entrer dès cette année dans la légende en réussissant le premier Grand Chelem de l'histoire.

Le quotidien *USA Today* publiait un curieux sondage dont le résultat soutenait que l'Américain moyen payerait aujourd'hui plus cher pour porter le sac de golf de Tiger Woods que pour jouer au basket avec Michael Jordan.

Au même moment, Nike profitait de l'opportunité de l'US Open pour présenter la griffe Tiger Woods, un logo tout en rondeurs censé distinguer une ligne de vêtements et de chaussures qui devrait inonder la planète golf au printemps prochain.

Pendant ce temps, le jeune homme cherchait au fond de sa mémoire à retrouver la forme éblouissante dont il s'était servi sur le parcours du Masters. Il avait, pour cela, besoin d'un peu de calme et d'une once de patience. Deux choses qui lui sont, désormais, tout bonnement interdites.

A. M.

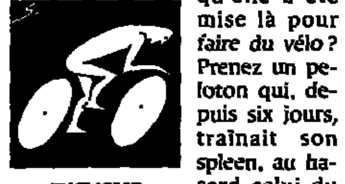
Abraham Olano est le héros malheureux du Critérium du « Dauphiné libéré »

Obnubilés par le Tour de France, les favoris ont préféré ménager leurs efforts

L'Allemand Udo Bolts (Telekom) a remporté le 50e Critérium du *Dauphiné libéré* avec 13 secondes d'avance sur Abraham Olano (Banesto). Le coureur espagnol semblait assuré de la victoire finale, samedi 14 juin, après la première étape alpestre, mais une chute spectaculaire et des ennuis mécaniques lui ont coûté la victoire finale, lors de la dernière étape, dimanche, entre Briançon et Chambéry.

CHAMBÉRY
de notre envoyé spécial

Qui a inventé la montagne ? On laissera à chacun sa libre opinion. Mais comment ne pas croire qu'elle a été mise là pour *faire du vélo* ? Prenez un peloton qui, depuis six jours, traînait son spleen, au hasard celui du 50e Critérium du *Dauphiné libéré*. Coureurs et suiveurs déroulaient leur ennui dans la morne plaine. Restaient ces deux dernières étapes, où les organisateurs, pour agrémenter la fête, avaient amené huit cols alpestres à avaler par packs de quatre, samedi 14 et dimanche 15 juin. Ainsi suspendu au-delà de 1 000 mètres, le *Dauphiné* se chargea d'émotions à mesure que se raréfiait l'oxygène. Entre Digne-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence) et Briançon (Hautes-Alpes), puis entre Briançon et Chambéry (Savoie), se jouèrent deux beaux actes de la tragi-comédie cycliste.


CYCLISME

L'Espagnol Abraham Olano restera le héros de la course. Cela ne le consolera sans doute pas de l'avoir perdue au profit de l'Allemand Udo Bolts. La poisse s'est collée à l'ancien champion du monde comme goudron au boyau. Une chute spectaculaire dans la descente du col de Porte, un rayon cassé sur son vélo de dépannage, un problème de cale-pied enfin ont anéanti, en moins de dix kilomètres, ses chances de victoire.

LE TOUR EN CONSOLOATION

A Briançon, où il l'avait emporté la veille, il comptait encore une minute et neuf secondes d'avance au classement général, pécule glané sur les pentes mythiques de l'Izoard (2 360 mètres). A Chambéry, malgré un dernier sprint aussi beau qu'inutile, le champion basque accusait au bout du suspense treize secondes de retard au classement général final.

Il reste au successeur de Miguel Indurain au sein de l'équipe Banesto un lot de consolation : le Tour de France. Abraham Olano était là pour se préparer à la Grande Boucle (5-27 juillet), cardiofréquencemètre autour du poitrail.

« Miguel se préparait en écoutant ses sensations, Abraham en comptant ses pulsations », distingue Jose-Miguel Echavarri, le directeur sportif de l'équipe. L'héritier a montré toute la semaine des dispositions qui en font un des favoris de la légendaire épreuve. Mais qu'un simple équipier de Deutsche Telekom, entré déjà dans la trentaine, ait titillé sa suprématie dans ce *Dauphiné* a dû certainement agacer cet Olano-là.

La *Mannschaft* du Danois Bjarne Riis et de l'Allemand Jan Ullrich s'annonce encore la formation à battre du prochain tour. L'équipe Once affiche également des prétentions, avec le Suisse Alex Zülle et le Français (numéro un mondial) Laurent Jalabert. Encore faudrait-il que ces quatre garçons arrêtent de jouer les cachottiers.

Bjarne Riis ayant déclaré forfait à trois jours du départ, Alex Zülle ayant abandonné à trois jours de l'arrivée, Laurent Jalabert ayant rayé cette course de son calendrier après y avoir connu de sérieux déboires la saison dernière, il ne restait plus guère de gradés du peloton sur la feuille de présence de l'épreuve organisée par Thierry Cazeneuve, qui ne cachait pas son amertume devant autant de légèreté. Plusieurs ténors avaient préféré s'aplatir dans un Tour du Luxembourg sans relief.

Le *must* de l'avant-Tour de France semble être cette année le Tour de Suisse, qui débute ce mardi. Tout le monde y aura-t-il retrouvé le goût de la bagarre ? La gestion physique individualisée des coureurs aboutit à des comportements de moutons de Panurge. Miguel Indurain ayant remporté le Tour de France après le *Dauphiné* en 1995, cette dernière course était devenue la préparation idéale pour tous. Mais Miguel Indurain ayant coincé dans le Tour de France après avoir (trop ?) brillé dans le *Dauphiné* en 1996, elle devient proscrite.

« Je ne suis pas convaincu que se cacher soit la bonne méthode », estime José-Miguel Echavarri. On l'espère également pour l'avenir sportif d'épreuves comme celle qui vient de s'achever. On souhaite que Richard Virenque, qui mit un point d'honneur à ne pas abandonner malgré ses ennuis de santé (séquelles de l'extraction d'une dent de sagesse), aura récupéré tous ses moyens pour « son » Tour.

Même lieu, même heure, on prie pour qu'Abraham Olano ait gardé sa condition et perdu la malchance lors du sacro-saint rendez-vous hexagonal. Leur bonne volonté ne passera pas alors pour de l'innocence et des générations de coureurs reviendront s'escrimer dans les Alpes avant l'heure. Les montagnes françaises n'ont pas été inventées pour ne servir qu'une fois, au mois de juillet.

Benoît Hopquin

La renaissance de Jean-Cyril Robin

***Johnny Weltz, son directeur sportif, lui avait demandé « de se tenir tranquille »*, mais, au moment d'aborder les deux grandes étapes de montagne du Dauphiné libéré, Jean-Cyril Robin se sentait *« en confiance »*. Alors le grimpeur de l'équipe américaine US Postal Services a suivi les meilleurs : 3e samedi 14 juin, à Briançon, dans les roues d'Abraham Olano et d'Udo Bolts ; puis 4e le lendemain à Chambéry, le Français a pris la troisième place du classement général final.**

Ce résultat correspond à une renaissance pour Jean-Cyril Robin, qui avait connu deux années mitigées chez Festina. Après le bon début de saison de son leader, Viatceslav Ekimov, ce podium inattendu devrait permettre à l'US Postal Services de décrocher une invitation pour le Tour de France. *« Je ne conçois pas une saison sans faire le Tour »*, affirme Jean-Cyril Robin, qui ne doute pas une seconde qu'à vingt-sept ans il sera le 5 juillet au départ de sa cinquième Grande Boucle.

Tyrans de la NBA, les Chicago Bulls s'inquiètent de leur avenir

ATLANTA
correspondance

La victoire s'est jouée d'un rien. Quatre points, une misère. Et elle a hésité longtemps, avant de choisir les Chicago Bulls, vainqueurs (90-86) des Utah Jazz, vendredi 13 juin, pour remporter leur cinquième titre NBA. *Quatre victoires à deux, pour les* Bulls. Comme prévu. Comme d'habitude. Cette dernière marche, Michael Jordan et les siens ont pris tout leur temps pour en trouver l'accès.


BASKET

A la mi-temps, les Jazz avaient poussé la porte du vestiaire en portant à bout de bras un avantage de sept points. Au début du dernier quart-temps, il leur en restait encore six et, sur le visage, la certitude de pouvoir inverser une logique que beaucoup jugeaient pourtant irrémédiable. A vingt-huit secondes de la fin, le score se refusait encore à pencher (86-86). Et Chicago retenait son souffle.

Mais un panier du minuscule Steve Kerr, marqué à cinq secondes du coup de gong, a réveillé le stade et assommé les Jazz. Un autre de Toni Kukoc, dans l'ultime seconde de jeu, les a forcés au silence.

Cinquième titre en sept ans. Le plus laborieux, arraché à la peine au terme d'une saison épuisante et parfois incertaine. *« Nous avons connu beaucoup de blessures et plusieurs suspensions, mais quel parcours ! »*, s'extasiait Phil Jackson, l'entraîneur des Bulls, en séchant d'un doigt les larmes d'émotion qui embuaient ses fines lunettes.

Soixante-neuf victoires et treize défaites en saison régulière. Un seul faux pas dans leur salle, face aux Atlanta Hawks, sur l'ensemble des *play off*. Une œuvre presque parfaite pour cette équipe, que les experts sont de plus en plus facilement tentés de désigner comme la plus brillante de l'histoire.

Vendredi soir, Chicago a célébré tard dans la nuit cette nouvelle fierté. Elle l'a fait sans réserve ni retenue, mais en se demandant avec inquiétude si ce succès aurait bientôt une suite.

« Les finales NBA 1997 pourraient bien constituer l'ultime tour d'honneur des Bulls », avait titré le quotidien *USA Today* à la veille du premier bras de fer, vendredi 30 mai dernier. La question avait alors rapidement disparu des conversations. Il fallait jouer. Et surtout l'emporter. Mais elle est toujours sans réponse. Et bien malin qui oserait dessiner, aujourd'hui, le visage de l'équipe le jour où seront frappés les trois coups de la prochaine saison.

L'équation compte au moins trois inconnues. Trois noms que la ville a appris depuis longtemps à ne prononcer qu'avec le plus grand respect. Michael Jordan, Scottie Pippen et Phil Jackson, les trois figures incontournables de la réussite des Bulls.

Le premier des trois ne s'en est jamais caché : son avenir de joueur dépend étroitement de celui des deux autres. Assommé de questions depuis le début des *play off*, Michael Jordan répète comme un refrain son envie de prolonger son bail avec les Bulls. Mais il précise également qu'il le fera seulement dans le cas, encore incertain, où Phil Jackson et Scottie Pippen resteraient eux aussi en ville.

« La complicité qui existe entre Phil et moi dépasse de loin les simples rapports entre un joueur et un entraîneur, explique-t-il. *Et il n'est pas question pour moi, à mon âge* [34 ans depuis le 17 février], *de recommencer à zéro avec un nouveau coach. »* Seul ennui, mais de taille : Phil Jackson a bouclé vendredi soir son contrat avec les Bulls. Désormais libre comme l'air, il peut répondre selon sa seule humeur au volumineux courrier du cœur reçu d'une demi-douzaine d'équipes de la NBA. A Chicago, on le dit volontiers tenté par une nouvelle saison sur le banc des Bulls. L'intéressé réserve encore sa réponse.

Scottie Pippen, lui, semble en savoir encore moins sur sa propre destinée. A 31 ans, une pleine année de contrat le retient encore, au moins en théorie, dans la capitale de l'Illinois. Mais les rumeurs de son départ ont souvent circulé, ces derniers jours, dans les couloirs de l'United Center de Chicago. Il se disait même qu'il pourrait faire l'objet d'un échange avec les Philadelphia 76ers.

Les regards de Chicago sont désormais tournés vers le bureau de Jerry Reinsdorf, le propriétaire des Bulls. La ville attend de lui un oui, sincère et sans réserve, aux exigences financières de Michael Jordan, Scottie Pippen et Phil Jackson. En sachant qu'un seul non de sa part pourrait suffire à détruire le bel édifice. Et, effrayante perspective, à pousser Michael Jordan vers une deuxième retraite, définitive cette fois.

Alain Mercier

Plus fort que les Los Angeles Lakers

En remportant cinq finales NBA en sept ans (1991, contre les Los Angeles Lakers, 1992, contre Portland, 1993, contre Phoenix, 1996, contre Seattle, 1997, contre les Utah Jazz), les Chicago Bulls font mieux que les Los Angeles Lakers, vainqueurs à cinq reprises en neuf ans dans les années 80. Depuis l'introduction en NBA de la règle des vingt-quatre secondes en 1954 (temps maximal de possession de la balle), seuls les Boston Celtics peuvent se vanter d'un palmarès plus impressionnant, avec huit titres consécutifs, entre 1959 et 1966.

Les Utah Jazz, qui accédaient pour la première fois en finale, avaient perdu les deux premiers matches à Chicago (84-82, 97-85), avant de se ressaisir à domicile en égalisant à deux manches partout, chez eux, à Salt Lake City (104-93, 78-73). En perdant le cinquième match (88-90), sur leur terrain, ils étaient condamnés à remporter les deux dernières rencontres à Chicago pour pouvoir espérer décrocher le titre.

Le Real Madrid champion d'Espagne de football pour la 27e fois

LE REAL de Madrid est devenu champion d'Espagne en s'imposant (3-1), samedi 14 juin, face à l'Atletico de Madrid (buts inscrits par Raul, Hierro et Mijatovic, contre un but d'Esnaider). A une journée de la fin, le club entraîné par l'Italien Fabio Capello ne peut plus être rejoint par le FC Barcelone, qui accuse un retard de cinq points. Ce 27e titre national du Real a été fêté, dès la fin du match, dans les rues de la capitale par près de 350 000 personnes. En tête du championnat depuis la 14e journée, le Real a su se montrer régulier tout au long de la saison, ne concédant que trois défaites.

Ce succès est d'abord celui de Fabio Capello, qui a appliqué à Madrid la recette qui avait permis à son ancien club, le Milan AC, de se hisser au sommet du football européen : un bloc collectif compact et rigoureux, au service de grandes individualités. Grâce à ses énormes moyens financiers, le Real a également profité de l'arrêt Bosman introduisant la libre circulation des joueurs en Europe : six étrangers figuraient samedi dans le onze de départ.

Polémique autour de la candidature du Cap aux JO de 2004

***LE MINISTRE** sud-africain des sports* a entamé les espoirs de la ville du Cap, candidate à l'organisation des Jeux Olympiques de 2004, accusant le président du Comité municipal olympique, Chris Ball, de népotisme et de favoritisme racial, selon la presse dominicale. Steve Tshwete a ordonné à Chris Ball de *« faire disparaître »* du comité municipal chargé de la promotion de la ville pour l'organisation des JO, son fils et sa fille, respectivement photographe et conseiller diplomatique du comité, écrit l'hebdomadaire sud-africain *Sunday Times*.

M. Tshwete a encore accusé M. Ball d'avoir constitué une équipe entièrement blanche, chargée de trouver un soutien international à la candidature du Cap, estimant que *« le peuple noir d'Afrique du Sud n'était pas satisfait »*. Selon le ministre, les membres africains du Comité international olympique (CIO) ont déjà indiqué que le Cap n'était pas représentatif du continent africain, car trop peu de Noirs prenaient part à l'aventure. Parmi les villes candidates aux JO de 2004, Le Cap est considérée par beaucoup comme occupant actuellement la troisième place, derrière Rome et Athènes, et devant Stockholm et Buenos Aires. – (*AFP.*)

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME : un ex-cycliste professionnel allemand.** Jörg Paffrath, trente ans, a reconnu s'être dopé pendant toute sa carrière avec pas moins de 24 produits interdits différents, soulignant que *« presque personne »* ne courait *« le Tour de France avec seulement des pâtes et de l'eau »*. Dans des déclarations à l'hebdomadaire *Der Spiegel*, lundi 16 juin, Jörg Paffrath, qui a mis fin à sa carrière l'été dernier après avoir subi un contrôle antidopage positif (amphétamines), affirme que ce sont les managers et les dirigeants du cyclisme qui obligent les coureurs *« à se manipuler »*.

■ **FOOTBALL : la directrice commerciale du club russe Spartak de Moscou,** Larisssa Netchaïeva, a été tuée par des inconnus qui ont ouvert le feu, dimanche 15 juin, sur sa voiture, à Taratovo, un village situé à 120 kilomètres à l'est de Moscou. Elle était chargée des finances du club et des questions de parrainage. Son assassinat rappelle celui du chef de la Fédération russe de hockey sur glace, Valentin Sytch, soixante ans, l'un des hommes les plus influents du monde du sport en Russie, abattu au mois d'avril alors qu'il se trouvait au volant de sa voiture. – (*AFP.*)

■ **JUDO : le champion olympique des plus de 95 kilos, David Douillet**, a emporté une nouvelle victoire, samedi 14 juin, après son grave accident de moto du mois de septembre 1996, en battant le Belge Verhorsten, lors du deuxième tour de la coupe d'Europe des clubs qui a permis au Paris-Saint-Germain de battre (5-2) le club néerlandais de Ryu Nimègue, au stade Charléty, à Paris. David Douillet avait effectué un retour victorieux sur les tatamis, le 24 mai, contre Belgrade, au premier tour de la compétition. Il doit maintenant se rendre à Bari (Italie) pour participer aux Jeux méditerranéens, pour un premier vrai test international au plus haut niveau.

Jean Poczobut devient conseiller du nouveau ministre des sports

JEAN POCZOBUT, soixante et un ans, ex-président de la Fédération française d'athlétisme (FFA), a donné son accord pour devenir le conseiller en matière de sport du nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports Marie-George Buffet. Jean Poczobut a été notamment entraîneur national, directeur technique national puis président de la FFA. Il a occupé, de 1990 à 1992, le poste de responsable de la cellule de la préparation olympique (PO). Il est également membre du Conseil de la Fédération internationale d'athlétisme (FIA) et avait présidé l'organisation des championnats du monde en salle 1997, à Bercy. En début d'année, il n'avait pas sollicité de nouveau mandat à la tête de la FFA, cédant la place à Philippe Lamblin.

■ ***LOTO* : résultats des tirages no 48 du samedi 14 juin. Premier tirage** : 12, 18, 20, 26, 33, 35 ; numéro complémentaire : 28. Rapport pour 6 bons numéros : 4 768 830 F ; rapport pour 5 numéros, plus le complémentaire : 48 535 F ; pour 5 numéros : 5 220 F ; pour 4 numéros : 137 F ; pour 3 bons numéros : 15 F.

Second tirage : 1, 5, 14, 21, 24, 40 ; numéro complémentaire : 18. Rapport pour 6 numéros : 6 575 050 F ; rapport pour 5 numéros, plus le complémentaire : 31 885 F ; pour 5 numéros : 6 030 F ; pour 4 numéros : 137 F ; pour 3 numéros : 14 F.

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

Grand Prix du Canada
1. M. Schumacher (All., Ferrari) ; 2. J. Alesi (Fr., Benetton-Renault), à 2 s 565 ; 3. G. Fisichella (It., Jordan-Peugeot), à 3 s 219 ; 4. H.-H. Frentzen (All., Williams-Renault), à 3 s 768 ; 5. J. Herbert (G-B, Sauber), à 4 s 716 ; 6. S. Nakano (Jap., Prost-Mugen Honda), à 36 s 701.
Championnat du monde des pilotes : 1. M. Schumacher (All.), 37 pts ; 2. J. Villeneuve (Can.), 30 ; 3. O. Panis (Fr.), 15 ; 4. E. Irvine (Irl.), 14 ; 5. H.-H. Frentzen (All.) et J. Alesi (Fr.), 13.
Championnat du monde des constructeurs : 1. Ferrari, 51 pts ; 2. Williams-Renault, 43 ; 3. Benetton-Renault, 23 ; 4. McLaren-Mercedes, 21 ; 5. Prost-Mugen Honda, 16.

24 Heures du Mans
1. M. Alboreto, S. Johanson, T. Kristensen (It.-Suè.-Dan. ; TWR Porsche) ; 2. J.-M. Gounon, P.-H. Raphanel, A. Olofsson (Fra.-Fra.-Suè., Mclaren BMW F1 GTR), à 1 tour ; 3. P. Kox, R. Ravaglia, E. Hélary (PB-It.-Fra. ; Mclaren BMW F1 GTR), à 3 t.

CYCLISME

Critérium du Dauphiné
Classement final : 1. U. Bolts (All., Telekom) ; 2. A. Olano (Esp. ; Banesto), à 13 s ; 3. J.-C. Robin (Fra. ; US Postal), à 1 mn 42 s.

FOOTBALL

Coupe d'Allemagne
Finale

Stuttgart (D1)-Cottbus (D3)	2-0

Championnat d'Espagne
Quarante et unième journée

Real Madrid-Atletico Madrid	3-1
FC Barcelone-Betis Séville	3-0
Valladolid-Alicante	1-0
Compostelle-Real Sociedad	1-2
FC Séville-Espanyol Barcelone	3-1
Extremadura-Celta Vigo	2-0
Logrones-Santander	1-1
Tenerife-Saragosse	3-3
Valence-Oviedo	2-1
Gijon-Rayo Vallecano	3-0
Bilbao-La Corogne (lundi)	

Classement : 1. Real Madrid, 92 pts ; 2. FC Barcelone, 87 ; 3. Deportivo La Corogne, 74 ; 4. Betis Séville, 74 ; 5. Atletico Madrid, 71 ; 6. Valladolid, 64 ; 7. Athletic Bilbao, 61 ; 8. Real Sociedad Saint-Sébastien, 60 ; 9. Valence, 56 ; 10. Tenerife, 53 ; 11. Compostelle, 50 ; 12. Racing Santander, 50 ; 13. Saragosse, 50 ; 14. Sporting Gijon, 49 ; 15. Espanyol Barcelone, 48 ; 16. Oviedo, 47 ; 17. Celta Vigo, 46 ; 18. Rayo Vallecano Madrid, 45 ; 19. Extremadura, 44 ; 20. FC Séville, 40 ; 21. Hercules Alicante, 38 ; 22. Logrones, 33.
Le Real de Madrid s'est assuré le titre 1997 de champion d'Espagne.

Mondial 98
Zone Europe
● Groupe 2

Pologne-Géorgie	4-1

Classement : 1. Italie, 16 pts ; 2. Angleterre, 15 ; 3. Pologne, 7 ; 4. Géorgie, 3 ; 5. Moldavie, 0.
Zone Océanie
● Groupe 2

Iles Fidji - Papouasie-Nouvelle-Guinée	3-1 (2-0)

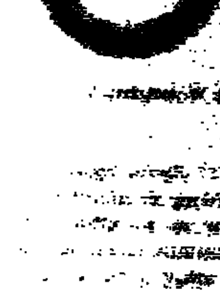
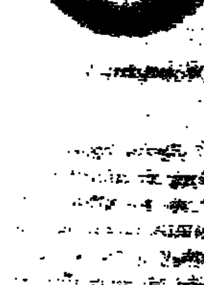
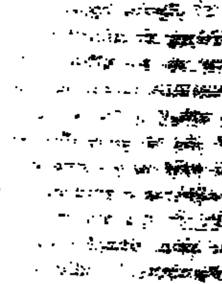
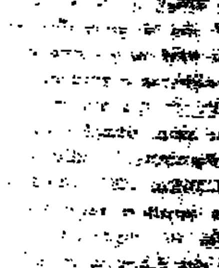
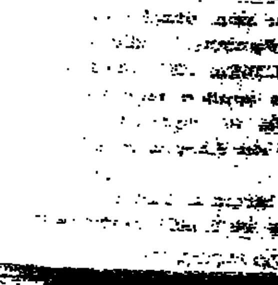
Classement : 1. Nouvelle-Zélande, 6 pts ; 2. Iles Fidji, 3 ; 3. Papouasie-Nouvelle-Guinée, 3.

TENNIS

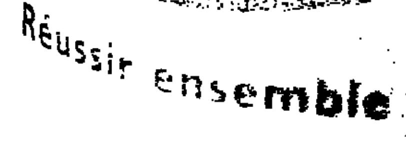
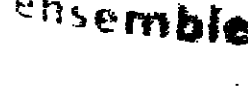
Tournoi masculin du Queen's
Finale : M. Philippoussis (Aus., no 6) b. G. Ivanisevic (Cro., no 3) 7-5, 6-3.

Tournoi féminin de Birmingham
Finale : N. Tauziat (Fra, no 2) b. Y. Basuki (Indo, no 4) 2-6, 6-2, 6-2.





Une anticonformiste distinguée

La Saab 9-5, nouveau modèle de la firme suédoise de Trollhättan, perpétue une certaine tradition d'excentricité

LES INGÉNIEURS de Saab ont une idée très claire de la manière de construire une automobile. Pour eux, tout s'organise autour du conducteur. Plus précisément, autour des fesses du conducteur. Le châssis d'une Saab est structuré de telle manière que le centre de gravité de la voiture est situé au niveau du *« point d'articulation des hanches »* du chauffeur. Résultat : celui qui tient le volant sent mieux les mouvements et corrige immédiatement la moindre dérive. D'où l'expression anglaise *« conduire avec le fond de son pantalon »*, font remarquer avec à propos les experts suédois.

Même si elle inaugure une nouvelle dénomination à deux chiffres au lieu de trois, la Saab 9-5, qui sera commercialisée en septembre, est fidèle à ce principe fondateur. Le nouveau haut de gamme de la firme de Trollhättan (près de Göteborg, dans le sud de la Suède) est parfois un peu lourd à manier, mais sa tenue de route est un vrai plaisir, avec sa suspension souple, mais qui maintient parfaitement la voiture en virage.

Comme la Saab 9 000 – qui va terminer sa carrière – et la Saab 900, la 9-5 est une voiture discrètement décalée. Elle cultive un anticonformisme bon chic bon genre avec détachement, mais infiniment de méthode. Prenez cette étrange clé oblongue. Pas question de l'introduire à proximité du volant, comme pour un modèle ordinaire. Sur la 9-5 comme sur la 900, il faut aller chercher le contacteur à côté du frein à main, entre les deux sièges avant. Moteur coupé, on ne pourra retirer cette fichue clé qu'après avoir... enclenché la marche arrière.

OBSESSION : SÉCURITÉ

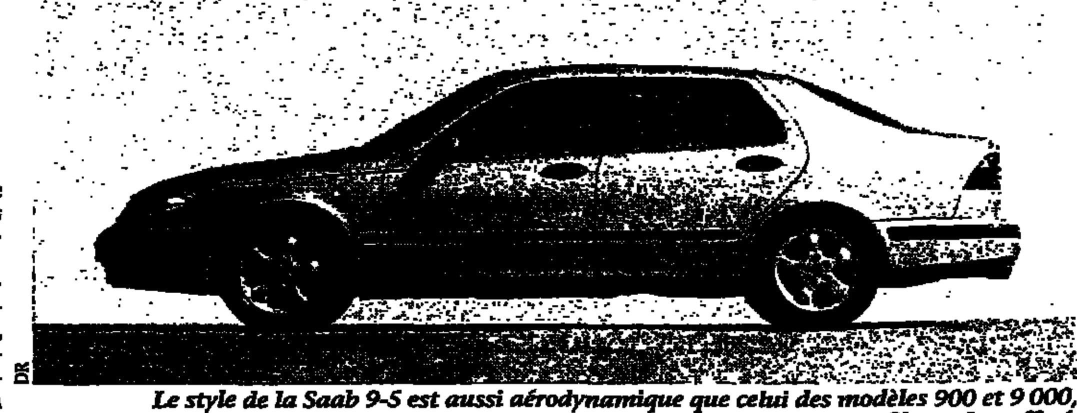
Renseignements pris, il s'agit d'épargner le genou droit lors d'un choc et de décourager les voleurs en verrouillant la marche arrière. Sur ce terrain, la concurrence ne fait pas moins efficace mais beaucoup plus simple. C'est justement cette marginalité raffinée, ce côté suédois têtu, qui fascine les saabistes.

Historiquement, Saab, qui célèbre en 1997 ses cinquante ans, est d'abord un constructeur d'avions. Ses quatre lettres signifient Société aéronautique suédoise, et cet héritage est régulièrement mis en avant pour justifier des choix techniques inhabituels dans l'automobile. Cela est vrai pour le profil en aile d'avion – qui augmente le volume de la carrosserie et semble tant apprécié des grands gabarits scandinaves –, ou pour la stricte ergonomie du poste de conduite.

Un mélange de discipline aérienne et de goût pour la performance technologique (torsadées, les hélices des avions Saab d'aujourd'hui sont, elles aussi, bien particulières) a rencontré l'obsession très suédoise pour tout ce qui touche à la fiabilité et à la sécurité.

Ces voitures pas très gaies et à l'interminable gestation (une nouvelle Saab tous les dix ans en moyenne !) sont increvables, innovantes (on leur doit les pare-chocs déformables ou les culasses à quatre soupapes par cylindre) et vigoureuses.

Les trois motorisations de la 9-5 (2 litres, 2,3 litres et 3 litres V 6) reprennent la technologie du turbocompresseur basse pression qui procure une merveilleuse souplesse aux montées en régime, le tout dans un silence de fonctionnement presque frustrant. La 9-5 est également équipée d'appuie-tête actifs qui protègent les vertèbres en cas de choc arrière. Elle est aussi la première voiture dotée (en option) de sièges ventilés, très utiles en cette saison. En série, la vaste boîte à gants de la 9-5 est climatisée. Quant au cendrier, malcommode et de taille (volontairement) ridicule, il comblera les anti-tabac.



DR

Le style de la Saab 9-5 est aussi aérodynamique que celui des modèles 900 et 9 000, mais son profil est plus affiné.

A vrai dire, la firme n'a plus les moyens d'attendre du client qu'il mérite sa Saab. Passée sous le contrôle de General Motors en 1989, la firme perd beaucoup d'argent (*Le Monde* du 11 juin) et doit absolument sortir du rouge. Pour se lancer aux trousses des distinguées berlines allemandes, la « voiture d'ingénieur » de Trollhättan a fait quelques concessions.

Contrairement au passé, les choix techniques qui ont présidé à la conception de la 9-5 ont été sérieusement confrontés aux arguments des services marketing, et des consommateurs-cobayes ont été mis à contribution. Jusqu'à présent, un design suranné était considéré comme le meilleur moyen de retarder le vieillissement de ces voitures au renouvellement trop lent. Cette fois, le style est devenu plus vif. Si la proue de la 9-5 est une extrapolation modernisée de la 900 et de la 9 000, sa poupe s'inspire (un peu maladroitement) de la BMW série 5.

Pour mieux se rapprocher du marché, la berline sera suivie d'une version break alors que des motorisations GPL et, plus tard, diesel sont prévues. En revanche, l'habitacle très impersonnel n'est pas aussi typé que le tableau de bord entouré de ronce de noyer.

Même s'il ne s'agit, à l'échelle de l'industrie automobile mondiale, que d'un épiphénomène, cette alchimie qui fait vendre des voitures imaginées par de rigoristes ingénieurs suédois à des intellectuels anglo-saxons modernes, voire un peu excentriques – Saab a réalisé l'an passé ses meilleures ventes aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, où elles atteignent respectivement 30 000 et 15 000 unités contre 2 500 en France –, a quelque chose de salutaire. Dans l'automobile, où le *« small is beautiful »* n'a plus guère droit de cité, cet exotisme nordique, à la fois physique et cérébral, est un antidote à la standardisation, un pied de nez à l'uniformisation.

Jean-Michel Normand

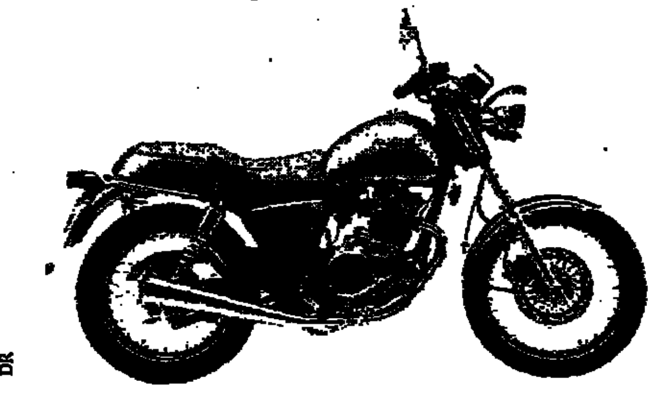
★ **La Saab 9-5 sera proposée, en septembre, en deux motorisations : SE 2 litres (229 000 F) et SE 2,3 litres (242 000 F). En janvier 1998, apparaîtra le V6 3 litres boîte automatique (259 000 F).**

Une 250 cc tranquille et sans prétention réhabilite la moto de moyenne cylindrée

LA RÉGLEMENTATION des permis moto a toujours causé du tort aux moyennes cylindrées. A peine a-t-il décroché le droit de s'aventurer au-delà de la barre fatidique des 125 cc, le nouveau motard est tenté de passer directement à une machine d'au moins 500 cc. Pas très recommandé au regard des exigences de sécurité, ce grand saut était d'autant plus fréquent que le marché ne proposait pas un choix très large de machines moyennes, contrairement aux pays d'Asie où circulent des multiples japonaises de 125 à 500 cc inconnues en Europe.

La réforme du permis moto appliquée depuis un an a notamment créé, pour les novices de 18 à 21 ans, une catégorie médiane de plus de 125 cc dont la puissance est limitée à 34 chevaux. Ce changement a redonné une chance à ces motos économiques, adaptées à un usage urbain mais qui peuvent tout à fait convenir aux motards chevronnés. C'est dans ce contexte que vient d'apparaître la Suzuki TU 250 X. Pas trop chère, cette moto tranquille et toute simple réhabilite joliment la catégorie des intermédiaires.

Plus confortable qu'une 125 cc, la Suzuki est aussi mieux suspendue. Les 20 chevaux que délivrent les 250 cc de son classique mono-cylindre-quatre temps privilégient les reprises à bas régime, ce qui est parfait pour un usage urbain. Ce moteur n'est pas un foudre de guerre et, sur route, son souffle est un peu court mais son vigoureux ronronnement, la bonne tenue de sa partie cycle et la relative efficacité de son freinage (malgré l'absence d'un frein à disque à l'arrière) incitent à accorder un satisfecit d'ensemble à la TU 250.



DR

Compacte et urbaine, la Suzuki TU 250 X rappelle les machines des années 60 et 70.

Cette moto fluette dont la faible hauteur de selle (75 centimètres) sera, sans doute, très appréciée des femmes, est aussi pratique avec un démarreur électrique, un allumage électronique et un poids très raisonnable (125 kg).

Last but not least, la Suzuki soigne sa présentation. Clin d'œil aux années 50, sa très jolie selle, ses formes arrondies et ses garde-boue chromés s'accordent sans excentricité inutile, ni faute de goût, aux deux coloris disponibles (argent ou bordeaux sur blanc cassé). Le connaisseur ne s'offusquera pas de l'instrumentation, réduite au strict minimum, et évitera d'installer un petit coffre à l'arrière. Pour ne pas briser l'harmonie de cet engin sans prétention mais aux lignes équilibrées.

J.-M. N.

★ **Suzuki TU 250 X (20 900 francs clé en main), garantie un an, pièces et main-d'œuvre.**

Plusieurs pays européens préparent des feux tricolores « intelligents »

DES CHERCHEURS viennent de mettre au point un système permettant de rendre les feux tricolores sensibles à leur environnement grâce à la saisie des données concernant les piétons et les véhicules. Les feux tricolores devraient pouvoir, à l'aide de cette technologie nouvelle, réagir de façon autonome en modifiant le signal. C'est ainsi qu'une personne âgée ou un handicapé pourront traverser les rues, enfin, en toute quiétude. Un prototype est prévu d'ici à la fin de l'année et les tests débuteront en 1998.

L'ensemble se compose d'une puce de détection vidéo basée sur un capteur d'image (ou imageur), qui prend place dans une caméra installée sur le pylône qui supporte le feu tricolore. La caméra enregistre les images de la route et des trottoirs, prenant en compte les piétons et les véhicules. Ensuite, elle indique à la puce comment réagir. L'imageur édite les images en zoomant sur les endroits dangereux et décide du changement du signal. Ce projet, baptisé Watchbird, rassemble le savoir-faire de plusieurs pays : l'Allemagne, la Belgique et le Royaume-Uni. La France s'engage, elle aussi, dans la lutte pour la sécurité en compagnie de l'Espagne et de l'Italie avec un projet concurrent : Escorte. L'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (Inrets) en est le partenaire principal. Le but du projet est de rendre un carrefour *intelligent* en prenant en compte les piétons, les véhicules – dont les bus – et en renforçant la sécurité.

DANS « DIX-HUIT MOIS »

Dans ce projet des capteurs supplémentaires, à boucle magnétique, situés au sol, sont ajoutés à ceux déjà existants au niveau des feux. Le tout est relié à une caméra vidéo derrière laquelle se trouve un automate. L'information est alors traitée et peut aboutir à une modification des feux ou à un signalement de l'incident au centre de contrôle. Le capteur acquiert ainsi une dimension spatiale.

« Quel que soit le projet, la contrepartie à la richesse de l'information contenue dans l'image est la difficulté à extraire rapidement la présence du véhicule, ou du piéton », résume Jean-Marc Blosseville, directeur de recherche à l'Inrets. Les conditions météorologiques et l'alternance du jour et de la nuit compliquent encore le problème. L'industriel belge Traficon, coordinateur du projet Watchbird, assure maîtriser le paramètre météorologique et *affirme que ce genre d'opération* est l'un de ses points forts, grâce à plus de dix ans d'expérience dans le domaine de la détection.

Le projet Watchbird est financé, à hauteur de 489 000 écus (environ 2,9 millions de francs), soit 34 % du coût du projet final, par la Communauté européenne grâce au programme Innovation, de transfert de technologies. Son développement pourrait durer deux ans.

Un prototype du système français Escorte est, en revanche, déjà prêt et pourrait être testé à Cachan (Val-de-Marne). Jean-Marc Blosseville estime que *« la commercialisation du système est envisageable sous dix-huit mois, par la société Citi, créée pour la circonstance »*. Un financement européen est actuellement en cours de négociation.

DÉPÊCHES

■ **SÉCURITÉ** : alors que plus de 30 millions de Français prendront, cet été, la route des vacances, la prévention routière lance une campagne pour rappeler la nécessité de respecter huit règles d'or : attacher sa ceinture de sécurité, contrôler sa vitesse, garder des distances, faire des pauses, ne pas boire d'alcool avant de prendre le volant, éviter les repas copieux, aérer l'habitacle et se protéger les yeux du soleil.

■ **GPL** : depuis le 1er juin, Citroën commercialise une Xantia alimentée au GPL (gaz de pétrole liquéfié) avec un moteur de 1,8 litre développant 112 chevaux pour une puissance fiscale de 7 chevaux. Le prix de cette Xantia développée *par le bureau d'études de Citroën* est de 129 500 F (13 000 F de plus que la version essence).

■ **LANCIA** : le constructeur vient de présenter deux nouvelles versions de la petite Ypsilon. Une 1,2 litre, 16 soupapes de 86 chevaux (à partir de 79 700 F) et une 1,1 litre de 55 chevaux destinée à une *« clientèle jeune »* (57 900 F).

■ **VÉLO** : l'Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) publie un guide pratique du vélo touristique analysant les expériences *menées dans ce domaine et rappelant* les données de base (économiques, réglementaires) de cette activité. *Des pistes pour le vélo* est en vente auprès de l'AFIT (tél. : 01-44-37-37-67) au prix de 250 F.

Amélioration

APRÈS évacuation de la perturbation vers l'est, la France bénéficie d'une amélioration relative. Dans un ciel variable, quelques averses sont encore possibles, mais on pourra bénéficier mardi de belles éclaircies.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. – Soleil et nuages se partageront le ciel. Le soleil sera plus généreux le long des côtes qu'à l'intérieur. Un petit risque d'averse persiste dans les terres. Il fera de 18 à 20 degrés.

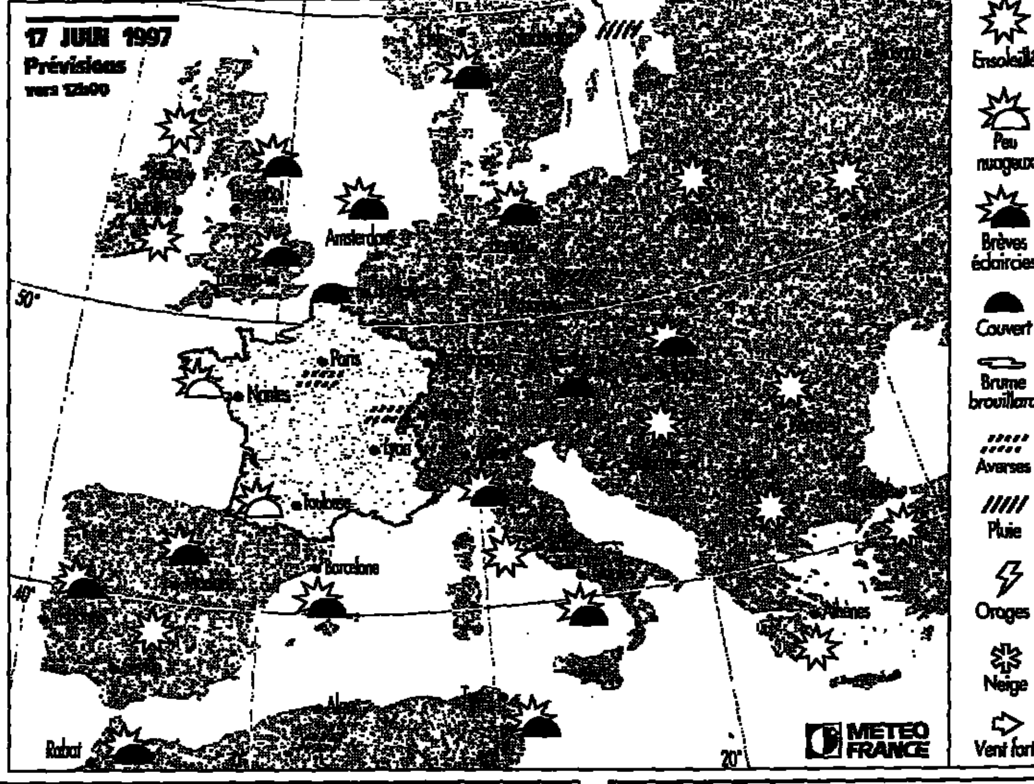
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le ciel reste nuageux toute la journée. Le soleil fait cependant de timides apparitions l'après-midi. Quelques averses sont possibles. Elles épargneront le Nord et les côtes de la Manche, qui bénéficieront de belles trouées ensoleillées. Il fera de 18 à 21 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Les nuages domineront, laissant peu de place au soleil. Des averses se produiront au cours de la journée. Il fera de 19 à 22 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le ciel est variable, avec de belles éclaircies, surtout le matin. Une dégradation arrive par le sud dans l'après-midi. Les nuages s'épaississent. Quelques pluies touchent les Pyrénées. Des averses éparses sont possibles sur les contreforts du Massif Central. Prévoir de 19 à 23 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Les nuages, très nombreux le matin, laisseront place à de belles périodes ensoleillées au cours de la journée. Quelques averses locales sont encore à craindre sur le relief. Il fera de 20 à 23 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Les nuages gagnent le Languedoc-Roussillon depuis l'Espagne dans l'après-midi. Des orages pourront éclater sur les Pyrénées en soirée. Ailleurs, il fera beau toute la journée. Les températures atteindront 24 à 28 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 17 JUIN 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		**NANCY**	12/19 P	PAPEETE	21/26 S	KIEV	14/22 S	VENISE	20/26 S	LE CAIRE	21/36 S
AJACCIO	17/25 S	NANTES	12/19 N	POINTE-A-PIT.	25/31 P	LISBONNE	13/22 S	VIENNE	15/21 C	MARRAKECH	16/24 S
BIARRITZ	14/22 C	NICE	17/23 S	ST-DENIS-RÉ.	20/25 S	LIVERPOOL	10/17 S	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	15/19 C
BORDEAUX	14/22 N	PARIS	12/20 P	**EUROPE**		LONDRES	11/20 S	BRASILIA	14/25 S	PRETORIA	3/19 S
BOURGES	12/19 N	PAU	13/21 C	AMSTERDAM	9/16 S	LUXEMBOURG	11/19 P	BUENOS AIR.	8/17 S	RABAT	16/24 S
BREST	11/17 N	PERPIGNAN	16/24 S	ATHENES	22/29 S	MADRID	12/28 S	CARACAS	25/30 S	TUNIS	23/31 S
CAEN	13/18 N	RENNES	12/20 P	BARCELONE	18/23 S	MILAN	21/26 S	CHICAGO	14/23 C	**ASIE-OCÉANIE**	
CHERBOURG	11/17 N	ST-ETIENNE	11/20 N	BELFAST	9/16 S	MOSCOU	15/20 P	LIMA	23/26 C	BANGKOK	29/37 S
CLERMONT-F.	11/20 P	STRASBOURG	13/21 P	BELGRADE	16/30 S	MUNICH	13/18 S	LOS ANGELES	22/29 S	BOMBAY	28/32 C
DIJON	13/20 P	TOULOUSE	14/22 N	BERLIN	9/19 S	NAPLES	22/31 S	MEXICO	16/28 S	DJAKARTA	27/32 S
GRENOBLE	16/23 N	TOURS	11/19 P	BERNE	13/19 P	OSLO	10/18 S	MONTREAL	17/25 S	DUBAI	31/41 S
LILLE	11/19 N	**FRANCE outre-mer**		BRUXELLES	8/18 C	PALMA DE M.	18/27 S	NEW YORK	17/26 S	HANOI	27/30 P
LIMOGES	11/18 N	CAYENNE	23/29 P	BUCAREST	17/28 S	PRAGUE	10/19 P	SAN FRANCIS.	15/23 S	HONGKONG	24/27 P
LYON	15/21 N	FORT-DE-FR.	26/30 S	BUDAPEST	17/24 S	ROME	18/27 S	SANTIAGO/CHI	11/14 P	JERUSALEM	21/31 S
MARSEILLE	18/25 S	NOUMEA	20/24 P	COPENHAGUE	11/18 S	SEVILLE	15/30 S	TORONTO	15/28 S	NEW DEHLI	29/42 S
				DUBLIN	8/15 S	SOFIA	16/28 S	WASHINGTON	17/25 C	PEKIN	23/31 C
				FRANCFORT	11/21 N	ST-PETERSB.	11/15 P	**AFRIQUE**		SEOUL	25/32 N
				GENEVE	14/20 P	STOCKHOLM	11/16 P	ALGER	18/27 P	SINGAPOUR	28/32 P
				HELSINKI	12/19 P	TENERIFE	15/20 S	DAKAR	26/29 C	SYDNEY	11/17 C
				ISTANBUL	18/22 S	VARSOVIE	9/19 S	KINSHASA	18/29 S	TOKYO	20/24 P

Situation le 16 juin à 0 heure TU

Prévisions pour le 18 juin à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **PHILIPPINES.** La compagnie nationale *Philippines Airlines* a reçu le premier des quatre Airbus A340-300, une nouvelle génération de très *long-courriers* dont le rayon d'action est de 13 000 km, ce qui lui permettra de développer des vols, sans escales, au départ de Manille vers des destinations européennes, américaines et proche-orientales. L'appareil a été béni, à la demande de la compagnie aérienne, par le curé catholique de la paroisse de Blagnac, où sont assemblés les *Airbus*, près de Toulouse. – *(AFP.)*

■ **FÉRIÉS.** Les services publics et les banques seront fermés en raison de fêtes nationales ou religieuses dans les pays suivants : mardi17 juin : Islande ; mercredi 18 juin : Seychelles ; jeudi 19 juin : Algérie, Trinitad, Uruguay ; vendredi 20 juin : Finlande, Sri Lanka, Suède ; samedi 21 juin : Suède, Togo.

INFORMATIQUE

Une demande de rançon pour un bogue dans un logiciel

L'entreprise danoise Cabocomm exige une récompense financière de l'américaine Netscape, qui produit des navigateurs pour Internet

CABOCOMM, une entreprise danoise, a violé la règle tacite qui lie les programmeurs du monde et les éditeurs de logiciels. La semaine dernière, elle a demandé à Netscape ce qui ressemble à une rançon. Ayant découvert un bogue dans les logiciels de navigation sur Internet de l'entreprise américaine, Cabocomm a jugé la récompense proposée par Netscape – 1 000 dollars et un T-shirt – « *non raisonnable* ». « *Nous pensons que Netscape devrait montrer plus de respect pour notre travail* », a déclaré Christer Hasse, un porte-parole de la société danoise. Les exigences financières de Cabocomm n'ont pas été révélée. Mike Homer, directeur marketing de Netscape, a déclaré à la chaîne de télévision américaine CNBC : « *Si nous acceptions de payer une forte somme, cela encouragerait ce type de comportement.* »

L'affaire est révélée par CNNfn, le 12 juin. La chaîne d'informations financières indique que Cabocomm, une firme informatique installée près de Copenhague, a découvert un bogue qui affecte tous les logiciels de navigation (Navigator 2 et 3, ainsi que le récent Communicator) de Netscape, en donnant la possibilité à un fournisseur d'accès à Internet de pénétrer sur le disque dur des internautes qui lui sont connectés.

Par ce biais, les logiciels de Netscape *fonctionnent dans les deux* sens. Aux utilisateurs, ils donnent accès à la Toile. En retour, l'opérateur de leur fournisseur d'accès peut jeter un coup d'œil sur le contenu de leur ordinateur... Avec quelques restrictions toutefois. L'intrus doit obtenir des informations sur la configuration du système de sa victime et, surtout, il ne peut accéder à un fichier sans *connaître le nom sous lequel il est* enregistré sur le disque dur. Malgré ces limitations, la nouvelle peut inquiéter les 60 millions d'internautes qui font confiance à Netscape, le pionnier des éditeurs de logiciels de navigation.

L'entreprise créée par Jim Clark *prend le problème au sérieux dès le* 9 juin, jour où Cabocomm la contacte pour l'informer de sa découverte et de ses exigences financières. « *Faute d'avoir pu entrer en contact avec un haut responsable de Netscape* », la société danoise décide d'informer CNN, comme elle l'explique sur Internet. Netscape réagit en demandant à Cabocomm de soumettre le bogue par courrier électronique en suivant la procédure baptisée « Bugs Bounty », qui est chargée d'allouer les récompenses aux programmeurs ayant découvert une erreur véritable. L'entreprise rejette cette solution, et propose de recevoir un représentant de Netscape pour lui révéler tous les détails techniques sur le bogue. Nouveau refus américain. Finalement, « *face à la pression excercée par Netscape* » sur elle, Cabocomm décide finalement de collaborer.

CNNfn et le mensuel américain *PC Magazine* participent aux travaux. Ils testent la réalité du bogue en créant un fichier sur un ordinateur à New York. Quelques secondes plus tard, les Danois fournissent la preuve qu'ils ont pu lire le document. La manœuvre est réalisée à nouveau. Même résultat. « *C'est sérieux, car le défaut est contenu dans le logiciel de navigation. Les bogues précédents avaient besoin d'un programme additionnel pour fonctionner* », note Jim Wise, administrateur Unix de CNNfn.

SI « ÉSOTÉRIQUE »

Néanmoins, le 20 mai, Thomas Cargill, un chercheur de l'université de Princeton, découvrait le troisième bogue du Navigator de Netscape, ce qui valait la récompense de 1 000 dollars. Là encore, le problème semblait venir de l'intérieur du logiciel. Plus exactement, de sa version compatible avec les microprogrammes (*applets*) écrits en java, le langage créé par Sun Microsystems. Mais Netscape avait alors déclaré que le défaut, « *profondément enfoui dans le code source du programme* », était si « *ésotérique* » que seuls de « *fins limiers cherchant pendant des mois* » pouvaient le dénicher. La faille découverte par Cabocomm semble moins discrète. Les Danois ont, d'ailleurs, fini par céder devant Netscape, car d'autres pouvaient découvrir les caractéristiques du bogue et l'utiliser.

L'urgence est telle que, le 13 juin, le lendemain de la révélation par CNNfn, Netscape annonce que « *le problème est résolu* ». Ses ingénieurs testent la solution qu'ils prévoient de livrer aux internautes dans la semaine du 16 juin pour la version Communicator 4 0. Une « rustine » pour le Communicator 3 0 doit « *suivre rapidement* ». L'éditeur indique « *ne pas avoir eu connaissance d'une utilisation réussie de ce défaut de protection* » et n'avoir reçu aucune plainte.

L'alerte demeure, qui souligne les faiblesses de la pratique de l'industrie informatique. Face à la concurrence, les éditeurs mettent leurs produits à la disposition du public rapidement. La coutume veut que les programmeurs, les chercheurs et les passionnés achèvent le travail. Se piquant au jeu, ils se contentent d'une récompense symbolique en regard de l'ouvrage fourni et du service rendu.

En ruant dans les brancards, Cabocomm a peut-être amorcé un mouvement de révolte des petits génies de l'informatique.

Michel Alberganti

Alliance contre les « cookies »

En plus des bogues, les internautes risquent d'être victimes des *cookies*. Ces petits programmes indiscrets enregistrent automatiquement des informations sur ceux qui visitent les sites de la Toile d'Internet. Ils peuvent collecter leur nom, leur adresse, la liste des sites sur lesquels ils se sont rendus et des pages qu'ils ont lues. L'objectif est commercial. Il s'agit de déterminer les goûts de l'internaute, ses préférences, son profil de consommateur. Les *cookies* agissent discrètement, à l'insu des utilisateurs, et cette forme d'atteinte à la vie privée agace ces derniers. Aussi, le 12 juin, Netscape et Microsoft ont-ils annoncé le développement commun d'un outil permettant aux internautes d'obtenir la liste des informations qu'ils laissent ainsi derrière eux.

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 97125

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I											
II				■							
III							■				
IV			■			■					
V										■	
VI				■				■			
VII					■						
VIII							■				
IX			■						■	■	
X						■					
XI											

HORIZONTALEMENT

I. Ouverte dès le primaire. – II. Prépare un changement de mains. Fait entrer le soleil dans la maison. – III. Préparas la couche. On y tient beaucoup. – IV. Point de départ. Doivent être respectés. Supplée le maître. – V. Taquiner la Muse. – VI. Maître, dans la grande largeur. Dirige son monde à la baguette. La fin à Hollywood. – VII. Apporte la chaleur au foyer. La troisième île du monde. – VIII. Fait grincer les dents. Rivière du Morbihan. – IX. Voyelles. Peut-être malin, mais pas très honnête. – X. Sorties du rang. Juché sur son éléphant, il est le roi des dieux. – XI. Faire en sorte que rien ne bouge.

VERTICALEMENT

1. Ville et banlieue en fusion. – 2. Rend tenace. – 3. Incompatible avec le PC. Devenu sage. D'un auxiliaire. – 4. Cria comme un hibou. Fêtés dans le désordre. – 5. Laisse planer le doute. L'Egypte sur place. – 6. Possessif. Arma l'armée française. – 7. Fin d'infinitif. De 5 à 7 au cinéma. Langue. – 8. Un coup pour contrer l'adversaire. Attaché. – 9. Attaché à tout être. Une voiture chevronnée. – 10. Associée à la Neisse. Arrivée à bon port. Note. – 11. Unité monétaire plus stupéfiante qu'étonnante.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97124

HORIZONTALEMENT

I. Contrepoids. – II. Ovovivipare. – III. Net. Mine. Ap. – IV. Otât. Roma. – V. Rai. SE. Epar. – VI. Etre. Entêta. – VII. Chemisât. Ut. – VIII. Hamac. Negri. – IX. Ale. Rad. IGS. – X. Mina. Bonnet. – XI. Petit-suisse.

VERTICALEMENT

1. Contrechamp. – 2. Ove. Athalie. – 3. Notoirement. – 4. TV. Ema (âme). Aï. – 5. Rimas. Icr (cri). – 6. Evitées. ABS. – 7. Pin. Nandou. – 8. Opérette. Ni. – 9. Ia. Ope. Gins. – 10. Dramaturges. – 11. Séparatiste.

AFFAIRE DE LOGIQUE PROBLÈME N° 22

Les groupages

Voici quatre groupes de 10 nombres entiers inférieurs à 100 :

Groupe A :
12, 14, 26, 33, 41, 54, 71, 82, 92, 98.

Groupe B :
7, 15, 66, 75, 76, 79, 84, 93, 95, 99.

Groupe C :
11, 18, 27, 30, 43, 58, 75, 94, 95, 97.

Groupe D :
3, 21, 25, 32, 37, 43, 49, 56, 69, 84.

De chaque groupe, sauriez-vous extraire deux sous-groupes disjoints (sans élément commun) tels que la somme des nombres du premier sous-groupe soit égale à la somme des nombres du deuxième sous-groupe ?

(Il n'est pas nécessaire que tous les nombres du groupe appartiennent à l'un des deux sous-groupes.)

Montrez que cette extraction de deux sous-groupes de même somme est toujours possible, quels que soient les dix nombres entiers, naturels et inférieurs à 100 qui constituent le groupe.

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 1997

Solution du problème n° 21 paru dans *Le Monde* du 10 juin.

On montre que :
– Un pli n'augmente pas le nombre de morceaux ;
– Une coupe placée en k^e position accroît le nombre de morceaux de 2^{K-1}.

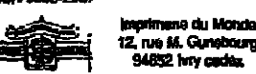
Ainsi, dans la suite d'opérations considérée, on ajoute au morceau initial, 1 ($= 2^0$) morceau pour la première coupe, 4 ($= 2^2$) morceaux pour la troisième coupe, puis 64, 256, 1 024 morceaux (pour la sixième coupe), soit un total de 1 366 morceaux.

■ **PRÉCISION.** Plusieurs lecteurs ont signalé pour le problème n° 19, « Une fuite de robinet » (*Le Monde* du 27 mai), une meilleure solution que celle proposée par les auteurs, qui correspondait à 5 faces percées. Lorsque 3 faces seulement le sont, on peut récupérer l'eau dans un prisme à base triangulaire de volume égal au quart du récipient, ce qui permet d'attendre quatre jours et demi l'arrivée du plombier. Félicitations à nos lecteurs pour leur perspicacité !

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu.
Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique.
Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble.
Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.
Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.
Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037


Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex


Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE



ART La quarante-septième Biennale de Venise a ouvert ses portes le dimanche 15 juin, deuxième des trois grandes manifestations qui, avec la Foire de Bâle et la Documenta de Kassel, marqueront la vie des arts en ce mois de juin en Europe. ● CONFIÉE *au Gênois Germano Celant, critique,* historien d'art et conseiller au Musée Guggenheim de New York, l'exposition principale a été bouclée dans des délais très courts et avec un budget modeste. *Elle s'en ressent.* ● LES ARTISTES EXPOSÉS dans les pavillons nationaux et d'innombrables autres expositions réparties sur de nombreux sites complètent la manifestation. ● LA PRESSE ITALIENNE a émis des critiques, notamment *La Repubblica* qui reproche à la Biennale 97 un manque d'audace et sa *« partialité ».* ● A MANTOUE est installée *Exposition universelle,* œuvre majeure de l'artiste italien Giulio Paolini, présent à la Biennale.

Une Biennale de Venise trop propre et trop sage

La manifestation des arts visuels devait ouvrir ses portes, dimanche 15 juin, pour sa quarante-septième édition. Germano Celant, le directeur de l'exposition principale, a dû composer avec des délais très courts et un budget modeste

GIARDINI DI CASTELLO ET CORDERIE DE L'ARSENAL. De 10 heures à 18 heures (jusqu'au 25 octobre) et de 10 heures à 17 heures (à partir du 26 octobre). Jusqu'au 9 novembre. Entrée pour les deux lieux : 18 000 lires (61 francs). Catalogue général, 730 pages, distribué par Electa, 90 000 lires (306 francs).

VENISE
de notre envoyée spéciale

Miracolo ! Avant même la fin des rituels, trois jours de vernissage non stop, tout était prêt ou presque pour recevoir dignement les politiques et les notables au jour J : le dimanche 15 juin, date de l'ouverture de la quarante-septième Biennale des arts visuels, depuis toujours installée aux Giardini, ce havre de verdure à la pointe de Venise, ultime étape du vaporetto avant la plage.

L'« opération-suicide » qui consistait à organiser, pour d'obscures raisons, la manifestation en trois ou quatre mois, n'a pas tournure d'entreprise de kamikaze. Le directeur tardivement nommé de cette édition se plaît à le souligner : la machine biennale peut marcher vite et bien à condition d'être conduite par un professionnel. CQFD pour un partisan de l'ouverture à plein temps des jardins et des pavillons qui accueillent les expositions, en particulier le pavillon italien, qui pourrait, au moins provisoirement, abriter cette fondation pour l'art contemporain dont la ville de Venise a le projet de se doter.

Quelques mois pour monter une biennale ne permettaient pas à Germano Celant de concevoir un programme ambitieux, de peaufiner un concept, de monter une exposition thématique, encore moins une exposition historique nécessitant des demandes de prêts. La Biennale, de plus, s'est vu octroyer un budget de 8 milliards de lires (27,2 millions de francs), ce qui est peu comparé à celui de la Biennale du centenaire (en 1995), signée Jean Clair, qui a disposé de près de trois fois plus d'argent. Le budget modeste d'aujourd'hui englobe les frais de gardiennage des pavillons, qui sont très lourds : Germano Celant, pour les contrebalancer, a dû recourir au mécénat, ce qui n'est *pas dans les habitudes de la maison.*

TROIS GÉNÉRATIONS

Cela dit, les mauvaises langues avanceront que, même en disposant de deux ans et de plus d'argent, le critique et historien d'art génois, homme très occupé par ses fonctions de conseiller au Musée Guggenheim de New York et par la direction de la Biennale de la mode à Florence, n'aurait pas conçu autrement l'exposition centrale de la Biennale vénitienne dont le directeur a la responsabilité. Une responsabilité limitée, en regard de la Mostra, où les pays participants présentent qui bon leur semble dans et hors les Giardini. Mais une responsabilité tout de même, dans la mesure où cette exposition centrale articule la Biennale, en donne le ton, enlève ou enfonce le morceau.

Celle de Celant n'enlève pas le morceau. Elle est propre, elle est sage. Elle rassemble trois générations d'artistes depuis les années 60, autour de cette idée un peu banale que le futur et le passé se rencontrent dans le présent. Celant l'énonce comme *« un voyage personnel dans la galaxie de l'art contemporain »*, avec des étoiles qui attirent plus que d'autres. Parmi ces étoiles, il en est de fort connues mais qui ne sont pas passées à Venise depuis longtemps, comme l'ex pop artiste Claes Oldenburg (depuis trente ans), d'autres qui n'y sont jamais venues, comme Brice Marden ; 80 % des œuvres sont très récentes, certaines sont inédites, d'autres ont été faites tout spécialement pour Venise. Le tout est présenté en vingt-quatre salles au pavillon italien des Giardini et en trente-six « territoires » dans les anciennes corderies de l'arsenal.

Ici et là, les espaces, fort différents, sont parfaitement maîtrisés et le parcours bien emballé, agréable à suivre. Au pavillon des Giardini, il prend volontiers la tournure d'un dialogue Europe-Etats-Unis, dans le sillage des années 60 et 70. On y croise de bonnes pièces et des artistes qu'on peut prendre plaisir à revoir, même s'ils ne sont pas forcément au mieux de leur forme. Les étoiles finissent elles aussi par *s'éteindre : Mario Merz par* exemple, dont les trois igloos de verre, métal et pierres plates n'ont plus aucun sens ici. Mais on aime bien y voir qu'Agnès Martin peint toujours, et que le Vénitien Vedova continue à pester, malgré son grand âge.

Aux Corderies, le ton est plus vif, plus actuel. On retrouve Kabakov qui nous promène sur un pont de bois arrosé de confettis blancs comme neige et de pétales de rose : une installation que l'artiste russe a intitulée « Nous étions à Kyoto ». On y voit Marie-Ange Guilleminot qui montre comment faire un sac à dos fourre-tout avec une paire de collants. Douglas Gordon y fait le noir par intermittence et nous donne trente secondes pour lire un texte répercutant l'expérience d'un savant qui, au début du siècle, a voulu échanger avec un condamné à mort fraîchement guillotiné. Frustrant à souhait ! Robert Gordon aligne des pistolets. Pipilotti Rist, une Suisse, montre le cheminement lent d'une jeune femme douce et bien sous tous rapports qui jubile en cassant systématiquement des *vitres de voiture et reçoit l'approbation* d'une femme policier tandis que, dans sa vidéo, des images de jardin se mêlent à celles de la rue.

Il y a plus de jeunes artistes, plus de vidéos, plus d'insolence qu'au pavillon des Giardini, et la sélection semble plus apte à rendre compte des préoccupations multiples des artistes des années 90. Mais à distance, sans prise de position pour l'avenir ; on n'y sent pas le futur germer dans le présent. La Biennale de Celant manque d'engagements et donne à penser que son ordonnateur a pris un coup de vieux. Celui-ci reste relativement fidèle à son austérité d'antan, à ses premières amours : la conceptuelle est minimaliste sans fioritures ; relative*ment fidèle à ses vieux amis et* complices du temps où il thésaurisait l'apport novateur des artistes d'Arte povera. Aujourd'hui, le discours est en moins et l'image muséale propre à historiciser la contribution à l'art contemporain des artistes de sa génération en plus...

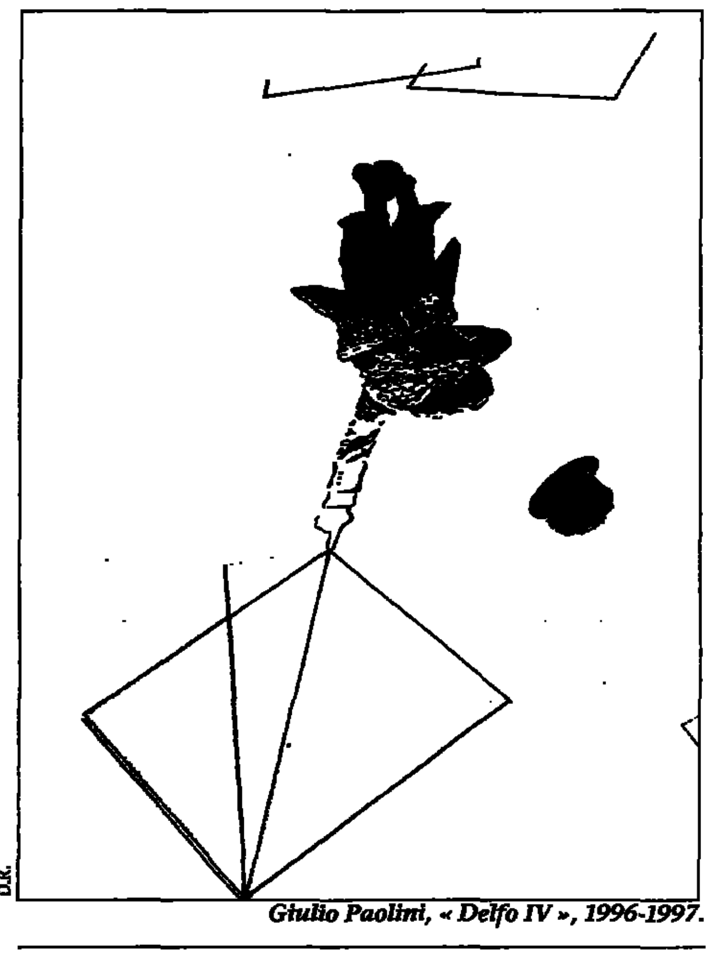
On ne saurait porter un jugement définitif sur cette Biennale sans avoir approché les multiples participations étrangères dans et hors des Giardini. Mais il y a gros à parier qu'elle ne fera pas couler excessivement d'encre, et *qu'elle ne laissera pas de grands* souvenirs.

Geneviève Breerette

Les expositions entre pavillons sur jardin et palais en ville

L'idée d'un rendez-vous international à Venise a pris corps à la fin du siècle dernier dans la foulée des manifestations comme la Sécession à Munich. Il était censé révéler de nouveaux talents, promouvoir la création artistique, et établir un marché de l'art. La première exposition a eu lieu en 1895, dans le pavillon italien construit aux Giardini où d'autres pays sont venus édifier le leur. Ceux de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la France, logés dans le même coin, *ont été construits avant 1914, dans des styles néoclassiques.*

Aujourd'hui ils sont vingt-sept, parfois dessinés par de grands architectes : Hoffmann (Autriche), Aalto (Islande), Rietveld (Hollande), Scarpa (Venezuela). Mais cela ne suffit pas à abriter tous les pays désireux d'être de la fête. Des constructions provisoires en bois ont été parfois aménagées pour les pays pauvres. Dans les années 80, des pays ont commencé à loger leurs artistes en ville. Aujourd'hui, treize palais, fondations, instituts, accueillent des pays participant à la Biennale, quand plus d'une dizaine présentent des expositions patronnées par elle.



D.R.

Giulio Paolini, « Delfo IV », 1996-1997.

Quatre lieux à ne pas manquer

● **Anselme Kiefer au Musée Correr**
Une trentaine d'œuvres de l'artiste allemand sont réunies dans l'aile napoléonienne du musée. L'exposition est présentée par Germano Celant et Giandomenico Romanelli.
Place Saint-Marc, de 10 à 18 heures, du 15 juin au 9 novembre, fermé le lundi.

● **Dennis Oppenheim**
Un ensemble de grandes installations réalisées depuis 1988 par le sculpteur américain est proposé dans une ancienne usine, construite en 1926, rénovée et transformée en espace d'exposition.
Capannone e PiKington-SIV Marghera, de 11 à 18 heures du 15 juin au 27 juillet et du 27 août au 12 octobre, fermé le lundi.

● **Stuart Davis (1892-1964) à la Fondation Peggy Guggenheim**
C'est la première grande rétrospective organisée en Europe de ce classique moderne américain marqué par le cubisme et qui, après la première guerre mondiale, flirta avec Dada. Son paquet de Lucky Strike de 1921 est digne de Picabia. Il aimait le jazz et s'en inspirait pour créer ses rythmes colorés.
San Gregorio Dorsodura de 11 à 18 heures jusqu'au 5 octobre, fermé le mardi.

● **Minimalia, au palais Querini Dubois**
Un parcours haut en couleur de l'art italien depuis Balla. Il a été orchestré par l'historien d'art Achille Bonito Oliva, père de la Transavanguardia, patron de la Biennale de Venise en 1993 et rival de Germano Celant.
San Toma de 10 à 19 heures jusqu'au 12 octobre, fermé le lundi.

Un palmarès inattendu

● **Lions d'or** : la Biennale a innové en décernant le 15 juin deux Lions d'or pour « contribution à l'art contemporain ». Ceux-ci ont été attribués à des vétérans de la peinture : l'Américaine Agnès Martin (née en 1912), minimaliste sensible, et le Vénitien Emilio Vedova (né en 1919), expressionniste orageux. Leurs œuvres d'aujourd'hui sont présentées dans l'exposition de Germano Celant « Futur, présent, passé », dos à dos, sur la mezzanine du pavillon italien des Giardini.

● **Grands prix internationaux** : Marina Abramovic, artiste originaire de Belgrade connue depuis les années 70 pour ses performances, remporte l'un des deux grands prix internationaux. Dans sa salle, juste en dessous de celles des deux lions, elle propose une installation faite d'un tas d'os de boucherie qui empestent, et d'images de personnes projetées dans le noir sur les murs.
Le peintre allemand Gerhard Richter emporte l'autre grand prix international. On le retrouve dans le pavillon italien, avec une suite de petits tableaux chargés de matières colorées comme l'artiste peut en produire en quantité.
Plutôt que le couronnement de ce grand artiste faiblement représenté, on attendait celui d'Anselm Kiefer, défendu à cor et à cri par un des membres du jury : l'historien d'art italien Maurizio Calvesi. Il a d'ailleurs démissionné avant la fin de la délibération. Les autres membres du jury présidé par Germano Celant étaient Klaus Biesenbach (Allemagne), directeur du Kunstwerke de Berlin, Thomas Krens (Etats-Unis), directeur du Musée Guggenheim de New York, Suzanne Pagé (France), directrice du Musée d'art moderne de la ville de Paris, Kirk Varnedoe (Etats-Unis), directeur du département des peintures et sculpture du Musée d'art moderne de New York.

● **Grand prix du meilleur pavillon national** : la France, pour l'usage nouveau qu'en fait Fabrice Hybert : lieu d'échanges et de relations, studio de production d'émissions sur l'art, la culture, la mode, l'actualité.

La presse italienne salue le professionnalisme et dénonce le manque d'audace

LA PRESSE ITALIENNE salue le *« professionnalisme »* de la Biennale avant d'en déplorer unanimement le manque d'audace. Sous le titre : *« La Biennale ? Un Luna Park »*, Marco Vallora, dans *La Stampa* du 14 juin, ne découvre que *« peu de nouveautés, de minuscules trouvailles et des effets spéciaux »*. Dans le *Corriere della sera*, Fiorella Minervino cherche en vain, *« durant les trente dernières années, une Biennale qui donne aussi peu prise à la polémique. Chaque chose est à sa place, l'espace pour chaque artiste est juste... C'est une Biennale* politically correct, *sans exagération, avec un air de musée d'art moderne sans fantaisie excessive, le résultat d'un professionnalisme scolastique qui offre, sur la base du titre* Futur, présent, passé, *une bonne revue du passé, des petites choses du présent et trop peu de futur »*.

Sous le titre général « Une galaxie privée de sens », les critiques de *La Repubblica* effectuent un tir groupé plus brutal encore dans le numéro daté du 13 juin du quotidien romain. Après avoir exprimé son *« admiration »* envers Germano Celant pour avoir préparé l'exposition en seulement cinq mois et pour sa scénographie *« impeccable »*, Per Giovanni Castagnoli écrit : *« On est en droit d'exiger d'une Biennale un peu plus que la simple démonstration d'un parfait professionnalisme. Il est légitime de lui demander d'intervenir au cœur du débat sur l'actualité, d'explorer et de découvrir des territoires inhabituels de la créativité contemporaine, d'oser se risquer au-delà des confins des arts les plus officiellement consacrés... L'exposition est pratiquement sans erreur, en ce qu'elle présente un dosage savant et une synthèse parfaitement équilibrée entre le gotha des « valeurs » consacrées, ou, dans le cas des artistes plus jeunes, en voie de l'être, mais elle ne respecte pas la volonté de « partialité » réaffirmée dans l'introduction du catalogue. Quel dommage qu'il n'en soit rien ! Nous aurions eu une exposition sectaire, exposée au risque, à l'erreur mais vivante, personnelle, nécessaire, comme l'est tout acte de critique authentique. »*

Toujours dans *La Repubblica*, Paolo Vagheggi, enfin, s'en prend aux pavillons nationaux, où, selon lui, *« tous les commissaires, de la Suisse au Venezuela, ont cherché à être "politiquement justes", en donnant une place aux femmes et aux minorités »*.

« Exposition universelle », le théâtre de la mémoire de Giulio Paolini

GIULO PAOLINI. Galleria degli *Antichi, Sabbioneta (Mantoue).* Jusqu'au 29 juin.

MANTOUE
correspondance

Une petite ville de la Renaissance perdue dans la verdure de la plaine lombarde, à quelques kilomètres de Mantoue. Rêve d'un duc ambitieux et fou, Vespasien de Gonzague, Sabbioneta est une « ville idéale » en miniature, avec son palais ducal décoré de fresques, sa cathédrale de briques, ses petites places silencieuses et son splendide théâtre, l'un des plus anciens d'Europe, construit par l'architecte Vincenzo Scamozzi, élève de Palladio à la fin du XVIe siècle. Tout autour, une poignée de maisons qui ne sont aujourd'hui habitées que par quelques centaines de personnes. C'est là, comme sur une scène métaphysique qui aurait plu à Giorgio De Chirico, que l'artiste italien Giulio Paolini a choisi de présenter sa plus récente installation, *Exposition universelle*, œuvre majeure d'une puissante exposition personnelle ouverte jusqu'au 29 juin : une occasion rare pour examiner le rapport entre l'art d'hier et l'art d'aujourd'hui qui atteignent une fusion complète dans ce cadre exceptionnel.

Dans la superbe Galleria degli Antichi, un long salon peint à fresque en 1590 par le peintre maniériste Pietro Pesenti et Cherubino Alberti, Paolini a installé son œuvre, une grande structure en Plexiglas qui contient des objets transparents, comme incorporels : une loupe, une sphère de cristal, une clepsydre, un compas et un CD-ROM. Une autre version de la même œuvre se trouve dans l'atrium du Musée des beaux-arts *de Lille qui* a rouvert *ses portes* récemment (*Le Monde* daté 8-9 juin). A Sabbioneta, dans cette superbe galerie Renaissance, l'installation se charge de significations mystérieuses, devient une apparition suspendue dans le temps et dans l'espace, *« un monument à la mémoire »* – comme l'écrit Sergio Risaliti, commissaire de l'exposition.

Dans deux autres salles, Paolini a exposé *Abat-jour* (1986) et *Era vero-Averroe* (1983), des travaux qui se réfèrent à l'idée de la fiction et de l'illusion ludique. Mais le cœur de l'exposition reste *Exposition universelle :* les fresques du XVIe siècle se reflètent sur la superficie d'une architecture conceptuelle, dont les formes géométriques transparentes se relient idéalement au *Grand Verre* de Duchamp, dans un parcours suspendu entre passé et présent, réalité et vision imaginaire. « Exposition universelle *est une sorte de musée personnel*, explique l'artiste, *capable d'évoquer, sans nécessairement montrer, l'œuvre que nous attendons de voir encore et toujours.* » Ainsi, dans cet incroyable théâtre de la mémoire, architecture virtuelle et mentale où la lumière et l'ombre révèlent des horizons et des perspectives à chaque fois différentes, Giulio Paolini réussit à révéler, encore une fois, la subtile trame d'un art qui réfléchit sur lui-même et sur ses propres origines, dans le cadre mystérieux et enchanteur de Sabbioneta, la « petite Athènes » surgie de l'imagination d'un mécène illuminé de la Renaissance.

Ludovico Pratesi

Au grand banquet de l'art vivant

Deuxième édition, à Nantes, du festival poly-artistique Trafics, installé dans les locaux désaffectés de l'usine LU

NANTES
de notre envoyé spécial

18 h 30, ouverture des portes de l'usine LU. Une petite foule investit la grande halle où, il y a dix ans encore, des ouvriers fabriquaient de fameuses gaufrettes à la framboise. Aujourd'hui, on peine à imaginer toute activité industrielle dans ce vaste bâtiment reconverti depuis 1996 en centre culturel. Au rez-de-chaussée, trois grandes *scènes attendent de recevoir* bientôt des groupes de musiques nouvelles, *des performeurs et autres* clowns. Au centre, un océan de *tables et de chaises disparates où* s'installeront, entre deux aventures artistiques, les dîneurs de tous âges et de toutes conditions qui font l'un des charmes premiers de Trafics.

Autour, des cuisines où l'on confectionne à vue toutes sortes de nourritures, plutôt goûtues, à petits prix. A la carte, quelques grillons grillés au beau milieu d'un potager où s'épanouissent à l'aise des laitues, une soupe pop'de légumes et fromage, une côte de boeuf tranchée à même une bête entière tournant sur sa broche, un tartare de saumon, une flammenkueche *au munster, un couscous de pois*son, une crème brûlée catalane... *Çà et là, les installations sonores de* plasticiens s'animeront tout au long d'une soirée qui s'achèvera vers 4 heures.

Chaque soir, du 10 au 14 juin, Trafics a reçu plusieurs centaines d'artistes et quelque deux mille spectateurs quotidiens affamés de nourritures terrestres en tout genre. La règle du jeu est simple : chaque prestation artistique ne doit pas excéder trente minutes. Certains esprits chagrins y voient la traduction scénique de la sous-culture du zapping. Les spectateurs de Trafics courent d'une scène à l'autre avec l'allant, la joie souvent, d'enfants réconciliés avec la fête. Après une saison bien remplie, *l'amateur d'art le cède au flambeur*, à la faveur d'une sorte de jeu de l'oie qui mêle musique, théâtre, danse, performances et arts plastiques sans plus de frontières ni de rivalités.

Le public rassemble beaucoup de jeunes, ferrés par les promesses d'une affiche musicale cosmopolite : les Franco-Allemands de Faust, parrain du rock industriel ; Les Tétines noires ; Keith Rowe, muse du Pink Floyd et de Sonic Youth ; quatre Flamands formant quatuor rock à l'irréprochable enseigne de Die Anarchistische Abendunterhaltung. Il fut l'une des révélations d'une programmation où l'on comptait, entre de nombreux autres artistes, un répétitif américain de premier ordre, Charlemagne Palestine, pianiste d'exception et collectionneur d'ours en peluche sans équivalent, et Yann Tiersen, jeune compositeur breton qui, tout en payant son tribut à Debussy et à Satie, devrait s'inscrire rapidement dans la famille adamsienne de la nouvelle musique, souffle et lyrisme en sus.

Coup de cœur aussi pour les recherches sonores et plastiques de Zush et Adrian Morales. Le premier, plasticien et compositeur multimédia enfermé depuis trente ans dans un monde fantasmatique baptisé Evrugo, le second musicien cubain qui régénère la guitare tandis que son compère compose sur une palette graphique toutes sortes d'icônes humanistes où l'amour, *même empêché, est omniprésent.* On oubliera vite les performances très médiocres de groupes anodins – comme celle de Joël Hubaut, anarchiste frappé par la limite d'âge et la vulgarité... – pour se souvenir surtout de Made in Eric qui, après une exposition photo réussie chez Agnès B à Paris, a donné une nouvelle fois son corps nu à la performance à la faveur d'un rituel expiatoire – et saisissant – sur des images *live* de TF 1...

LE « BAR PARALLÈLE »

Après un détour par le « Bar parallèle », animé par le comédien Michel Didym, où l'on faisait entendre la voix d'auteurs contemporains – *comme Armando Llamas* et Xavier Durringer, présent et en *pleine forme* –, *on pouvait re*joindre les petits espaces aménagés *dans les deux étages de l'usine LU.* Sept compagnies y donnaient de courts spectacles. On se souviendra de la mise en espace, dans une haute tour de l'usine, d'une nouvelle de Victor Hugo, *La Plume de Satan*, par Bernard Kudlak, qui signe les spectacles du Cirque Plume ; ou du travail de Laurent Gutmann sur un texte de Bertolt Brecht, *Le Coup de filet*, sale histoire d'adultère dans un village de pêcheurs servie par une groupe d'acteurs remarquables.

La réalisation du premier acte d'*Extermination ou mon foie n'a pas de sens*, de l'Autrichien Werner Schwab, *par Michel Dezoteux, di*recteur du Théâtre Varia de Bruxelles, restera dans les *mé*moires. La violence des rapports entre une mère ordinairement possessive et son fils boiteux aura été un choc. Choc d'un langage dramatique exceptionnel et d'une interprétation de premier ordre (Anne-Marie Loop et Philippe Jeussette). Cet instantané de théâtre donnait une forte envie de théâtre, tout comme Trafics donne à un vaste public un appétit de scène. Jean Blaise et l'équipe du CRDC de Nantes étaient aux fourneaux. On les retrouvera, sur un registre plus grave, avec la première édition, cet automne, du festival Fin de siècle, consacré à Johannesbourg. Vivement demain.

Olivier Schmitt

Succès mitigé pour le premier Rock à Paris au Parc des Princes

Le public n'est pas venu en nombre suffisant pour assurer la rentabilité des concerts

Malgré ses ambitions affichées, la première édition du festival Rock à Paris n'aura pas attiré suffisamment de monde pour remplir, les 14 et 15 juin, l'enceinte du Parc des Princes, dont la capacité avait pourtant été *réduite à vingt-cinq* mille personnes. Ben Harper et David Bowie ont été les vedettes de la première journée ; *Supreme NTM*, Wu-Tang Clan et Prodigy celles de la seconde.

DANS un souci de confort visuel et sonore, la scène principale de Rock à Paris occupait toute la longueur de terrain du Parc des Princes. Samedi, la programmation semblait en quête d'identité. Pop (Placebo, Fountains Of Wayne), variété rock (Sheryl Crow), blues francophone (Arno, Paul Personne) ratissaient trop large pour convaincre tout à fait. Révélation de début de festival, Ben Harper (*Le Monde* du 14 juin) a réussi à élargir la chaleur de son blues intimiste à une convivialité de masse. Clôturant en star la première soirée, *samedi 14 juin*, David Bowie, s'il n'attire plus les *foules d'antan, a prouvé lors d'un* concert d'une esthétique magnifiquement *glacée le* tranchant *intact* de son inspiration.

Dimanche, l'affiche gagnait en cohérence. Rock dur, rap et techno mutante se fédéraient dans un déchaînement de décibels. Rodé à l'épreuve des stades et des surenchères soniques, Rage Against the Machine triompha de la plupart de ses concurrents. Plus encore en France que dans leur pays natal, ces marxistes californiens imposent une fusion rap-heavy metal d'une tension exemplaire.

L'événement pourtant était ailleurs. Invités de dernière minute, Kool Sheng et Joey Starr, de Su*preme NTM – accompagnés d'un* DJ –, ont donné un concert très *rentre-dedans à l'usage d'un pu*blic rock qui les a accueillis chaleureusement, eu *égard à leurs états* de service. S'ils n'ont pas parlé de leurs démêlés avec la justice, ils ont convaincu les spectateurs, devenus militants, d'adresser, le doigt levé, leur meilleur souvenir à la police et au Front national... Sono approximative, textes anciens, mais impact garanti : efficace.

Manière d'affirmer sa personnalité, Rock à Paris voulait tenter deux gros coups. Les venues quasi exclusives et inédites du Wu-Tang Clan et de Prodigy. Le concert du Wu-Tang tenait de la gageure tant semble incontrôlable la géométrie de ce groupe phare du hip-hop américain.

Ce gang new-yorkais s'est élevé autant par son art que par ses stratégies. Au début des années 90, originaires des cités les plus dures de Staten Island, RZA, alias Prince Rakeem – génial bri*coleur de sons –, et son cousin* Genius, dit aussi GZA – jongleur de mots –, regroupent *les plus habiles* tchatcheurs de leur quartier. En 1993 sort *Enter the 36 Chambers*, premier album de ce clan imprégné de funk et de films de kung-fu. Son instrumentation minimale et bizarroïde, son flot de mots âpres et noirs, jurant avec les langoureuses mélodies du rap californien en vogue à l'époque, vont bouleverser le monde du hip-hop.

Avant son concert parisien, on se demandait si cette équipe de stars arriverait au complet. Mélange paradoxal de roublardise et de je-m'en-foutisme, l'alchimie du groupe incite à la prudence. Comme par miracle, la tribu était là. Déboulant sur scène, bouteille de champagne à la main, serviette de bain sur la tête, fringues *streetwear* ahurissantes.

BOUFFON PSYCHOPATHE

Sur scène, dix personnes, aux voix mal réglées, écrasent une mu*sique* dont on ne perçoit plus les sombres finesses. Par la force de *personnalités charismatiques*, certains titres de leur nouvel album, *le remarquable Wu-Tang Forever*, échappent à l'anarchie. Method Man arpente la scène de sa haute stature, essayant toutes les casquettes qu'on lui tend. RZA joue avec fluidité des mots. Ol'Dirty Bastard, surtout, affirme son personnage de bouffon psychopathe, roulant un phrasé jouissivement rocailleux. Autant qu'une meilleure mise au point manquait sans doute au *Wu-Tang Clan* un véritable public hip-hop.

La performance de Prodigy allait se situer à l'exact opposé de cette approximation. Depuis sa création, au début des années 90, ce groupe n'a cessé de contredire deux des constantes de la techno : l'anonymat de ses artistes et son manque d'envergure scénique. Trônant au centre de ses machines, le jeune Liam Howlett, concepteur de ces musiques hypnotiques, a recruté deux chanteurs qu'il est difficile d'ignorer. Keith, punk « piercé » à la double crête rouge et blanche roule des yeux hallucinés et collectionne les poses apocalyptiques. Hercule noir en kilt, Maxim rivalise d'effets décadents avec son compère. *Gonflés de hip-hop torturé*, de distorsions industrielles et d'énormes guitares, ces tempos diaboliques finissent par tendre vers une énergie rock.

La puissance de feu ne masque pas toujours la froideur de cette technologie digitale. Sous un déluge très travaillé de lumières, Prodigy enfile les tubes – *Breathe, Firestarter* – constituant la trame de leur troisième album, à paraître le 30 juin, *The Fat of the Land*. En rappel, les Anglais reprennent *Fuel my Fire*, un morceau emprunté à L7, un groupe de furies punks qui a justement ouvert, quelques heures avant, cette deuxième journée. La boucle est bouclée.

Stéphane Davet

Le bilan du co-organisateur

Co-organisateur du festival Rock à Paris, avec La 16, filiale de Canal Plus chargée de gérer la concession du Parc des Princes, Salomon Hazot, directeur de la société de production Garance, devra partager avec son partenaire un déficit plus lourd que prévu. La fréquentation décevante des deux journées de concerts – seize mille spectateurs le 14 juin, dix-huit mille le 15 – ne permettra pas d'équilibrer un budget de 10 millions de francs. D'après le producteur, ce trou ne devrait pas hypothéquer l'avenir d'un événement qu'il veut pérenniser. *« Il y a la place à Paris pour un festival de cette envergure. Il faut toujours deux à trois ans pour qu'un festival trouve son équilibre. Il y a eu des pressions terribles des riverains pour que Rock à Paris n'ait pas lieu. Heureusement la municipalité a beaucoup calmé le jeu. Nous connaissons déjà les dates du prochain : les 18 et 19 juillet. »* Au moins, les organisateurs ne renouvelleront pas l'erreur de programmer leur festival la veille de la première épreuve du bac...

Le groupe Noir Désir palabre et fait la fête à Bordeaux

BORDEAUX
de notre correspondante

La gare d'Orléans, berceau et cœur symbolique aujourd'hui en *ruine du quartier populaire* de la Bastide, sur la rive droite de la Gi*ronde, n'a jamais* vu autant de monde. Vingt-cinq mille personnes, samedi 14 juin, à l'appel du groupe rock bordelais Noir Désir. Jeunes de Bordeaux, des cités populaires de l'agglomération mais aussi du Grand Sud-Ouest, ils sont tous venus au rendez-vous dans cette gare, la première de Bordeaux, désaffectée depuis dix ans, abandonnée aux squatters, aux flammes et à l'indifférence des politiques.

De 13 heures à 0 h 30, une quinzaine de groupes régionaux, une soixantaine d'associations musicales, politiques, culturelles, des labels musicaux, radios locales, fanzines, forums de discussions ont métamorphosé ce terrain vague. Noir Désir a choisi un lieu symbolique : *« Un endroit magnifique, abandonné, qui pouvait contenir beaucoup de monde »*, explique Bernard Cantat, le chanteur. *« Nous sommes juste de l'autre côté de l'eau, pourtant les gens disent qu'ils vont à Bordeaux. C'est très près et très loin en même temps. Ce quartier est pour nous le symbole d'un no man's land, d'une zone tampon entre le centre-ville et les quartiers chauds. »* Ce soir-là, la majestueuse vitrine des quais et de la place de la Bourse, même éclairées, font grise mine. Pour la première fois, la Bastide lui fait un pied de nez, message musical à portée d'oreille du Grand Théâtre, mêlant rock, reggae, flamenco, pop, rap, noisy, new wave...

Noir Désir avait aussi voulu un « rendez-vous citoyen ». Deux forums, « Délits de sale musique » et « Ultralibéralisme, mondialisation de l'économie, pensée unique, quelles alternatives ? », réunissent plusieurs centaines de personnes. Un seul homme politique, un élu communiste, prend la parole pour demander la mise en place d'une mission publique nationale sur les musiques amplifiées. *« Il serait temps »*, lui répond, sceptique, une jeune fille.

IL FAIT BEAU

Le second débat est perturbé par une poignée de jeunes manifestement « explosés » : *« Le fric, c'est ce qui nous perd. Nous les pauvres, on est là pour être encore plus pauvres. On le sait ! »* Dehors, des centaines de jeunes attendent, allongés sur l'herbe ou le gravier. Il fait beau. *« C'est très bien les débats et les associations, mais ça a déjà été fait et à force on se lasse »*, souffle Pascale, étudiante en langues étrangères appliquées, *« Moi, si j'avais su, je serais allée aux forums car je trouve bien qu'on puisse s'exprimer et j'ai découvert des associations que je ne connaissais pas »*, lui répond Isabelle. A 16 heures, ils sont déjà quinze mille. Ceux qui ne lézardent pas font le tour des stands et des scènes latérales, achètent le CD *Un jour à Bordeaux*, financé par Gaz de Bordeaux, sur lequel se retrouvent tous les groupes invités. Une fresque géante, conçue par des jeunes du quartier, s'étale de chaque côté de la scène. *« Noir Désir a voulu les faire participer même s'ils ne sont pas rockers »*, explique Maxime Apostolo, animateur du projet. Autres invités : une quinzaine de groupes sélectionnés par le réseau aquitain des musiques amplifiées. Près de la scène, un espace réservé aux handicapés moteurs : *« Un super truc ! Il faudrait qu'il nous le refasse tous les ans »*, explique Dominique, ancien batteur, hémiplégique depuis sept ans. *« Aujourd'hui, les Noir Désir ne sont plus seulement considérés comme un groupe de rock mais comme un groupe qui milite pour sa ville, et ça c'est important »*.

Pourtant, c'est bien les « Noir Dés' » que des milliers de jeunes ont acclamé dans la nuit et rappelé trois fois. Contrairement à ce qui s'était passé à Toulon (*Le Monde* du 22 mars), Bertrand Cantat n'a presque rien dit : *« On a beaucoup parlé aujourd'hui. Il y a eu plein de palabres. Maintenant, on ferme nos gueules et on fait de la musique. Et merci encore d'être là. »* Par des jeux de lumières, la gare elle aussi est entrée en scène. En arrière-plan, la rive gauche faisait de la figuration. Elle paraissait bien loin.

Claudia Courtois

Sophia Domancich, le piano et le jazz

THÉÂTRE DUNOIS,
le 13 juin, à 20 h 30.

Le Dunois est un petit théâtre – *soit ! – dans un quartier de Pa*ris architecturalement tibérisé – *c'est entendu ! –, mais enfin le* boulot est là : depuis vingt ans, bon an mal an, *le Dunois* prête sa scène aux musiciens qui trouvent ; le Dunois se donne aux nouveaux venus, au théâtre pour enfant, à ceux qui ne sont pas dans les rails.

Sophia Domancich, pianiste, est une voix très singulière, très forte, très belle, du clavier. Son trio est sidérant de circulation et d'instantané. C'est une inversion de la vapeur du monde.

Paul Rogers, contrebassiste anglais, force de la nature, tient en main tous les possibles de l'instrument. Même les imprévus. Il joue avec une fougue énergumène, ou alors, soudain, comme un émouchet caresserait les cordes avec ses ailes. Sa *basse, montée très haut*, une sorte d'arc pour Hercule, a cinq cordes. Il s'accouple avec elle, tel Vulcain qui aimerait Hélène. Il faut voir ça. C'est le théâtre percutant de la musique.

Aux percussions, Tony Levin boucle le cercle avec un art très british du jeu de caisse claire. Chaque acte du trio est spontané, *une petite machine* à trouvailles et à swing, la preuve par *quatre de l'existence du jazz.* Il invite en seconde partie le saxophoniste Paul Dunmall (un des derniers à jouer « comme avant »).

LE RÊVE DE L'AUTRE

Du jazz ? C'est à ce mot que conduit le curriculum de chacun des sommets du triangle. C'est de jazz, bien sûr, qu'il s'agit, mais *pas seulement... Prenez* les garçons au piano, les jeunes turcs, *toujours mieux lotis* (presse, disques, festivités, estime générale) que les femmes : ils courent fébrilement après Thelonious Monk, Bill Evans, Ahmad Jamal, Keith Jarrett, souvent avec quelque talent, et, sans le dire, faute de biscuits, après Martial Solal.

Les femmes, c'est autre chose. On pourrait citer Joanne Brackeen, Geri Allen ou Christine Wodraska. Grâce à leur sœur aînée, Irène Schweizer, elles vont carrément du côté de Cecil Taylor, ou à l'aventure pour se rejoindre. Elles sont moins ligotées, moins asservies. Elles jouent selon une gaieté de cœur qui les affranchit. Elles ont ce *toucher spécial* et le rêve de l'autre. Pour peu qu'elles soient belles et qu'elles rencontrent leur vrai trio (ce qui ne relève que de la chance), il se produit un événement qui devrait tétaniser tous les festivals de l'été. Mais les festivals ont la tête ailleurs, le nez dans le guidon, et prennent leurs réalité pour le rêve. Sauf celui de la Villette, le 3 juillet, salle Boris-Vian. On aura prévenu.

Francis Marmande

«Pas d'quartiers!» pour le Nord

Concerts, expositions et stages se déroulent dans cinq villes de la métropole lilloise



POUR LA DEUXIÈME FOIS, le festival *« Pas d'quartiers! » se déroule* jusqu'au 19 juillet dans cinq villes de la métropole lilloise – Lille, Roubaix, Tourcoing, Villeneuve-d'Ascq et Armentières – en collaboration avec plus de quinze lieux culturels et une quarantaine de structures sociales. Tout en animant des zones urbaines trop souvent délaissées, cette manifestation prouvera aussi les ressources artistiques potentielles des jeunesses des cités. Enfantée sur ce terreau, la culture hip-hop se taillera la part du lion des seize concerts ou soirées, des trois spectacles de danse, des quatre expositions (les grafs de Jay One, Pee Gonzalez, Sharp, Swifty) et des treize stages organisés pour l'occasion. *Côté musique*, on signalera, entre autres, la venue des Américains de Pharcyde et des très jazzy Buckshot Lefonque, le 18 juin à l'Aéronef (Lille), une prometteuse « Frenchy party » avec Stomy Bugsy, Suprême NTM ou La Fonky Family le 28 à l'Aéronef, le rap militant d'Afro Jazz, le 4 juillet à la Cave des poètes (Roubaix) ou le concert d'un jeune virtuose des mots, Rocca, à la Ferme Dupire (Villeneuve-d'Ascq), le 11 juillet.

★ Jusqu'au 19 juillet à Lille, Roubaix, Tourcoing, Villeneuve-d'Ascq et Armentières. Programmation détaillée et informations au 03-20-51-18-52.

UNE SOIRÉE À PARIS

Murray Perahia (piano)
Perahia revient après un repos forcé provoqué par les problèmes de main, dans un programme bien dans sa manière. La sonate de Schumann en est le plat de résistance.
Haendel : *Suite nº 3.* Schumann : *Sonate pour piano op. 11.*
Mendelssohn : *Chansons sans parole, Fantaisie.* Chopin : *Scherzo op. 20, Berceuse.*
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. 20 h 30, le 16. Tél. : 01-45-61-53-00. De 130 F à 400 F.

Orchestre national des Pays de la Loire
Création française très attendue de *Colored Field*, de Jay Kernis, élève de John Adams.
Brahms : *Ouverture pour une fête académique, Symphonie nº 4.*
Kernis : *Colored Field, création.*
Christophe Grindel (cor), Hubert Soudant (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. 20 h 30, le 17. Tél. : 01-45-61-53-00.

Dick Annegarn et Mathieu Boogaerts
Avec juste chacun une guitare plus l'envie commune de partager un moment ludique et fraternel, les deux chanteurs se produisent ensemble sur la même scène, alternant jeux de rimes et fraîches ritournelles.
L'Européen, 5, rue Biot, Paris 17e. Mº Place-de-Clichy. 20 h 30, les 16 et 24 juin. Tél. : 01-43-87-97-13.

Les lundis de la Pépinière-Opéra
Pour la dernière série de lundis offert par l'ancien Théâtre de la Potinière, qui a perdu son nom mais pas son goût, carte blanche (c'est le principe) a été donnée à Anne Sylvestre. L'exégète de Jean de La Fontaine y chante avec son pianiste Philippe Davenet, et a invité le chanteur Michel Arbatz, Meriem Menant, une femme clown étonnante, Marc Vandervorst, un « docteur en patamusique et en lutherie sauvage », et quelques autres encore.
Pépinière-Opéra, 7, rue Louis-Le-Grand, Paris 2e. Mº Opéra. 21 heures, les 16, 23 et 30 juin. Tél. : 01-42-61-44-16.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ABEL
Film hollandais d'Alex Van Warmerdam, avec Henri Garcin, Alex Van Warmerdam, Olga Zuiderhoek, Annet Malherbe (1 h 35).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20).

LES AFFINITÉS ÉLECTIVES
Film italien de Paolo et Vittorio Taviani, avec Isabelle Huppert, Jean-Hugues Anglade, Marie Gillain, Fabrizio Bentivoglio, Massimo Popolizio, Laura Marinoni (1 h 30).
Gaumont Les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40) (+) ; Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77) (+) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

CERTAINS L'AIMENT COURT 3
Film français d'Emmanuel Oberg.
Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20) (+) ; Le Gambetta, 20e (01-46-36-10-96) (+).

COMME DES ROIS
Film français de François Velle, avec Stéphane Freiss, Maruschka Detmers, Mariusz Pujszo, Thierry Lhermitte, Louis Velle, Jacques Sereys (1 h 35).
UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1er ; UGC George-V, 8e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; UGC Gobelins, 13e ; Mistral, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; UGC Convention, 15e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+).

LE DON DU ROI
Film américain de Michael Hoffman, avec Robert Downey Jr., Sam Neill, David Thewlis, Polly Walker, Meg Ryan, Ian McKellen (1 h 58).
VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (+) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; UGC Opéra, dolby, 9e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+).

J'AI HORREUR DE L'AMOUR
Film français de Laurence Ferreira Barbosa, avec Jeanne Balibar, Jean-Quentin Châtelain, Laurent Lucas, Bruno Lochet, Alexandra London, Eric Savin (2 h 14).
Gaumont Les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+). Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88) (+) ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (+) ; Le Saint-Germain-des-Prés, salle G.-de-Beauregard, 6e (01-42-22-87-23) (+) ; La Pagode, dolby, 7e (+) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (+) ; Escurial, 13e (01-47-07-28-04) (+) ; Gaumont Alésia, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; Miramar, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19e (+).

MOTHER
Film américain d'Albert Brooks, avec Debbie Reynolds, Albert Brooks, Rob Morrow, Lisa Kudrow, Isabel Glasser, Peter White (1 h 44).
VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

MUNK, LEMMY ET COMPAGNIE
Dessin animé letton de Nils Skapans, Janis Cimermanis, (46).
VF : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09) ; Le République, 11e (01-48-05-51-33).

SOLEIL
Film franco-italien-allemand de Roger Hanin, avec Sophia Loren, Philippe Noiret, Marianne Sägebrecht, Michel Creton, Roger Dumas, Roger Hanin (1 h 44).
UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (+) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (01-43-87-35-43) (+) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88) (+) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27) (+) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+).

THE BLACKOUT
Film américain d'Abel Ferrara, avec Matthew Modine, Claudia Schiffer, Béatrice Dalle, Sarah Lassez, Dennis Hopper, Steven Bauer (1 h 46).
VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1er ; Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77) (+) ; UGC Danton, dolby, 6e ; Publicis Champs-Elysées, 8e (01-47-20-76-23) (+) ; UGC Triomphe, dolby, 8e ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+).

(+) Réservation au 01-40-30-20-10.

MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

CLASSIQUE

LUNDI 16 JUIN

Madame Butterfly
de Puccini. Paula Delligatti (Mme Butterfly), Franco Farina (Pinkerton), Peter Coleman-Wright (Sharpless), Sylvie Brunet (Suzuki), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Maurizio Benini (direction), Robert Wilson (mise en scène), Suzushi Hanayagi (chorégraphie).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11e. Mº Bastille. 19 h 30, les 16, 20, 23 et 28, jusqu'au 6 juillet. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

Le Dernier Repas
de Fayt. Jocelyne Carissimo, Philippe Desandré, Philippe Le Chevalier, Pascal Sausy, Akémie Souchay-Okumura (piano), Serge Lipszyc (mise en scène).
Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mº Goncourt, Belleville. 19 h 30, les 16, 25, 27, 28 et 30; 15 heures, les 22 et 29. Tél. : 01-48-06-72-34. Location Fnac, Virgin. 130 F.

MARDI 17 JUIN

Ensemble Clément Janequin
Josquin des Prés. Sermisy: *Motets.* Brumel : *Messe.* Dominique Visse (direction).
Eglise Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris 1er. Mº Tuileries, Pyramides. 20 h 30, le 17. Tél. : 01-48-24-16-29. De 110 F à 200 F.

Orchestre national d'Ile-de-France
Bach : *Concerto brandebourgeois BWV 1048.* Mendelssohn : *Symphonie nº 5 « Reformation », Hymne, Psaume 42.* Carole Chabry (soprano), Chorale Vittoria d'Argenteuil, Ensemble vocal Cori Spezzati, Chœur La Fontenelle, Jacques Mercier (direction).
Mantes-la-Jolie (78). Collégiale. 21 heures, le 17. Tél. : 01-34-77-10-30.

Les Pages et les chantres de la chapelle
Du Mont : *Cantica Sacra, Magnificat.* Charpentier : *Missa assumpta est Maria.* Olivier Schneebeli (direction).
Saint-Denis (93). Basilique, 1, ue de la Légion-d'Honneur. Mº Saint-Denis-Basilique. 20 h 30, le 17. Tél. : 01-48-13-06-07. De 100 F à 150 F.

Edda Erlensdottir (piano)
Œuvres de Schubert, Tchaïkovski, Sveinbjörnsson et Sinding.
Versailles 78). Auditorium du Conservatoire, 24, ue de la Chancellerie. 20 h 30, le 17. De 30 F à 60 F.

MERCREDI 18 JUIN

Orchestre philharmonique de Radio-France
Schubert : *Symphonies nº 8 « Inachevée » et nº 9 « la Grande ».* Marek Janowski (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mº Alma-Marceau. 20 h 30, le 18. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Barbara Hendricks (soprano)
Roland Pöntinen (piano)
Œuvres de Schubert.
Méry-sur-Oise (95). Eglise Saint-Denis, rue de L'Isle-Adam. 20 heures, le 18. Tél. : 01-30-36-77-77. De 300 F à 700 F.

Alexandra Troussowa (piano)
Laurent Terzieff (récitant)
Œuvres de Chopin, Liszt, Beethoven et Fauré.
Saint-Denis (93). Maison de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'Honneur. Mº Saint-Denis-Basilique. 20 h 30, le 18. Tél. : 01-48-13-06-07. 150 F.

JEUDI 19 JUIN

Orchestre philharmonique de Radio-France
Mozart : *Concertos pour cor et orchestre KV 412 et KV 417.* Messiaen : *Couleurs de la cité céleste.* Schoenberg : *Verklärte Nacht.* Jean-Jacques Justafré (cor), Catherine Cournot (piano), Alan Gilbert (direction).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. MºPassy. 20 heures, le 19. Tél. : 01-42-30-15-16. 100 F.

Orchestre national de France
Brahms : *Concerto pour piano et orchestre nº 2, Symphonie nº 4.* Emanuel Ax (piano), Christian Thielemann (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mº Alma-Marceau. 20 heures, le 19. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 220 F.

Quatuor de clarinettes francilien
Mendelssohn : *Sonate pour clarinette et piano, Konzertstücke, Mélodies sans parole, Quatuor à cordes, Prélude et fugue op. 35.* Schubert : *Impromptu op. 90.* Brahms : *Thème et variations sur un chant hongrois.* Pierre-Alain Volondat (clarinette).
Amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), 17, rue de la Sorbonne, Paris 5e. Mº Saint-Michel. 20 h 30, le 19. Tél. : 01-42-62-71-71. De 70 F à 110 F.

Anne Gastinel (violoncelle), Roger Muraro (piano).
Œuvres de Beethoven, Britten et Brahms.
Méry-sur-Oise (95). Eglise Saint-Denis, rue de L'Isle-Adam. 20 h 45, le 19. Tél. : 01-30-36-77-77. 220 F.

Orchestre de Paris
Haydn : *Symphonie nº 8.* Wagner : *Siegfried-Idyll.* Schubert-Mahler : *La Jeune Fille et la Mort.* Daniel Harding (direction).
Saint-Denis (93). Maison de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'Honneur. MºSaint-Denis-Basilique. 20 h 30, le 19. Tél. : 01-48-13-06-07. 150 F.

VENDREDI 20 JUIN

Ensemble Phoenix
Kernis : *Air, Musica Celestis.* Zavaro : *Portrait.* Zygel : *Grounds.* Escaich : *Variations gothiques.* Connesson : *Les Rapaces.* Girard : *Mouvement nº 2.* Messiaen : *Le Merle noir.*
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-45-61-53-00.

Chorus Musicus Köln
Brahms : *Ein Deutsches Requiem.* Soile Isokoski (soprano), Stefan Genz (baryton), Andreas Grau, Goëtz Schumacher (piano), Christoph Spering (direction).
Auvers-sur-Oise (95). Eglise Notre-Dame, place de l'Eglise. 20 h 45, le 20. Tél. : 01-30-36-77-77. De 160 F à 220 F.

Quatuor Turner
Haydn : *Les Sept Dernières Paroles du Christ.* Schubert : *La Jeune Fille et la Mort.* Daniel Mesguich (récitant).
Saint-Denis (93). Maison de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'Honneur. Mº Saint-Denis-Basilique. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-48-13-06-07. 150 F.

SAMEDI 21 JUIN

Dix jeunes pianistes jouent Chopin
Œuvres de Chopin. Mika Akiyama, Alberta Alexandrescu, Henri Bonamy, Mathilde Carré, Jean Dubé, Kaori Kawashima, Julien Le Prado, Vahan Mardirossian, Eric Muller, Cédric Pescia (piano).
Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16e. Mº Pont-de-Neuilly. 14 heures, le 21. Tél. : 01-45-00-22-19. Entrée libre.

Claire Désert, Vanessa Wagner, Vincent Coq, Emmanuel Strosser (piano).
Œuvres de Debussy, Lavignac, Lutoslawski, Rachmaninov, Ravel et Smetana.
Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. Mº Solferino. 15 heures, le 21. Tél. : 01-40-49-47-17. Entrée libre.

Orchestre de Paris, Orchestre du CNR
Kodaly : *Danses de Galanta.* Dvorak : *Symphonie nº 7.* David Stern (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. 16 heures, le 21. Tél. : 01-45-61-53-00. Entrée libre.

Manon
de Massenet. Renée Flemming (Manon), Richard Leech (Des Grieux), Jean-Luc Chaignaud (Lescaut), Laurent Naouri (le comte des Grieux), Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Gary Bertini (direction), Gilbert Deflo (mise en scène).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11e. Mº Bastille. 19 h 30, les 21, 24 et 26 juin et les 1er, 4 et 7 juillet; 15 h 30, le 29, jusqu'au 12 juillet. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

DIMANCHE 22 JUIN

Kemal Gecik (piano).
Œuvres de Chopin, Beethoven et Liszt.
Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16e. Mº Pont-de-Neuilly. 15 h 30, le 22. Tél. : 01-45-00-22-19. Entrée libre.

Jean-Louis Charbonnier, Paul Rousseau (violes), Mauricio Buraglia (théorbe), Pierre Trocellier (clavecin).
Couperin : *Pièces pour violes.*
Eglise Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5e. Mº Maubert-Mutualité. 17 heures, le 22. Tél. : 01-34-51-36-46. 100 F.

Les Musiciens de la Prée
Œuvres de Haydn, Mendelssohn. Escaich : *Le Chant des ténèbres, création.* Arben Skenderi (violoncelle), Jérémie Rhorer (direction).
Auvers-sur-Oise (95). Eglise Notre-Dame, place de l'Eglise. 17 h 30, le 22. Tél. : 01-30-36-77-77. 90 F.

Ensemble Organum
Ockeghem : *Messe « De plus en plus ».* Marcel Pérès (direction).
Royaumont (95). Abbaye. 17 h 30, le 22. Tél. : 01-34-68-05-50.

JAZZ

Pierre Sibille Quintet
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. 22 h 30, les 16, 17, 18, 19 et 20. Tél. : 01-40-68-30-42. 130 F.

Georges Arvanitas Trio
Le Bilboquet, 13, rue Saint-Benoît, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 16, 17, 18, 19, 20 et 21. Tél. : 01-45-48-81-84. 120 F.

François Fichu Jazz Gang
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, le 16. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Soirée des big-bands
Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris 4e. Mº Châtelet-les Halles. 20 heures, le 17. Tél. : 01-42-36-13-90. 120 F.

Blue Phèdre
Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris 13e. Mº Chevaleret. 20 h 30, les 17, 18, 19 et 20. Tél. : 01-45-84-72-00. 100 F.

David Patrois Quintet, Sylvain Beuf
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 17 et 18. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Les Nuits blanches
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 17 et 24 juin et le 1er juillet, jusqu'au 8 juillet. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Antoine Hervé invite Markus Stockhausen
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 17 et 18. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Fred Hersch Trio
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 18, 19, 23 et 24. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Emmanuel Bex, Gilles Clément, Eric Dervieu
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 18 et 19. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Norbert Lucarain, Denis Tchanogu
Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, Paris 5e. Mº Saint-Michel. 20 h 30, le 19. Tél. : 01-43-29-86-51. 80 F.

Jean-Philippe Bordier Quartet
Le Ciel de Paris, tour Montparnasse, Paris 14e. Mº Montparnasse-Bienvenüe. 22 heures, le 19. Tél. : 01-40-64-77-64. 90 F.

Laurent De Wilde, Ira Coleman, Dion Parson
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 19, 20 et 21. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Richard Galliano Trio
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 19 et 20. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Emmanuel Bex, Jimmy Gourley, Charles Bellonzi
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 20 et 21. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Collectif Mu
La Défense (92). Grande Scène, fontaine AGAM. Mº La Défense. 12 heures, le 16.

Ceux qui marchent debout
La Défense (92). Grande Scène, fontaine AGAM. Mº La Défense. 12 heures, le 17.

Ricardo del Fra et le Capriccio français
La Défense (92). Grande Scène, fontaine AGAM. Mº La Défense. 12 heures, le 18.

Patrick Verbeke Sextet
La Défense (92). Grande Scène, fontaine AGAM. Mº La Défense. 12 heures, le 20.

Lousadzak
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 17. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

Roof
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 19. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

ROCK

Fish
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9e. 19 h 30, le 16. Tél. : 01-44-92-77-66. 165 F.

Buckshot Lefonque
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Voltaire. 20 heures, le 17. Tél. : 01-47-00-55-22. 192 F.

Maxwell
Au Grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris 9e. Mº Bonne-Nouvelle. 20 h 30, le 17. 159 F.

Money Lisa
Péniche Makara, quai de la Gare, Paris 13e. Mº Quai-de-la-Gare. 21 heures, le 17. Tél. : 01-44-24-09-00. 40 F.

Jamie Walters
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8e. Mº Saint-Augustin. 22 heures, les 17, 18, 19, 20, 21, 24, 25, 26, 27 et 28. Tél. : 01-42-25-18-06. Entrée libre.

Grip Inc.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Voltaire. 20 heures, le 19. Tél. : 01-47-00-55-22. 126 F.

Cast
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mº Bastille. 19 heures, le 20. Tél. : 01-47-00-57-59. 110 F.

Backchich
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 23 heures, le 20. Tél. : 01-42-00-14-14. 80 F.

Offre spéciale
Aubervilliers (93). 287 Rock'n'Roll Café, 33, avenue Victor-Hugo. 22 h 30, le 20. Tél. : 01-43-52-91-91. Entrée libre.

Au Sud de nul part, Tunez Shooter
Aubervilliers (93). 287 Rock'n'Roll Café, 33, avenue Victor-Hugo. 22 h 30, le 21. Tél. : 01-43-52-91-91. Entrée libre.

CHANSON

Sol En Si
Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 9e. Mº Trinité. 20 h 30, les 16, 17, 18, 19 et 20. Tél. : 01-49-95-99-99. De 180 F à 300 F.

Anne Sylvestre
La Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2e. Mº Opéra. 21 heures, les 16, 23 et 30. Tél. : 01-42-61-44-16. 100 F.

Jean-Michel Noirey
Espace Kiron, 10, rue La Vacquerie, Paris 11e. Mº Voltaire. 19 heures, les 17 et 18. Tél. : 01-44-64-11-50. 80 F.

Eddy Mitchell
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 9e. Mº Porte-de-Bercy. 20 h 30, les 17 et 18. Tél. : 01-44-68-44-68. De 197 F à 237 F.

Françoise Kucheicha
Espace Kiron, 10, rue La Vacquerie, Paris 11e. Mº Voltaire. 21 heures, le 17. Tél. : 01-44-64-11-50. 80 F.

Mouron
Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4e. Mº Bastille. 20 h 30, le 18. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

Pierre Louki
Espace Kiron, 10, rue La Vacquerie, Paris 11e. Mº Voltaire. 21 heures, le 18. Tél. : 01-44-64-11-50. 80 F.

Joyet et Roll Mops
Le Limonaire, 18, cité Bergère, Paris 9e. Mº Montmartre. 22 heures, les 18 et 19. Tél. : 01-45-23-33-33.

Melaine Favennec
Espace Kiron, 10, rue La Vacquerie, Paris 11e. Mº Voltaire. 19 heures, le 19. Tél. : 01-44-64-11-50. 80 F.

Nicolas Reggiani
Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4e. Mº Bastille. 20 h 30, les 19 et 26. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

Les Petits Assassins
Espace Kiron, 10, rue La Vacquerie, Paris 11e. Mº Voltaire. 19 heures, le 20. Tél. : 01-44-64-11-50. 80 F.

Philippe Clay
Théâtre Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, Paris 14e. Mº Edgar-Quinet, Gaîté, Montparnasse-Bienvenüe. 16 heures et 21 heures, les 21 et 28; 21 heures, les 24, 25, 26 et 27 juin et le 1er juillet. Tél. : 01-43-22-77-74. 160 F.

Marie-France
Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4e. Mº Bastille. 20 h 30, les 22 et 29. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

Jehan
Ivry-sur-Seine (94). Espace Aleph, 30, rue Christophe-Colomb. Mº Pierre-Curie. 20 h 30, le 17. Tél. : 06-08-58-80-29. De 60 F à 80 F.

MUSIQUE DU MONDE

Talila et Ben Zimet
Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Mº La Chapelle. 21 heures, les 16, 17, 18, 19, 20 et 21. Tél. : 01-46-07-34-50. De 80 F à 120 F.

Mercedes Audras et Doriand
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mº Bastille. 19 h 30, le 17. Tél. : 01-47-00-57-59. 80 F.

Sabor a Son
La Coupole, 102, boulevard du Montparnasse, Paris 14e. Mº Vavin. 21 h 30, les 17 et 24 juin et le 1er juillet, jusqu'au 29 juillet. Tél. : 01-43-20-14-20. 90 F.

Etienne Mbappe, Mario Canonge
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 17, 18, 19, 20 et 21. Tél. : 01-42-33-37-71. 90 F.

Roberto Iglesias
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mº République. 21 h 30, les 19 et 20. Tél. : 01-42-02-20-52. De 80 F à 100 F.

Barrio Cubana & Ernesto Tito Puentes Big Band
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9e. 22 heures, les 19 et 26. Tél. : 01-44-92-77-66. 100 F.

Meiway, C'Kans
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Nobert Lucarain, Comparsa Yorugua
Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, Paris 5e. Mº Saint-Michel. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-43-29-86-51. 80 F.

Bia
Espace Kiron, 10, rue La Vacquerie, Paris 11e. Mº Voltaire. 21 heures, le 20. Tél. : 01-44-64-11-50. 80 F.

Alphonse Soumah et les Toumaranke
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9e. 23 heures, le 20. Tél. : 01-44-92-77-66. 100 F.

Comparsa Yoruga et leurs amis
Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, Paris 5e. Mº Saint-Michel. 20 h 30, le 21. Tél. : 01-43-29-86-51. Entrée libre.

Moriba Koïta
Lavoir moderne parisien, 35, rue Léon, Paris 18e. Mº Château-Rouge. 22 h 30, le 21, jusqu'au 28. Tél. : 01-42-52-09-14. 50 F.

Marijosé Alie Group
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. 22 h 30, les 21, 23, 24, 25, 26, 27 et 28. Tél. : 01-40-68-30-42. 130 F.

DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Ballet de l'Opéra de Paris
George Balanchine : *Sérénade.* Antony Tudor : *Dark Elegies.* Pina Bausch : *Le Sacre du printemps.*
Opéra de Paris. Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9e. Mº Opéra. 19 h 30, les 16, 17, 18 et 19. Tél. : 01-44-73-13-00. De 30 F à 320 F.

Pina Bausch Tanztheater Wuppertal
Pina Bausch : *Nur Du.*
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Mº Châtelet. 20 h 30, les 16, 17, 18, 19, 21, 23, 24, 26, 27 et 28; 17 heures, les 22 et 29. Tél. : 01-42-74-22-77. 190 F.

Usha et Srinidi Raghavan
Danse de l'Inde. Bharata natyam.
Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13e. Mº Glacière. 20 h 30, le 17. Tél. : 01-45-89-01-60. 80 F.

Compagnie Blanca Li
Blanca Li : *Stress, pète pas les plombs.*
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11e. Mº Bastille, Voltaire. 21 heures, les 17, 18, 19, 20, 21, 24, 25, 26, 27 et 28; 17 heures, les 22 et 29. Tél. : 01-43-57-42-14. 100 F.

Compagnie DCA
Philippe Decouflé : *Stella.*
La Chaufferie, 10 bis, rue Maurice-Thorez. 20 h 30, les 17, 18, 19, 20, 24, 25, 26 et 27 juin et le 1er juillet; 15 heures et 20 h 30, les 21 et 28; 16 heures, les 22 et 29, jusqu'au 4 juillet. Tél. : 01-48-13-06-07. 100 F.

Birju Maharaj, Zakir Hussain
Danse de l'Inde. Khatak.
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18e. Mº Abbesses. 20 h 30, les 18, 19, 20 et 21; 17 heures, le 22. Tél. : 01-42-74-22-77. 140 F.

Association Double
Mitsuyo Uesugi. Olivier Gelpe : *Les Enfants.*
Ménagerie de verre, 12, rue Léchevin, Paris 11e. Mº Parmentier. 20 h 30, les 19, 20 et 21. Tél. : 01-43-38-33-44.

Cie Doppelganger, Cie Elisabeth Disdier
Véronique Velsch : *L'Histoire d'eux.* Elisabeth Disdier : *Vol plané.* Denis Psaltopoulos : *Les Arènes de la liberté.*
Dix-Huit Théâtre, 16, rue Georgette-Agutte, Paris 18e. Mº Guy-Môquet. 20 h 30, les 19, 20 et 21. Tél. : 01-42-26-47-47. De 80 F à 120 F.

Ballett Frankfurt
William Forsythe : *The Loss Small Detail.*
Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mº Châtelet. 20 h 30, les 20, 21, 23, 24 et 25; 17 heures, le 22. Tel. : 01-40-28-28-40. De 50 F à 190 F.

AUDIOVISUEL Le vingt-septième festival de Biarritz a souligné l'importance grandissante du « programming », qui permet aux entreprises de participer à la production de documentaires télévisés. ● CE SYSTÈME est le fruit d'une double attente : celle des entreprises, qui souhaitent dépasser la publicité classique, et celle des chaînes thématiques, qui trouvent là un complément de financement. ● LES TÉLÉVISIONS demeurent cependant hésitantes, craignant de voir les entreprises influencer leur ligne éditoriale. ● L'INA a indiqué à Biarritz qu'il avait fait du multimédia et de la numérisation l'élément clef de sa stratégie, afin de contribuer à compenser la perte de ses recettes. ● LE PALMARÈS du Festival a couronné des produits offrant des solutions positives aux difficultés sociales et a primé le film *Dépression* de Jean-Paul Goude

Les entreprises participent de plus en plus à la coproduction de documentaires

Le Festival de Biarritz a souligné la vogue du « programming », qui permet aux entreprises de diversifier leur communication et aux chaînes de télévision thématiques de financer leurs programmes. Mais les règles du jeu demandent à être bien définies

BIARRITZ
de notre envoyée spéciale

Lorsqu'une entreprise veut communiquer à la télévision, elle peut y faire de la publicité, parrainer des magazines ou des fictions, placer ses produits dans des jeux. Elle peut aussi coproduire des documentaires, ce qu'on appelle « programming ». Cette technique au nom barbare a été largement évoquée au 27e Festival de l'audiovisuel et du multimédia, qui a eu lieu du 12 au 14 juin à Biarritz.

Elle suscite un réel engouement chez les directeurs de communication des grandes banques, des sociétés d'assurances ou des entreprises de service public, qui y voient une façon de donner du « sens » à leur communication. Mais l'intérêt existe aussi du côté des sociétés de production, pour lesquelles le « programming » peut être une solution de remplacement de la bonne vieille vidéo d'entreprise, en déconfiture progressive.

Le « programming » réunit une télévision, un producteur délégué et une entreprise – dont les statuts stipulent obligatoirement qu'elle fait de la « *production de programmes audiovisuels* » –, autour d'un projet, d'une aventure humaine, culturelle, scientifique ou écologique issue de l'entreprise ou de son environnement. Le documentaire va raconter une histoire, avec son héros et sa trame dramatique. Mais sans parler de produit, de marque, ni utiliser de porte-parole.

L'intérêt pour l'entreprise ? « *C'est pour elle le moyen d'être citoyenne, crédible et de donner du sens à ce qu'elle fait* », explique Bruno Paillet, directeur de la communication du GAN, qui a des projets dans ses cartons. En coproduisant la mise au jour des vestiges du phare d'Alexandrie (Egypte) par des archéologues, Elf Aquitaine valorise son mécénat. En racontant les découvertes de l'histoire de l'électricité, EDF explique l'évolution de son métier.

AVEC LES PRODUITS DÉRIVÉS

Mais l'exercice est moins simple qu'il n'y paraît. « *L'entreprise ne doit jamais financer plus de 25 % du projet, pour ne pas être tentée d'intervenir* », indique Stéphane Millière, patron de Gédéon Programmes, société de production qui monte des opérations de ce type depuis 1993. Le producteur délégué contrôle le projet. Chaque partenaire finance une partie du budget. Et l'entreprise peut mettre son nom au générique, organiser des avant-premières et dupliquer des cassettes vidéo pour les offrir, au titre de ses relations publiques. Car « *développer un programming sans réfléchir à une stratégie de produits dérivés est nul et non avenu* », tranche Jacques Morel, de Capa Entreprises.

L'engouement s'explique aussi par la nouvelle donne audiovisuelle. D'un côté, l'entreprise a découvert les limites de la publicité et cherche à s'adresser « *autrement* » à ses clients ou à ses actionnaires. De l'autre, l'accès aux bouquets satellites facilite la multiplication des chaînes thématiques, mais leur budget les empêche de financer seules tous les programmes de leur grille. « *Téva ou Paris Première, dont le budget annuel de fonctionnement avoisine 75 millions de francs, ne disposent que de 35 millions pour un an de programmation. Or, il leur faut remplir des plages de diffusion, de 7 heures à minuit*, argumente Gérard Denis, patron de Denis & Co. *Tout incite donc à ce type de partenariat.* »

Les freins existent. Le « programming » échappe aux régies des chaînes qui préféreraient vendre de l'espace publicitaire, et aux agences de publicité qui ne savent comment se rémunérer. Il pose en plus un problème d'éthique aux médias, qui considèrent d'un mauvais œil l'irruption d'intérêts privés dans leur mission d'information. Entre besoin de financement et peur de voir les entreprises intervenir dans le contenu éditorial, les chaînes hésitent.

Ainsi, Elisabeth Lerminier, responsable des programmes « emploi-économie » à La Cinquième confie que « *le procédé l'inquiète* » : elle « *reste ouverte aux propositions des entreprises* », tout en « *souhaitant garder ses distances* ». Pourtant la chaîne éducative, qu'a présidée Jean-Marie Cavada, aussi producteur d'audiovisuels d'entreprises (*CCV Productions*), est la chaîne hertzienne française la plus réceptive au partenariat privé.

A la rentrée, elle diffusera d'ailleurs une série de quinze films de treize minutes, « Innova », coproduite avec la Fondation de la Villette, qui réunit une vingtaine de grandes entreprises françaises, dont chacune a son film. Il aura fallu un an d'aller et retour pour que le projet soit accepté par la chaîne. « *J'ai refusé les premiers films, qui mettaient leurs produits en avant, plutôt que les hommes derrière chaque innovation* », raconte Elisabeth Lerminier. Aujourd'hui, elle estime avoir réussi à obtenir des images jamais vues : « *Les entreprises ont compris qu'elles devaient nous ouvrir leurs portes sans intervenir.* »

La relation entreprise-télévision a toujours été houleuse. La dérive des années 80, qui a vu des régies (comme la Régie française d'espace, RFE) vendre comme « espaces *publicitaires* » des émissions matinales accueillant des patrons d'entreprise venus y faire leur promotion, a renforcé l'appréhension. « *Il faut savoir définir les règles du jeu*, se défend Stéphane Millière. *Toute la démarche consiste à ne pas faire semblant.* » Pour Jacques Rigaud, président de RTL, de l'Admical et du jury « politique de communications » du Festival de Biarritz, « *l'objectif de communication n'est pas exclusif d'autres motivations, ni du désir d'insertion dans un environnement social* ».

Florence Amalou

Des films inspirés du quotidien

Le palmarès « films » 1997 du Festival de l'audiovisuel et du multimédia d'entreprise de Biarritz surprend par son homogénéité. Il n'a jamais rassemblé autant de films s'inspirant, dans le ton ou l'image, des difficultés sociales et des préoccupations quotidiennes. Le jury a souhaité récompenser des images refusant la fatalité de l'échec (*La Corde*, produit par Scorpion/PAC pour le Mouvement français pour la qualité), l'efficacité dans la recherche d'emplois (*La Quadrature du cercle*, produit par Europimages pour l'ANPE), ou la solidarité (*Care for Another*, pour la Croix-Rouge, Pays-Bas). Le Grand Prix national 1997 a été attribué à Pfizer pour le film *Dépression*, de Jean-Paul Goude. Pfizer avait utilisé de façon malheureuse la forme du « 19/20 » de France 3 pour promouvoir ce médicament (*Le Monde* du 25 mars), ce qui a fait dire à Michel Frois, fondateur et président du festival, que « *l'entreprise gagne à investir dans des outils de communication, légitimes et de qualité* ».

L'INA place les technologies numériques au cœur de sa stratégie de reconquête commerciale

BIARRITZ
de notre envoyé spécial

Jean-Pierre Teyssier, président des jurys multimédias nationaux au Marché international de l'audiovisuel d'entreprise et du multimédia, sait de quoi il parle lorsqu'il évoque le multimédia : il est à l'origine de l'engagement de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), qu'il préside, dans une politique du « tout numérique » d'ampleur. Mis en place en janvier, le programme « INA 2000 » révolutionne les métiers de l'Institut, en intégrant les technologies numériques les plus perfectionnées dans l'archivage, la restauration et la distribution de documents radiophoniques et audiovisuels recueillis et gérés par l'INA.

« *Il nous faut répondre aux nouveaux besoins des professionnels de l'audiovisuel et du multimédia* », explique Jean-Pierre Teyssier. A l'INA, le numérique n'est donc pas un élément de la stratégie, c'est « la » stratégie. L'investissement avoisine 12 % du budget de fonctionnement annuel (soit 80 millions de francs sur un total de 600 millions). L'adaptation s'est faite par étapes. L'établissement public a été l'un des premiers à disposer d'un site Internet : mediaport.fr, en ligne depuis trois ans, offre l'accès aux archives de guerre (1940-1944) conservées et restaurées par l'Institut et très consultées.

Chacun des trois pôles d'activité de l'INA, géré comme un centre de profit autonome, a intégré cette logique. Le département « Inathèque de France » recense depuis 1995 l'intégralité des grands programmes français de radio (directement en numérique) et de télévision. Des systèmes de consultations multimédias ont été créés pour ces bases de données, dont la vocation est d'être accessible aux étudiants et aux chercheurs.

Le département « Droits audiovisuels et de l'archivage » répond aux nouvelles exigences des télévisions et des plates-formes Internet, contraintes aujourd'hui d'interpréter les désirs, de traduire les rejets et d'anticiper les besoins des utilisateurs. Ce qui se traduit par le stockage, la numérisation, la compression, la consultation et la livraison en ligne des documents. Ce nouveau système de distribution, en livrant directement l'image désirée sur l'ordinateur du client, réduit beaucoup les temps de recherche et d'envoi des documents.

Enfin, le département « Innovation » poursuit l'aventure Imagina (images de synthèse), produit des CD-Rom (dont *De Gaulle, un géant dans l'histoire*, qui sera publié le 17 juin), et initie des projets de recherche comme « Aurora », système de restauration automatique d'archives vidéos, en partenariat avec un autre géant mondial de l'archivage, la BBC. Ce projet d'envergure devrait permettre de gagner dix à quinze heures de travail par heure de vidéo travaillée.

BAISSE DE RECETTES

Le contexte n'est guère favorable, du fait de l'« *absence d'aides significatives des pouvoirs publics* » et de « *réticences culturelles de certains dirigeants d'entreprise* », mais Jean-Pierre Teyssier se déclare « *convaincu que les entreprises qui passeront le XXIe siècle seront celles qui auront su intégrer ces techniques* ».

Ce redéploiement technologique compensera, dans une certaine mesure, la baisse, importante en 1996, des recettes liées à la vente d'extraits d'actualités. 70 % de ces recettes provenaient des télévisions publiques (France Télévision et La Cinquième), obligées de diminuer leurs commandes, à la suite des restrictions budgétaires. Cette reconquête commerciale de l'INA se concrétisera, la première année, par un chiffre d'affaires « récupéré » de l'ordre de 30 millions de francs.

Fl. A.

Philippe Gildas succède à Michel Field qui part à TF 1

UN JEU de chaises musicales devrait modifier les grilles de rentrée des chaînes de télévision. Anne Sinclair, l'animatrice depuis treize ans de « 7 sur 7 » (TF 1) a décidé d'arrêter le 6 juillet son émission dominicale pour prendre de nouvelles fonctions au sein de la chaîne. La journaliste a justifié sa décision en raison des nouvelles fonctions de son mari, Dominique Strauss-Kahn, nommé ministre de l'économie et des finances (*Le Monde* du 7 juin).

N'étant *a priori* lié à aucun membre du gouvernement, Michel Field, animateur de « L'hebdo » sur Canal Plus, doit quant à lui rejoindre la Une, sans doute pour créer « *à la rentrée* » une nouvelle émission politique, le dimanche avant 20 heures. « *En aucun cas TF 1 ne conservera "7 sur 7" sans Anne Sinclair. Il s'agira d'un autre concept de magazine* » précise-t-on à TF 1. Le contrat entre TF 1 et Michel Field, qui anima « La grande famille » sur Canal Plus et « Le cercle de minuit » sur France 2, semble acquis, mais la définition exacte de son poste n'était pas totalement arrêtée, lundi 16 juin.

En outre, Philippe Gildas, qui vient de quitter « Nulle part ailleurs » sur Canal Plus – remplacé par Guillaume Durand à la rentrée – reprend du service sur la chaîne cryptée. Il doit en effet y animer « L'hebdo », laissé par Michel Field, et qui trocquera son titre pour « Le grand forum ». Dans un entretien au *Journal du dimanche* du 15 juin, Philippe Gildas précise qu'il conservera le concept initial en laissant « *la parole aux jeunes* » : « *Je compte développer le côté débat sur les grands thèmes touchant à leurs préoccupations : le travail et le chômage, le malaise de la société, la famille. Je proposerai aussi d'ouvrir le champ des forums* », en invitant par exemple Marc Blondel (de FO), le PDG d'Electrolux ou Aimé Jacquet pour « *le titiller sur les performances en demi-teintes de l'équipe de France de football un an avant le Mondial* ».

Pour résumer : remplacé par Ruth Elkrief sur LCI, Guillaume Durand prend le magazine « Nulle part ailleurs » de Philippe Gildas. Et ce dernier remplace, sur Canal Plus, Michel Field qui reprend la case laissée vacante par Anne Sinclair sur TF 1. C'est peu dire que les chaînes font appel à de nouveaux talents...

Nicole Vulser

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION NUMÉRIQUE : Kirch et Bertelsmann**, les deux géants allemands, mènent des pourparlers sur une fusion des *chaînes à péage Premiere et DF 1*, selon l'hebdomadaire *Der Spiegel*. Les chaînes se transformeraient en une seule télévision à péage, chapeautée par Premiere, mais dont les deux groupes posséderaient chacun 50 %. Dans ce cas, Canal Plus devrait vendre sa partipation de 37,5 % dans Premiere. Un autre volet des négociations porterait sur une entrée de Bertelsmann dans la chaîne sportive de Kirch, DSF. – *(AFP).*

■ **RADIO : le lancement de la station pour les jeunes** de Radio France, mardi 17 juin, est vivement critiqué par les syndicats CFDT, SNJ, CGT et SNJ-CGT, qui ont dénoncé « *le passage en force* » du PDG de Radio France, Michel Boyon (*Le Monde* du 13 juin). Le ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, a indiqué qu'un point serait fait sur la nouvelle station dans les trois mois.

■ **PRESSE MAGAZINE : Jean-Marcel Bouguereau a été nommé rédacteur en chef du *Nouvel Observateur* et Philippe Boggio devient rédacteur en chef de *Marianne*.** Jean-Marcel Bouguereau a été rédacteur en chef puis directeur adjoint de la rédaction de *Libération*, et directeur de la rédaction de *L'Evénement du jeudi*. Philippe Boggio a été grand reporter au *Monde* de 1978 à 1995.

Les sans-papiers, de Saint-Bernard à Bamako

En retraçant l'errance des expulsés maliens, ce documentaire diffusé par Planète explore le rôle des immigrés dans le développement du Sahel

L'ÉPOPÉE DES SANS-PAPIERS ne s'est pas terminée à l'aube du 23 août, lorsque les CRS ont évacué l'église Saint-Bernard après avoir défoncé le portail à coups de hache. Inespérée avant l'alternance, l'annonce d'une régularisation partielle par le nouveau gouvernement est venue ajouter une note d'espoir à un feuilleton plutôt désespérant. Mais, pour certains Africains, l'aventure de Saint-Bernard s'est terminée dans un avion, direction Bamako. Arlette Girardot et Philippe Baqué les ont accompagnés. Leur film fixe le souvenir de ce retour forcé et tente de démonter les enjeux.

Carnets d'expulsions, de Saint-Bernard à Bamako et Kayes, met en scène l'extrême solitude des expulsés, arrachés à l'excitation de la lutte des sans-papiers à Paris et largués quelques heures plus tard dans la capitale malienne. Une demi-douzaine d'entre eux ont élu domicile dans les jardins du siège du Haut Conseil des Maliens de l'extérieur, instance officiellement chargée d'épauler les émigrés, mais dont la sollicitude à l'égard des expulsés n'excède guère quelques paroles outragées (*Le Monde* du 28 janvier). Débarqués à Bamako avec leur seule chemise, ils ont absolument tout perdu. Les fruits de leur travail, que les policiers ne leur ont pas laissé le temps de récupérer après leur interpellation. Et surtout l'incommensurable dignité des immigrés maliens.

A la honte de l'expulsion et des menottes, utilisées pour garantir leur calme dans l'avion, s'ajoute la rage de rentrer les mains vides, sans la pluie de cadeaux qui accompagne normalement le retour de Paris, sans le moindre signe extérieur d'enrichissement. De peur d'affronter cette réalité indicible, certains n'osent même pas regagner leur village. D'autres ont encore l'énergie de se battre pour organiser une improbable association de défense des expulsés. La plupart errent, abattus, guettant l'appel téléphonique des « copains » de Saint-Bernard, ressassant leur rancoeur à l'égard de la France, qui ne les a pas compris, et du Mali, qui ne leur offre aucun avenir. A cette accumulation de désenchantements s'ajoute, pour Mamadou Niagate, une détresse affective : expulsé après dix années de travail dans une entreprise de nettoyage, il n'a plus revu sa compagne et leur fils de deux ans, restés à Paris, en dépit des promesse solennelles d'Alain Juppé de ne jamais séparer les familles.



QUESTION DE SURVIE

Le grand mérite de ce film est de montrer ces images inédites, de faire entendre ces paroles de l'au-delà des frontières. Les quelques séquences tournées dans des villages de la région de Kayes, qui fournit la majorité des exilés en France, ont plus de force que tous les discours sur les flux d'immigration. Le spectacle du dénuement absolu, des pistes défoncées et d'un dispensaire totalement vide suffit à montrer qu'émigrer peut être une question de survie. *« Sans pluie et sans émigrés, nous n'attendons que la mort »*, résume un vieux sage.

Démonstratives, ces images captées de l'autre côté du miroir de l'immigration n'échappent pourtant pas aux pièges du cinéma militant. Présentées brut de décoffrage, parfois confusément, elles risquent d'échapper, dans leur profondeur, au téléspectateur de base qui n'a pas gardé en mémoire tout le « film » des sans-papiers de Saint-Bernard et ignore tout du rôle déterminant de l'émigration dans la survie du Sahel. Un minimum de commentaires et de recul aurait suffi à faire de ce film d'intervention un témoignage exemplaire sur le diptyque immigration-développement et sur ce qui restera comme le miracle de Saint-Bernard : comment l'occupation d'une église a réussi à ébranler les certitudes françaises sur l'immigration et à renouveler le débat sur les rapports postcoloniaux et le développement de l'Afrique.

Philippe Bernard

★ **« Carnets d'expulsions, de Saint-Bernard à Bamako et Kayes », Planète, lundi 16 juin à 20 h 35, mardi 17 à 22 h 55, mercredi 18 à 0 h 45, jeudi 19 à 8 h 5, vendredi 20 à 12 h 25, samedi 21 à 14 h 45, dimanche 22 à 10 h 15.**

Une étrange gouttière

par Jacques Buob

CET HOMME-LÀ est un mystère : il a l'air normal. Il boit du whisky-Perrier avec des glaçons, il joue au tennis une fois par semaine, il a des amis – des vrais – avec qui il aime bien rigoler, il cause un anglais basique comme on l'apprenait dans nos écoles, et il pique de grosses colères contre son téléphone qui ne marche pas. Un téléphone qui ne marche pas, on a du mal à imaginer que ça puisse arriver, entre deux tours de scrutin, à un homme qui brigue Matignon. Eh bien, si : Lionel Jospin pousse la banalité jusqu'à avoir un téléphone en panne au moment où il fait basculer l'histoire de la France. On l'a bien vu dans le document de Joël Calmettes sur les coulisses de la campagne jospinienne, samedi soir sur France 3.

Tant de simplicité, cela devient suspect, surtout pour les spécialistes ès décryptages politico-médiatiques, genre destiné à ouvrir les yeux des citoyens en leur démontrant que ce qu'ils voient à la télé n'est pas le miroir de la réalité, mais le fruit de la manipulation : une illusion. Jusqu'à présent, il y avait matière. Mais si, désormais, on peut gouverner sans malice ni conseillers occultes, sans politique d'image, avec comme simple mot d'ordre la sin-cé-ri-té, que restera-t-il aux décrypteurs à décrypter ?

Pionnière du genre, « Arrêt sur image », l'émission de Daniel Schneidermann, le dimanche sur la Cinquième, partit donc à la recherche de la part d'ombre du premier ministre. Ce ne fut pas facile. L'invité, Serge Moati, ami de la famille socialiste et producteur du film de Calmettes, ne favorisait pas les indiscrétions. Arnaud Viviant, consultant de l'émission, se risqua toutefois à quelques hypothèses hardies. Il crut deviner, chez Jospin, un jeu de mimiques anormalement élaboré : un changement soudain de physionomie, du renfrogné au rigolard, qui fleure, d'après lui, son conseil en communication. Objectif : déstabiliser d'abord pour mieux séduire ensuite le journaliste qui l'interroge...

Comme c'était peu, Viviant se lança dans une analyse « décryptologique » de la première déclaration, assez en retrait il est vrai, du nouveau premier ministre sur l'affaire Vilvorde. Jospin se trouvait à Cintegabelle, sur le perron d'une maison où se détachaient une gouttière à sa droite, et une sorte de bougainvillée qui lui faisait une auréole violette. Pour le consultant, ce décor champêtre (mais qu'y faisait la gouttière ?) était chargé d'amoindrir l'effet de propos destinés à préparer l'opinion à un premier accroc dans les promesses électorales. Même Schneidermann fit la moue : il ne s'expliquait toujours pas la gouttière.

L'oeil exercé des décrypteurs n'ayant rien relevé d'autre qu'une discussion sur la couleur du décor des meetings (ce fut le vert, le bleu étant pris par la droite), ils en vinrent à la conclusion que Jospin avait atteint le chef-d'oeuvre en matière de marketing politique : ne pas en faire. Un coup de génie qui plongeait d'un coup sec la modernité de Jacques Pilhan dans la préhistoire de l'ère communicante. Fallait y penser.

LUNDI 16 JUIN

TF 1

20.45

▶ UN HOMME EN COLÈRE
Téléfilm de Dominique Tabuteau, avec Richard Bohringer (100 min). 619055
Un journaliste, réhabilité après quatre années de prison, dénonce les erreurs judiciaires...

22.25

LE DROIT DE SAVOIR
Magazine présenté par Charles Villeneuve. Sectes : pièges et magot (85 min). 7724177

23.50 Rick Hunter, inspecteur choc. Série O. Le roi des voleurs.
20.45 F1 magazine. Grand Prix du Canada (30 min). 2538253

1.15 et 2.00, 3.05, 4.15 TF 1 nuit. 1.30 Cas de divorce. Série. Garcin contre Garcin. 2.10 et 4.25 Histoires naturelles. Documentaire. 3.15 Le Vignoble des maudits. Série. [1/3]. 4.55 Musique. Concert. 5.15 Les Défis de l'océan. Documentaire. La vie en saturation (50 min).

France 2

20.55

MIRA LA MAGNIFIQUE
Téléfilm d'Agnès Delarive, avec Jean-Claude Dreyfus (100 min). 6378332
Après une chute qui lui vaut une grosse bosse sur la tête, une gamine antillaise se réveille avec des dons de voyance.

22.35

LA FRANCE EN DIRECT
Magazine présenté par Benoît Duquesne. Abus sexuels sur enfants, un trop long silence (95 min). 5128005

0.10 Au bout du compte.
0.15 Journal, Bourse, Météo.
0.30 Le Cercle de minuit. Magazine. Amours. Invités : André Labarthe, Olivier Assayas, Anne Diatkine, Thierry Kunzel (70 min). 7305543

1.50 Histoires courtes. 2.40 Si Averty c'est moi, avertissez-moi. Documentaire. 3.35 D'un soleil à l'autre. Documentaire. 4.05 24 heures d'info. 4.15 Météo. 4.20 Ingres. 5.10 Chip et Charly (35 min).

France 3

20.50

LA BALANCE ■
Film O de Bob Swaim, avec Nathalie Baye (1982, 105 min). 883719
Flics modernes et pute indépendante : un petit coup de plumeau déplace la poussière de la série noire française.

22.35 Journal, Météo.

23.10

RONDE DE NUIT ■
Film de Jean-Claude Missiaen, avec Gérard Lanvin, Eddy Mitchell (1983, 90 min). 4828210
Deux policiers, bons copains et très honnêtes, mettent les pieds dans une enquête aux implications politiques. Le sujet n'est certes pas neuf dans le cinéma français. Missiaen l'aborde dans un Paris presque onirique, avec atmosphère de fantastique social.

0.40 Lignes de mire. Magazine (rediff.).

1.35 La Grande Aventure de James Onedin. Feuilleton. Contrat de naufrage. 2.25 Musique graffiti. Magazine (20 min).

Arte

20.45

CHICKEN AND DUCK TALK ■
Film de de Clifton Ko, avec Michael Hui, Sylvia Chang (1988, v.o., 90 min). 758662
Une comédie considérée comme très drôle mais le comique de l'acteur principal, Michael Hui, ne fait rire qu'en Asie du Sud-Est.

22.15 Kinorama. Magazine.

22.25

NEIGE D'ÉTÉ ■ ■
Film d'Ann Hui, avec Josephine Siao Fong-Fong, Roy Chiao (1995, v.o., 100 min). 5791500
Drame des rapports entre les générations et sort des personnes âgées. Ann Hui, dont on n'a pas oublié Boat people, passeport pour l'enfer, *traite ici, dans un style intimiste et psychologique, un sujet tabou à Hongkong. Ce film a reçu un Ours d'argent au Festival de Berlin 1995.*

0.05 Court circuit. Avant le soir, court métrage de Pietro Antonio Izzo (1996) ; Le chapeau de papier, court métrage allemand de La Van Phuong (1995) (35 min). 9818697
0.40 La Légende de Paul et Paula. Téléfilm de Heiner Carow, avec Angelica Domröse (1973, rediff., 105 min). 1104494

M 6

20.45

CHICANOS, CHASSEUR DE TÊTES ■
Film O de Jerrold Freedman, avec Charles Bronson (1980, 120 min). 628429
Produit par Michaël Douglas, ce film à résonance sociale est mis en scène avec efficacité.

22.45

KICKBOXER 4
Téléfilm Δ d'Albert Pyun, avec Sasha Mitchell (100 min). 3569988
Accusé à tort d'un crime qu'il n'a pas commis, un ancien professeur de kickboxing est libéré de prison.

0.25 Culture pub. Le marketing gay (rediff.).
0.55 Jazz 6. Mike Stern Trio (65 min). 6727415

2.00 Best of MC Solaar. 3.00 Fréquenstar. Magazine. Elsa (rediff.). 3.50 Movida opus 3. Documentaire. 4.40 Fan de. Magazine (rediff.). 5.05 Turbo. Magazine (rediff., 30 min).

Canal +

20.35

LA COURSE SAUVAGE ■
Film de Duncan McLachlan, avec Brooke Shields, Martin Sheen (1994, 95 min). 828581
Aventures, bons sentiments, défense des animaux, beaux paysages...

22.10 Flash d'information.

22.15

LE HASARD ■ ■ ■
Film de Krzysztof Kieslowski, avec Boguslaw Linda (1982, v.o., 119 min). 4906413
La véritable révélation de Kieslowski au Festival de Cannes 1987.

0.15 Johnny Mnemonic. Film de Robert Longo (1995, v.o., 95 min). 3281678
1.50 Iles... était une fois le Saint-Laurent (55 min). 8735388
2.45 Surprises (15 min).

Radio

France-Culture

20.30 Le Grand Débat. Le défi de la monnaie unique.
21.30 Fiction : Le Théâtre des poètes. Giacomo Leopardi.
22.40 Toit ouvrant. Le magazine qui décoiffe.

0.05 Du jour au lendemain. Nadège Lameyrie-Dagen (L'Invention du corps). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Opéra. Enregistré le 2 mai, à l'Opera du Rhin, à Strasbourg, par le Chœur de l'Opera du Rhin et l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, dir. Claude Schnitzler : Ariane, de Martinu, Laurence Janot (Ariane), Œuvres de Bartok.
22.30 Musique pluriel. Concert donné par les jeunes compositeurs à l'IRCAM.
23.07 Entre les lignes.

0.00 La Rose des vents. Musiques de l'Anti-Atlas : Les Rwayès, par l'Ensemble Fatima Taba'mrant. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Don Quichotte. Mélodies, de Purcell, Mellon, soprano, Rousset, clavecin, Kuijken, bec de viole ; Don Quichotte, de Telemann, par the Academy of Saint-Martin-in-the-Fields, dir. Marriner : Don Quichotte chez la duchesse, acte III, de De Boismortier, par le Concert Spirituel, dir. Niquet ; Œuvres de R. Strauss, Mendelssohn.

22.35 Les Soirées... (suite). Œuvres de Sallinen, Ravel, Ibert, Massenet. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Thalassa. Magazine (France 3 du 13/6/97).
21.00 Enjeux - Le Point. Magazine.
22.00 Journal (Fr.2).
22.35 Le monde est à vous. (France 2 du 11/5/97).
0.00 Francofolies. Concert.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

19.40 La Dernière Sortie.
20.35 Carnet d'expulsions. De Saint-Bernard à Bamako et Kayes.
● Lire ci-dessus.
21.30 Pourquoi nous combattons ? [1/7]. Prélude à la guerre.
22.20 C'était l'Eldorado.
23.15 Fascinante Thaïlande. [2/4]. Les tribus du Nord.
23.45 Le Djibouto-Ethiopie. Histoires d'un retour.
0.35 Pour l'amour des crocodiles. [5/10] (45 min).

Animaux

20.00 Le Monde de la nature. Les singes masqués.
21.00 Le Monde sauvage. Les mustangs.
21.30 Flipper le dauphin. L'abandon.
22.00 Aventure humaine. Orca.
23.00 Notre monde. *Millionnaire en manchots.*

Paris Première

20.00 et 0.00 20 h Paris Première. Magazine.
21.00 Je suis le seigneur du château ■ ■ Film de Régis Wargnier (1988, 90 min). 9512974
22.30 Les Documents du J.T.S. Magazine.
23.05 The Boo Radleys - Echobelly. Concert enregistré à l'Astoria de Londres en 1995 (55 min). 71415264

France Supervision

20.30 Cherchez l'idole ■ Film de Michel Boisrond (1963, N., 90 min). 39892871
22.00 Le Monde des spectacles.
23.00 Les Vêpres à la Vierge de Monterverdi. Concert enregistré au festival de Dax (155 min). 49185332

Ciné Cinéfil

20.30 Le soleil a toujours raison ■ Film de Pierre Billon (1941, N., 85 min). 75333177
21.55 Adresse inconnue ■ Film de William C. Menzies (1944, N., v.o., 75 min). 97431603
23.10 Vocation secrète (Boots Malone) ■ ■ Film de William Dieterle (1952, N., v.o., 100 min). 88720351

Ciné Cinémas

20.30 L'Amour en fuite ■ ■ Film de François Truffaut (1978, 90 min). 5301413
22.00 Le Vent de la plaine (The Unforgiven) ■ ■ Film de John Huston (1959, v.o., 120 min). 5255326
0.00 Belle de Jour ■ ■ ■ Film de Luis Buñuel (1966, 100 min). 26878340

Festival

20.05 La Baby-sitter. Les apprentis sorciers.
20.30 Docteur Teyran. *Téléfilm de Jean Chapot* [1/3], avec Michel Piccoli (95 min). 57784069
22.05 Manon Lescaut. Téléfilm de Jean Delannoy [2/3], avec Franck David (115 min). 47004210

Série Club

20.15 L'Ile aux naufragés. The Secret of Gilligan's Island.
20.40 Le Club. Magazine.
20.45 Thérèse Humbert. Qui donne aux pauvres, prête à Dieu.
21.45 et 1.30 Rancune tenace.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Surprise.
23.00 Two. Jeux méchants.
23.45 Lou Grant. Le témoin (55 min).

Canal Jimmy

20.00 Une fille à scandales. [1/20]. Entrée en scène.
20.30 Souvenir. Serge et Jane, je t'aime moi non plus. Documentaire d'Yves Desnos.
21.20 New York Police Blues. Maladresses.
22.05 Chronique de la route.
22.10 La Bamba ■ Film de Luis Valdez (1986, 105 min). 90939500
23.55 Vélo. Magazine.
0.25 ▶ Jimi Hendrix Plays Monterey. Concert enregistré le 18 juin 1967 (55 min). 80908456

Disney Channel

19.30 L'Incorrigible Cory.
20.10 Le Faux prince. Téléfilm (90 min). 7134719
21.40 Santo Bugito.
22.05 La Rédac.
22.35 Sinbad.
23.00 Planète Disney.
23.50 Documentaire (70 min).

Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 Le Vent de la colère. Téléfilm de Fielder Cook, avec Tracy Pollan (95 min). 501771326
22.30 Murphy Brown. Bob, Murphy, Ted et Avery.
23.00 Téva débat. Magazine.

Eurosport

14.00 Football. En direct. Championnat du monde des moins de 20 ans. Cérémonie d'ouverture, en Malaisie (60 min). 850968 15.00 Groupe A : Malaisie - Maroc (120 min). 331784
19.00 Fléchettes. Championnats d'Europe 1996.
20.00 Speedworld. Magazine.
22.00 Sumo.
23.00 Eurogoals. Magazine.
0.00 Snooker (90 min).

Voyage

19.00 Aux quatre coins du monde : Taiwan.
19.55 et 23.25 Chronique Polac. Magazine.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Blue Ocean. Hawaii.
22.30 L'Heure de partir. Invité : Jacques Lacarrière (55 min).

Muzzik

19.00 L'Invité. Magazine. Guy Le Querrec et Christian Roze.
20.00 Une leçon particulière avec Pierre-Yves Artaud. D'Olivier Bernager.
21.00 Les Vêpres siciliennes. Opéra en cinq actes de Giuseppe Verdi. Enregistré au Théâtre communal de Bologne en 1986. Solistes : Susan Dunn, Veriano Luchetti (180 min). 565537719
0.00 Joshua Redman Quartet. Concert enregistré à Bruxelles, le 30 septembre 1994 (105 min). 503274727

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT/Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 1.15 No Comment. 23.45 Odéon. 0.15 Eurozoom. 0.45 Sportsweek.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

EN VUE

■ **David et Katie Kean**, de Floride, réclament à un fast-food de la chaîne Publix un *pretium doloris* de 15 000 dollars, pour avoir trouvé un doigt dans un sandwich. **Darlene Henderson**, *qui avait avalé*, dans une gargote d'Orangeburg, la moitié d'un cafard, a récemment *obtenu du tribunal de Charlotte* (Caroline du Nord), 607 500 dollars de dommages et intérêts. Les *poursuites ont été engagées pour « souffrances morales et physiques »*.

■ En 1995, pour traverser l'Atlantique, **Joseph Le Guen** s'était astreint à rester sur sa yole, pendant trois mois, *« sans remplaçant ni récupération »*. A présent, devant les prud'hommes de Brest, le rameur solitaire exige de la société Genev, qui avait parrainé sa tentative alors qu'il était RMiste, le paiement de 1 648 heures supplémentaires et 1 171 heures de repos compensateur.

■ *Une jeune anorexique de Rho*, près de Milan, vient d'être condamnée à ne jouer du piano que deux heures par jour, contre l'avis du médecin de famille, le docteur **Marco Chico**, qui, en 1992, avait prescrit des séances intensives de musicothérapie. *« Tant que c'était nécessaire, nous n'avons rien dit. (Elle commençait à "taper" dès 7 heures du matin.) Mais à présent elle mange... »*, ont expliqué au tribunal les voisins, excédés. La petite apprend aussi le violon.

■ **John Wilkinson**, cent ans, doyen des boy-scouts anglais, recruté par Baden-Powell en 1908, demeurant à Mobberley, vient de quitter sa femme **Marion**, 72 ans, pour sa secrétaire **Celia Nutali**, 65 ans.

La France fait « exception » au sommet d'Amsterdam

La presse conservatrice néerlandaise s'inquiète du fait que les exigences exprimées par le gouvernement français, à l'occasion du Conseil européen, pourraient mettre en péril l'avenir de l'Union

LE SOMMET d'Amsterdam ? Mais quel sommet et quelle Amsterdam ? *Le sommet des dirigeants* de l'Europe, qui cherchent désespérément un accord sur la politique d'*emplois de l'Union, ou la ville de* tous les « alternatifs », réclamant la dépénalisation des drogues ou la suppression pure et simple de cette Europe ? La cité dont le centre est bouclé par des forces de l'ordre appliquant avec zèle les consignes de fermeté, ou le sommet des manifestations bariolées pour une politique sociale ? Visiblement, la presse néerlandaise n'a pas tranché, et a opté, comme souvent dans ce pays, pour le compromis. Tous les quotidiens titrent en une sur la proximité d'un accord concernant l'union monétaire et l'emploi, mais *ces « papiers » sérieux sont accompagnés* de photos sur des thèmes en marge du sommet.

Pouvant modifier leur « une » plus tard que leurs homologues français, les journaux ont repris les *propos optimistes* de Gerrit Zalm, ministre des finances, qui a estimé, peu après minuit, que les quinze « grands argentiers » de l'Union, à la recherche d'une formule convenant au gouvernement français en faveur de l'emploi, avaient *« extrêmement progressé »*. Une bonne nouvelle pour l'entente entre les dirigeants, estime le quotidien catholique *Trouw*, qui cependant ajoute : *« En répondant aux exigences des socialistes français, les dirigeants européens renforcent l'impression chez les gens qu'union monétaire et emplois sont deux notions contradictoires. »* Le journal insite sur le fait que cette

De Telegraaf

opposition est *« arriérée »* et que, *« n'en déplaise aux socialistes, ce sont les pays qui mènent une politique libérale qui ont les meilleurs résultats en termes d'emplois. Keynes n'est peut-être pas mort, mais il est dans le coma »*.

De Volkskrant se préoccupe, dans son éditorial, des problèmes du couple Paris-Bonn : *« Maintenant que la locomotive franco-allemande, pendant longtemps le moteur de la coopération européenne, a des ratés, il appartient à la présidence néerlandaise d'éviter une crise psychologique en Europe, de maintenir ouverte la route vers l'euro tout en répondant aux inquiétudes françaises sur le chômage. Ce qu'on appelle un défi de taille. »* Le quotidien de gauche publie aussi en première page une photo en noir et blanc : *« La police arrête 200 autonomes »*, souligne la légende. Sur l'image, les forces de l'ordre, bottés et casqués, encerclent un groupe de jeunes en sit-in. Deux d'entre eux manifestent à leur manière leur mépris, en s'embrassant à pleine bouche.

Algemeen Dagblad, éditorialiste, se félicite du « signal » envoyé aux dirigeants de l'Europe par les participants à la manifestation européenne du week-end et rappelle l'obligation de créer dans l'Union *« un climat qui soit favorable non seulement aux investisseurs boursiers, mais aussi aux Européens moyens »*. Quant au *Telegraaf*, il a choisi Jacques Chirac pour sa une : le président sortant, dimanche soir, d'un restaurant chinois, au cœur d'Amsterdam. Si la photo illustre l'idée que Jacques Chirac se comporte comme M. Tout-le-Monde, condition sine qua non pour être apprécié des Néerlandais, la légende est, elle, pleine de fiel. Citant *« des sources diplomatiques »*, le quotidien populaire à grand tirage écrit : *« Chirac n'est plus lui-même depuis sa défaite aux élections. Il passe ses journées devant la télé, il boit de la bière et se nourrit exclusivement de "junk-food". Il est terriblement déprimé et voit s'évanouir ses chances d'effectuer un second mandat. »*

Alain Franco

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION
Jean Baudrillard
■ Si on peut créditer Chirac de l'intention profonde de ressusciter *une vie politique « dans ce pays »*, alors le seul acte politique véritable, la seule chance pour lui de faire événement et de passer à l'histoire de façon originale aurait été de se dissoudre lui-même et de remettre ainsi en jeu les données fondamentales du pouvoir et du gouvernement : que veut dire aujourd'hui gouverner, face à un *peuple qui* n'a même *plus profondément* envie d'être représenté ? Que veut dire aujourd'hui occuper *le lieu vide du pouvoir ? Et ainsi de* renvoyer au peuple la question de sa responsabilité propre.

L'HUMANITÉ
Charles Silvestre
■ En France, le gouvernement de gauche a reçu des électeurs le mandat de modifier nettement la donne européenne, ce qui exclut de se contenter de quelques vagues engagements. Les premières déclarations, le refus, tel qu'il s'est manifesté pour la première fois à Poitiers, de s'incliner devant l'intransigeance allemande, montrent que la résistance est possible, qu'elle a même de l'écho dans d'autres pays, et jusqu'en Allemagne, où les contradictions s'aiguisent. Allez la France, allez l'Europe !, a-t-on envie de dire en songeant que le tournant peut être pris, en faveur d'une réorientation de la construction européenne, si l'on refuse de se payer de mots pour s'appuyer fermement sur la volonté populaire.

EUROPE 1
Alain Duhamel
■ La tentation du sommet d'Amsterdam est évidemment de se satisfaire de solutions minimales. En ce qui concerne la réforme des institutions, qui était théoriquement le sujet principal, c'est déjà l'évidence : qu'il s'agisse du nombre des commissaires européens, du rôle de M. Politique étrangère, de l'extension des domaines où l'on peut décider, à la majorité qualifiée, de la question cruciale des droits de vote et de celle, plus importante peut-être encore, des « coopérations renforcées », déjà on voit se profiler des *compromis modestes*. Cela revient à repousser la solution des problèmes au moment où il sera encore plus dificile de les régler, c'est-à-dire après de nouvelles adhésions.

FRANCE-INTER
Dominique Bromberger
■ L'opération Pélican est terminée. *Les soldats français envoyés à* Brazzaville ont réussi, sans se laisser entraîner à prendre parti, *même involontairement pour* l'un ou l'autre camp. Il s'agit de ce point de vue d'une grande première. Il y a déjà quelque temps que le gouvernement français avait pris conscience du fait que notre pays ne pouvait plus se permettre de jouer le rôle de *« parrain »* de présidents plus ou moins corrompus qui se reposaient sur lui pour assurer leur maintien au pouvoir. Mais les vieux réseaux, gaullistes ou mitterrandiens, étaient toujours là, profitaient de chaque occasion, de chaque faute d'inattention pour *« mouiller »* Paris dans des complicités incertaines. Aujourd'hui, les Africains revendiquent leur autonomie de décision.

MARDI 17 JUIN

TF 1

16.30 Dingue de toi. Série. Pour une histoire de langoustine.
17.05 Bony. Série.
18.00 Les Vacances de l'amour. Série. [1/2] Maladies d'amour.
19.00 *L'Or à l'appel*. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, L'image du jour, Tiercé.

20.45

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY ■
Film de Rob Reiner, avec Billy Crystal, Meg Ryan (1989, 100 min). 192901
Une comédie traditionnelle, bien fabriquée, bien jouée.

22.25

LE MONDE DE LÉA
Magazine présenté par Paul Amar (110 min). 9921678
0.15 et 0.55, 2.00, 2.35, 3.40 TF 1 nuit.
0.30 et 1.10, 2.10, 3.55, 4.20 Histoires naturelles. Documentaire. Le marlin rayé du Mexique : Le Maroc, l'homme, la nature et le Coran ; etc.
2.50 Le Vignoble des maudits. Série. [2/3]. *4.50 Musique*. Concert. 5.05 Les Défis de l'océan. Documentaire. La vie océane (rediff., 60 min).

France 2

17.10 Le Prince de Bel Air. Série. [2/2] Veille de fête.
17.40 Les Années collège. Série. Chassé croisé.
18.10 Seconde B. Série.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 2.05 Studio Gabriel. *Invités : Christophe, Patrick Préjean.*
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Météo.

20.55

LES CLÉS DU PARADIS
Film de Philippe de Broca, avec Gérard Jugnot (1991, 100 min). 8272104
Un romancier décide son frère cadet à échanger leur vie.
22.35 Les Films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

22.50

LES TÉNORS ■
Film de Francis de Gueltzl, avec Claude Brasseur, Martin Lamotte (1994, 90 min). 134123
0.20 Au bout du compte.
0.25 Journal, Météo.
0.40 Le Cercle de minuit. *Magazine présenté par Laure Adler.* Portrait : Alain Cavalier (80 min). 9116505
2.35 Vagabond du Pôle Nord. Documentaire. 3.30 Ballons glacés. Documentaire. 4.15 24 heures d'infos. Magazine. 4.25 Météo 2. 4.30 Safari Namibie. Documentaire. 5.10 Chip et Chary. Dessin animé. Le violon de *Melody Goat (35 min).*

France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.47 et 0.40 Un livre, un jour. *Secrets, etc.* de Yannick Noah.
18.55 Le 19-20 *de l'information.*
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

CE SOIR, ON PASSE À LA TÉLÉ
Divertissement. Première émission spéciale (115 min). 631901
Georges Beller et Valérie Mairesse développent à une heure de grande écoute leur émission diffusée à 17 h 45.
22.45 Journal, Météo.

23.20

ALÉAS
Magazine. Vous n'aurez plus de nom ! ; Pierre et les lumières ; La stratégie du Trompe-Couillon ; Les ivres des livres ; Débris de vague (55 min). 6428683
0.15 Cinéma étoiles. Magazine (25 min). 93586 *Henry Selick (James et la Pêche géante) ; Yan Kounen et Monica Bellucci (Doberman) ; Dany Boon* (Le Déménagement).
0.50 La Grande Aventure de James Onedin. *Les temps changent.*
1.40 Musique graffiti. (20 min).

La Cinquième

17.50 Planète blanche. Carnet de campagne. 18.25 Le Monde des animaux. Costa Rica.

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950. Série. La prise d'otages (1957), de Gilbert-L. Kay.
19.30 7 1/2. Magazine. Où va l'Afrique ? : *La techno en Allemagne.*
20.00 Archimède. Magazine. (30 min). 1494
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : LE CHOIX DE KARIN
Documentaire de Thomas Thümena (1996, 45 min). 422814
Une infirmière d'une disponibilité parfaite dans un service de gériatrie, à Zurich, se trouve confrontée aux problèmes existentiels liés à la solitude. Doit-elle remettre en cause sa vocation d'altruiste ?

21.30

COMEDIA : C'EST PAS FACILE...
Documentaire de Charles Picq. D'après la trilogie mise en scène par Didier Bezace, avec Alexandre Aubry, Anne Baudoux, Fabien Béhar (1997, 90 min). 97765
23.00 L'Etau et Je rêve (mais peut-être pas). *Pièces de Luigi Pirandello, mises en scène de Jean-Louis Benoit et de Didier Bezace (1992, 75 min).* 180611 *Un effet de miroir entre les deux textes. Et des comédiens remarquables.*
0.15 Une saison au paradis. Documentaire de Richard Dindo (rediff., 115 min). 4744073
2.10 Silence... on tue ! Court métrage d'Arthur Dales (1960, *rediff., 25 min*). 8332383

M 6

18.00 Highlander. Série. A la santé du diable.
18.50 Open Miles.
18.55 Le Magicien. Série.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. *Série. Cody s'étale.*
20.35 E = M 6 junior. Les avions de chasse.

20.50

LOÏS ET CLARK
LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN
Série, avec Dean Cain (110 min). 507887
Amour filial et arme fatale. Mensonges et vidéo.
Une série de cape et d'effets.

22.40

LIBÉREZ MA FILLE !
Téléfilm de Richard Colla, avec Mariel Hemingway, James Russo (100 min). 8935307
Une femme tente de récupérer sa fille que son père a emmenée en Jordanie avec lui. Après avoir épuisé toutes les démarches légales, la mère fait appel à d'anciens militaires...
0.20 Les Documents de Zone interdite. *Des amours de fans.*
2.15 Culture pub. Magazine (rediff.). 2.35 *Movida opus 4*. Documentaire. 3.25 Jazz 6. Magazine (rediff.). 4.25 *Mister Biz. Magazine (rediff.).* 4.50 Fan de. Magazine (rediff., 25 min).

Canal +

17.25 Le Chat botté. Animation en pâte à modeler (25 min). 3414901
17.50 Barbe Rouge. Dessin animé.
► En clair jusqu'à 20.35
18.35 *Nulle part ailleurs.*
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

PIÈGE À GRANDE VITESSE
Film de Geoff Murphy, avec Steven Seagal, Katherine Heigl (1994, 95 min). 318727
On a l'impression d'avoir vu déjà cela vingt fois...
22.10 Flash d'information.

22.20

LANCELOT ■
Film de Jerry Zucker, avec Richard Gere, Sean Connery (1994, v.o., 128 min). 87680104
Nouvelle version hollywoodienne de la légende médiévale. C'est bien joué, cela, se laisse voir sans ennui.
0.30 Jusqu'au bout du monde ■ *Film de Wim Wenders* (1991, v.o., 170 min). 91199673
Conte philosophique et réflexion sur le pouvoir envahissant des images.

Radio

France-Culture

20.30 Archipel médecine. Les adolescents, le bruit et les conduites à risque.
21.32 Grand Angle. (rediff.). *Lorient, mer bleue et roman noir.*
22.40 Nuits magnétiques. L'ogre.
0.05 Du jour au lendemain. *François Chaslin (Une haine monumentale).* 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

12.00 et 19.30, 22.25 Dépêche-notes. 12.05 Disque actualité. 12.45 Jazz midi. Oscar Pettiford.
20.00 Concert de musiques traditionnelles. Donné en direct du studio 106, à Radio-France, par le Quatuor Vocal Canon. Musique russe orthodoxe. Œuvres anonymes, de Diletski, Tchaïkovski, Davidov, Wedel, Berezovski, Bortnianski, Aliabiev, Rebikov, Kedrov, Tcherepnine, Kastalski.
22.30 Musique pluriel. Les jeunes compositeurs à l'IRCAM. Œuvres de Dayer, Feld.
23.07 Atout Chœur.
0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de Asencio : Sonatine (hommage à Domenico Scarlatti) ; Elégie (hommage à Manuel De Falla) ; Tango de la Casada infiel (hommage à Federico Garcia Lorca) ; Œuvres de Llobet, Torroba. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. *La musique scandinave.*
22.35 Les Soirées... (suite). Œuvres de Mozart, Beethoven. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Envoyé spécial *(France 2 du 12/6/97).*
21.30 Perfecto. Magazine.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Bouillon de culture. (France 2 du 13/6/97).
23.45 Viva. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3, 30 min).

Planète

20.35 Vol au-dessus des mers [11/11]. *Dauphin, les ailes de la dernière chance.*
21.20 Le Voyage de l'Oiseau-mouche.
22.05 La Dernière Sortie.
22.55 Carnet d'expulsions. De Saint-Bernard à Bamako et Kayes.
● Lire page 31.
23.50 Pourquoi nous combattons ? [1/7]. Prélude à la guerre.

Animaux

20.30 Gorilles derrière les barreaux.
21.00 Le Monde sauvage. L'Homme de la forêt.
21.30 Le Magazine de Jack Hannah.
22.00 En liberté. Drift, le cygne muet.
23.00 Fauna.
23.30 Faune ibérique. Le pirate du maquis.

Paris Première

20.00 et 0.25 *20 h Paris Première.* Magazine.
21.00 Le Gai savoir. Magazine.
21.55 Paroles de danse. *De Jean-Michel Plouchard. Catherine Diverrès.*
22.30 Bellissima ■ ■ ■ Film de Luchino Visconti (1951, N., v.o., 115 min). 24713814

France Supervision

20.45 Idir en concert. Concert enregistré au festival Musiques métisses à Angoulême (55 min). 66828475
21.40 Ludwig ou Le Crépuscule des dieux ■ ■ ■ *Film de Luchino Visconti* (1972, 245 min). 24024098

Ciné Cinéfil

20.30 Victor et Victoria ■ ■ Film de Reinhold Schünzel (1933, N., v.o., 95 min). 5038456
22.05 A Venise, une nuit ■ Film de Christian-Jaque (1937, N., 80 min). 92614458
23.25 Appel aux meurtres (I Saw What You Did) ■ Film de William Castle (1965, N., v.o., 80 min). 21162874

Ciné Cinémas

20.30 Journal intime ■ ■ ■ *Film de Nanni Moretti* (1994, 100 min). 5033901
22.10 La Puissance de l'ange (The Power of One) ■ *Film de John G. Avildsen* (1992, v.o., 125 min). 49317291
0.15 Un homme presque parfait ■ Film de Robert Benton *(1994, 110 min).* 38142588

Festival

20.30 Docteur Teyran. Téléfilm de Jean Chapot [2/3] (90 min). 43431017
22.00 A deux pas du paradis. Téléfilm de Michel Vianey, Avec Marthe Keller (85 min). 13706123

Série Club

20.45 L'Age de cristal. Un étrange chasseur.
21.35 Rancune tenace.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Bizutage.
23.00 Thérèse Humbert.
0.00 Lou Grant. Révélation.
0.50 Alias le Baron. *Adieu au passé (50 min).*

Voyage

20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Blue Ocean. Tasmanie.
22.30 L'Heure de partir.
1.30 Deux jours en France (15 min).

Canal Jimmy

21.00 Spin City. *Un nouveau départ.*
21.25 Des agents très spéciaux. Une belle discothèque.
22.15 Portrait. Magazine.
22.20 Automobiles : Morgan.
23.10 Star Trek : la nouvelle génération (v.o.).
0.00 Cobra Girls. Magazine.
0.25 L'Homme invisible. Chantage (30 min).

Disney Channel

19.30 L'Incorrigible Cory.
20.10 Huckleberry Finn ■ *Film de Stephen Sommers* (1993, 90 min). 7021291
21.40 Animalement vôtre.
22.10 Thunder Alley. Tout premier rendez-vous.
22.35 Les Histoires secrètes d'Enid Blyton. *Le secret de Moon Castle.*
23.05 Si Shakespeare m'était conté (30 min).

Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 Une fille à croquer. Téléfilm de Paul Schneider, avec Ricki Lake (95 min). 501748098
22.30 Murphy Brown. Rira bien.
23.00 Téva débat. Magazine.
0.00 Téva spectacle (90 min).

Eurosport

14.45 et 22.00 Football. *En direct. Championnat du monde des moins de 20 ans. Groupe B : France - Brésil, à Kuching (Malaisie)* (105 min). 6124727
16.30 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Rosmalen (Pays-Bas) (120 min). 505901
18.30 et 1.00 Cyclisme. En direct. Tour de Suisse. 1re étape (c.l.m., 7,2 km) (30 min). 825272
19.00 Automobilisme. Epreuves de 4x4.
19.30 Freeride. Magazine.
20.00 Boxe. *En direct.* Championnat du Commonwealth. Poids lourds : Julius Francis (Angl) - Joseph Chingangu (Zam.) (120 min). 821185
0.00 Equitation. *Coupe des Nations (60 min).*

Muzzik

20.05 et 1.05 *L'Invité.* Mario Bois.
21.00 Symphonie n° 9, de Beethoven. Concert enregistré à Leipzig (75 min). 502057949
22.15 Six symphonies de Jiri Antonin Benda. Concert enregistré à Nantes *en 1997 (65 min).* 500919830
23.20 Les Instantanés de la danse. Magazine.
23.40 Jazz Collection. Bill Evans (60 min).

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT/Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.35, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Cinéma. 0.45 Visa. 1.45 Style.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA
○ Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 La Mousson. Film de Jean Negulesco (1955, 105 min). *Drame.*
22.15 Ce cher intrus. Film de Lasse Hallström (1990, 105 min). *Comédie.*
0.00 Le Monocle noir. Film de Georges Lautner (1961, N., 95 min). *Espionnage.*
1.35 Mémoires d'un flic. Film de Pierre Foucaud (1955, N., 75 min). *Policier.*

TMC

20.35 Salomon et la reine de Saba. Film de King Vidor (1959, 145 min). *Aventures.*

TSR

20.35 Dieu que les femmes sont amoureuses. Film de Magali Clément (1994, 90 min). *Comédie.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde
MARDI 17 JUIN 1997

Des sujets classiques pour l'épreuve de philosophie du baccalauréat

357 586 candidats se sont présentés dans les trois séries générales

LUNDI 16 JUIN au matin, 357 586 candidats devaient se présenter à l'épreuve de philosophie du baccalauréat 1997 dans les trois séries générales (littéraire, scientifique, *économique et sociale*). *En* quatre heures, les aspirants bacheliers, divisés cette année en deux regroupements académiques au lieu de quatre, devaient composer leur dissertation, en *« évitant de reproduire un cours »*. S'ils avaient choisi le troisième sujet, un commentaire de texte, il s'agissait de *« saisir en lui-même »* le sujet philosophique, sans être tenu *« de se référer à la doctrine de l'auteur ni à l'histoire de la philosophie »*.

Pas de paraphrase, mais une étude ordonnée, voilà ce qui était attendu des candidats. Pour les littéraires, l'épreuve est redoutable : la philosophie est affectée d'un coefficient 7, tandis que la série économique et sociale lui attribue un coefficient 4 et la série S, un de 3. Les 173 166 candidats des quatre séries technologiques (tertiaires, industrielles, de santé) devaient composer, lundi dans l'après-midi. Nous publierons mardi 17 juin (*Le Monde daté mercredi 18 juin*)les sujets qui leur auront été proposés. Dans toutes ces séries, les candidats devaient également plancher pendant quatre heures, sauf dans la filière arts appliqués (coefficient 1). Toutes les autres séries donnent à cette épreuve un coefficient 3.

● **Académies : Amiens, Lille, Rouen, Créteil, Paris, Versailles, Aix-Marseille, Corse, Montpellier, Nice, Toulouse**

Série L : 1) Si le droit est relatif aux temps et aux lieux, faut-il renoncer à l'idée d'une justice universelle ? 2) Dans quels domaines est-il légitime de prendre la nature comme modèle ? 3) Commentaire d'un texte de Descartes sur le désir.

Série S : 1) L'imaginaire et le réel se contredisent-ils ? 2) Peut-on changer le cours de l'histoire ? 3) Commentaire d'un texte de Rousseau sur le rôle des gouvernants.

Série ES : 1) La vérité est-elle contraignante ou *libératrice ?* 2) Le respect n'est-il dû qu'à la personne ? 3) Commentaire d'un texte de Bergson sur la fonction de l'art, également proposé aux candidats littéraires.

● **Académies : Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Limoges, Orléans-Tours, Poitiers, Rennes, Nantes, Besançon, Dijon, Grenoble, Lyon, Nancy-Metz, Reims, Strasbourg**

Série L : 1) A quoi reconnaît-on l'humanité en chaque homme ? 2) Le savoir exclut-il toute forme de croyance ? 3) Commentaire d'un texte de Bergson sur la fonction de l'art.

Série S : 1) Ne doit-on tenir pour vrai que ce qui est scientifiquement prouvé ? 2) Les hommes peuvent-ils avoir des droits sans avoir des devoirs ? 3) Commentaire d'un texte de Merleau-Ponty sur la conscience.

Série ES : 1) L'histoire est-elle ce qui arrive à l'homme ou ce qui arrive par l'homme ? 2) Toute œuvre d'art nous parle-t-elle de l'homme ? 3) Commentaire d'un texte de Montesquieu sur le commerce et les échanges.

Sur le 3617 LMPLUS, un des services télématiques du *Monde*, les candidats pourront, dès la fin des épreuves, consulter les corrigés, les recevoir par télécopies et aussi connaître les résultats du bac 1997. Par le biais d'un questionnaire, réalisé par des enseignants de terminale, ils pourront aussi évaluer leurs copies, qui ne revêt, naturellement, aucun caractère officiel. Tarifs : Corrigés, résultats, évaluation de copies : 3,48 francs la minute ; Envoi des corrigés par télécopie : 5,57 francs la minute.

Lire aussi page 10.

Aux Eyzies, le championnat d'Europe du tir au propulseur préhistorique...

LES-EYZIES-DE-TAYAC-SIREUIL
de notre envoyé spécial

« Si on devait se contenter de ce qu'on a « tué », on n'aurait pas grand-chose à manger ce soir. » A l'issue d'un après-midi de chasse à la sagaie infructueuse, Christian Vallet, archéozoologue en Limousin, mesure mieux le mérite de nos ancêtres qui vivaient, il y a plus de dix mille ans, dans la vallée de la Vézère. Mais d'autres ont été plus chanceux, ou plus adroits, et affichent un tableau de chasse flatteur : jeune élan, loup, ours des cavernes, auroch, hyène, aigle ou encore phoques de polystyrène ont succombé sous les traits de modernes Cro-Magnon.

Les Eyzies-de-Tayac-Sireuil, « capitale mondiale de la préhistoire », accueillait, samedi 14 et dimanche 15 juin, une centaine de concurrents pour l'une des manches du 7e championnat d'Europe de tir à l'arc et au propulseur préhistoriques. *« Cette compétition a été inventée il y a une dizaine d'années par des préhistoriens allemands et belges spécialistes du paléolithique »*, raconte l'un des pionniers, Pierre Cattelain, conservateur et chercheur à l'université de Liège. Ces *« expérimentateurs »*, comme ils se définissent eux-mêmes, cherchaient avant tout à redécouvrir les techniques cynégétiques de nos aïeux chasseurs-cueilleurs. Ceux-ci étaient passés maîtres dans le maniement de l'arc et du propulseur, cette poignée qui allonge le levier du bras et permet de tripler la vitesse d'une sagaie au point de transpercer un chevreuil.

PROFESSIONNELS ET AMATEURS

Les préhistoriens professionnels ont vite été rejoints par des amateurs passionnés. Un propulseur en main, le Belge Pascal Chauvaux, dessinateur industriel de son état, révèle sa nature de redoutable *« bipède prédateur »*. Capable d'atteindre à 20 mètres une cible de la taille d'une assiette, il est devenu l'un des piliers de ces rencontres. Les archéologues ont parfois recours à ses talents pour parfaire leurs théories, en testant divers types de sagaie sur le cadavre encore frais d'animaux *« condamnés »*. Les impacts sont ensuite comparés avec les marques observées sur les ossements fossilisés. Ces expérimentations sont précieuses, car si les arcs les plus anciens (11 000 ans) ont été miraculeusement conservés dans une tourbière, en Allemagne; on ne connaît pas directement la forme des propulseurs, inventés cinq mille ans auparavant. Leurs manches et les sagaies en bois sont depuis longtemps tombés en poussière. Pour les ressusciter, les préhistoriens peuvent aussi jouer les ethnologues et s'inspirer de ceux utilisés encore récemment par les Inuits, les aborigènes australiens ou encore les Incas.

Outre-Atlantique, les préhistoriens ont eux aussi institué des « Jeux archéologiques ». Pascal Chauvaux, qui doit se contenter d'un duel à distance et d'un barème international sur Internet, espère les affronter sur leur terrain : *« Là-bas, la chasse au sanglier au propulseur est autorisée ! »* En attendant, annonce-t-il, le championnat européen 1998 fera étape en Finlande, *« dans la toundra, un décor proche de celui de la Dordogne du paléolithique »*.

Hervé Morin

DÉPÊCHES

■ **MAROC : quatorze Marocains voulant émigrer** clandestinement sont morts, en fin de semaine, après le naufrage d'une embarcation qui les transportait des côtes du nord du Maroc vers le sud de l'Espagne, a-t-on appris, dimanche 15 juin, de sources judiciaires à Tanger. Le dernier corps a été rejeté samedi par la mer. Les autorités avaient été alertées, jeudi 12, après la découverte des premières victimes. – *(AFP.)*

■ **VENTES : la vente du mobilier du château de Duino,** propriété des Torre et Tasso près de Trieste (Italie), s'est achevée, dimanche 15 juin, après quatre jours d'enchères. La vente a rapporté 9,9 milliards de lires (33 millions de francs environ). 98,6 % des 1 615 lots présentés – près de 3 000 objets d'arts, meubles, livres, tableaux, dessins, faïences, pièces d'Extrême-Orient et d'archéologie – ont été acquis. La plus haute enchère a porté sur un mobilier de salon en bois sculpté napolitain de la fin du XVIIIe siècle (plus de 1,4 million de francs).

■ **ALBANIE : onze personnes ont été tuées en Albanie** au cours des dernières vingt-quatre heures, à deux semaines des élections législatives anticipées, selon une annonce faite par le ministère de l'intérieur albanais, lundi 16 juin. D'autre part, près de un million d'armes sont tombées aux mains de la population – trois millions d'habitants – lorsque les casernes de l'armée ont été dévalisées fin février et début mars. Enfin selon un décompte effectué par l'AFP, plus de mille cinq cents personnes ont été tuées dans ce pays depuis le début des émeutes, le 28 février. – *(AFP.)*

Vingt-cinq ans après, l'informateur du Watergate reste toujours inconnu

WASHINGTON
de notre correspondant

C'est elle – ou lui – le véritable « tombeur » de Richard Nixon. C'est « Gorge profonde » (« Deep Throat »), cet informateur placé au coeur du dispositif présidentiel, qui a donné aux journalistes du *Washington Post* Bob Woodward et Carl Bernstein la matière d'articles dévastateurs qui allaient provoquer le scandale du « Watergate » et la chute de l'ancien président républicain. Tout avait commencé le 17 juin 1972, par un cambriolage d'apparence anodine perpétré au quartier général du Parti démocrate, situé dans l'immeuble du Watergate.

L'Amérique célèbre discrètement le vingt-cinquième anniversaire d'un événement qui a modifié en profondeur ses mœurs politiques. Elle le fait avec un certain agacement, comme en témoigne l'exhortation formulée par Howard Baker, l'ancien sénateur qui fut le vice-président de la commission sénatoriale sur le scandale du Watergate : que « Gorge profonde » se dévoile enfin ! L'identité de cette « source » journalistique demeure un mystère. Pour M. Baker, il serait honteux que ce témoin privilégié de l'une des pages les plus controversées de l'histoire de l'Amérique emporte son secret dans la tombe. Celui-ci, ont confirmé les deux journalistes, sera révélé à la mort de « Deep Throat ». A moins, a précisé Benjamin Bradlee, l'ancien rédacteur en chef du *Washington Post*, qui partage le secret de Woodward et Bernstein, que l'intéressé délie le *journal de son vœu de discrétion.*

Plusieurs anciens responsables de l'administration Nixon ont été tour à tour soupçonnés d'être à l'origine des fuites : Patrick Gray, alors directeur du FBI, Alexander Haig, secrétaire général de la Maison Blanche, ou même John Dean, conseiller juridique du président Nixon. Bien des acteurs de premier plan du scandale du Watergate sont aujourd'hui morts. D'autres, obscurs à l'époque, ont acquis une notoriété certaine : Hillary Rodham Clinton d'abord, avocate démocrate au service de la commission de la Chambre des représentants chargée de se prononcer sur l'*impeachment* (mise en accusation) de Richard Nixon. Fred Thomson ensuite, avocat républicain, aujourd'hui président de la commission sénatoriale d'enquête sur l'affaire Whitewater. Watergate et Whitewater : les républicains, depuis quatre ans que s'éternise le second scandale impliquant Bill Clinton, espèrent que des causes pourtant bien différentes produiront des effets identiques.

Depuis Watergate, la présidence américaine a perdu une grande part de son aura et de sa crédibilité auprès des Américains, devenus sans illusion, voire cyniques, à propos de leurs hommes politiques. En témoigne le fait que l'actuel locataire de la Maison Blanche conserve une forte popularité en dépit d'une image très négative s'agissant de sa probité personnelle. Watergate a aussi entraîné l'adoption d'une législation sur le financement électoral qui, en son temps, fut considérée comme draconienne. Depuis, une nouvelle parade aux contributions illégales reste à inventer. Mais la présidence américaine a gagné en « transparence » ce qu'elle a *perdu en prestige. Ce n'est pas là* un mince héritage pour « Gorge profonde », ce justicier masqué.

Laurent Zecchini

Conquérants de l'inutile

par Pierre Georges

QUESTION rituelle : à quoi sert le bac ? Réponse tout aussi rituelle : à le passer. Malheureux jeunes !. Ils sont 357 586, ce matin, à l'heure de ces lignes, à suer sang et encre, en séries générales, sur un sujet quelconque de philosophie. La vie, l'amour, la mort, le pouvoir, la violence, le bonheur, *la liberté, le sens,* la vérité, la religion, le droit, la justice, le conscient, l'inconscient, n'en jetons plus, les têtes sont pleines. Ils sont 357 586 qui disposent de quatre heures pour solder une partie de leur vie lycéenne, honorer leurs maîtres et purger leurs angoisses.

Et, de toutes parts, tombent les jugements définitifs, les considérations de l'époque sur la nécessité du bac : *« sert à rien », « désuet », « inutile ». « pur rite franco-français » « plus rien à voir avec le baccalauréat d'antan » « il suffit de le demander pour l'avoir »*. C'est formidablement encourageant, cela ! Très motivant ! Se ronger les sangs et les ongles pour, vanité des vanités, réussir le plus vain des examens. Comme si le bac n'était plus qu'un bonheur statistique pour enseignants et gouvernants. Comme si le nombre des reçus était désormais plus signifiant que leur qualité.

Ainsi se qualifient généralement les nostalgies d'une société. Ce bac qui n'est plus, Monsieur, ce qu'il était, ce bac-là, il faut tout de même le réussir. Pour assurer la paix des familles selon le vieux précepte éducatif et répressif *« passe ton bac d'abord ! »*. Pour placer son pied dans la porte à tourniquet de l'université, début plutôt que fin.

Il est dix heures ce lundi. Et un fax hors d'haleine vient de nous livrer, par groupements et séries, les sujets sur lesquels rament depuis deux heures et pour deux heures encore, les conquérants de l'inutile. C'est un jeu coutumier, pour ceux qui l'eurent naguère, candidat-bachelier un jour, candidat-bachelier toujours, que de choisir le sujet qu'ils auraient le plus aimé traiter. Ou le moins détesté subir.

Ayant parcouru les énoncés, sans angoisse de la feuille blanche ni tourment métaphysique, on en arrive à deux conclusions formelles : la première est que cela ressemble furieusement à des sujets du baccalauréat, toutes époques confondues. La deuxième est que, *dévalué* ou pas, *moderne* ou non, ce bac-là, on ne le réussirait plus, ou pas, dans la prescription des connaissances et le désert philosophique où le temps nous a conduis.

Les tortionnaires, en effet, ont procédé selon les rites les plus classiques de leur art. Des questions vagues et universelles du genre : *« L'imaginaire et le réel se contredisent-ils ? »* Ou alors : *« A quoi reconnaît-on l'humanité en chaque homme ? »* Ou encore *« Toute œuvre d'art nous parle-t-elle de l'homme ? »* Ou ce diabolique questionnement : *« Le savoir exclut-il toute forme de croyance ? »* Et les tortionnaires ont mobilisé les grands classiques, hors d'âge et d'époque, Descartes, Rousseau, Bergson (deux fois), Montesquieu, Merleau-Ponty, dans des textes qui sont des vraies merveilles de labyrinthes à entrées multiples et sortie aléatoire.

Tout celà pour dire qu'en matière de bac philo, rien, définitivement, ne se perd et rien ne se crée. Mais même cela n'est pas vraiment nouveau au royaume du bonheur et du savoir, coefficient 7.

Stabilité à Paris

LA BOURSE DE PARIS était stable, lundi 16 juin, en fin de matinée. A midi, l'indice CAC 40 des valeurs vedettes gagnait 0,12 % à *2 811,87 points. Il avait ouvert en* hausse de 0,39 %.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo avait gagné 0,74 %. L'indice Nikkei s'était inscrit à 20 681,07 points en clôture, son plus haut niveau de l'année. Les actions japonaises bénéficient du dynamisme de l'économie nippone, confirmé à la veille du week-end par l'annonce d'une hausse de 6,6 % du produit intérieur brut en rythme annualisé au premier trimestre.

Sur le marché des changes, le dollar faisait preuve de fermeté. Il cotait 1,7350 mark et 5,8535 francs. En Europe, les cours des devises étaient stables. Le deutschemark s'échangeait à 3,3750 francs et 981 lires. Les investisseurs se montraient prudents et attendaient l'annonce officielle, à Amsterdam, d'un accord sur le pacte de stabilité budgétaire. *En cas d'échec, les experts* prévoyaient d'importants remous sur les marchés financiers européens avec notamment un renforcement du deutschemark face aux autres monnaies du Vieux Continent.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12 h 30	16/06 Titres échangés	Capitalisation en F
Elf Aquitaine	260602	169392491
Axa	408036	150487464,60
Alcatel Alsthom	205500	137577561
Carrefour	31955	135651285
Eaux (Cie des)	155864	117261032
LVMH Moet Hen.	70375	109090822
L'Oreal	38167	90021734
Total	157625	89913200
Societe Generale	136188	87091346
Danone	85743	84466374

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 16 juin, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	20528,40	−0,18	+6,81
Honk Kong index	14112,60	+1,35	+4,91

Tokyo: Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 13/06	Var. en % 12/06	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2808,52	+1,75	+21,28
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	—	—	+32,98
Milan MIB 30	—	—	+2,65
Francfort Dax 30	3748,41	+1,09	+29,76
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SBS	—	—	+42,74
Madrid Ibex 35	—	—	+30,60
Amsterdam CBS	—	—	+30,13

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 13/06	% 12/06	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,3600	−0,15	326	350
Écu	6,5575	−0,36	—	—
États-Unis (1 usd)	5,8360	+0,78	5,5100	6,1100
Belgique (100 F)	16,3475	−0,13	15,8200	16,9200
Pays-Bas (100 fl)	299,9200	−0,16	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,4350	+0,33	3,1700	3,6700
Danemark (100 krd)	88,6100	−0,15	84,2500	94,2500
Irlande (1 iep)	8,8760	+0,93	8,3200	9,7600
Gde-Bretagne (1 L)	9,5380	+0,22	9,0800	9,9300
Grèce (100 drach.)	2,1295	+0,05	1,9000	2,4800
Suède (100 krs)	75,3000	+0,62	70	80
Suisse (100 F)	404,6100	+0,36	389	413
Norvège (100 k)	80,7800	−0,21	77,5000	86,5000
Autriche (100 sch)	47,9380	−0,13	46,4500	49,5500
Espagne (100 pes.)	3,9920	−0,09	3,7000	4,3000
Portugal (100 esc.	3,3350	−0,15	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	4,2238	+0,63	3,9000	4,5000
Japon (100 yens)	5,1010	−0,06	4,9300	5,2800

PARITES DU DOLLAR	16/06
FRANCFORT : USD/DM	1,7373
TOKYO : USD/Yens	114,7400

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 13/06	Taux jour le jour	Taux 10 ans
France	3,18	5,64
Allemagne	2,93	5,71
Grande-Bretagne	6,13	7,04
Italie	6,94	7,11
Japon	0,50	2,62
États-Unis	5,59	6,48

MATIF

Echéances 13/06	volume	dernier prix
NOTIONNEL 10 %		
Juin 97	109585	130,62
Sept. 97	203456	128,92
Dec. 97	502	97,50

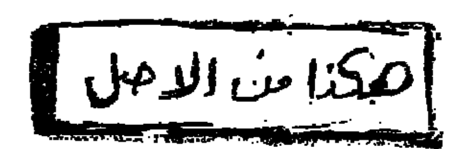
Tirage du *Monde* daté dimanche 15-lundi 16 juin 1997 : 580 916 exemplaires 1 - 3

هكذا من الاجمل

L'Inde aussi s'est éveillée

Bull

Jeunes Ingénieurs Diplôm...
Une bonne carte pour votre ave...
en rubrique secteurs de point...



Le Monde ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 17 JUIN 1997



D O S S I E R

L'Inde aussi s'est éveillée

▼ Disparités

Cinquante ans après l'indépendance, les dirigeants indiens délaissent le « modèle nehruvien » et optent pour le libéralisme

Les usines, grands barrages et autres symboles de l'industrie lourde seront les nouveaux « temples » de l'Inde moderne : ainsi en avait décidé le pandit Nehru il y a *cinquante ans, quand* le Royaume-Uni se décida à se séparer du « joyau de la couronne », l'Empire des Indes britanniques. Le père de l'indépendance était revenu, avant-guerre, suffisamment impressionné par son voyage en Union soviétique, pour rêver de bâtir une Inde plus juste et libérée de ses carcans sociaux. Une Inde nouvelle où l'Etat jouerait un rôle central et où le développement de l'industrie mènerait cette pauvre *et gigantesque nation sur les chemins* de la modernité. Ainsi naquit le « modèle nehruvien ». Différent certes de celui qui prévalait dans les démocraties populaires de l'Est, mais profondément imprégné des idéaux du socialisme, à un moment où le tiers-monde commençait à se débarrasser des oripeaux du colonialisme.

Planification, suprématie du secteur étatique, accent mis sur l'industrie lourde, contrôle de la production, protectionnisme à l'égard des influences extérieures, telles furent les priorités de Jawaharlal Nehru lorsqu'il devint, le 15 août 1947, premier ministre de l'Inde indépendante. Et cela avant même que ne soient amenées les couleurs de l'Union Jack sur ce qui allait devenir à la fois la plus grande *des démocraties, mais* aussi la plus gigantesque des bureaucraties...

Cinquante ans plus tard, les nouveaux chefs de l'Inde ont inversé les priorités. Du passé, ils n'ont sans doute pas complètement fait table rase – l'Inde sera le siècle prochain le pays le plus peuplé de la planète et reste soumis à un ensemble d'impératifs sociaux économiques particuliers –, mais ils ont, sans ouvertement le dire, sans oser totalement l'admettre, sacrifié le fameux « modèle nehruvien » sur l'autel de l'économie de marché. En six ans, on vient *d'assister à une véritable « révolution »*. Elle ne suffit certes pas à satisfaire la Banque mondiale ni à attirer un nombre suffisant d'investisseurs, mais les faits sont là : peu à peu, et au rythme qui est le sien, le libéralisme a fini par l'emporter.

L'Inde est loin d'être le « tigre » dont parlent les plus optimistes, mais l'« éléphant » vient de s'ébrouer et entend tenir sa place dans le monde capitaliste. En cinquante ans, et en dépit des lourdeurs économiques et administratives, l'Inde a fait du chemin. Le modèle nehruvien, pour désastreux qu'il ait pu être en terme de compétitivité, ne peut pas se résumer à l'histoire d'une grande faillite.

Quand le pandit prend les *commandes en 1947,* les trois quarts des 353 millions d'Indiens vivent en dessous du seuil de pauvreté ; l'espérance de vie à la naissance est de 32 ans (aujourd'hui : 62 ans) ; 84 % de la population est analphabète ; le pays est dépendant de l'aide extérieure en termes de production agricole ; le taux de croissance démographique est alarmant ; et le revenu par tête l'un des plus bas du monde.

Un demi-siècle plus tard, l'Inde est *autosuffisante* sur le plan alimentaire grâce à la « révolution verte » des années 60 ; les grandes famines ne sont plus qu'un souvenir ; la moitié de la population est alphabétisée. Et si un bon tiers des 950 millions d'Indiens survivent encore dans des conditions de pauvreté choquantes, le pays a connu une montée en puissance économique et l'explosion démographique a été jugulée. L'Inde revient de loin. Et a donné tort aux *experts les plus pessimistes,* effrayés, il y a cinquante ans, par l'image d'un cauchemar malthusien où la croissance de la population sonnerait le glas de toute perspective de développement.

Le modèle nehruvien ne fut pas non plus qu'une pâle copie d'un dirigisme à la soviétique. Nehru, l'un des architectes du mouvement des non-alignés, voulait inventer un modèle original. Un système d'économie mixte où le rôle de l'Etat n'étoufferait pas complètement la libre entreprise, où le dynamisme des « grandes familles » industrielles du secteur privé qui avaient bâti de véritables empires au temps des Britanniques, pourrait encore s'exprimer. Et où la priorité donnée à l'industrie lourde n'empêcherait *pas l'amorce d'une réforme* agraire.

Bruno Philip

Lire la suite page II

CHRONIQUE

par Sophie Gherardi

Les deux nigauds

Prenez la France, un pays technocratique et cartésien – un pays donc où l'on croit pouvoir penser la réalité en chambre, de A à Z. Prenez l'Allemagne, un pays romantique – où le goût *de l'ordre et du compromis recouvre, sans l'annuler,* la tendance à la passion et à l'excès. Imbriqués par l'histoire et la géographie, partageant le rêve exaltant d'une Europe enfin fraternelle, ils font naître un projet commun : la monnaie unique. Bonne idée, beau symbole, bonne affaire pour ces deux puissances économiques. Et voilà *qu'avec le zèle d'ingénieur* et l'arrogance intellectuelle qui les caractérisent également, France et Allemagne mettent au point la plus incroyable usine à gaz de cette fin de siècle, qui aujourd'hui menace de leur exploser au nez, l'union économique et monétaire.

3,60
3,55
3,50
3,45
3,40
3,35
1994 1995 1996 97
Source : Bloomberg

Cours du mark contre franc

Replaçons-nous dans le contexte, quelques mois après la chute du mur de Berlin. Opinions et dirigeants, déstabilisés mais plutôt heureux, cherchent à se rassurer par tous les moyens : oui l'Europe existe, elle est un phare pour l'Est, un gage de paix et de prospérité. Mais elle est en panne de projet. Créer une monnaie unique, pour un marché unique, ça se défend. Il aurait été logique, *alors, d'interroger les peuples : souhaitez-vous* une monnaie européenne ? Au lieu de quoi, on décide pompeusement de refonder l'Europe, on rédige un imposant traité de l'Union européenne qui sera soumis, ici à référendum populaire, là au vote du Parlement. Ça passe ric-rac, et comment s'en étonner ? Personne n'y a rien compris. Le mode d'emploi de la monnaie européenne est éparpillé dans la prose illisible du traité de Maastricht. Les exégètes qui sont allés pêcher les instructions en donneront la lecture qui les arrange. Il est bien rare que ce soit une lecture positive et européenne : elle est le plus souvent défensive, chacun chérissant en fait le statu quo et s'évertuant à rejeter sur les autres pays signataires les risques de l'aventure et les défauts de conception évidents du projet.

Les Anglais, en gens pragmatiques, font un pas en arrière. Ce projet verrouillé de toutes parts, avec un calendrier contraignant et des critères de convergence fixés arbitrairement *ex ante,* voilà qui n'a rien pour les séduire. Surtout si pilote et copilote, Allemagne et France, la peur au ventre, se crispent dans l'attitude la plus bête, qui soit : qu'importe la météo et l'état de la *route, on fonce ! En 1993, comme éclate* la plus grosse crise économique de l'après-guerre, la France et l'Allemagne réagissent de la pire manière, en faisant une politique monétaire restrictive et en essayant à coup de hausses d'impôts de contrôler des déficits publics qui *s'envolent, le tout agrémenté d'une surévaluation* du change. Les autres Européens, perplexes, n'oseront pas mettre ouvertement en doute la clairvoyance des deux grands. L'Italie déploiera même des efforts inouïs pour restreindre sa propre liberté et agir, comme les deux autres, au détriment immédiat de son économie. Et l'Europe de rouler à tombeau ouvert, ou plutôt à agences pour l'emploi ouvertes, vers un avenir d'autant moins radieux qu'on y arrivera vidé, si l'on y arrive.

Paris et Bonn, les deux promoteurs du projet de monnaie unique « à la Maastricht » font aujourd'hui bien piètre figure. Leur économie en berne, leur société démoralisée, *leur alliance distendue,* ils commencent à se demander sérieusement s'ils n'ont pas commis, chemin faisant, une ou deux petites erreurs. Et si la gestion de la crise des années 90 ne rejoindra pas, grâce à eux, dans les manuels d'économie, celle de la crise des années 30 pour l'aveuglement, l'obstination et l'irresponsabilité sociale des dirigeants.

La comparaison s'arrête là, car l'Europe d'aujourd'hui n'est pas rassasiée de paix et de fraternisation. Faut-il que l'idée d'Europe unie soit forte pour avoir traversé sans sombrer les cinq années de vaches maigres inutilement infligées ? Car pendant que les deux nigauds, France et Allemagne *ex aequo,* discouraient à l'infini autour du chiffre magique des *« 3 % »* (que les Français avaient eu la fâcheuse idée de faire inscrire comme valeur de référence pour le déficit budgétaire dans une annexe du traité de Maastricht), le taux de chômage, lui, n'a cessé de monter chez eux. La nouveauté de ce printemps, qui voit l'économie retrouver un peu la forme, c'est le résultat des élections françaises anticipées. *Venant* après la victoire du travailliste Tony Blair en Angleterre, il laisse espérer que l'Europe saura arracher son avenir à l'absurde comédie du quatuor Kohl-Tietmeyer-Trichet-Chirac (et avant lui Mitterrand). La monnaie unique est importante pour l'Europe, Messieurs ? Alors, faites-la sans plus tarder et passons à autre chose. A l'essentiel : redresser nos économies et les adapter à un monde qui change à toute vitesse. Et si vous ne la faites pas, expliquez-nous à *quoi aura servi cette longue marche* à reculons.







Gérard Heuzé, chercheur au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud du CNRS

« Le développement n'ira pas sans soubresauts »

« L'Inde connaît ces dernières années une croissance économique plus rapide. Croyez-vous, comme certains, qu'elle deviendra « le dragon » du XXIe siècle ?

– Les dragons sont des monstres, ne l'oubliez pas. Par ailleurs, ça n'a pas de sens de comparer l'Inde à la Corée, encore moins à Hongkong. C'est un pays qui a les dimensions et la diversité de l'Europe, en trois fois plus peuplé. Elle en a aussi les blocages, la bureaucratie, la confusion... et la démocratie. Il y a simultanément des régions qui plongent, comme l'Etat du Bihar, l'un des plus pauvres du pays, dévasté depuis vingt ans par la violence, et d'autres qui émergent, comme le Goudjerat, le Tamil Nadu et le Maharashtra.

En réalité, l'Inde est sur la corde raide. L'enrichissement relatif est certes net : beaucoup de gens se sont acheté des cyclomoteurs, des téléviseurs couleurs, ils ont un peu plus de confort. Mais 15 % de la *population, c'est-à-dire environ* cent cinquante millions de personnes, ont sombré comme jamais auparavant depuis la fin de la colonisation. Il y a une montée énorme de l'angoisse chez les jeunes et les moins qualifiés. A Dhanbad, dans la région minière du Bihar, quand les charbonnages ont tenté d'introduire des brouettes, les gens les ont jetées par centaines à la rivière, parce que chaque brouette « prend » le travail de plusieurs hommes !

Considérez une métropole comme Bombay : d'un côté, il y a les boursicoteurs branchés sur les marchés financiers internationaux, qui lisent le magazine *India Today* et qui rêvent d'imiter Singapour. De l'autre, il y a un million et demi de chômeurs sur une quinzaine de millions d'habitants, cinq cent mille à huit cent mille personnes qui vivent de la délinquance et du trafic, quatre millions de mal-logés... Je ne dis pas que l'Inde ne va pas connaître un développement, mais il ne faut pas se cacher qu'il y a et qu'il y aura des soubresauts.

– Les experts économiques soulignent volontiers le potentiel de l'Inde. Avec le développement des classes moyennes, ne va-t-on pas voir émerger là-bas l'un des grands marchés mondiaux ?

– Pour moi, le plus grand marché du siècle, ce serait d'arrêter de parler du marché. Le marché autorégulateur, mais ça tue toute possibilité de vie sociale, en Inde comme ailleurs ! Si ce qui se crée, c'est un marché pour des produits indiens fabriqués par des ouvriers indiens, pourquoi pas ? C'est la seule façon d'améliorer le sort du plus grand nombre. On peut espérer que la qualité s'améliorera pour que ces produits puissent s'exporter.

Mais, de grâce, qu'on ne fasse pas croire que l'Inde est un pays de classes moyennes. Ceux qu'on qualifie ainsi, en Inde, ce sont les riches, grands ou petits, ceux qui ont des terres qui rapportent, des petites entreprises, un capital de savoir et de relations, les moyens d'envoyer leurs enfants faire des études à l'étranger. Il faut vraiment avoir affaire au directeur de Tata – le deuxième groupe privé indien – pour qu'il ne prétende pas faire partie de la classe moyenne ! L'instituteur de Bombay, même s'il porte une chemise blanche, ne gagne que 1200 à 2000 roupies par *mois (240 à 400 francs) et s'entasse* avec douze autres personnes dans une pièce des faubourgs reculés.

– Vous semblez regretter le modèle nehruvien mis en place après l'indépendance, où l'Etat jouait un rôle essentiel dans l'économie, où tout passait par l'autorisation administrative. Vous ne croyez pas aux vertus de la libéralisation ?

– Ce modèle avait ses défauts, avec son inspiration soviétique et ses lourdeurs bureaucratiques. Je ne le regrette nullement, et d'ailleurs il demeure largement prégnant dans ce mélange de monopoles et de concurrence sauvage qu'est l'économie indienne. Cependant, il était plus humain que le modèle libéral dans la mesure où il protégeait les *« petites gens »*. Les problèmes de restructuration en Inde, c'est la France à la puissance dix.

Avant, au nom de l'intérêt national et de l'autosuffisance, l'Inde fabriquait elle-même un soda nommé Campa-Cola. L'usine de Bombay employait quatre mille cinq cents personnes. Maintenant, l'usine Coca-Cola produit beaucoup plus, avec seulement mille cinq cents employés. Et c'est pareil dans les mines, la mécanique, la sidérurgie. Songez à l'échelle : les aciéries de Bilahi, au Madhya Pradesh, emploient cent trente mille personnes quand celles de Fos-sur-Mer, en France, se contentent d'à *peine quatre mille*.

Evidemment, il y a des investissements indispensables : certaines usines textiles tournent encore avec des métiers importés d'Angleterre avant l'indépendance. Souvent, on ferme de grandes usines vétustes, laissées exprès à l'abandon, pour rouvrir des dizaines de petits ateliers affranchis des lois sociales. Résultat : les entreprises deviennent plus compétitives, mais les ouvriers qui travaillaient huit heures par jour, en travaillent douze pour des salaires inférieurs. Outre l'enfer industriel, ils subissent une perte de statut dramatique pour un Indien. La ville de Surat, dans l'Etat du Goudjerat, qui était il y a vingt ans un petit paradis de douceur, évoque maintenant le Manchester des années 1840. En 1993 (après la destruction de la mosquée d'Ayodhya par des extrémistes hindous), des émeutes interconfessionnelles d'une violence inouïe s'y sont déroulées. *La peste et le choléra* ont refait leur apparition.

– Pourtant, à entendre les responsables indiens, le consensus semble général en faveur des réformes...

– Dès qu'ils arrivent au pouvoir, *les partis se mettent à tenir* le discours libéral. Les gouvernements successifs se font l'écho d'une nouvelle classe dirigeante qui ne pense qu'à gagner de l'argent. Du reste, les réformes ont commencé dès le retour d'Indira Gandhi au pouvoir en 1980, quand on a restreint le droit de grève et facilité l'essor incontrôlé des *« small scale industries »*. Lors des grandes grèves du textile à Bombay en 1981-1983, les ouvriers se battaient déjà contre ça. Un leader syndical qui avait pris la tête de ce mouvement, Datta Samant, vient d'être assassiné, comme Shankar Guha Nyogi, le porte-parole des métallos et des mineurs du Madhya Pradesh, abattu en 1991 par les agents d'une entreprise. Et ce ne sont là que les cas les plus connus.

» Les milieux d'affaires ne semblent plus connaître de barrières quand il s'agit de leurs intérêts. Des gens aisés et éduqués vous expliquent que l'Inde serait très bien s'il n'y avait pas la démocratie et le droit social.

– Ce type de libéralisme économique s'en prend à forte partie : le syndicalisme indien a une vieille tradition...

– Non, ce n'est plus une forte partie. Il est éclaté, démoralisé, parfois vendu. Il reste fort dans le secteur public. Personne n'a encore osé toucher à ce bastion, parce que les hommes politiques savent que c'est la meilleure façon *de perdre les élections. Douze millions* de personnes travaillent dans l'administration, cinq à sept millions dans les entreprises publiques et elles en font vivre des dizaines de millions d'autres. Quand le FMI écrit que cinq millions d'employés suffiraient dans l'administration et cinq cent mille dans les chemins de fer au lieu de un million six cent mille, c'est irresponsable. Que deviendront tous ces gens ? La Banque mondiale est infiniment plus prudente, car elle sait ce que cela signifierait *dans la réalité*.

» Comment peut-on parler de libéralisation économique sans traiter la question sociale, dans un pays où le tiers de la main-d'œuvre est sous-employée, où cinq cents personnes chassées des campagnes arrivent chaque jour à Bombay, sans rien, pour vivre des miettes de la ville ? La vérité, c'est que l'Inde est sous-administrée et non sur-administrée. Il faut mettre *au travail les fonctionnaires* indolents ou corrompus, ça oui. Dans le Maharahstra, le parti nationaliste hindou Shiv Sena – pourtant sulfureux à bien d'autres égards – encourage les gens des villages et des bidonvilles à venir en force *quand ils ont une démarche* administrative à accomplir : ça marche remarquablement... On ne peut dire qu'un pays où l'éducation n'est toujours pas obligatoire, a trop de fonctionnaires !

– Au total, quel est votre diagnostic sur l'avenir de l'Inde ? Le fait qu'elle soit une démocratie n'est-il pas la meilleure garantie de stabilité ?

– La démocratie indienne est un atout, même si elle n'a pas découragé l'affairisme et si elle est menacée par le pire populisme. Des institutions comme la Cour suprême, dont l'indépendance à l'égard du pouvoir s'est accru, évitent qu'on fasse n'importe quoi. Et si le gouvernement central de New Delhi n'a plus guère de pouvoir, ça bouge à la base, dans les municipalités, dont les paysans ont commencé à s'emparer. Or c'est à ce niveau que se prennent les décisions importantes pour la vie des gens.

» Les lois de promotion des basses castes ont assez bien fonctionné, et depuis longtemps, dans l'Inde du Sud. Dans la plaine du Nord, elles n'ont guère servi à faire progresser collectivement ces groupes, mais plutôt à promouvoir des corrompus, malgré quelques exceptions. Les mouvements extrémistes, à base ethnique ou religieuse, prospèrent sur un terreau formé de dizaines de millions de jeunes sans travail. Je fais pourtant *confiance aux Indiens, à leur immense* réservoir d'élites comme à leurs travailleurs silencieux et acharnés, pour trouver des chemins de traverse. Et la stagnation propre à leur système leur évitera peut-être d'appliquer, tête baissée, *les conseils des fanatiques du FMI*, qui ne peuvent conduire qu'à la catastrophe. »

Propos recueillis par Sophie Gherardi et Bruno Philip

LE PUZZLE INDIEN

Questions-réponses

1 Quel est le régime politique de l'Inde ?

L'Inde est fière de se proclamer la plus grande démocratie du monde. Ses neuf cent cinquante millions d'habitants jouissent effectivement du droit de vote et de la liberté d'expression, même si l'extrême pauvreté dans laquelle vivent près d'un tiers d'entre eux limite la portée de ces acquis. Le pluralisme politique est un fait : il existe des dizaines de partis politiques et l'alternance peut avoir lieu, tant à l'échelon local que fédéral. La prééminence historique du parti du Congrès, celui de Jawaharlal Nehru, devenu premier ministre lors de l'indépendance de l'Inde, le 15 août 1947, et qui le resta dix-sept ans, a pris fin en 1977 : Indira Gandhi, fille et successeur de Nehru, perd alors les élections qu'elle a convoquées après deux *ans d'état d'urgence qui avaient* rapproché l'Inde d'un régime autoritaire. Revenue au pouvoir en 1980, Mme Gandhi meurt assassinée en 1984 par un de ses gardes sikhs. Son fils Rajiv Gandhi lui succède, mais lui aussi est tué en 1991.

Depuis la fin de la dynastie Nehru-Gandhi, le pays vit dans une alternance de coalitions de centre-droit et de centre-gauche. L'actuel premier ministre, Inder Kumar Gurjal, émane d'une majorité composite de treize partis plutôt classés à gauche, mais dont la plupart représentent surtout des intérêts régionaux ou communautaires.

2 Quelles sont les pièces du puzzle indien ?

L'Union indienne est une fédération de vingt-cinq Etats (et sept territoires fédéraux) d'une extrême diversité ethnique, linguistique, religieuse, sociale et économique. Dans la réalité, le pouvoir est assez centralisé. Le plus vaste Etat est le Madhya Pradesh (l'équivalent de la France) et le plus peuplé est l'Uttar Pradesh (cent cinquante millions d'habitants). Le plus riche est le Pendjab, avec un revenu de 400 dollars par habitant et par an, et le plus pauvre le Bihar (100 dollars). Plusieurs fois en guerre avec ses voisins pakistanais et chinois, l'Inde – puissance nucléaire – est tiraillée par des séparatismes, mais aussi par des tensions interconfessionnelles qui dégénèrent parfois en flambées de violence (comme en 1992-1993, entre fanatiques hindous et musulmans). L'hindouisme représente 84 % de la population, l'islam 11 % (même si la majorité des musulmans se sont rassemblés, lors de la partition de 1947, au Pakistan occidental et oriental – devenu en 1971 le Bangladesh), le christianisme 3 %, le sikhisme 2 %, le bouddhisme 0,5 %.

La société indienne est aussi divisée par le système des castes, hérité de la représentation hindouiste du monde. L'Inde moderne, laïque mais largement dominée par les brahmanes (caste supérieure) a fait de laborieux efforts pour améliorer le sort des basses castes et des hors castes (intouchables ou non hindous), avec des succès inégaux. Cependant, tous les Indiens de basse caste ou hors caste ne sont pas pauvres, même s'ils restent souvent victimes de discriminations sociales.

3 Quelles sont les forces et les faiblesses de l'économie indienne ?

Les réformes entreprises depuis le début de la décennie ont desserré le carcan qui enfermait l'économie indienne : la déréglementation, la baisse des tarifs douaniers, les privatisations, ont permis à l'initiative privée de prospérer, même si la bureaucratie et le clientélisme politique sont loin d'appartenir au passé. Mieux gérée, l'économie connaît un taux de croissance de près de 7 % depuis trois ans. Les investisseurs étrangers ne s'y sont pas trompés : les apports de capitaux augmentent gaillardement, passant de 1 milliard de dollars par an au début de la décennie à plus de 2 milliards prévus pour cette année, qui s'annonce particulièrement faste.

Tout n'est pourtant pas rose : le retard pris dans l'équipement du pays en infrastructures est patent. Ainsi, face à une demande d'électricité en hausse de 10 % cette année, la puissance installée n'a progressé que de 3,4 %. Les routes, les voies ferrées, les aéroports, les canaux d'irrigation nécessaires à l'agriculture, sont insuffisamment développés et entretenus. Les besoins d'investissement sont gigantesques, alors que les finances publiques sont déjà très tendues. Il est vrai que seuls 12 millions d'Indiens sur 950 millions sont des contribuables réguliers, selon le *Financial Times*. En abaissant de 10 % les taux d'imposition dans le budget 1996-1997, le ministre des finances, M. Chidambaram, a fait le pari que cela ferait augmenter les recettes.

L'Inde aussi s'est éveillée

Suite de la page I

La *« voie indienne »* choisie par *Nehru après l'indépendance* et jusqu'aux années 60 reposait plus sur une sorte de capitalisme d'Etat qui avait pour but d'assurer la transition entre une société essentiellement agraire – elle l'est toujours... – et une puissance industrielle capable de rattraper son retard vis-à-vis des pays développés et de réduire les inégalités sociales. Mission très loin d'être accomplie. Mais un demi-siècle de liberté a apporté des progrès non négligeables.

Reste que les carcans bureaucratiques, le manque de compétitivité des produits indiens et surtout l'accent trop persistant mis sur les infrastructures et l'industrie lourde au détriment du développement d'une campagne aux 600 000 villages, où les paysans ont vu leurs terres de plus en plus morcelées (en raison de la croissance démographique) et leurs revenus baisser, finiront par avoir un double effet pervers : *la production* industrielle n'est pas parvenue à assurer le développement du pays, à équilibrer le retard des campagnes et, à son tour, l'industrie est devenue un appareil cauchemardesque, largement improductif et déficitaire, qui produit en abondance le clou qui se tord, le savon qui ne mousse pas, l'allumette qui ne s'allume pas, etc. Jusque vers le début des années 90, le secteur public absorbait 40 % de l'investissement du pays pour réaliser seulement 27 % du produit intérieur brut, tout en employant 70 % de la force de travail officielle...

Tous ces facteurs finiront, bien plus tard, par enterrer le modèle nehruvien, et finalement celui du « système congressiste » – du Parti du Congrès, formation dominée pendant quarante ans par la fa*mille des Nehru-Gandhi*.

Au temps d'Indira Gandhi, la fille de Nehru, qui sera premier ministre entre 1966 et 1977, puis à nouveau entre 1980 et son assassinat en 1984, on assiste sur le tard à de timides amorces de libéralisation, mais sans grandes conséquences : Indira, alignée militairement et diplomatiquement sur Moscou et profondément marquée par le modèle hérité de son père, finira par sombrer dans le populisme et institutionnalisera un système dominé par la corruption pour alimenter les fameuses caisses noires de son parti... Son *fils Rajiv*, tenant d'une ouverture « à l'indienne », tentera de secouer les inerties du système. *Mais sans* grand succès non plus : les caciques du Congrès ne tarderont pas à lui faire comprendre le caractère aventureux d'une libéralisation, aussi ténue soit-elle. Certains industriels proches du parti, ceux-là mêmes qui avaient bénéficié largement de l'immobilisme, voyaient d'un très mauvais œil toute perspective d'ouverture qui aurait marqué la fin de leur monopole industriel.

C'est le début des années 90 qui va marquer un tournant et donner le signal du départ d'une ouverture que tout le monde s'accorde à estimer *« irréversible »*. Deux raisons, politique et économique, sont les causes du « nouveau cours » indien. En mai 91, le premier ministre Rajiv Gandhi meurt assassiné par un rebelle tamoul du Sri Lanka. C'est la fin de la « dynastie » des Nehru-Gandhi. Narasimha Rao, le nouveau chef du gouvernement, pourtant blanchi sous le harnais du système congressiste, sans le dire, et tout en continuant à proclamer son attachement aux pères fondateurs, *va lancer l'Inde sur la voie de* la libéralisation économique.

PRÊT DU FMI

Voilà pour le politique. Pour l'économique, les choses sont encore plus simples : quand Rao arrive au pouvoir et accorde le portefeuille des finances au brillant *« économiste au turban »*, le Sikh Manmohan Singh, l'Inde ne dispose plus que de quelques semaines de *réserves en devises*. L'Union indienne est au bord de la cessation de paiement. C'est tout le système qui doit donc être revu et corrigé.

Les premières années de la gestion de Rao vont symboliser, à l'échelle de ce qu'a été l'Inde pendant plus de quarante ans, un véritable bouleversement. Tout va vite, plus vite qu'on ne pouvait s'y attendre de la part de l'*« éléphant »* : le système d'attribution des licences de fabrication et d'importation, *un cauchemar pour les industriels* qui devaient supplier les politiques et graisser la patte aux fonctionnaires, est supprimé. *Exit* le *Licence Raj* ou « empire de la licence », un jeu de mots qui évoque un autre *raj*, celui des Britanniques. La roupie est rendue partiellement convertible. Les barrières douanières à l'importation sont réduites de moitié pour un bon nombre de produits, à l'exception des biens de consommation. Les investisseurs sont autorisés à devenir majoritaires dans le capital des entreprises locales. Le marché boursier, enfin, est ouvert aux étrangers.

Autre décision de taille, et qui va faire grincer des dents à tous ceux pour qui les bailleurs de fonds occidentaux restent de vilains capitalistes : le gouvernement de New Delhi *demande un prêt au Fonds* monétaire international (FMI), 2,2 milliards de dollars sous forme de *credit stand by*, qui insuffle de l'oxygène à une économie moribonde.

Une inflation contrôlée, une augmentation impressionnante des réserves en devises, un boom du marché boursier (certes avec des hauts et des bas), un afflux de capitaux étrangers, un taux de *croissance qui atteindra les 7 % en* 1996, une multiplication des signatures de joint ventures avec des firmes de l'ouest et de l'est de l'Asie, tels sont les effets immédiats de l'amorce de la libéralisation. L'Inde a cessé de croire et *d'agir, comme si le développement* se conjuguait nécessairement avec planification, et autosuffisance avec protectionnisme. Une page est tournée. *« On ne reviendra jamais en arrière »*, affirment en chœur hommes politiques et industriels.

Indiens et étrangers commencent alors à rêver à ce *« grand marché »*, un milliard d'habitants à l'aube du XXIe siècle, et fort d'une classe moyenne qui se situe, selon les sources, entre 120 et plus de 200 millions d'individus. Certes, les critères retenus pour définir cette fameuse *middle class* sont aussi imprécis qu'erronés. Si l'on estime qu'un revenu de 1 000 francs par mois est le seuil-plancher de la consommation en Inde, le chiffre à lui seul ne veut pas dire grand-chose : dans un village, c'est suffisant ; à Bombay, ce n'est pas assez.

Le critère du revenu par tête n'est pas non plus très pertinent, puisque la grande majorité des Indiens vivent au sein de familles élargies où les salaires des indivi*dus sont cumulés* et où personne ne dépense beaucoup. Sans compter que le sport national consiste à échapper à l'impôt et que les revenus non déclarés sont très importants. C'est ainsi que, en 1992, on a vendu en Inde 1 million de réfrigérateurs, 250 000 machines à laver, 478 000 motos, 10 millions de montres, 4,8 millions de téléviseurs. Des chiffres encore faibles au regard de la population, *mais qui sont en progression* constante et aiguisent de plus en plus l'appétit des investisseurs. Même si, en termes d'afflux des capitaux étrangers, l'Inde reste encore loin, très loin, des économies d'Asie de l'Est et du Sud-Est.

INSTABILITÉ POLITIQUE

L'instabilité politique (trois gouvernements) cumulée avec les résistances et les contraintes du système ont, ces derniers temps, freiné le rythme de la libéralisation. La restructuration du secteur public n'a, en fait, presque pas commencé. Les privatisations restent lentes, la bureaucratie n'a pas dit son dernier mot, les déficits publics se creusent, la main-d'œuvre reste bon marché, mais sous-qualifiée, et les infrastructures insuffisamment développées. L'actuel ministre des finances, le très libéral P. Chidambaram, ancien *étudiant à Harvard, a cependant*, en début d'année, proposé un budget qualifié de *« révolutionnaire »* et salué avec enthousiasme par l'ensemble des hommes d'affaires.

La *« voie moyenne »* vers la déréglementation, voulue par l'ancien premier ministre Rao, était sans doute la seule possible pour ce géant de l'Asie. L'Inde ne pouvait, et ne peut encore, absorber l'impact d'un électrochoc libéral. Restructurer trop rapidement les grandes entreprises, monstres malades du *secteur public, aurait des* conséquences par trop tragiques pour les centaines de milliers de travailleurs guettés par le chômage. D'autant plus que, comme *ailleurs*, la libéralisation risque de creuser un fossé entre les pauvres et le reste de la population : 300 millions d'Indiens vivent encore au-dessous du seuil de pauvreté. *Le défi* que doit relever, à l'ombre du XXIe siècle, la plus grande démocratie, ce n'est pas seulement celui de la transition vers l'économie de marché. C'est aussi, et surtout, celui de la lutte contre la pauvreté.

A l'échelle de cet immense pays-continent, où les niveaux de développement restent inégaux entre, par exemple, les Etats industrialisés du Maharashtra ou du Goudjerat et ceux, engoncés dans la pauvreté et la violence entre castes du Bihar ou de l'Uttar Pradesh, la tâche peut paraître impossible. C'est ainsi que au-delà de la misère et de ses résistances au changement, l'Inde va continuer d'enfanter en son sein des petits « dragons » dynamiques, mais qui risquent de laisser sur le sable tous ceux qui auront manqué le train de la libéralisation économique.

B. P.

LE PUZZLE INDIEN

Questions-réponses

1

3

2

Un milliard d'Indiens en l'an 2000 dans un pays à prédominance rurale

Un milliard en l'an 2000. Chiffre symbolique pour la population de l'Inde qui aura ainsi – selon toute probabilité – pratiquement triplé depuis son accès à l'indépendance, en 1947. La naissance de la nouvelle nation a été douloureuse, entraînant avec la partition de l'Inde et du Pakistan des transferts massifs de population de part et d'autre des nouvelles frontières. On estime à plus de quinze millions le nombre de personnes déplacées.

Aujourd'hui, avec ses neuf cent cinquante millions d'habitants, représentant, environ 16 % de la population planétaire, l'Inde, deuxième pays du monde par sa population, talonne de plus en plus près la Chine qu'elle pourrait rattraper vers 2040...

La période charnière pour la transition démographique de l'Inde se situe dans les années 20. Grâce à la disparition des famines, puis aux progrès sanitaires, une baisse spectaculaire de la mortalité s'amorce, alors que la natalité se maintient à un niveau très élevé jusqu'aux années 60 ; le taux d'accroissement se stabilise finalement entre 2 % et2,2 % de 1961 à 1991, et semble s'infléchir à la baisse (1,94 % en 1994). Les indicateurs démographiques témoignent de l'ampleur des progrès accomplis : l'espérance de vie à la naissance, de trente-deux ans dans les années 1941-1951, dépasse aujourd'hui soixante ans, tandis que l'indice de fécondité chute de 5,7 enfants par femme dans les années 1961-1971 à 3,6 en 1991-1993.

Un autre mythe à réviser est celui de l'explosion urbaine, suscité par l'image des mégapoles plurimillionnaires, la plus grande, Bombay, atteignant probablement près de quinze millions aujourd'hui. Il s'agit d'une seule face de la réalité, l'autre étant une Inde à prédominance rurale, et qui le restera à moyen terme. Tant le niveau que le rythme d'urbanisation y sont modérés (18 % d'urbains en 1961 et 26 % en 1991), alors que l'on révèle de fortes densités de population rurale (en moyenne 201 habitants au kilomètre carré en 1991) et une pression accrue sur les terres agricoles.

Ainsi, loin d'évoquer le spectre d'un exode rural massif, on pourrait au contraire s'étonner que les migrations des campagnes vers les villes ne soient pas plus intenses. De fait, ces dernières ne représentent que 18 % de l'ensemble des flux migratoires internes au pays (selon le recensement de 1991). Les migrations au sein du territoire indien sont d'abord dominées par les mouvements à l'intérieur des zones rurales, en particulier ceux des femmes allant rejoindre le domicile de leurs époux après leur mariage.

Il est en revanche une évolution plus préoccupante, la détérioration continue depuis le début du siècle du déficit des femmes par rapport aux hommes : le ratio est passé de 972 femmes pour 1 000 hommes en 1901 à 946 en 1951 et 927 en 1991. La surmortalité féminine, que traduit ce ratio, intervient dans l'enfance et dans les âges de procréation, mettant le doigt sur les négligences dont font l'objet les petites filles, puis sur les conditions précaires des accouchements. Plus généralement, elle reflète le faible statut des femmes dans la société indienne et les discriminations dont elles sont victimes. L'accès à l'éducation leur reste le plus souvent barré : 61 % des femmes (de sept ans et plus) sont encore analphabètes en 1991, contre 36 % des hommes. Autre discrimination plus radicale : les infanticides féminins.

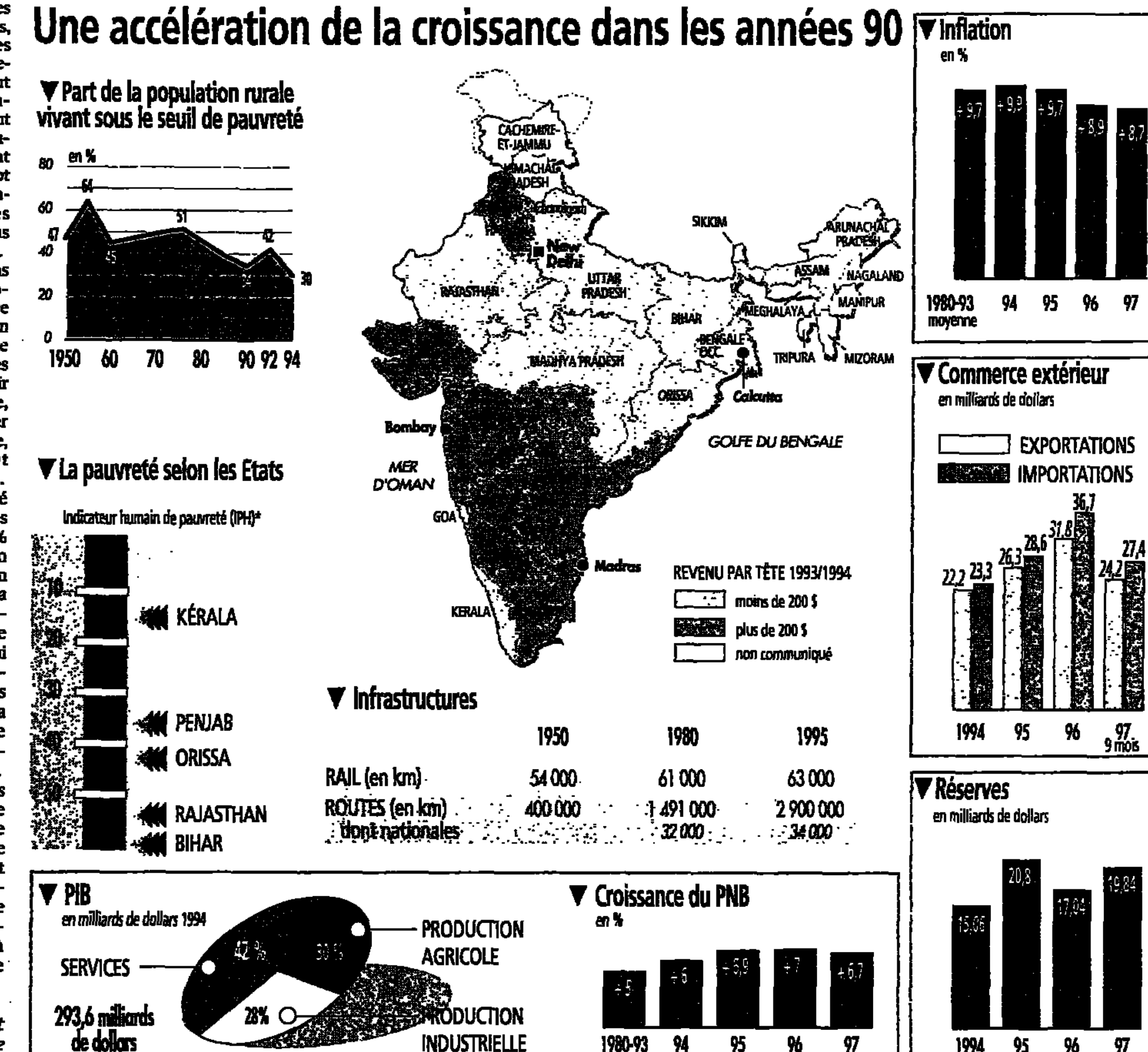
La préférence pour les garçons repose sur des facteurs économiques et culturels : en l'absence d'un système public de protection sociale, c'est aux fils que revient le devoir de garantir la sécurité des parents âgés, puis celui d'accomplir leurs rites funéraires. A l'inverse, les filles sont élevées pour quitter le foyer parental à leur mariage, après l'avoir grevé du coût (souvent faramineux) de leur dot...

Inégalité de sexe dans la société indienne... mais aussi très fortes inégalités économiques, avec 37 % de la population vivant encore en dessous du seuil de pauvreté, selon les estimations révisées de la Commission du Plan pour 1993-1994. Interviennent également de profondes disparités régionales qui se traduisent dans les différents indicateurs socio-démographiques en opposant l'Inde du nord, où la fécondité reste très forte, et l'Inde du sud où la transition démographique est beaucoup plus avancée.

Mais un contrôle des naissances trop coercitif n'est pas applicable dans « la plus grande démocratie du monde » : les campagnes de stérilisation forcée pendant l'état d'urgence en 1976-1977, qui ont directement contribué à la défaite électorale d'Indira Gandhi, rappellent à bon escient les limites à ne pas dépasser dans le domaine des droits à la reproduction.

Véronique Dupont
Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), Centre de sciences humaines, New Delhi.

Une accélération de la croissance dans les années 90



	1950	1980	1995
RAIL (en km)	54 000	61 000	63 000
ROUTES (en km)	400 000	1 491 000	2 900 000
dont nationales		32 000	34 000

Source : PNUD, Gilbert Etienne, pour le Rajiv Gandhi Institute for Contemporary studies, «Economic Survey» 1996/97, Financial Times

*IPH = synthèse des variables suivantes : pourcentage d'individus risquant de décéder avant 40 ans, d'analphabètes, de personnes n'ayant pas accès aux services de santé et à l'eau potable et d'enfants de moins de cinq ans victimes de malnutrition.

Bibliographie

● **L'Inde**, de Kamala Marius-Gnanou (Karthala, 1997, 270 p., 140 F).
● **L'Economie de l'Inde**, de Gilbert Etienne (PUF, « Que sais-je ? », 1996, 128 p., 42 F).
● **Entre émeutes et mafias : l'Inde dans la mondialisation**, de Gérard Heuzé (L'Harmattan, 1996, 208 p., 120 F).
● **L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours**, sous la direction de Christophe Jaffrelot (Fayard, 1996, 700 p., 220 F).
● **« L'Inde et la question nationale »** (Revue *Hérodote*, nº 71, quatrième trimestre 1993, 245 p., 150 F).

L'itinéraire d'un immigrant devenu lord anglais et travailliste

LONDRES
de notre correspondant

▼ Lord Paul, arrivé en Grande-Bretagne il y a trente ans, a fondé un empire sidérurgique estimé à 5 milliards de francs

Lord Paul est indien, milliardaire et travailliste. En trois décennies, cet immigrant venu du sous-continent a fondé un empire sidérurgique estimé à un demi-milliard de livres (près de 5 milliards de francs) et vient d'être anobli à la requête de Tony Blair, le nouveau premier ministre travailliste. Sa réussite – et ce n'est pas la plus spectaculaire dans la communauté indo-pakistanaise – prend à contre-pied bien des idées reçues.

Souvent ignorée en raison des succès des Chinois d'outre-mer, la diaspora indienne, qui étend ses ramifications de l'Asie du Sud-Est au Proche-Orient, à l'Afrique, à l'Europe et à l'Amérique du Nord a, elle aussi, bien prospéré dans les affaires, les professions libérales, les médias et même la politique. Ainsi trouve-t-on, en Grande-Bretagne, dix Indiens « valant » plus de 80 millions de livres (760 millions de francs). Lord Paul montre en outre que l'on peut être britannique, industriel et progressiste.

Né à l'époque où Gandhi commençait sa croisade pour l'indépendance de l'Inde, il avait été prénommé Swraj (liberté). Il était âgé de trente-cinq ans quand il est arrivé à Londres, à la recherche d'un traitement de la dernière chance pour sa fille leucémique. Après des études au MIT à Boston, il travaillait alors dans l'affaire familiale Apeejay Surrendra Group, spécialisée dans l'acier depuis sa création, en 1910, à Jalandhar, au Pendjab. Bouleversé par la mort de sa fille, cet hindou pratiquant se plongea plus d'un an dans la méditation avant de décider de s'installer en Angleterre et d'y créer sa propre entreprise ; avec 5 000 livres sterling, il créa Caparo dans un petit hangar de Huntingdon, au nord de Londres.

Il est aujourd'hui à la tête d'un groupe dont le chiffre d'affaires était de 535 millions de livres (5 milliards de francs) l'an dernier. Dans ses vingt-huit usines (en Grande-Bretagne, en Espagne, aux Etats-Unis et en Inde), ses quatre mille employés produisent des tubes et des tuyaux de haute qualité en acier. En 1991, désireux de conserver le contrôle de son groupe et d'appliquer sa propre politique industrielle – et non pas la stratégie à court terme des financiers de la City –, il a racheté les parts de Caparo encore sur le marché.

Le groupe est donc désormais entièrement familial. Entouré de ses trois fils bardés de diplômes, Akash, Angad et Ambar, cet homme au visage rond et souriant et au crâne dégarni qui se définit comme « un Britannique d'origine indienne » nous dit gérer le Caparo Group comme une grande famille. « *Je suis très fier d'être d'origine indienne, cela m'a donné une approche fondamentale qui, combinée avec l'approche britannique, est à la source de ma réussite ; ainsi travaillons-nous en famille, et comme une famille. Venus d'un pays pauvre, nous avons plus de compassion pour ceux qui souffrent ; cela se ressent dans notre gestion et notre main-d'œuvre nous en est reconnaissante et n'en travaille que mieux. C'est très différent de l'approche thatchérienne.* » Le nouveau membre de la Chambre des Lords – une fonction qu'il prend très au sérieux et à laquelle il consacre, dit-il, la moitié de son temps – ne tarit pas d'éloge sur le potentiel de l'Inde, un pays qui tire sa force à la fois de sa diversité et de son système démocratique. Il ne croit pas que le modèle des « *Tigres* » asiatiques soit applicable pour son développement : « *Il serait impossible de tenter d'imposer ce système. Mais, en motivant les gens, vous obtiendrez les mêmes résultats.* »

Une méthode qu'il se vante d'appliquer ici. C'est sans doute cette fibre paternaliste qui explique un comportement qui n'est pas très thatchérien, de même qu'une vieille allégeance au Labour. « *Je suis proche du Labour depuis 1975, en raison de son idéal de justice sociale et de ses efforts en faveur d'emplois permanents. De plus, il accorde de l'importance au sort de l'industrie.* » Sur son bureau on trouve le dernier numéro de l'hebdomadaire de gauche *New Statesman* et, pour son soixantième anniversaire, il avait invité l'un des plus gauchistes des anciens chefs du Labour, Michael Foot.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les idées de Swraj Paul n'étaient pas à la mode du temps de la « Dame de fer ». Ce « social-capitaliste » qui se veut attentif au sort de ses subordonnés, est aussi un farouche défenseur de l'industrie dans un pays dominé par la City. « *J'ai l'impression*, dit-il, *que la Grande-Bretagne s'est scindée en deux pays, en ce qui concerne l'industrie : l'un qui croit que la solution se trouve à la Bourse et dans le cours des actions, et l'autre qui pense que la réponse est de gérer convenablement une entreprise et de lui faire faire des profits.* » Ce qui ne l'empêche pas de penser que l'Etat s'est trop impliqué dans l'économie, en Grande-Bretagne ou en Inde.

Lord Paul n'est pas le seul Indien élevé à la pairie. A ses côtés on trouve Lord (Raj Kumar) Bagri, président de la Bourse des métaux de Londres, et qui « vaut » 80 millions de livres. Les enfants du sous-continent ont essaimé dans nombre d'activités, de la sidérurgie (avec Lakshmi Mittal, 1,5 milliard), le pétrole et le commerce international (Sri et Gopi Hinduja, 1,1 milliard), le textile, le vêtement ou la restauration. Des listes de ces *happy few* ont été publiées par le *Daily Telegraph* et l'hebdomadaire *Eastern Eye*. Mais tous ne sont pas des patrons au grand cœur ou des philanthropes. On murmure que certains, parmi les plus fortunés, ont gagné beaucoup d'argent grâce au plus grand scandale de l'Inde, l'affaire Bofors (l'achat de canons suédois par le gouvernement de Rajiv Gandhi). Sans oublier la carambouille de la BCCI, cette banque fondée par un financier pakistanais et dont les milliards ont disparu dans des tractations des plus louches.

Face à l'importante communauté d'Asiatiques, estimée à environ un million de personnes, la Grande-Bretagne n'est guère plus raciste que d'autres pays. Lord Paul n'a pas remarqué, en trente ans, de renforcement des sentiments racistes ; « *C'est surtout la presse qui en parle plus qu'avant.* » Et, pourrait-on dire, la frange xénophobe d'outre-Manche a trouvé un nouvel ennemi, les « *Européens* ». Pendant ce temps, les Indiens poursuivent leur intégration : leur niveau d'études est désormais supérieur à celui des Britanniques de souche.

Et, s'ils votent pour leur immense majorité travailliste, ils s'enrichissent plus rapidement que leurs hôtes. Ce qui explique peut-être l'absence de racisme ouvert de la récente campagne électorale : les Britanniques d'origine indienne sont assez riches aujourd'hui pour financer les partis politiques.

Patrice de Beer

Secteurs de Pointe

Comment parler aux marchés financiers

par Frédéric Lordon

S'il est un domaine où les formes de la pensée politique produisent tous leurs effets d'antinomie et d'opposition binaire, c'est bien celui des marchés financiers. Pour les uns, les décrets de la finance s'imposent sans contestation possible, et la politique économique n'a pas d'autre choix que de toujours faire droit au souci du marché. Pour les autres, au contraire, force doit rester à la souveraineté et, pose gaullienne à l'appui, il est déclaré que *« la politique ne se fait pas à la corbeille »* ou que *« l'intendance suivra »*.

Cette alternative condamne ceux qui s'y abandonnent à des déconvenues symétriques : les premiers à la soumission faite règle d'or ; les seconds au risque de se faire ramasser par une tornade financière pour *avoir négligé l'ampleur* des moyens que peuvent lever les marchés quand ils ont choisi de manifester leur désaccord, et la furie qui peut naître de leur inquiétude.

Or, pour cerner plus précisément l'intensité de la contrainte que fait peser la finance sur la politique économique, il importe de se demander « comment pensent les marchés financiers ». C'est en tout cas le moyen d'apercevoir que, si la puissance tutélaire des marchés donne la plupart du temps tort aux partisans d'un volontarisme naïf et périlleux, il n'y en a pas moins dans les « régimes cognitifs » de la finance une faiblesse constitutive qui, en certaines occasions privilégiées, permet au pouvoir *souverain de reprendre la main et de parler* aux marchés avec une chance d'orienter leur jugement dans une direction plus conforme à ses voeux.

Localiser ce point faible exige d'abord de rompre avec la croyance naïve qui donne le marché financier pour le lieu de la certitude, l'instance ultime de la rationalité macroéconomique, seule régulation capable de ramener les gouvernements à la sagesse des lois éternelles de l'économie. Et ce n'est pas tant sur cette transfiguration d'un groupe d'intérêts en régulateur universel et bienfaisant – métamorphose idéologique sur laquelle il y aurait pourtant beaucoup à dire – qu'on voudrait insister, que sur l'illusion qui aura conduit à faire du marché le siège de l'expertise, le détenteur d'une vision du monde parfaitement établie et définitivement sûre. Car la vraie condition épistémique de la finance, c'est le doute.

Plongés dans un monde économique *complexe, dans un foisonnement de relations* ambivalentes et de causalités multiples qu'une science économique incertaine ne parvient pas à maîtriser complètement, les opérateurs de la finance, sont, autant que les autres agents économiques, travaillés par l'hésitation et plongés dans l'expectative à propos des schémas qu'il leur est nécessaire de construire pour « penser » la circulation économique d'ensemble et la façon dont leur intérêt s'y insère.

Ainsi la finance n'est-elle jamais vraiment sûre de ce qu'elle doit croire : la désinflation compétitive est-elle souhaitable puisqu'elle préserve de l'érosion monétaire, ou bien problématique quand elle maintient des taux d'intérêt trop élevés qui diminuent la valeur des portefeuilles ? La réduction du chômage est-elle heureuse puisqu'elle soulage les comptes sociaux, ou bien menaçante pour la rentabilité puisqu'elle allège la pression sur les salaires ? La croissance est-elle trop forte et porteuse de *tensions inflationnistes, ou bien l'est-elle insuf*fisamment au risque de voir la dette publique devenir insoutenable ?... L'incapacité de calculer finement des résultantes pour trancher dans les innombrables effets antagonistes de la macroéconomie confronte les marchés à une multiplicité de modèles possibles, mais contradictoires, entre lesquels leur opinion est vouée à osciller, dans une indétermination fondamentale. Cette profonde désorientation est heureusement réduite chaque fois que la « pensée » des opérateurs parvient à se raccrocher à un corpus de représentations partagées – un référentiel – suffisamment dominant et ancré dans l'opinion économique pour s'établir en « modèle du monde » incontesté.

Cette construction cognitive collective, qui doit peu aux « vérités scientifiques » et beaucoup aux effets d'autorité des discours institutionnels, joue un rôle fondamental puisqu'elle soulage la finance de sa propre incertitude en lui livrant un schéma d'interprétation du monde, c'est-à-dire un système de divisions permettant, notamment en matière de politique économique, de discriminer ce qui doit être jugé « bon » de ce qui doit être jugé « mauvais ».

> Plongés dans un monde complexe,
> dans un foisonnement
> de relations ambivalentes
> et de causalités multiples
> qu'une science économique
> incertaine ne parvient pas
> à maîtriser complètement,
> les opérateurs
> de la finance sont,
> autant que les autres agents,
> travaillés par l'hésitation

Les effets de stabilisation d'un monde qu'emportent ces constructions cognitives collectives sont considérables. L'édiction des critères de Maastricht montre ainsi le pouvoir créateur du discours producteur de référentiel puisqu'il prend ici la forme canonique de la *démarcation*, acte de magie sociale qui trace très exactement la frontière du bien et du mal : en deçà de 3 %, bon ; au-delà, pas bon. Cette simplicité extrême qui débarrasse l'exercice du jugement *de toute équivoque* est d'une *efficacité* cognitive redoutable, et il ne faut pas aller chercher plus loin l'enthousiasme des marchés pour des critères qui font une carte du monde si parfaitement lisible.

Pourtant, même les constructions les plus efficaces ne sont pas éternelles, et les difficultés rencontrées par la plupart des pays européens pour satisfaire exactement les critères se coalisent pour réinstiller le doute sur la pertinence du référentiel de Maastricht et suggérer à l'opinion financière qu'il y a quelque chose de problématique dans ce sens du monde et dans cette séparation du bien et du mal qu'ils avaient épousés jusqu'ici de si bon cœur.

La confusion renaissante franchit un degré *supplémentaire quand c'est le leader en crédibi*lité qui s'adonne, à son tour, à ce qu'il a toujours donné pour une extravagance : la Bundesbank contrainte de financer le déficit allemand. C'est la Curie aux mains des hérésiarques. Que le dernier garant du référentiel en vigueur décide d'y contrevenir aussi brutalement est bien le signe qu'un sens du monde est prêt à basculer.

En cette conjoncture où le doute épistémique fait résurgence, s'ouvre alors une opportunité exceptionnelle. Menacé d'être renvoyé à son indétermination fondamentale quand le référentiel auquel il raccrochait sa vision du monde se désagrège, le marché retrouve cet état de disponibilité qui le dispose à accueillir comme une providence toute vision de substitution qui lui éviterait de renouer avec l'anomie.

Or l'élection française fait désormais exister en principe une majorité sociale-démocrate en Europe, et par là se trouvent potentiellement *créées les conditions d'exercice de paroles* souveraines coalisées, susceptibles par leur cohérence de prétendre à une reformulation du modèle européen de politique économique et de la faire valider par les marchés. C'est cette rencontre possible d'une demande par la finance d'un sens du monde refondé et d'une offre de référentiel, soutenable par le poids des paroles officielles, qui fait la qualité de l'opportunité actuelle. Réinstituer une norme de politique économique permettrait dans le même mouve*ment de soulager la finance de son incertitude* et de libérer les pays européens d'un ensemble de contraintes qui joignent l'arbitraire à l'aberration.

C'est pourquoi cette fenêtre est propice, non pas à une « renégociation des critères » qui se contenterait de proposer un 4 %, certes momentanément plus commode, mais ni moins arbitraire ni plus justifiable que le 3 % précédent, mais à une reformulation d'ensemble qui ferait enfin apparaître des prescriptions moins indigentes pour la conduite des politiques budgétaires.

Que les pays européens se munissent d'un tableau de bord différenciant les cibles pour les soldes conjoncturels et structurels, distinguant *les budgets de fonctionnement et d'équipe*ment, indiquant les horizons de moyen terme dans lesquels s'effectuent les bilans et les révisions, etc., et qu'ils livrent aux marchés comme une information publique ces données sur la base desquelles ils effectuent leur propre coordination, seraient des actes suffisamment forts pour opérer *de facto* une reconstruction du référentiel. Ainsi, par leur pouvoir de structurer l'information publique, les paroles d'Etat conjuguées sont dotées d'une capacité performative puisqu'elles créent les principes communs de vision du monde et qu'elles prédéterminent les jugements de la finance en les conduisant à s'exercer sur des objets qu'elles peuvent choisir et construire conformément à leurs intérêts bien compris.

Au-delà des innombrables, et peut-être rédhibitoires, difficultés du traité de Maastricht en l'état, apparaît alors un argument supplémentaire en faveur d'une forme d'union européenne : *c'est au niveau au moins régional que* se reformulent les référentiels. Le point de bifurcation actuel de la construction européenne se situe probablement là. Si la France paraissait rester isolée dans son effort de redéfinition du pacte de stabilité, sa tentative n'apparaîtrait que comme une discordance porteuse d'un risque de crise auquel les marchés pourraient réagir violemment. Il lui faut entraîner un nombre suffisant d'Etats membres pour créer un effet de basculement majoritaire susceptible d'impressionner la finance et de la convaincre que le nouveau référentiel s'impose à tous. Une conjoncture politique existe peut-être pour que, au-delà de la politique budgétaire, les pays européens, mobilisant leur pouvoir performatif *de construction du monde, se décident à impo*ser dans les esprits l'emploi comme le critère premier auquel toute politique économique devrait être évaluée.

S'il est vrai qu'en temps ordinaires les marchés asservissent sans appel les politiques économiques au référentiel en vigueur, il est des occasions où leur désorientation les rend aptes à entendre des choses jusque-là inouïes. Il est possible que les marchés sachent écouter ceux qui, en ces moments critiques, savent leur parler pour les tirer de l'indétermination et leur proposer un nouvel ordre du monde.

***Frédéric Lordon** est chargé de recherche au CNRS.*

LIVRES

Le nouvel âge du travail

par Philippe Arnaud

LE TRAVAIL, QUEL AVENIR ?
Ouvrage collectif, présenté par Olivier Mongin
Gallimard, « Folio/Actuel », 368 p., 49 F.

Le rapport de l'homme moderne au travail est frappé au coin d'une forme de schizophrénie. Certes le travail est aujourd'hui le moyen privilégié de s'insérer dans la société. A ce titre, il est doté d'une valeur éminemment positive. Mais l'antique malédiction qui le caractérise ne s'est jamais complètement effacée (rappelons l'étymologie du mot « travail », *tripalium*, qui signifie *instrument de torture). Une telle « dissociation » ne pouvait échapper* aux concepteurs de cet ouvrage. Partant du principe qu'il est inutile de tenter d'unifier les représentations du travail, ils ont donc choisi une forme résolument *« pluraliste »*. Onze contributions, parues initialement dans la revue *Esprit*, ont été réunies. C'est la diversité des points de vue et des angles qui rend ce petit livre si intéressant.

Le travail joue un rôle indispensable dans la construction de l'image de soi, rappelle l'économiste Bernard Perret. *« Notre culture est fondée sur la reconnaissance de l'égale dignité des individus, l'illégitimité des rapports de domination maintenus par la violence, et le droit pour chacun d'œuvrer librement à l'amélioration de son sort. »* Mais il est le premier à souligner l'*« ambivalence »* du travail. L'automatisation *« fait ressortir plus crûment la diversité des aptitudes individuelles »*. Le « post-taylorisme » entraîne aujourd'hui *« une mobilisation plus intensive du facteur humain »*. Ainsi est-il douteux que compétitivité économique rime nécessairement avec progrès social.

L'article de Jean-Louis Laville, chercheur au CNRS, a le mérite de pointer un fait trop souvent passé sous silence : la crise de l'emploi actuelle est en fait une crise du salariat. En 1946, la moitié de la population active était employée dans l'économie traditionnelle (agriculture, commerce, artisanat). Une *« révolution invisible »* a eu lieu, avec les « trente glorieuses ». Nous sommes entrés dans une *« nouvelle phase historique »*. Et nous ne reviendrons pas en arrière...

Quelle serait la politique salariale favorable à l'emploi qui ne se traduirait ni par une crise sociale ni par une dérégulation ? Professeur de sciences économiques à l'Ecole normale supérieure, Daniel Cohen dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Premièrement : *« N'attendons pas de la croissance la solution au problème du chômage. »* Deuxièmement, la régulation du marché du travail a des effets ambigus. En vingt ans, le SMIC a augmenté plus vite que la moyenne des salaires. Résultat : en 1975, 5 % des travailleurs étaient rémunérés au SMIC. Aujourd'hui, ce chiffre est supérieur à 8 %. Un nivellement qui n'a pas que des inconvénients. A preuve : ceux qui sont dans la *« file d'attente »*, chômeurs, jeunes sortis du système éducatif, sont en majorité favorables au SMIC. Le même auteur met l'accent sur un paradoxe. Les salaires ont continué d'augmenter, alors que le chômage augmentait lui aussi. Les « insiders », ceux qui ont réussi à monter sur le navire *Emploi sont choyés, alors que les « outsiders » en sont exclus et ont de plus en* plus de mal à embarquer. Le chômage est un *« compromis par défaut »*.

« Outsiders » par essence, tels sont les jeunes. Pour Yves Lichtenberger, sociologue, ils sont les premières victimes du sous-emploi. Le problème est moins celui du système éducatif dans son ensemble que celui de l'*« orientation »*. Mais pourquoi un méchant mot comme *« employabilité »* pour désigner simplement la capacité d'un individu à intégrer un emploi ?

L'économiste Mireille Elbaum se prononce, elle, pour une autre politique de traitement du chômage. Et notamment pour une réduction du temps de travail. Cependant, celle-ci peut être la meilleure et la pire des choses : *« Toujours réservé aux femmes, le temps partiel reste de même l'apanage des emplois peu qualifiés. »*

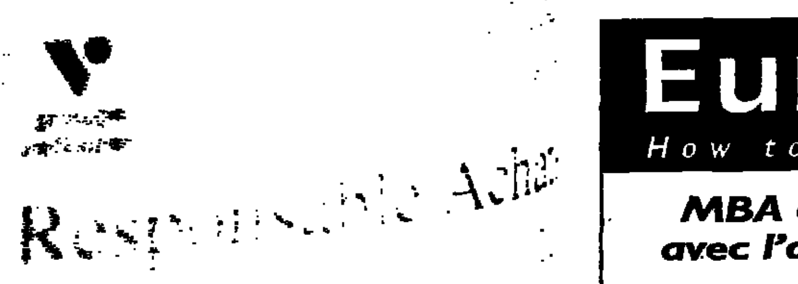
Sur la question, Pierre Boisard, chercheur au centre d'études de l'emploi, est, lui, franchement sceptique. *« L'idée d'une quantité de travail préexistant à sa répartition est une pure abstraction »*, écrit-il.

Sceptique, Daniel Mothé, syndicaliste et sociologue, l'est aussi, qui affirme qu'actuellement, chez les salariés, *« l'engouement pour la réduction du temps de travail se manifeste moins que l'engouement pour l'augmentation des revenus »*. D'autant que la croissance du temps libre, suivant qu'il est choisi ou subi, peut être un facteur supplémentaire de discrimination.

L'avenir est peut-être à la *« pluriactivité à tout âge »*, dit Xavier Gaullier, chercheur au CNRS. L'auteur y voit une solution au sous-emploi, mais aussi un facteur de désaliénation du travail.

Quant à Dominique Méda, elle rappelle que *« le travail n'est pas la seule manière pour les individus de s'épanouir »*. C'est à une réflexion sur la richesse sociale et les représentations sous-jacentes de la société qu'elle nous convie.

Qu'on le veuille ou non, le travail reste bien au cœur des interrogations que l'*Homo economicus* porte sur lui-même.



Informatique - Réseaux Télécommu

Réussir ensemble

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Airbus, Ariane, Spot, Rafale, Tigre, Mig... en Europe, mais aussi Bombardier, Boeing, Bell... en relevant en permanence de nouveaux défis technologiques et économiques, SEXTANT Avionique est devenu l'un des trois systémiers mondiaux, intégrateurs d'équipements, dans le domaine aéronautique. **Jeunes ingénieurs débutants** (option aéronautique, électronique, informatique...), nous vous proposons aujourd'hui un formidable challenge. Aux côtés des meilleurs experts et face aux plus grands compétiteurs internationaux, vous êtes au cœur des projets les plus ambitieux. Créatif, ouvert, tonique, votre force de proposition s'exprime sur tous les plans : technique, organisation, méthodes...

Progressivement, vous apprendrez à manager des équipes et deviendrez un acteur majeur de notre dynamique de progrès. A terme, vos résultats et notre rayonnement vous ouvrent des perspectives de carrière que peuvent accompagner des mobilités géographiques particulièrement intéressantes (Europe, Canada, Etats-Unis, Chine, Singapour...). Vous l'avez compris, au-delà de la qualité de votre diplôme et de l'indispensable maîtrise de l'anglais, votre personnalité fera la différence.

Nos postes sont à pourvoir en région parisienne à Vélizy-Villacoublay (réf. SXT2/VEL), en province à Valence (réf. SXT2/VAL), à Bordeaux (réf. SXT2/BDX), à Vendôme (réf. SXT2/VEN), à Châtellerault (réf. SXT2/CHA).



Des métiers de haut vol

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo), en précisant la réf. choisie sur l'enveloppe, à SEXTANT Avionique - Direction des Ressources Humaines - Aérodrome de Villacoublay - Zone Aéronautique Louis Bréguet - BP 206 - 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex. http://www.sextant-avionique.com

AMDP

Chef de Produit Senior

Terminaux et applications carte SIM

Nous sommes l'opérateur de téléphonie mobile du Groupe FRANCE TELECOM. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un Chef de Produit Senior.

Rattaché au Chef du Département, vous serez en charge des dossiers suivants :
- Définir et proposer les fonctionnalités et les évolutions du produit ;
- Elaborer et mettre en oeuvre une stratégie pour les lignes de terminaux co-brandés ;
- Assurer l'ensemble des actions permettant la définition, le développement et les lancements commerciaux des services cartes SIM et des terminaux.

Pour assurer cette fonction, vous justifiez d'une expérience minimum de 3 ans dans une fonction de Chef de Produit en environnement hi-tech et télécom. De même, vous avez démontré votre capacité à encadrer et à animer une équipe. Enfin, vous avez une bonne connaissance du marché du GSM et de ses acteurs.

Agé de 30 ans environ, de formation ingénieur, complétée idéalement par un 3ème cycle en marketing, vous avez démontré vos qualités d'analyste, votre rigueur et votre créativité à un poste marketing complet, dans le développement de produits et/ou services techniques.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence TAA354LM à notre conseil NICHOLSON INTERNATIONAL Search & Selection Consultants - 14, rue Pergolèse - 75116 PARIS. Fax : 01 45 00 03 20





Des prestations d'expertise pour la supervision des réseaux

Premier diffuseur européen de radio et de télévision, acteur majeur sur le marché des radiocommunications, TDF-SA, filiale de France Télécom, réalise avec ses 3 700 professionnels un CA de 4,2 milliards de francs en France et à l'étranger.

A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour faire évoluer les services de diffusion (images, son, données).

Nous recherchons pour le CETEC, notre Centre Technique de Saint-Quentin-en-Yvelines, le

Responsable du département supervision des réseaux et services d'infodiffusion

Au sein du service architecture et gestion des réseaux, vous assurerez le soutien technique et l'expertise système pour le développement et la mise en production de nouveaux systèmes ou produits dans le domaine de la supervision du réseau TDF ou des services d'infodiffusion.

Vous garantirez par vos prestations d'expertise, la compétence du CETEC pour le système de télégestion de TDF et les systèmes d'infodiffusion, notamment en pilotant la participation aux nouveaux projets.

Vous mènerez des activités de veille technologique dans ces domaines.

Vous participerez à l'élaboration de la politique de maintenance des systèmes mis en production. Vous assurerez la gestion des contrats de maintenance.

Pour ce poste, vous avez une formation d'ingénieur Télécom (type ENST Paris/Bretagne, INT ou Supelec). Après 5 années d'expérience dans le domaine des réseaux d'entreprise, notamment sur les couches applicatives de gestion, vous avez acquis des compétences en systèmes, techniques d'administration de réseaux, serveurs applicatifs, réseaux locaux et protocoles.

Votre première expérience du management, vos capacités d'encadrement d'équipe et d'animation de prestataires, votre curiosité pour les produits high tech, votre créativité vous permettront de réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + rémunération actuelle et souhaitée), en précisant la référence RDS, à Laurence Guillet, TDF, 21-27 rue Barbès, 92120 Montrouge Cedex, ou de la faxer au 01 49 65 18 73.

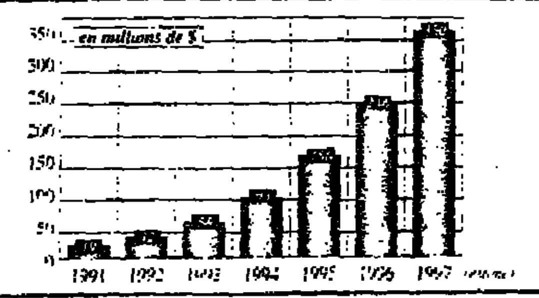
Guillaume Tell



L'ESPRIT DES ONDES



Cambridge Technology Partners (CTP) n'est semblable à aucune autre société de conseil.
Nous proposons à nos clients un service structuré de manière unique : le déploiement rapide des dernières solutions client-serveurs correspondant à leurs besoins dans un délai fixe et pour un coût prédéfini.
Notre culture fortement marquée par l'implication personnelle, le travail en équipe et le rejet de la bureaucratie nous apporte un réel avantage concurrentiel et nous a permis une progression fulgurante.



○ Fondée en 1991, CTP regroupe aujourd'hui 2200 collaborateurs dans plus de 30 bureaux répartis à travers le monde.

○ 236 millions de $ de résultat net sur l'année 1996.

Les bureaux européens existent depuis seulement trois ans mais justifient déjà de nombreuses références au sein de grandes entreprises multinationales.

L'étape suivante de cette progression est l'ouverture d'un nouveau bureau dès le troisième trimestre de cette année. Ce groupe devra rapidement gérer un volant de mission lui conférant son autonomie. Dans ce cadre, CTP recherche pour son futur bureau de Paris un Directeur de Division.
Retrouvez-nous sur Internet http://www.ctp.com

Directeur de Division

Paris — **package très attractif**

Votre principale responsabilité sera de créer le bureau de Paris puis d'en faire rapidement une entité autonome. Rapportant au Vice Président de la zone ouest, dont vous recevez tout le support opérationnel nécessaire, votre capacité à sécuriser des clients importants vous permet de rapidement créer votre propre zone d'influence, depuis laquelle sera pilotée l'ouverture d'autres bureaux en France.

Vous vous investissez dans le recrutement de l'équipe parisienne à mesure des besoins liés aux missions. Vous justifiez d'une expérience de la vente de projets d'envergure aux équipes dirigeantes de grands comptes. Par ailleurs vous présentez d'excellentes compétences de management et de gestion d'un P&L.

De formation supérieure, vous parlez un anglais courant. Votre capacité à communiquer et votre charisme sont autant d'atouts importants pour réussir dans ce poste.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à **Stéphane Lehideux, Michael Page Informatique,** 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou de **taper votre CV sur 3617 MPage** (Corniche 3,48F/Min) ou de vous connecter au **http://www.mpfrance.com** sous la référence SLX16679.

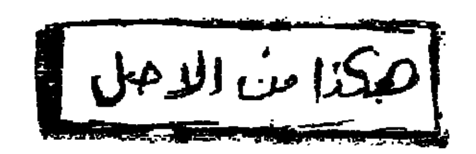
MP Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique

ions - Secte

JEUNES INGÉNIEURS

Une bon

60% de croissance par



Produit Senior

Telecom

Des prestations d'expertise pour la supervision des réseaux

Responsable du département ... des réseaux et services

ecteur de Division

JEUNES INGÉNIEURS DIPLÔMÉS

Bull

Une bonne carte pour votre avenir

60% de croissance par an !

La Division Personal Transaction Systems du Groupe Bull, **spécialiste mondial de la sécurisation des transactions,** initiatrice de la technologie CP8, a tous les arguments pour vous entraîner dans un parcours évolutif.

La Division intervient sur une gamme large de produits utilisant le microprocesseur : porte-monnaie électronique, paiement sécurisé sur Internet, carte santé...

Son niveau technologique et sa couverture internationale vous donnent une idée de l'envergure des projets sur lesquels vous travaillerez.

Le fait d'évoluer sur un secteur générateur de nouveautés oblige Personal Transaction Systems à maintenir son acuité et à attendre de vous de fortes capacités de réaction et d'innovation. Tous les moyens vous seront donnés pour en faire la preuve. Une gestion dynamique des carrières, grâce aux évolutions au sein de Personal Transaction Systems et aux possibilités de passerelles vers le Groupe, vous permettra de développer tous vos potentiels.

Avec Personal Transaction Systems, construisez un avenir sur de bonnes bases, et conservez toutes les passions qui vous animent.

JEUNES INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT

Vous réaliserez des spécifications pour des développements de *logiciels d'applications* cartes à puces dans le domaine des transactions sécuritaires. Ingénieur Grande Ecole Débutant, vous possédez des compétences dans les outils de développement sous WINDOWS et maîtrisez les langages C et C++.

Pour ces postes à forte possibilité d'évolution sur des postes orientés marketing ou support technique, tant en France qu'à l'étranger, nous recherchons avant tout des "créatifs", capables de proposer des idées innovantes. L'anglais courant est indispensable. **Réf. 601**

ARCHITECTES MACHINE VIRTUELLE JAVA™*

Vous concevrez et développerez la machine virtuelle JAVA, dédiée dans un premier temps aux applications du projet VISA. Dans ce cadre, vous définirez, avec l'appui des équipes simulation/modélisation, les architectures des cartes et terminaux supportant un système interprété JAVA, dans le respect des contraintes de sécurité, de performance et de coût. Vous vous assurerez de la bonne cohabitation avec les applications déjà existantes écrites en assembleur.

Spécialiste JAVA/Interpréteur, vous maîtrisez les systèmes temps réel et BIOS ainsi que la simulation/modélisation. Vous parlez anglais couramment. **Réf. 602**

INGÉNIEUR MARKETING JUNIOR

Dans une fonction Marketing, centrée sur l'offre, vous serez le point de rencontre entre les "produits", les forces de vente et l'organisation technique. Vous participerez à *la définition, à la construction et à la promotion de l'offre globale de la division,* à destination de segments de marchés particuliers, dans un environnement international.

De formation Ingénieur complétée par un 3e cycle en Marketing, vous parlez couramment l'anglais. **Réf. 603**

* JAVA™ est une marque SUN

www. cp8. bull. net

DIVISION
PERSONAL TRANSACTION SYSTEMS

Évidence

Adressez votre dossier (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à BULL Personal Transaction Systems, DRH, 68 route de Versailles, 78430 LOUVECIENNES

NEC

NEC, Second fabricant mondial de semi-conducteurs, renforce les équipes de sa filiale française en forte croissance

INGÉNIEUR DE CONCEPTION CARTE À PUCE

Au sein d'un nouveau centre européen d'application carte à puce, vous assurez le développement de produits destinés à notre gamme de composants pour carte à puce. Ingénieur électronicien, vous avez au moins 3 ans d'expérience en développement. Vous rejoindrez une nouvelle équipe appelée à connaître un fort développement dans le secteur prometteur des composants pour carte à puce. Réf. CCP

INGÉNIEUR DES VENTES DÉBUTANT

Rattaché à un chef des ventes, vous commercialisez auprès de nos clients grands comptes en France, constructeurs informatiques, Telecom et autres industries, l'ensemble de nos circuits intégrés : mémoires, microprocesseurs, circuits personnalisés. Ingénieur électronicien ayant de préférence une formation complémentaire en Marketing, vous souhaitez vous orienter vers la fonction commerciale. Réf. IU

INGÉNIEUR D'APPLICATION MICROCONTROLEUR

Vous assurez la promotion de nos produits microcontrôleur (de 4 à 32 bits) en assistant les ingénieurs commerciaux en avant vente auprès de nos clients dans le domaine de l'automobile. Vous êtes en charge du support technique pour les clients lors de la réalisation de leur projet.

Ingénieur électronicien ayant de préférence une première expérience, vous souhaitez vous orienter vers une activité où sont utilisées des compétences techniques et relationnelles pour participer au développement de la société. Réf. MICRO

CHEF DE PRODUIT CARTE A PUCE

Environ 30 ans, vous avez acquis une bonne connaissance de ce marché et du secteur des semi-conducteurs.

Vous élaborez la stratégie produit et la promotion *en Europe des ventes des* composants pour carte à puce. Vous travaillez en étroite collaboration avec le Japon, sous la responsabilité directe du Directeur du Centre d'Application. Vous avez de préférence une formation d'ingénieur. Réf. PME

INGÉNIEUR D'APPLICATION RÉSEAU (ATM)

Vous assurez la promotion de nos composants gestionnaires de réseaux (ex : ATM) en assistant les *ingénieurs commerciaux* en avant vente auprès des clients. Vous êtes en charge du support technique pour les clients lors de la réalisation de leur projet.

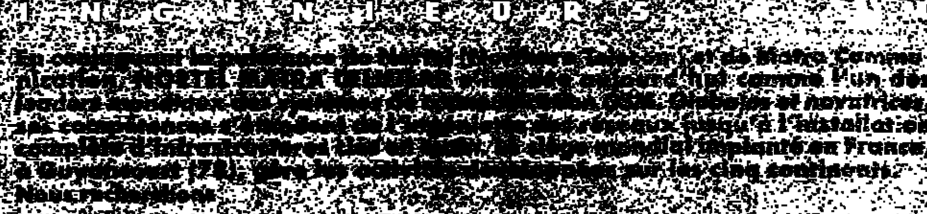
Ingénieur électronicien ayant environ 3 ans d'expérience dans le domaine des réseaux, vous souhaitez vous orienter vers une activité où sont utilisées des compétences techniques et relationnelles pour participer *au développement de la société.* Réf. ATM

Pour tous ces postes, l'anglais courant est impératif.

Ces postes sont basés à Velizy. Merci d'adresser lettre + CV en précisant la référence choisie à NEC Electronics, DRH, 9 rue Paul Dautier, 78142 Velizy-Villacoublay.

MEDIAPA

INGÉNIEURS





INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT QUALITÉ VOCALE

Responsable du développement et [illegible] de mesure de qualité de phonie, vous travaillez en relation avec les fabricants de mobiles. [illegible] votre expertise dans ce domaine et particulièrement auprès des clients. [illegible] pour ce poste, notamment : le développement des programmes de communication [illegible], l'évaluation des différentes métriques de distorsion de la voix, la conception [illegible]. Dans un second temps et après avoir acquis une bonne connaissance de [illegible] GSM pour la qualité de phonie, vous aurez à adapter l'outil aux nouvelles options [illegible].

Ingénieur informaticien, vous possédez 2 ans d'expérience en propagation radio. Vous maîtrisez le développement en C/C++ sous Windows en Visual C++ et [illegible] connaissance en traitement du signal, traitement de la parole. Anglais courant indispensable. *Réf. IQVM1*

INGÉNIEUR MARKETING SYSTEME ET PRODUITS

Au sein de l'activité Marketing et Opérations, vous êtes responsable de la promotion technique des solutions appropriées auprès des clients, en avant-vente ou en phase de réalisation des contrats.

Dans le cadre de vos missions, vous assurez :
- à partir de l'analyse des besoins clients, la définition et la proposition de l'identification des tendances et des solutions moyen terme pour l'orientation de la stratégie produit.
- la coordination des différents acteurs internes et/ou externes dans le cadre d'offres techniques complètes.
- le support technique des activités commerciales et contractuelles.

En relation avec les différents services internes, gestion de contrats et stratégie produit, vous êtes un acteur clé de la satisfaction client par la qualité de vos propositions, axées sur le développement des activités clients. Ingénieur Télécom, vous avez de solides connaissances système dans les réseaux fixes et mobiles et possédez 4 à 8 ans d'expérience dans les télécommunications (GSM, ISDN, IN networks...) et les services aux abonnés. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et possédez un excellent sens relationnel. *Réf. MSP/M1*

Pour ces postes basés à Guyancourt, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous la référence choisie, à Nortel Matra Cellular, DRH, Armelle Commelin, 1 place des Frères Montgolfier, 78042 Guyancourt Cedex.

NORTEL MATRA CELLULAR

MEDIAPA

هكذا من الاصل

L'Irlande, eldorado des multinationales américaines

DUBLIN
de notre envoyée spéciale

Eugene Peden, trente et un ans et une ambition débordante, n'avait aucunement l'intention de revenir travailler en Irlande. Il n'y voyait pas un avenir professionnel à sa mesure. En 1988, pas moins de 70 % des ingénieurs de sa promotion, à Belfast, avaient choisi l'exil, faute de travail sur place. Lui avait opté pour Motorola en Grande-Bretagne et entendait bien mettre à profit cette expérience japonaise pour grimper les échelons dans une multinationale implantée en Afrique du Sud, au Mexique, ou peut-être en Australie...

C'était compter sans le flux massif d'investissements internationaux sur les rivages de l'Irlande du Sud. Intel, Dell, Apple Computer, Microsoft, Oracle : la crème des fabricants de logiciels et d'ordinateurs a franchi l'Atlantique, entraînant dans son sillage un renouveau de l'industrie nationale. Aujourd'hui, non seulement Eugene Peden est revenu au pays, mais il travaille dans une entreprise irlandaise, près de Dublin. Directeur d'usine chez Top Tech, spécialisée dans le revêtement aluminium de surface plastique, il veut faire de sa société le numéro un européen. Pour cela, il a entrepris d'implanter les méthodes nippones de management, dans un pays où la main-d'œuvre n'était pas spécialement renommée pour sa discipline.

POPULATION ANGLOPHONE

Mais les clichés ont vécu. Le pays du trèfle qui vient de se doter d'une nouvelle majorité, a d'autres atouts à faire valoir que son saumon, sa Guiness et son whiskey. Il a su s'affranchir de la tutelle économique de la Grande-Bretagne pour séduire les investisseurs étrangers, au premier rang desquels les Américains. De 1960 à 1995, la part des exportations irlandaises en direction du Royaume-Uni est passée de 75 % à 25 %, tandis que celle vers l'Union européenne grimpait de 7 % à 47 %. L'Irlande est de cœur et d'intérêt pro-européenne. Mais qu'est-ce qui fait vibrer à ce point les investisseurs américains ?

Toutes les multinationales font valoir les mêmes avantages. Dans le désordre : une main-d'œuvre jeune et qualifiée dans les domaines des technologies de pointe ; des impôts sur les sociétés de seulement 10 % jusqu'à 2010 pour l'industrie manufacturière et certains services internationaux (2005 pour les services financiers au Centre international de services financiers de Dublin ainsi que dans la zone franche de Shannon) ; un accès rapide et sans taxes au marché européen et à ses 370 millions de consommateurs ; une infrastructure moderne en matière de télécommunications ; et, enfin, une population qui parle anglais. Le fort courant d'immigration irlandaise aux Etats-Unis constitue aussi une bonne carte de visite pour attirer les investissements. On ne compte pas moins de 20 millions de personnes d'origine irlandaise à travers le monde, soit plus de cinq fois la population du pays (3,6 millions d'habitants).

▼Migrations
En 1995, le taux de rendement après impôts des investissements en provenance des Etats-Unis a atteint 23 %, soit cinq fois plus qu'ailleurs en Europe

« Il existe une sympathie très forte avec les Américains, explique Frances Ruane, professeur d'économie au Trinity College de Dublin. *Les Irlandais sont beaucoup moins formels que les Britanniques. On ne retrouve pas cette affinité avec les Japonais qui sont beaucoup moins nombreux ici.* » L'Irlande accueille près du tiers des créations d'entreprises américaines en Europe. Sur près de 1 200 sociétés étrangères, 484 sont américaines, 193 britanniques, 162 allemandes, 56 néerlandaises, 52 japonaises et 43 françaises. Présentes dans l'industrie manufacturière (électronique, logiciels, pharmacie, équipements médicaux...) et les services internationaux comme le télémarketing, elles emploient plus de 115 000 personnes (dont plus de la moitié pour les entreprises américaines), soit autant que les entreprises nationales dans les mêmes secteurs !

Intel, fabricant américain de puces informatiques, est la deuxième entreprise irlandaise par son chiffre d'affaires (plus de 20 milliards de francs en 1996) après l'autochtone Smurfit. A la fin des années 80, la multinationale craignait que le grand marché européen ne se construise derrière un rempart tarifaire qui en limite l'accès. Décision a donc été prise de s'implanter en Europe. *« Sur une liste initiale de seize pays, quatre présentaient au final des avantages financiers comparables, sous une forme ou sous une autre : l'Ecosse, les Pays-Bas, l'Autriche et l'Irlande*, se souvient Bill Riley, directeur des affaires publiques. *Le facteur décisif a été la disponibilité des ingénieurs. Il faut rappeler qu'à l'époque l'Irlande exportait pas loin de 50 % d'entre eux au sortir de l'université.* »

Pour attirer les investisseurs étrangers, l'Irlande dispose d'une agence gouvernementale d'une redoutable efficacité, l'IDA (Industrial Development Agency of Ireland). Elles les cajole, leur fait visiter d'autres multinationales sur place pour emporter leur décision, accorde des subventions d'équipements, qui peuvent atteindre 60 % à 45 % des investissements, et pour les sociétés peu consommatrices d'équipements, des subventions pour chaque emploi créé.

Intel a même été assisté dans son recrutement. L'IDA a répertorié quelque 200 ingénieurs irlandais de par le monde (dans la Silicon Valley, chez Philips aux Pays-Bas, chez Siemens en Allemagne...). Cinquante sont revenus pour assurer le démarrage des opérations. Pour chaque emploi créé, l'industriel a reçu une subvention de l'ordre de 250 000 francs, soit environ 1 milliard de francs pour l'effectif de 3 700 personnes. Aujourd'hui, l'usine Fab 10 de Leixlip près de Dublin fabrique des microprocesseurs Pentium et tourne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trois cent soixante et un jours par an. Et les Américains ont passé les rênes de l'établissement aux Irlandais.

Bien que les craintes d'une Europe protectionniste se soient évanouies, Intel a entrepris de construire sa prochaine usine Fab 14 à côté de Fab 10, pour des questions de rentabilité. En 1995, le taux de rendement après impôts des capitaux investis en Irlande par les sociétés américaines a atteint 23 %, soit cinq fois plus que ce qu'elles réalisent en moyenne ailleurs en Europe, selon l'OCDE. Avec Fab 14 qui produira la prochaine génération de microprocesseurs, Intel aura investi 2,5 milliards de dollars, soit 14,5 milliards de francs. Les effectifs devraient atteindre 4 000 personnes au début de 1998. Sans compter les emplois indirects. *« Notre présence a attiré d'autres sociétés étrangères, fournisseurs ou sous-traitants, et contribué à l'essor de sociétés locales »*, affirme Bill Riley. Ce ne fut pas toujours le cas. La première vague d'entreprises étrangères jusqu'au début des années 80 n'a eu que peu d'effets sur le développement local. Puis les investissements ont gagné en qualité et en contenu technologique. On est passé, par exemple, de l'assemblage électronique au développement de logiciels.

Le CNPF irlandais (IBEC) considère que chaque emploi créé par une multinationale en génère un autre localement. Des projections excessives, tempère Frances Ruane, qui préfère couper la poire en deux. Selon une étude réalisée par la Fédération patronale de la chimie et de la pharmacie, ce secteur a dépensé environ 9 milliards de francs en 1995 pour ses fournisseurs dont 44 % localement. Ces dépenses concernent des services peu qualifiés comme le nettoyage, mais aussi le packaging ou la chimie fine.

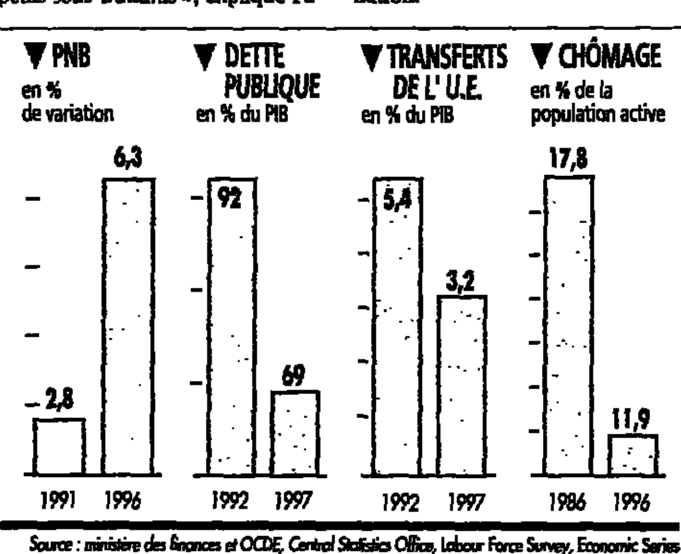
Cet approvisionnement local s'est accentué ces trois dernières années, alors que l'économie irlandaise tournait à plein régime. Depuis 1985, le gouvernement a lancé un programme pour inciter les multinationales à se fournir auprès des entreprises irlandaises. *« Nous cherchons à encourager les PME à travailler ensemble car les multinationales souhaitent avoir un seul interlocuteur et pas des myriades de petits sous-traitants »*, explique Patricia McLister, responsable de ce programme.

Il n'empêche, tous les petits patrons ne voient pas que des avantages à l'afflux des multinationales. Certes, elles ont créé des débouchés, mais elles ont aussi accaparé les compétences et poussé les salaires à la hausse.

« Nous souffrons d'une pénurie de personnel qualifié, regrette Franck Mulcahy, directeur de l'ISME, la confédération irlandaise des PME. *J'ai fait réaliser récemment une enquête auprès de 300 de nos adhérents sur leurs postes vacants. Plus de 30 % d'entre eux ne trouvent pas de personnel qualifié. Les multinationales débauchent nos meilleurs ingénieurs et créent une économie à deux vitesses. La rentabilité de nos PME est en baisse et le gouvernement ne fait rien pour aider les entrepreneurs irlandais.* »

PÉNURIE DE PERSONNEL QUALIFIÉ

Franck Mulcahy attribue la cause de tous ces maux aux dépenses publiques, à l'origine d'impôts trop élevés. Il est vrai que jusqu'aux années 80, les entreprises irlandaises non exportatrices ne profitaient pas d'impôts sur les bénéfices aussi avantageux que les multinationales. Mais l'accession de l'Irlande à la Communauté européenne a mis fin à cette discrimination.



Source : ministère des finances et OCDE, Central Statistics Office, Labour Force Survey, Economic Series

Certes, les résultats de l'économie irlandaise sont excellents. Selon l'OCDE, la croissance a culminé en 1995 avec une progression de l'ordre de 10 % du PIB et de 7 % en 1996 (7,5 % en 1995, 6,3 % en 1996 pour le PNB) reflète davantage la progression du revenu national réel. L'inflation reste faible, grâce à un accord tripartite (patronat, syndicats, gouvernement) reconduit tous les trois ans depuis 1987. A l'horizon 2002, le PNB par habitant atteindrait 95 % du niveau moyen dans l'UE, contre 75 % en 1994, selon les prévisions de l'OCDE. Le déficit budgétaire n'atteignait pas 1 % en 1996. Le chômage devrait continuer à baisser (11,9 % en 1996 contre 15 % trois ans plus tôt). Toutefois, la dette avoisine les 73 % du PIB et les transferts de Bruxelles oscillaient entre 5,4 % et 3,4 % du PIB ces cinq dernières années...

Victime de son succès l'Irlande ? Aujourd'hui l'économie bat son plein et la pénurie de main-d'œuvre très qualifiée pourrait bien créer une poussée inflationniste sur les coûts. *« Les différences de salaires avec la France s'atténuent nettement*, explique Denis Poudret directeur des usines des Laboratoires Servier, non loin de Dublin. *Pour les personnels très qualifiés, ingénieurs-chimistes ou pharmaciens, nous sommes quasiment au même niveau que dans nos usines françaises.* » Les diplômés de l'université ne connaissent quasiment pas le chômage (4 %).

Face à cette pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les flux migratoires pourraient continuer à jouer un rôle de soupape, mais cette fois-ci dans l'autre sens. Alors que les Irlandais émigraient en masse quand le pays n'arrivait pas à nourrir ses enfants, ils commencent à revenir au pays. Le solde migratoire entre 1991 et 1996 était positif de 3 200. La rapide convergence des niveaux de vie entre l'Irlande et les autres pays de l'OCDE, en particulier le Royaume-Uni, a contribué à leur retour, souligne l'OCDE. Elle pourra peut-être endiguer la « fuite des cerveaux » dont continue à souffrir l'Irlande.

Martine Laronche

L'Etat fait éclore les entreprises innovantes autour de Shannon

LIMERICK
de notre envoyée spéciale

Le parc technologique de Limerick, dans le sud-ouest de l'Irlande, n'a rien d'une zone industrielle. On se croirait plutôt sur un campus américain ou dans un club de vacances. Ceint au nord, à l'est et à l'ouest par trois rivières, Shannon, Mulclair River et Grudy River, il abrite, en pleine verdure, des entreprises de haute technologie, une université de renom et le Centre de l'innovation, une sorte de couveuse pour PME irlandaises. Mais pas n'importe lesquelles : elles doivent exporter et être très innovantes dans des secteurs de haute technologie. Une fois dans les lieux, le jeune chef d'entreprise dispose d'un soutien de tous les instants.

Ann Slattery, responsable de projets, épaule les jeunes entrepreneurs. Elle les aide à trouver l'expertise et les finances dont ils ont besoin. Avant de les pousser à voler de leurs propres ailes. *« Le plus souvent, il s'agit de personnes qui ont une expérience à l'étranger et veulent revenir au pays créer leur propre société »*, explique-t-elle.

Actuellement une vingtaine de PME sont en gestation au centre. Elles y restent en moyenne cinq ans, deux fois trop longtemps par rapport aux prévisions initiales. Leur taux de survie est bon, environ 60 % à 70 %. Le Centre n'hésite pas à susciter des vocations et organise des conférences au Japon ou encore au Etats-Unis pour convaincre les jeunes Irlandais que leur avenir est aussi chez eux. Il dispose également d'un bureau au sein de l'université de Limerick pour encourager les étudiants à monter leur propre entreprise, organise des cours du soir pour les aspirants entrepreneurs, et aide les entreprises à haut potentiel de la région à developper des joint-ventures.

Shannon Development, l'agence gouvernementale de développement régional pour le Sud-Ouest, a créé cet établissement en 1980 avec l'aide de l'université de Limerick. Autour du Centre de l'innovation, le parc technologique accueille des sociétés de très haute technologie qui n'hésitent pas à payer un loyer élevé pour avoir à proximité les laboratoires de recherche de l'Université. *« Nous disposons d'une valeur ajoutée qui n'a pas de prix : la matière grise »*, explique Dermot Mc Neill, responsable du parc technologique. Doté d'un budget de fonctionnement de 400 000 dollars, le parc est subventionné à hauteur de 50 % par l'Union européenne pour certains équipements.

A la fin des années 50, Limerick et ses environs étaient promis à un déclin quasi certain. Les nouveaux avions à réaction n'ayant plus besoin de faire escale à l'aéroport international de Shannon, la région risquait de se trouver rapidement à court de ressources. Pour éviter le désastre, le gouvernement a créé une situation d'exception dans la région avec une zone libre de droit de douane pour les sociétés exportatrices.

SUBSIDES DE BRUXELLES

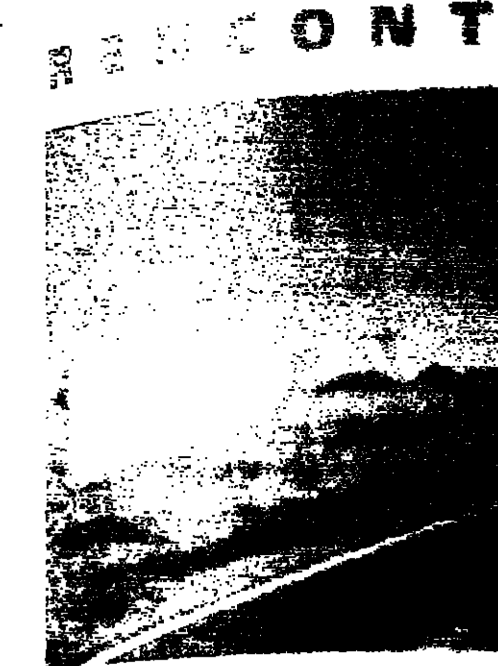
Depuis, les règles du jeu ont changé : les entreprises manufacturières et, fait unique en Irlande, l'intégralité des services internationaux bénéficient d'un taux d'imposition de 10 %, au lieu de 36 % pour les autres secteurs. Y compris les services financiers internationaux, ce qui n'est le cas ailleurs que dans le Centre international de services financiers de Dublin. Au total, 120 entreprises, pour la plupart étrangères, se sont installées dans cette zone. Parmi elles, des géants, comme Guinness Peat Aviation.

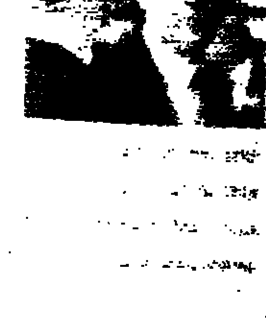
A partir de 1978, Shannon Development a élargi ses compétences à l'ensemble des PME locales, puis dix ans plus tard au tourisme. Publicités, séminaires, sessions de formation, subventions à la recherche et au développement, financement des études de faisabilité, incitent les Irlandais à créer leur PME. Une fois lancées, les sociétés font l'objet d'une sollicitude sans relâche avec, là encore, des programmes pour aider les dirigeants à renforcer leurs compétences, à travailler pour les multinationales en se regroupant. *« Nous demandons aux chefs d'entreprise : quelles sont les faiblesses de votre société ? La recherche et développement ? Le financement ? Qu'à cela ne tienne, nous cherchons une réponse appropriée pour chaque situation »*, explique Michael Leydon, responsable de la division industrielle de Shannon Development.

Cette politique de développement local – très interventionniste – a permis, ces dernières années, d'avoir un taux de croissance de l'industrie locale six fois plus élevé dans cette région de Shannon qui compte 400 000 âmes que dans le reste du pays. Ce succès doit, certes, beaucoup à la politique régionale, mais aussi aux subsides de Bruxelles. Sur les 40 millions de punts (de l'ordre de 350 millions de francs) investis l'an dernier par Shannon Development, l'essentiel provenait de l'Union européenne.

Cependant, en dépit de la proximité de l'université de Limerick, grosse pourvoyeuse d'ingénieurs, les entreprises souffrent, comme à Dublin, d'une pénurie de « cerveaux ». L'exemple de Tellabs, une entreprise américaine spécialisée dans les télécommunications, est révélateur. Elle sponsorise les étudiants de troisième cycle qui poursuivent des recherches susceptibles de l'intéresser – dans l'espoir, bien évidemment, de les embaucher une fois diplômés – et, tous les ans, à la même époque, des représentants de l'entreprise font la tournée des universités pour recruter. Comme cela ne suffit pas, l'industriel fait de la publicité à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne, pour encourager les ingénieurs à revenir. Et, depuis peu, il accorde une prime de 27 000 francs à ses ingénieurs étrangers s'ils arrivent à débaucher un collègue !

M. L.

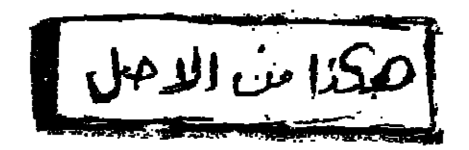







méricaines

reprises innovantes



RENCONTRES POUR LE XXIe SIÈCLE



1 L'aventure de la mondialisation

POUR RÉUSSIR LE XXIe SIÈCLE, le Groupe Lagardère n'engage pas seulement le débat. En 1997, il va recruter mille jeunes diplômés. Deuxième volet de cet engagement : une série de rencontres, sur plusieurs campus de France, entre les dirigeants du Groupe et une nouvelle génération à l'orée de sa vie professionnelle. Des échanges qui ont déjà fait émerger quatre grands thèmes, quatre aventures à vivre par les jeunes diplômés, déterminantes pour leur réussite professionnelle. Et pour l'évolution de notre entreprise. Première aventure, la mondialisation. Un défi que les équipes de Matra et d'Hachette relèvent à leur façon : stratégie d'alliances, approche multiculturelle respectueuse des identités locales.

■ ETUDIANTE EN SCIENCES ECO, TOULOUSE. **Trouver un job quand on débute, c'est déjà compliqué. Si, en plus, *on recherche l'intérêt dans son travail, ça devient* un véritable casse-tête. Un jeune diplômé peut-il s'épanouir dans votre groupe et comment ?**

JEAN-LUC LAGARDÈRE, PRÉSIDENT DU GROUPE LAGARDÈRE. Votre question reflète à la fois une inquiétude et une exigence. C'est légitime et très intéressant. Les jeunes de ma génération avaient le choix entre une dizaine de propositions à l'issue de leurs études. C'est très dur, croyez-moi, de savoir que vous attendez six mois, voire deux ans, avant d'intégrer à part entière une entreprise. Le monde et, singulièrement, l'économie mondiale, connaissent des bouleversements fondamentaux. La France, qui était l'un des pays les plus structurés et conservateurs, est aussi l'un de ceux qui souffrent le plus de cette transformation. Mais nous allons y arriver et vous pouvez beaucoup pour vous-même, *plus que n'importe quel ancien.*



S'agissant de votre exigence d'épanouissement, je vous répondrai ceci : parmi tout ce que notre Groupe peut vous apporter, *il y a l'opportunité de vivre, aux* avant-postes, en tant qu'acteur de premier plan, des aventures cruciales pour le prochain siècle. La première de ces aventures s'appelle *mondialisation*. Nos métiers, liés à la communication et aux très hautes technologies, figurent parmi les principaux concernés par la planétarisation des marchés. L'émergence du «village mondial» peut inquiéter ou exalter mais elle est inéluctable. C'est une lame de fond. Et, face à une vague, il n'existe que trois comportements possibles : se laisser submerger, faire la planche — un immobilisme qui *peut se révéler fatal — ou bien surfer. C'est-à-dire transformer* la déferlante en force motrice. C'est notre choix.

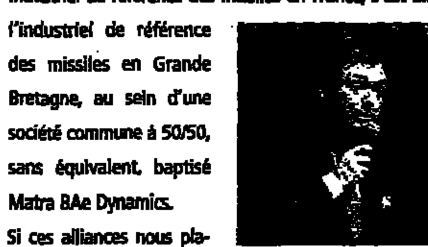
1000
recrutements de jeunes diplômés en CDI premier emploi dès cette année.
Ingénieurs, scientifiques, littéraires, commerciaux, gestionnaires, financiers ; l'avenir ne se fera pas sans talents nouveaux.

■ *ETUDIANT EN INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMS, LYON.* **Qui dit mondialisation, dit nécessité d'atteindre une taille critique. Comment le Groupe Lagardère relève-t-il ce défi ?**

ARNAUD LAGARDÈRE, PDG DE GROLIER. En ne cédant pas à l'obsession du «Big is beautiful». Les dinosaures étaient gros, ils ont disparu. Nous préférons une stratégie d'alliances, avec des partenaires aux savoir-faire et aux stratégies convergentes. Ici encore, un piège à éviter : les alliances de coffre-fort, strictement financières ou opportunistes… Nous cherchons des mariages de sensibilités, de cultures. Nous procédons par affinité de métiers et de *méthodes.*



NOËL FORGEARD, PDG DE MATRA HAUTES TECHNOLOGIES. Un exemple. La construction d'un véritable pôle européen de défense constitue *l'un des défis politiques et industriels* majeurs que nous devons relever. C'est pourquoi Matra, industriel de référence des missiles en France, s'est allié à l'industriel de référence des missiles en Grande Bretagne, au sein d'une société commune à 50/50, sans équivalent, baptisé Matra BAe Dynamics.

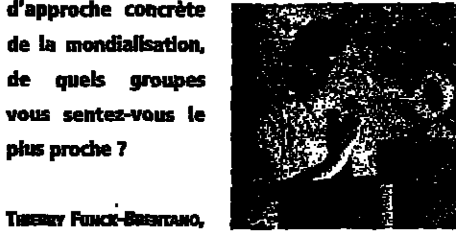


Si ces alliances nous placent en posture avantageuse pour gagner le pari de la mondialisation, c'est aussi parce qu'elles nous donnent un coup de fouet culturel. Il y a vingt ans, l'ingénieur «matracien» était déjà brillant, mais très «bureau d'étude». Avec un partenaire comme Marconi dans Matra Marconi Space, l'une des entreprises les mieux gérées de la planète, nous avons beaucoup appris en matière de compétitivité compte tenu des contraintes du marché.

ARMAND CARLIER, PDG DE MATRA MARCONI SPACE. *Fabricant de référence, Matra l'est aussi dans le domaine* spatial. Le premier satellite français a été lancé en 1965 : nous en étions le responsable. Pour acquérir une dimension comparable à celle des géants américains, nous avons *constitué la société Matra Marconi Space. Ici encore, avec* des Britanniques. MMS a déjà réussi une première mondiale : vendre un satellite non-américain au client mondial de référence, Intelsat, organisation basée à Washington. Nous avons également conclu un partenariat pour les activités spatiales avec l'Allemand Daimler-Benz. La *nouvelle* entité va s'appeler MMDS et occupe déjà le troisième rang mondial. C'est dire qu'elle possède la taille critique pour investir et créer de nouvelles technologies.

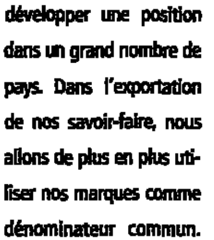


■ JEUNE DIPLÔMÉE SUP DE CO, RENNES. **En matière d'approche concrète de la mondialisation, de quels groupes vous sentez-vous le plus proche ?**



THIERRY FUNCK-BRENTANO, DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION ET DES RESSOURCES HUMAINES. *Nous savons en tout cas de qui nous sommes* loin… Je pense à des entreprises comme Mac Donald's ou Coca Cola. Leur marketing de standardisation planétaire est extrêmement efficace. Mais nous avons une philosophie multiculturelle de la mondialisation. Globale, parce que planétaire — trouver des produits séduisants dans le monde entier — et locale, parce que nous voulons tenir compte de la spécificité des marchés et des cultures : "Think global, act local".

JACQUES LEHN, DG COMMUNICATION / MÉDIAS. Hachette n'est pas par hasard le premier éditeur de presse magazine dans le monde. Voyez le mensuel *Elle* et ses versions dans 29 pays. C'est mieux qu'un titre : une marque. Au Japon, par exemple, ce qui marche le mieux dans la marque *Elle*, ce *n'est pas le magazine mais la ligne de vêtements.* Avec des marques fortes, avec un merchandising conquérant, on peut développer une position dans un grand nombre de pays. Dans l'exportation de nos savoir-faire, nous allons de plus en plus utiliser nos marques comme dénominateur commun.





Nous ajusterons le même contenu sous des formes variées et sur des supports pluriels : livre, film, CD Rom … Lorsque Hachette exporte notre savoir-faire dans le monde entier, nous misons sur une symbiose : l'identité de notre marque-drapeau, sa maquette ou sa couleur d'antenne, sa vision du *monde et une équipe locale, un pays, une concurrence, une* culture. En Russie, par exemple, nous avons 70 stations de radio. Mais les deux satellites qui les relient sont russes, les équipes qui les font vivre aussi. *Et elles fabriquent des programmes avec la méthode que nous leur avons enseignée.*

■ ETUDIANT INSEP, TOULOUSE. **La mondialisation ne se fait-elle pas au détriment de l'identité française ?**

JEAN-LUC LAGARDÈRE. Nous sommes un groupe international mais nous sommes français. Nous sommes européens, leaders européens. Pourquoi ? Parce que nous voulons que la France reste un leader dans le monde au XXIe siècle. Si les Français comptaient seulement par le pourcentage de leur population, ils représenteraient 1 % de la planète. Nous valons beaucoup plus. Et c'est avec l'Europe, plus riche en matière grise et en culture que les Etats-Unis que nous pourrons tenir notre rang dans le leadership mondial.

Tout au long du mois de juin, retrouvez dans Le Monde les *aventures pour réussir* le XXIe siècle : 1 - La mondialisation, 2 - L'innovation technologique, 3 - La personnalisation des services, 4 - Le management des hommes.





Web : http://www.lagardere.fr

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	Etats-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
***Production industrielle* (en %)**	avr.	avr.	avr.	mars	fév.	avr.	fév.
Dernier mois connu	-0,2	-0,4	-2,2	+0,4	+4,5	+0,6	+0,4
Cumul sur 12 mois	+4,6	+4,9	+2	+3,5	+0,5	+2,3	+3,9
Taux de chômage (en %)	mai	avr.	avr.	avr.	janv.	mai	mai
Dernier mois connu	4,8	3,3	11,2	12,8	12,4	5,8	9,5
Un an avant	5,5	3,4	10,2	12,3	12,2	7,7	9,4
Indice des prix (en %)	avr.	avr.	mai	avr.	mai	avr.	avr.
Dernier mois connu	+0,1	+2	+0,4	0	+0,3	+0,6	0
Sur 12 mois	+2,3	+1,9	+1,6	+0,9	+1,6	+2,5	+1,7
Solde commercial (en milliards)	mars	avr.	mars	mars	mars	mars	mars
Dernier mois connu (monnaies nationales)	-12,6	+832,1	+12,5	+9,8	+4 433,2	-0,7	+3,1
Cumul sur 12 mois (monnaies nationales)	-174,3	+6 984,3	+106,1	+105,8	+68 404,9	-10,6	+34,7
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-174,3	+61,3	+68,3	+20	+44	-16,7	+25,4
***Croissance du PIB* (en %)**	1er tr. 97	4e tr. 96	1er tr. 97	1er tr. 97	1er tr. 97	1er tr. 97	1er tr. 97
Dernier trimestre connu (rythme annuel)	+5,8	+3,9	+1,8	+0,8	-1,7	+3,8	+3,4
Sur 12 mois	+4,1	+3,1	+2,8	+1	-0,5	+3	+2,8
Solde des paiements courants en % du PIB							
1996 (estimations OCDE)	-2,1	+1,4	-0,7	+1,3	+3,5	-0,1	0
Déficit public en % du PIB							
1997 (prévisions OCDE)	-1,8	-2,6	-3,4	-3,2	-3,7	-3,7	-1,5
1996 (estimations OCDE)	-1,6	-4,1	-4,1	-4,1	-6,7	-4,8	-2,7
Dette publique en % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3	55,1	124,4	56,1	100,5

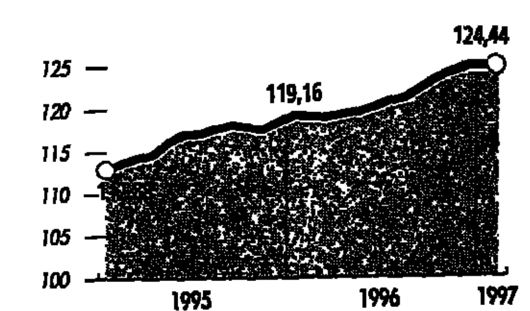
LES IMPORTATIONS DES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE ONT PEU PROGRESSÉ DEPUIS LE DÉBUT DE 1997

Après une phase d'accélération au second semestre de 1996, la croissance des importations des principaux pays de l'Union européenne est restée modérée au cours des premiers mois de 1997. Sur le bimestre janvier-février, leur progression en volume, en glissement annuel, avoisine 3,7 %, alors qu'elle atteignait 6,5 % en décembre 1996.

Ce plafonnement des importations début 1997 est commun à la plupart des pays de l'Union. Il concerne aussi le Royaume-Uni, dont les achats avaient pourtant été extrêmement dynamiques fin 1996. Ces évolutions témoignent d'une demande intérieure hésitante en Europe, la reprise européenne restant tirée jusqu'ici par les exportations. Celles-ci bénéficient en effet d'une demande bien orientée chez certains partenaires extra européens, notamment les Etats-Unis. De plus, l'appréciation du dollar contribue à rendre les produits européens plus compétitifs.

En collaboration avec le COE de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.





Source : OCDE

À RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs courants)	SMIC horaire (en francs)	Population active	Nombre de chômeurs
7 675	37,91	25 590 000	3 081 100

Souplesse américaine et rigidités européennes

▼Politique monétaire
La Réserve fédérale n'a pas monté ses taux en mai, prenant acte du lien désormais plus lâche entre inflation et tensions sur le marché du travail

Comme souvent depuis le début des années 90, l'actualité monétaire et financière des dernières semaines a été marquée par un contraste criant entre la grande souplesse avec laquelle la Réserve fédérale américaine mène sa politique, et les rigidités dont sont prisonnières les autorités financières européennes.

Côté américain, la pause marquée par la Réserve fédérale (Fed) dans la « *frappe préventive* » engagée en mars dernier a été quelque peu surprenante. Alan Greenspan, son président, n'avait-il pas pris la peine, en février, d'expliquer pourquoi la vigoureuse croissance de la demande intérieure et le degré de tension atteint sur le marché du travail exigeaient une politique monétaire plus restrictive ? Or si, depuis la hausse de mars, un ralentissement s'est bien esquissé, il marque plus une pause après la très forte croissance du premier trimestre – près de 6 % en rythme annuel – qu'il n'annonce une décélération durable. Quant au marché du travail, il n'a, depuis mars, cessé de se tendre encore : en deux mois, le taux de chômage est tombé de 5,2 % à 4,8 %.

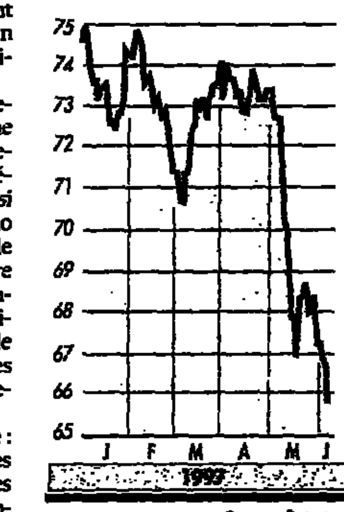
Pourquoi alors la Fed s'est-elle abstenue de monter à nouveau ses taux le 20 mai dernier ? L'expliquer seulement par la finesse avec laquelle Alan Greenspan gère ses rapports avec le Congrès est insuffisant. Le constat d'un lien plus lâche entre inflation et tensions sur le marché du travail crée une incertitude sur l'urgence qu'il y a pour la Réserve fédérale à agir. En ne montant pas ses taux en mai, cette dernière a pris en compte cette incertitude.

Pour le Japon, la déclaration d'Alan Greenspan, laissant entendre que la Fed allait « *passer son tour* », a créé un environnement extrêmement favorable au coup d'arrêt à la hausse du dollar voulue par Tokyo. Par des déclarations explicites, doublées d'interventions sur les marchés des changes, les autorités japonaises ont, en quelques heures seulement, ramené le dollar sous la barre des 120 yens, alors que la devise américaine semblait devoir irrésistiblement aller vers les 130 yens. Elles ont ainsi signifié leur volonté de faire respecter les indications données par le G7 en avril. Dans la mesure où, par ailleurs, la conjoncture japonaise semble supporter, sans trop de dommages, les mesures visant à rééquilibrer le gouffre budgétaire, le moment d'une normalisation du niveau des taux courts japonais semble s'être rapproché. D'où une hausse des taux longs qui contribue à créer les conditions d'une stabilisation du dollar face au yen.

Par ricochet, la hausse du dollar face au deutschemark a été, elle aussi, enrayée. Du moins jusqu'à une péripétie inattendue, bien faite pour illustrer les blocages européens, et qui est venue récemment affaiblir le mark : l'opération « *Goldschatz* » du ministre des finances allemand.

Le jour où l'on a appris que l'Allemagne menaçait de dépasser d'une vingtaine de milliards de deutschemarks, l'objectif de déficit budgétaire fixé pour 1997 – rendant ainsi impossible un strict respect du ratio de 3 % pris pour référence par le traité de Maastricht –, le ministre des finances, Theo Waigel, a annoncé le dépôt d'un projet de loi destiné à permettre à la Bundesbank de verser à l'Etat allemand quelques dizaines de milliards de deutschemarks sur trois ans.

L'économie du projet est simple : en revalorisant, dès cette année, les réserves d'or et de devises détenues par la Banque centrale, on fait apparaître des plus-values latentes qui viennent gonfler ses profits. En versant ensuite une partie de ces sommes au fonds chargé d'éteindre les dettes héritées, notamment, de la réunification allemande, on en accélère l'amortissement. La dette publique allemande, premier indicateur relatif à l'état des finances publiques retenu par le traité de Maastricht, s'en trouve du coup diminuée.



Source : Datastream

Mais dans la mesure où ce fonds fait partie des administrations publiques, le montant du déficit public, au sens de Maastricht, se trouve également réduit, chaque année, du montant de ces versements ; même si à aucun moment ces sommes ne doivent venir, comme le jure Theo Waigel, financer le budget du gouvernement.

L'intérêt immédiat de l'opération n'est pas seulement de faciliter la satisfaction par l'Allemagne des critères de Maastricht en 1997, il est aussi, sinon surtout, de créer une marge de manœuvre budgétaire pour 1998 et 1999.

Comment, sinon, la coalition au pouvoir pourrait-elle, à la veille d'une échéance politique difficile, proposer les baisses d'impôts promises depuis longtemps, sans compromettre les engagements du pacte de stabilité ?

L'opération a déclenché une violente polémique. Si Theo Waigel y survit politiquement, il peut, au mieux, espérer trouver un peu d'oxygène pour son budget de l'an prochain. Mais le problème de la réduction de l'impasse budgétaire de 1997 reste, lui, entier. Et les conséquences de la manœuvre ratée ne sont pas minces. Elles donnent, en effet, la démonstration que la rigueur allemande n'est pas aussi exemplaire que l'on se plaît à dire outre-Rhin. A lui seul, ce constat a conduit à une hausse des taux allemands et à un affaiblissement du deutschemark. Ceci confirme le danger qu'il y a à définir un déficit public par un chiffre fixé une fois pour toutes, et non par rapport à une conjoncture donnée.

En outre, la tentative avortée du gouvernement allemand, jointe au changement du gouvernement en France, augmente la probabilité de voir l'Italie entrer dans l'euro dès 1999. Le passé inflationniste de ce pays reste aujourd'hui nettement plus lourd que celui de l'ensemble des pays du noyau dur : son entrée, dès le premier tour, impliquerait certainement des taux d'intérêt à long terme nettement plus élevés sur l'euro. Le risque de voir l'Allemagne préférer un report à une telle éventualité s'est donc lui aussi considérablement accru... En seulement quelques semaines, les autorités monétaires et financières européennes se sont ainsi trouvées prises dans l'oeil du cyclone. Elles ne pourront y rester très longtemps.

Anton Brender
Economiste (CPR)

Philippines : étoile montante ou étoile filante ?

▼Asie du Sud-Est
Epargne insuffisante et faibles recettes fiscales restent les principaux problèmes de Manille

Dans un éditorial au vitriol, publié le 4 juillet 1996 (jour anniversaire de l'indépendance des Philippines), la *Far Eastern Economic Review* de Hongkong écrivait : « *La corruption résulte généralement de la volonté d'un gouvernement autoritaire de s'ingérer dans les affaires de tout un chacun. Si soixante-cinq millions d'Indiens, soixante-cinq millions de Chinois ou soixante-cinq millions d'Américains vivaient sous le gouvernement et l'économie qui sont ceux que connaissent soixante-cinq millions de Philippins, vous auriez très certainement autant de corruption qu'il y en a actuellement aux Philippines. La corruption est inhérente à un système, pas à un peuple.* » Aussi sévère que ce constat puisse paraître, il n'enlève rien aux réformes entreprises, depuis 1992, par l'administration Ramos pour sortir l'archipel philippin du marasme où l'avaient plongé vingt ans de dictature Marcos et six ans d'anarchie Aquino.

A l'heure du bilan (le mandat du général Ramos s'achèvera en mai 1998), le retour des Philippines dans un cycle de croissance (+ 5,5 % pour le PIB en 1996) et l'éclatement des monopoles hérités de la période Marcos ne suffisent pas à contenter la communauté d'affaires internationale. L'archipel s'émancipera, le 24 juin, du dernier plan triennal conclu avec le FMI et, compte tenu des dérapages du passé, certains se demandent si la future administration gérera les affaires avec la rigueur qui vaut à l'équipe de Fidel Ramos un satisfecit appuyé de l'institution internationale.

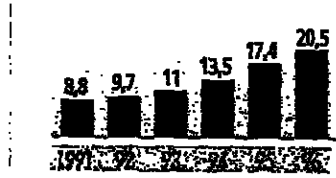
Manille se heurte toujours à deux difficultés majeures : une mobilisation de l'épargne insuffisante et un système fiscal dissuasif pour la bonne marche de l'économie. Le premier indicateur traduit une confiance relative dans le pays, le second alimente la corruption. L'un comme l'autre privent l'État d'importantes ressources nécessaires au financement de ses investissements, le contraignant à lever des emprunts sur le marché international. De fait, la dette extérieure des Philippines a augmenté d'un tiers depuis 1992 pour dépasser le seuil critique de 40 milliards de dollars, soit 55 % du PNB. Dans ce contexte, on voit mal comment, malgré un excédent budgétaire, les autorités de Manille pourraient, sans améliorer leurs recettes fiscales, porter leur budget d'investissements à 5 % du PIB, contre 3 % actuellement, comme le recommande le FMI.

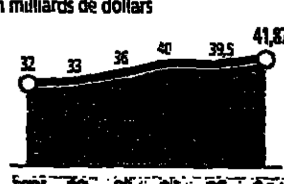
Non seulement le taux d'épargne en parts de PIB reste très faible, autour de 15 %, mais la tendance reste à la baisse depuis le début des années 70 et l'instauration de la loi martiale par Ferdinand Marcos en 1972, où il se situait autour de 25 %.

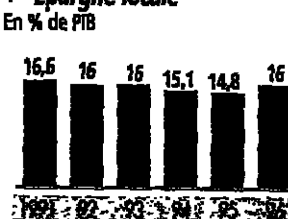
Les faibles perspectives en termes d'emploi, associées à un manque de confiance des Philippins dans l'économie de leur propre pays, continuent à nourrir l'émigration (il y aurait sept millions d'expatriés), de loin la première source de devises de l'archipel. Leurs transferts annuels (entre cinq et huit milliards de dollars, selon les sources) maintiennent le pays à flot, plus que les performances à l'exportation. La croissance de la production industrielle se tasse (7 % en 1995 et 5,5 % en 1996), tout comme celle des exportations (29 % en 1995 et 18 % en 1996). Le taux de couverture des importations est passé de 90 % en 1985 à 63,5 % dix ans plus tard, pour un solde négatif de plus de 11,8 milliards de dollars. Sur la base des chiffres du premier trimestre 1997, ce déficit pourrait atteindre 13 à 14 milliards cette année, selon Gabriel Singson, le gouverneur de la Banque centrale.

▼ Importations
En milliards de dollars

1991	92	93	94	95	96
12,1	13,8	18,7	21,3	28,8	32,3







Source : Banque mondiale et Banque asiatique de développement

INSÉCURITÉ ET CORRUPTION

Manille pourra aussi difficilement faire l'économie d'une réforme de son système fiscal pour trouver les ressources nécessaire au maintien des Philippines dans la dynamique régionale dont elles profitent depuis quelques années. Le taux d'imposition des gros salaires (au-delà de 46 000 dollars par an) atteint 47 % selon le cabinet de conseil Peat Marwick, faisant des entrepreneurs philippins la population la plus taxée de la zone. Cette incitation à la fraude se traduit par un très faible taux de recouvrement des prélèvements. Seuls 2 % de la cible visée acquitteraient effectivement leurs impôts. Le manque à gagner pour le fisc est estimé entre 1,5 et 3 milliards de dollars. Seuls les salariés, imposés à la source, ne peuvent y échapper. Leur contribution aux recettes de l'État, bien que supérieure globalement à celle des hauts revenus, ne dépasse pas le milliard de dollars. Selon les experts, avec un ratio de 16 % du PIB, les recettes fiscales aux Philippines sont parmi les plus faibles de la planète.

Féodale dans son essence, la société philippine gravite autour d'une petite oligarchie de familles terriennes que l'on retrouve à la tête des affaires, du législatif et de l'exécutif ; même si, dans ce dernier cercle, le poids des militaires se fait davantage sentir depuis l'arrivée de Fidel Ramos au pouvoir. Ceux-là mêmes qui profitent des lacunes du droit ont donc la charge de modifier les textes qui les contraindront à contribuer au financement de la nation et à partager les fruits de la croissance.

Le choix du futur président sera déterminant pour l'avenir d'un pays qualifié aujourd'hui d'étoile montante du Sud-Est asiatique, après avoir longtemps fait office de lanterne rouge. En six ans, le général Ramos n'a pas réussi à endiguer deux fléaux : l'insécurité et la corruption endémique qui sévissent dans le pays. Une centaine de kidnappings ont été commis en 1996, essentiellement dans la communauté sino-philippine, contre une quinzaine à la fin des années 80. Ce phénomène marque le degré d'infiltration de la société par la pègre de Hong Kong, soucieuse de trouver de nouveaux refuges pour l'après-1er juillet qui verra le retour du dominion britannique dans le giron de la mère patrie chinoise.

La dégradation de la situation a amené la Political & Economic Risk Consultancy de Hong Kong à considérer les Philippines comme le plus risqué des douze pays d'Asie orientale. Quant à la corruption, l'enquête réalisée au sein de la communauté d'affaires philippine, il y a tout juste un an, par la *Far Eastern Economic Review* est sans appel : 44,2 % des businessmen interrogés estiment le pays « très corrompu », 22,5 % le jugent « corrompu » et 33,3 % le trouvent « un peu corrompu ». Aucun ne le trouvait « non corrompu ».

Marc Mangin

Secteurs de Pointe

Construire le présent et inventer l'avenir des réseaux de télécommunications, grâce à une expérience centenaire.

Filiale de MATRA HACHETTE et d'ERICSSON, MET COMMUTATION propose aux opérateurs de Télécommunications des solutions clés en main pour réseaux téléphoniques fixes, mobiles et accès large bande.

Nous recherchons un

INGENIEUR SUPPORT SITE

Chargé de préparer et d'exécuter les activités de tests d'intégration et de validation dans le domaine des radiomobiles, vous participez activement au plan d'intégration du système définitif à livrer au client. Pour cela, vous gérez les essais sur site pilote, préparez le choix des outils, exécutez les tests sur maquette et rédigez les procédures d'introduction du nouveau matériel sur des systèmes en service.

Enfin, vous traitez, examinez tous les problèmes techniques logiciel et matériel rencontrés par les clients, non résolus, afin de leur apporter une analyse technique détaillée et des solutions appropriées pendant les périodes tests.

Vous possédez une expérience de 5 à 10 ans en tant que technicien en intégration logiciel des projets de télécommunications ou vous êtes jeune ingénieur, issu d'une école d'ingénieur informatique ou électronique avec une spécialisation télécoms.

Esprit d'analyse, disponibilité, rigueur et rapidité d'intervention vous caractérisent pour réussir dans cette mission. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à notre Direction des Ressources Humaines,

MET COMMUTATION
19, avenue Carnot
91348 Massy Cedex.

MET
MATRA - ERICSSON

RESPONSABLE DES ACHATS

CA Achats : 800 MF

Une importante société française du secteur industries lourdes (5 sites en France) recherche son Responsable des Achats pour l'intégrer à sa direction technique.

Il sera chargé :

- de définir, animer et coordonner la politique achats en liaison avec les directeurs de sites : objectifs de progrès, perspectives d'évolution, certifications qualité...,
- de définir les compétences des acheteurs sur sites, de participer à leur développement et de coordonner leurs actions,
- de développer le marketing achats.

Ce poste conviendrait à un candidat :

- diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion (formation complémentaire type ESAP souhaitée),
- ayant au moins 5 ans d'expérience significative et réussie dans les achats d'équipements industriels,
- témoignant de qualités marquées de négociateur, d'animateur et d'organisateur,
- maîtrisant l'anglais.

Poste basé en banlieue immédiate Ouest Paris.

Ecrire sous réf.
25A 3196 7M
Discrétion absolue



71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Responsable du Département Réhabilitation H/F

Rattaché au Directeur, vous aurez pour mission de :

- piloter l'ensemble de l'activité de montage et de conduite des opérations de réhabilitation réalisées par la structure,
- encadrer et animer une équipe de responsables de projets (environ 10 personnes),
- gérer un carnet de commandes et le budget des rémunérations afférentes aux opérations,
- conduire une action commerciale (prospection et gestion de clientèle) pour renouveler et diversifier le carnet de commandes,
- constituer le pôle d'assistance et de référence pour l'ensemble de la société en matière de réhabilitation de patrimoine, tant sur le plan technique et méthodologique qu'administratif et social.

De formation ingénieur, vous justifiez d'une expérience de 10 ans environ en montage et conduite d'opérations immobilières, et plus particulièrement en réhabilitation de logements sociaux. Vous maîtrisez les aspects techniques et tout ce qui concerne les interventions en milieu occupé. Enfin, vous possédez une réelle expérience et aptitude au management et à l'animation d'équipe.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre de motivation et C.V.), sous référence 112902, à EURO RSCG FUTURS - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

★ EURO RSCG FUTURS



Notre Groupe CAP GEMINI est leader européen dans le domaine du service et du conseil en systèmes d'information. Nous accompagnons nos clients dans la transformation de leur entreprise, en particulier par la mise en place de solutions à base de progiciels intégrés (plus de 500 projets réalisés dans 15 pays). Pour répondre à l'attente de nos clients nationaux, comme internationaux, nous renforçons l'ensemble de nos centres de compétences répartis sur toute la France (Paris et 25 villes en province) par l'integration de

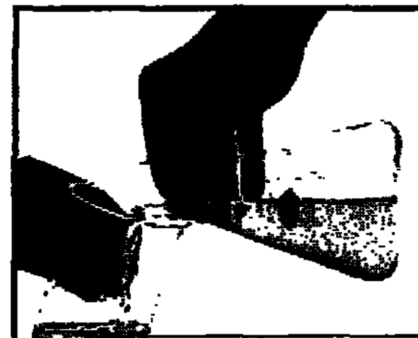
30 EXPERTS FONCTIONNELS

- gestion de production
- administration des ventes et distribution
- approvisionnement
- finance et contrôle de gestion
- ressources humaines.

Devenez CONSULTANT SAP

RV dans "LE MONDE Initiatives" du 18/06/97

Merci d'adresser ou de télécopier votre candidature (CV, photo, lettre de motivation et rémunération actuelle) en portant la référence choisie sur lettre et enveloppe :
***pour Paris** : réf. 4/4023 à OPTEAMAN, Le Quintet A - 12 rue Danjou - 92517 Boulogne cedex.*
Fax : 01 47 61 49 45.
***pour la Province** : réf. 4/4034 à Emmanuelle Calvet - CAP GEMINI - 4/5 place Charles Hernu - BP 2122 - 69603 Villeurbanne cedex.*



Avec 36 000 personnes dans le monde pour un CA supérieur à 42 *milliards* de F. notre Groupe compte parmi les grands groupes mondiaux de la chimie industrielle. Nous recherchons un :

INGÉNIEUR CHIMISTE

Sur le marché très diversifié des élastomères polyuréthanes à hautes performances, vous développez la vente d'un type de polyols en vous appuyant sur une parfaite connaissance technique du produit, sur un dialogue étroit avec les clients et sur l'expérience de notre société dans ce domaine. Votre mission est d'identifier et d'exploiter les applications potentielles sur le marché français.

Ingénieur chimiste de formation ou équivalent, vous justifiez impérativement d'une expérience dans l'industrie des polyuréthanes. Ainsi, vous avez tissé un solide réseau relationnel dans ce milieu qui vous permet d'être rapidement opérationnel. Négociateur de tempérament, vous êtes surtout un excellent technicien, persévérant, autonome et disponible pour de fréquents déplacements en France et en Angleterre.

Ce poste est proposé en CDD d'un an et pourra évoluer vers un CDI en fonction des possibilités de développement sur ce secteur.

Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation) sous Réf. ICM / 06 à : SOLVAY DRH - 12, cours Albert Ier - 75383 PARIS Cedex 08.





Les CONSTRUCTIONS MECANIQUES DE NORMANDIE
600 personnes, chantier de construction navale leader mondial sur un créneau de haute technologie, recherchent, à la suite d'un départ en retraite, un :

COMMERCIAL en NAVALE et DIVERSIFICATION

Rattaché au Directeur Industriel, il s'appuiera sur le réseau relationnel de son prédécesseur dont il poursuivra le développement. Son rôle sera de détecter les appels d'offres, faire présélectionner l'entreprise, coordonner les services qui lui prépareront l'offre, présenter et défendre cette offre et, enfin, négocier les contrats.

Le candidat idéal serait un bon professionnel de la navale qui aurait débuté sa carrière en technique pour évoluer ensuite vers le commercial par goût et aptitudes. Il devra être astucieux et créatif, persévérant, rassurant et bon négociateur.

L'anglais est fortement souhaité.

Le poste est basé à CHERBOURG, avec déplacements courts fréquents.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions, à Monsieur Jean VILAIN - CONSTRUCTIONS MECANIQUES DE NORMANDIE - BP 539 - 50105 CHERBOURG CEDEX.

Carrières Internationales

AGENCE RHONE-ALPES POUR LA MAITRISE DES MATERIAUX,
structure appuyée par les Pouvoirs Publics, chargée d'une mission de développement technologique auprès des PMI régionales dans le domaine des matériaux, recherche pour le mois de septembre 1997 son :

DIRECTEUR GENERAL

Il anime une équipe de plusieurs ingénieurs et experts. Il est plus particulièrement chargé :

- d'identifier et de mobiliser *les centres de compétences matériaux au bénéfice de l'ensemble du tissu* industriel régional,
- de promouvoir auprès de ces mêmes entreprises la diffusion des technologies nouvelles applicables aux produits et procédés matériaux.

De formation supérieure, le candidat justifiera une expérience industrielle de 20 années dans le domaine de la science et du génie des matériaux et présentera des références en matière de conduite de projets.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + dossier de candidature, rémunération actuelle et prétentions à :

AGENCE RHONE-ALPES POUR LA MAITRISE DES MATERIAUX
Savoie Technolac - B.P. 292 - 73375 LE BOURGET DU LAC CEDEX

Directeur des systèmes d'information

Le cabinet Arco vous offre une opportunité de carrière européenne en rubrique informatique.



Informatique - Secteurs de Pointe

Au sein du ministère de la Défense, la Délégation générale pour l'armement est chargée de fournir aux armées françaises les matériels qui leur sont nécessaires, au meilleur coût et en temps utile.
Pour participer à la construction d'une défense moins coûteuse et plus efficace, résolument inscrite dans une perspective européenne, la DGA s'est profondément réorganisée.
Afin de relever le défi de la bataille des coûts, le service qualité de la DGA recrute 8 Ingénieurs

Ingénieurs Qualité Programme

Au sein d'un service de programmes, vous serez chargé de construire la qualité de plusieurs programmes ou opérations importantes, dans un département travaillant en matriciel au profit des équipes de maîtrise d'ouvrage. Anglais indispensable.

Ingénieur Responsable Assurance Qualité

Au sein du dispositif national de la DGA auprès des industriels de l'armement, vous animerez le réseau et les actions d'assurance qualité fournisseurs au profit d'un (ou de plusieurs) directeur(s) de programme.

Ingénieur Assurance Qualité

Vous animerez un réseau de responsables sectoriels chargé de l'assurance de la qualité des systèmes et des équipements réalisés par l'industrie. Vous en définirez les méthodes et contribuerez activement à en garantir l'efficacité.

Agé de 30 à 45 ans, vous êtes diplômé d'une Ecole d'ingénieur ou de l'université avec une formation complémentaire en qualité. Vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction qualité, après avoir rempli des fonctions techniques ou industrielles qui vous ont permis d'exprimer vos compétences en ingénierie des systèmes complexes et en maîtrise de la qualité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + Photo) sous la référence QLM à la DGA, Direction des Ressources Humaines, 26, Boulevard Victor, 00460 ARMEES.

MINISTERE DE LA DEFENSE



DGA

---

ingénieurs développement internet multimédia

Notre société d'ingénierie en communication multimédia est en plein développement et recherche pour les besoins de communication de ses clients grands comptes, de nouveaux talents.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ECP, ENST, Supelec ou équivalent), vous possédez une première expérience en développement logiciel. Vous avez une excellente maîtrise des environnements de développement sur PC (Visual C, C++, Visual Basic, Access), des bases de données (client-serveur) ou des environnements de développement sur Mac.

La connaissance des principaux outils de développement multimédia (Director, Xobjects, outils 3D) ainsi que les environnements graphiques (Photoshop, Illustrator) seront des atouts pour réussir dans ce poste.

Vous alliez la créativité nécessaire à la conception multimédia, à la rigueur et à l'autonomie inhérentes au développement. Vous êtes passionné par le développement de logiciels informatiques et par les applications multimédia.

Si vous souhaitez participer au développement d'outils multimédia innovants (serveurs Internet, bases de données et catalogues multimédia sur CD-ROM et Internet) au sein d'une équipe jeune, dynamique et motivée, merci d'envoyer CV, photo et prétentions, sous référence RLM, à Citycom, Agnès Le Moal, 169 rue de Rennes, 75006 Paris.

E-mail : lemoal@citycom.fr





CITYCOM

MEDIAPA

---

metaphase

LEADER MONDIAL DE LA GESTION DES DONNEES TECHNIQUES METAPHASE poursuit son expansion en aidant les entreprises manufacturières à maîtriser le re-engineering de leurs processus industriels.

INGENIEURS GRANDES ECOLES
3/5 ANS D'EXPERIENCE INDUSTRIELLE

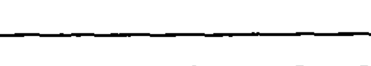
Postes : Experts en Gestion des Données techniques d'Entreprise.

Fonctions : Analyse fonctionnelle et encadrement de la mise en œuvre d'applications industrielles sur la base du Progiciel Client-Serveur, orienté objets : METAPHASE.

Compétences industrielles : Connaissance concrète du fonctionnement des processus industriels et des Données Produit associées.

Compétences informatiques : Connaissance solides des environnements de développement modernes :
UNIX/NT/C/Développement objets (C++/JAVA...)/SGBD.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature à :
Patrice ELU - METAPHASE - Groupe SDRC - Immeuble «Le Capitole» 55, avenue des Champs Pierreux - 92012 NANTERRE Cedex.



SIGMA CONSEIL
recherche

CONSULTANTS EN ORGANISATION

confirmés et débutants
pour missions secteurs industriel et bancaire.

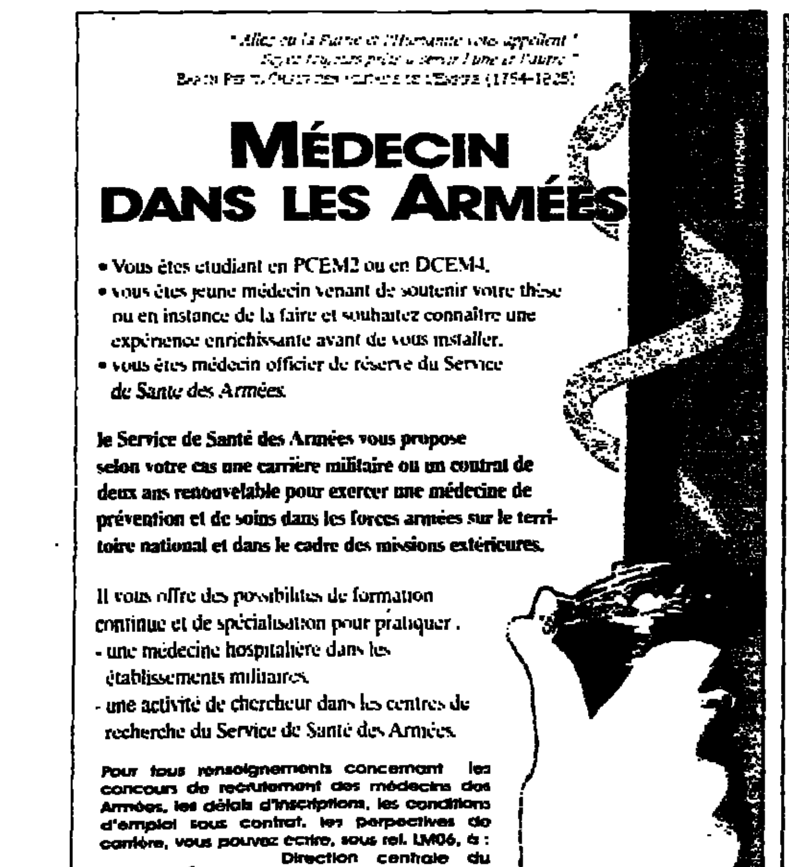
Pour ces postes, il est demandé une formation supérieure, une autonomie, un bon relationnel, la possibilité d'assurer des déplacements de courte durée.

Adresser C.V. à SIGMA CONSEIL - 12, rue Marbeuf - 75008 PARIS.

Sciences et Santé

CADRES ON LINE

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :
INTERNET http://www.cadresonline.com MINITEL 3615 cadresonline 2,23 F mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET http://www.lemonde.fr/emploi



MÉDECIN DANS LES ARMÉES

- Vous êtes étudiant en PCEM2 ou en DCEM4.
- vous êtes jeune médecin venant de soutenir votre thèse ou en instance de la faire et souhaitez connaître une expérience enrichissante avant de vous installer.
- vous êtes médecin officier de réserve du Service de Santé des Armées.

Le Service de Santé des Armées vous propose selon votre cas une carrière militaire ou un contrat de deux ans renouvelable pour exercer une médecine de prévention et de soins dans les forces armées sur le territoire national et dans le cadre des missions extérieures.

Il vous offre des possibilités de formation continue et de spécialisation pour pratiquer :
- une médecine hospitalière dans les établissements militaires.
- une activité de chercheur dans les centres de recherche du Service de Santé des Armées.

Pour tous renseignements concernant les concours de recrutement des médecins des Armées, les délais d'inscriptions, les conditions d'emploi sous contrat, les perpectives de carrière, vous pouvez écrire, sous réf. LM06, à : Direction centrale du Service de Santé des Armées Sous-direction ressources humaines - Bureau enseignement - 14, rue Saint-Dominique 00459 Armées.

SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES

BOURJOIS PARIS

Société française de parfums et cosmétiques, nous recherchons pour renforcer notre Laboratoire de Recherche et de Développement situé à Pantin, un

Ingénieur Formulation
Soin et Maquillage

Vous prendrez en charge la formulation de nouveaux produits cosmétiques.

De formation scientifique (Ingénieur chimiste, pharmacien, DESS, maîtrise), vous avez une **expérience d'au moins 5 ans** dans la formulation de produits cosmétiques (blanc et maquillage) en recherche et développement.

Ce poste en création nécessite une très bonne connaissance des matières premières. Il suppose également la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence IF/EB à BOURJOIS SA, 12/14 rue Victor Noir 92521 Neuilly sur Seine.

Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans *LE MONDE* et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé

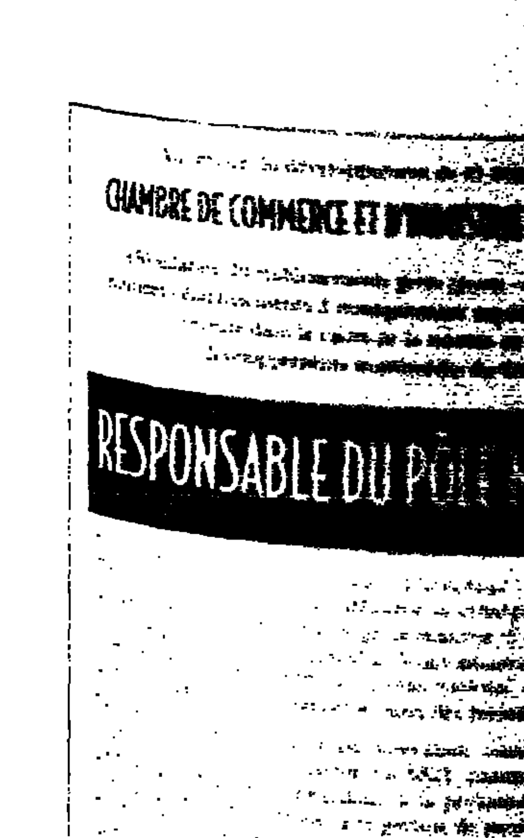
Mise à jour hebdomadaire le jeudi

■ ***Sur Minitel***
3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

■ ***Sur Internet***
http://www.lemonde.fr/emploi

Une façon
SIMPLE
FIABLE
EFFICACE

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue





de Pointe

SIGMA CONSEIL

Santé



Informatique Réseaux Télécommunications

Analystes Fonctionnels Métiers Bancaires

Banque De Particuliers

Les activités bancaires de particuliers sont amenées à évoluer. Aujourd'hui, les établissements financiers exigent un niveau de service et de flexibilité que les systèmes d'information actuels ne peuvent satisfaire. En réponse à ces exigences complexes, IBM apporte une solution sous la forme d'un package bancaire intégré qui couvre l'ensemble des besoins d'un établissement financier, lui apportant notamment une meilleure gestion des relations clients, ainsi qu'une optimisation des opportunités de ventes croisées. Cette solution, c'est Corebank.

IBM, acteur d'envergure internationale, avec un chiffre d'affaires de plus de 70 milliards de $, s'est associé à un groupe de banques européennes pour développer cette solution bancaire, qu'elle commercialise et supporte dans le monde entier. Cette solution allie fonctionnalités exhaustives et implémentation flexible. Elle s'intègre dans des environnements client/serveur évolutifs et offre également une interface graphique conviviale.

Corebank, dont la conception est axée sur le client, permet une exploitation et une gestion des informations en temps réel, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, dans un mode intégrant les contraintes relatives à l'An 2000 et au passage à l'Euro.

Nous souhaitons aujourd'hui renforcer notre équipe en France et recherchons des analystes fonctionnels ayant une connaissance approfondie des métiers et processus bancaires. Ce poste est basé à Paris.

A partir de l'expression des besoins du client, et de vos connaissances de la Banque, vous definirez le futur système d'information. Vous aurez la responsabilité d'animer l'équipe qui assurera l'interface entre les utilisateurs métier et la direction informatique de la Banque. Dans ce cadre, votre mission comportera des activités de collecte d'information, de planification et vous jouerez un rôle de faciliteur des ateliers fonctionnels, jusqu'à la recette définitive. Vous serez également chargés de collaborer en anglais avec les équipes de développement internationales. De plus, vous serez impliqué dans toutes les phases du projet, de l'avant-vente à la réalisation et serez amenés à assister vos homologues sur d'autres projets européens. Ces postes à responsabilités importantes, concernent des personnalités de grande envergure, possédant une véritable expertise bancaire.

Vous travaillez actuellement pour une Banque de particuliers, un éditeur de logiciels spécialisé dans les banques à réseau, une société d'ingénierie informatique, ou encore, pour l'un des principaux cabinets de consulting, et êtes responsable de la conception et du développment d'applications métiers bancaires, domaine dans lequel vous faites autorité. Vous possédez également des connaissances approfondies des principales opérations d'une Banque de particuliers et, idéalement, une expérience des systèmes d'information bancaires. Motivation, aptitudes à la communication et capacités de leadership sont autant de qualités personnelles essentielles, au-même titre qu'une parfaite maîtrise du français et de l'anglais.

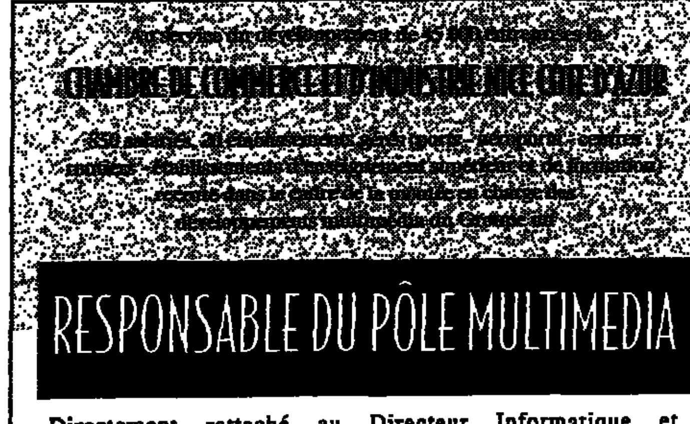
Des perspectives passionnantes vous attendent en vous offrant l'opportunité de travailler et de participer à la réussite de l'un des produits leaders du marché, voué à jouer un rôle prépondérant dans les activités bancaires du monde entier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre *manuscrite et CV en anglais*) à: *Martin Newman, Hanover Matrix*. 103 Mount Street, London W1Y 5HE, Grande-Bretagne. Fax: 0044 171 495 0826. Tous les entretiens auront lieu à Paris.

Retrouvez également IBM sur Internet: www.ibm.com



Solutions for a small planet



Directement rattaché au Directeur Informatique et Télécommunications, vous définirez la stratégie du Groupe dans ce domaine et prendrez en charge la maîtrise d'œuvre et le pilotage d'importants projets multimédia. Vous assurerez les relations avec *l'ensemble des partenaires* au niveau national et international, ainsi que le montage des contrats et le suivi des prestataires extérieurs.

De formation Grande Ecole ou équivalent, vous avez une expérience d'environ 10 ans, si possible en SSII, comme chef de projet ou gestionnaire d'affaires. Décideur, à la personnalité vive et réactive, vous avez déjà été confronté à la gestion de projets importants dans le multimédia. Vos dernières expériences se sont déroulées dans ce domaine. Méthodique et organisé vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et prétentions sous réf. 8316/M à Marie-Françoise ALETTI - CEGOS - Département Recrutement - Tour Chenonceaux - 92516 BOULOGNE Cedex.



European information technology manager

Based on United Kingdom

GRIFFITH LABORATORIES

GRIFFITH LABORATORIES, société leader en matière d'ingrédients alimentaires au niveau international (40 pays - C.A. de 65 millions de dollars pour l'Europe).

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous êtes chargé de définir et de mettre en œuvre la stratégie européenne de nos systèmes d'information. Vous prenez notamment en charge un important projet d'harmonisation de bases de données et de changement de progiciels.

Vous optimisez l'organisation technique existante (Windows NT, bases de données MGT, maintenance de réseau...) et coordonnez les équipes informatiques des différents pays. Vos compétences techniques (DEC, UNIX, NT...) et relationnelles vous permettent de trouver des solutions innovantes pour accompagner notre forte croissance.

A 35-45 ans environ, de formation supérieure, vous avez l'expérience du *management des systèmes d'information, si possible dans plusieurs pays*, maîtrisez la mise en place de systèmes globaux (vente, production, finance, logistique).

Bilingue anglais, la connaissance d'une autre langue européenne serait un plus. Ce poste basé en Angleterre nécessite de fréquents déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, photo et prétentions en précisant la référence 331/A, à notre conseil ARCO, 22-24 rue du Président Wilson, 92532 Levallois-Perret Cedex.



Informatique - Réseaux Télécommunications



Original, Bouygues Telecom l'est à plus d'un titre. Forfait, clarté dans la présentation des services, technologies inédites, organisation entièrement tournée vers le client... *L'initiateur de la téléphonie personnelle, premier opérateur sur le réseau DCS 1 800, a mis l'imagination* et la simplicité au pouvoir dans son offre commerciale. Résultat ? Un an après l'ouverture du réseau, plus de 160 000 clients conquis et près de 2 000 emplois créés. Objectif : 300 000 clients à la fin de l'année. Découvrez l'originalité Bouygues Telecom : un espace professionnel, technologique et humain exceptionnel qui n'a pas fini de grandir.

CHEFS DE PROJETS ÉTUDES ET SUPPORT RADIOMOBILE (RÉF. GEP/ESR/LM)

• Planification cellulaire • Optimisation du réseau

Vous prenez en charge les spécifications d'outils d'aide à la décision. A la tête d'une équipe de 4 Ingénieurs, vous intervenez en support opérationnel auprès des régions. De formation Bac + 5 radio, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience, dont 2 ans dans le GSM ou le DCS, *expérience acquise en planification, au sein d'un service optimisation, chez un opérateur ou un constructeur.*

INGÉNIEURS SERVICES (RÉF. GEP/SER/LM)

Au sein de l'équipe des services réseau, vous assurez la maîtrise d'œuvre de projets de réalisation de nouveaux services : définition des besoins techniques, coordination et développement de ces services, spécifications des tests de validation avant la généralisation dans le réseau. Vous possédez 2 à 5 ans d'expérience dans le secteur des réseaux de télécommunications, mobiles ou fixes.

CHEF DE GROUPE PROJET ET CONFIGURATION NSS (RÉF. GEP/NSS/LM)

Au sein de l'équipe Commutation, vous encadrez une équipe de 3 Ingénieurs chargés du paramétrage des équipements NSS. Vous assurez le suivi et le respect des plannings déploiement. Votre expérience de 3 à 5 ans en déploiement de réseau vous permet d'avoir une bonne connaissance du GSM.

RESPONSABLE SUPPORT TECHNIQUE EXPLOITATION (RÉF. DLB/STE/LM)

INGÉNIEUR PERFORMANCE RÉSEAU (RÉF. DLB/PR/LM)

INGÉNIEURS SENIORS : RADIO, TRANSMISSION, COMMUTATION (RÉF. DLB/RTC/LM)

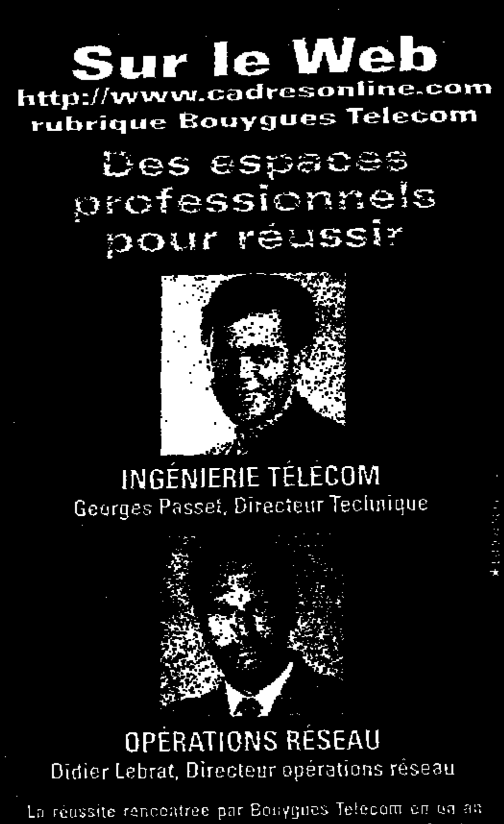
Au sein du Département Support Technique, vous intervenez dans votre domaine dans les investigations techniques, le suivi des anomalies et le support *aux techniciens chargés de la maintenance et de la supervision du réseau. Vous élaborez les méthodes et outils en relation* avec les fournisseurs d'équipements et les équipes d'ingénierie et de validation. Vous assurez le suivi de l'emploi des ressources ainsi que la collecte et l'analyse de statistiques, afin d'améliorer la performance du réseau en exploitation.
Ingénieur de formation, vous possédez une expérience de 2 à 10 ans en télécoms. Une compétence en GSM serait la bienvenue. Vous témoignez d'un intérêt particulier pour l'opérationnel. Rigueur et esprit d'équipe sont vos atouts ; la maîtrise de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous référence choisie en précisant bien le poste, à Bouygues Telecom - Département Recrutement - 51, avenue de l'Europe - 78944 Vélizy Cedex.
Pour plus d'informations connectez-vous sur : http://www.bouyguestelecom.fr. (espace ressources humaines).



Bouygues Telecom

ET SI NOUS GRANDISSIONS ENSEMBLE ?



Leader mondial dans son domaine
de Haute Technologie



LE CENTRE EUROPEEN DE RECHERCHE DE FONTAINEBLEAU (77) recrute

Responsable informatique

Dans un environnement scientifique hautement qualifié, il vous sera confié la gestion de nos moyens informatiques. De plus, en collaboration *avec les utilisateurs, vous élaborerez une stratégie* d'évolution des réseaux de communication et de leurs équipements (matériel, logiciels, *contrôle des procédés...) et coopérerez avec nos* unités de Recherche aux USA et au Japon pour leur conception et leur implantation.

Ingénieur Grande Ecole, vous avez une solide *expérience industrielle dans une fonction* similaire. Nous recherchons une personnalité de haut niveau technique avec d'excellentes *qualités relationnelles.*

Ingénieur mécanicien

Développement de machines de précision.

Vous aurez la responsabilité de concevoir et de réaliser des équipements appropriés au développement de nouveaux produits ou procédés.

Diplômé d'une Grande Ecole à dominante *mécanique, vous avez une première expérience* industrielle dans la conception de machines, de préférence dans la technologie de haute *précision.*

Au sein de notre Groupe International, ces postes vous garantissent une carrière évolutive à la mesure de vos résultats.

Au sein de notre Groupe International, ces postes vous garantissent une carrière évolutive *à la mesure de vos résultats.*

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite à
CORNING S.A. - C.E.R.F. - Service du Personnel - BP 3 - 77211 AVON Cedex.

SETICS

Nous sommes une société d'études et de conseil en Télécommunication située à Paris, reconnue auprès de grands comptes et d'opérateurs, appréciée pour la diversité de ses compétences.

Dans le cadre de l'activité de Conseil en Télécom, nous recherchons :

❑ UN EXPERT VOIX-DONNÉES

Une expérience minimum de 5 ans dans le domaine des réseaux voix-données vous a permis d'acquérir de fortes compétences techniques et vous permet d'évoluer vers la conduite de grands projets.

❑ UN INGÉNIEUR TÉLÉCOM

*Une première expérience, dans le domaine de la conception de systèmes de télécommunication, vous a permis d'approfondir votre connaissance **des systèmes de messagerie X.400.** La connaissance de X.509 serait un plus. Pour ce poste la maîtrise de l'anglais est indispensable.*

Pour ces postes, une bonne capacité rédactionnelle et une aptitude au travail en équipe sont souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et CV) à l'attention de :

Edwige Chaumeil
SETICS
194, rue de Tolbiac - 75013 PARIS

France Telecom Transpac, Opérateur de Réseaux et Systèmes de Communication, leader mondial dans son domaine avec un CA de 5 milliards et 1600 collaborateurs, recherche

Ingénieurs d'Affaires Réseaux (réf. DC/97.01) et Intranet (réf. UI/97.02)

Vous assurerez le montage technico-financier d'affaires complexes, vous prospecterez activement votre territoire, élaborerez l'offre client et serez son conseil privilégié.
Vous bénéficierez de l'appui de la structure commerciale du groupe France Telecom et de nos centres de compétences ; vous aurez à négocier avec des interlocuteurs variés et de haut niveau.
De formation supérieure (grandes écoles, universités...), vous devrez faire état d'une forte expérience d'intégrateur et/ou d'ingénieriste acquise au sein de structures commerciales *Télécom/Informatique, pour appréhender rapidement les métiers et les enjeux de nos clients.*
Postes à pourvoir sur PARIS et NANCY.

Ingénieurs Technico-Commerciaux Intranet (réf. UI/97.03)

Vous assisterez l'ingénieur d'Affaires dans l'analyse, la qualification des besoins des clients et lors de la constitution de propositions commerciales. Vous effectuerez les démonstrations techniques. En après-vente, vous traiterez les problèmes clients et conduirez les réunions de suivi technique.
De formation Ecole d'ingénieurs, vous justifiez d'une expérience similaire dans le domaine de la messagerie, des serveurs WEB, du groupware, de l'annuaire d'entreprise et du commerce électronique.
Postes à pourvoir sur PARIS/Région Parisienne.

Chefs de Produit Internet / Intranet (réf. DSMQ/97.04)

Vous serez chargé de créer les produits et services, de piloter leur développement et leur lancement et de monter le business plan associé. Vous rechercherez une anticipation permanente des besoins par une écoute des clients, de la concurrence...
De formation Ecole d'ingénieurs, vous avez plusieurs années d'expérience dans une fonction marketing et dans les domaines concernés (groupware, serveurs WEB, annuaire d'entreprise...).
Postes à pourvoir sur PARIS / Région Parisienne.

Responsables Service Client (réf. DSR/97.05)

Vous serez l'interlocuteur privilégié d'une ou plusieurs grandes entreprises pour toutes les questions relatives au déploiement et à l'exploitation de leur réseau. A ce titre, vous coordonnerez et animerez l'ensemble des acteurs concernés en France et à l'étranger, vous devrez garantir la qualité de service à partir des outils de supervision et d'administration de réseau et développerez une démarche active auprès des clients.
De formation Ecole d'ingénieurs, vous possédez une expérience de l'exploitation de réseaux.
Postes à pourvoir sur PARIS, RENNES et LYON.

Pour tous ces postes la maîtrise de l'anglais est exigée.

Adressez CV et prétentions en précisant la référence choisie à : France Telecom Transpac DPRH - Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine - BP 13 - 75755 PARIS Cedex 15.



France Telecom Transpac

SIGMA CONSEIL

recherche

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

■ **Profil 1 :** connaissances impératives : **C et API WINDOWS.**
connaissances souhaitées : **format fichiers graphiques BMP et NSDK1.**

■ **Profil 2 :** connaissances impératives : **POWER BUILDER.**
connaissances souhaitées : **ORACLE et DBASE.**

Adresser CV à SIGMA CONSEIL-12 rue Marbeuf 75008 - Paris